

**Sous la direction**

**d'Oleg STANEK**

# Le vertige de la liberté

## Essais sur la Pologne postcommuniste

**Nathalie CARON  
Mamadou DIALLO  
Brigitte GAGNON  
Martin GAGNON  
Hélène GUILLEMETTE  
Dany JOSEPH  
Hugues LANTIN  
Guy LEMIRE  
Waclaw PIOTROWSKI  
Jean RIENDEAU  
Jean-François SIMARD  
Oleg STANEK  
Pawel STAROSTA**

**ACTES ET INSTRUMENTS DE LA RECHERCHE EN  
DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL N° 10**

Les Actes et instruments de la recherche en développement régional sont publiés par le Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec.  
Les propos tenus dans cet ouvrage n'engagent que la responsabilité des auteurs.

RÉVISION ET ÉDITION

Jean LARRIVÉE

TRAITEMENT DE TEXTE

Mildred COUTURIER

Cécile LEPAGE

CONCEPTION GRAPHIQUE

Richard FOURNIER

INFORMATION

Lise BLANCHETTE : (418) 724-1440

DISTRIBUTION AU QUÉBEC

GRIDEQ

300, Allée des Ursulines

Rimouski (Québec)

G5L 3A1

**Données de catalogage avant publication (Canada)**

Vedette principale au titre :

Le Vertige de la liberté : essais sur la Pologne postcommuniste  
(Actes et instruments de la recherche en développement régional; 10)  
Comprend des références bibliographiques

ISBN 2-920270-52-4

1. Pologne - Conditions sociales - 1980- . 2. Pologne - Conditions économiques - 1980- . 3. Aménagement du territoire - Pologne. 4. Pologne - Relations extérieures. I. Stanek, Oleg, 1949- . II. Université du Québec à Rimouski. Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec. III. Collection.

HN538.5.V47 1993 306'.09438 C93-096054-8

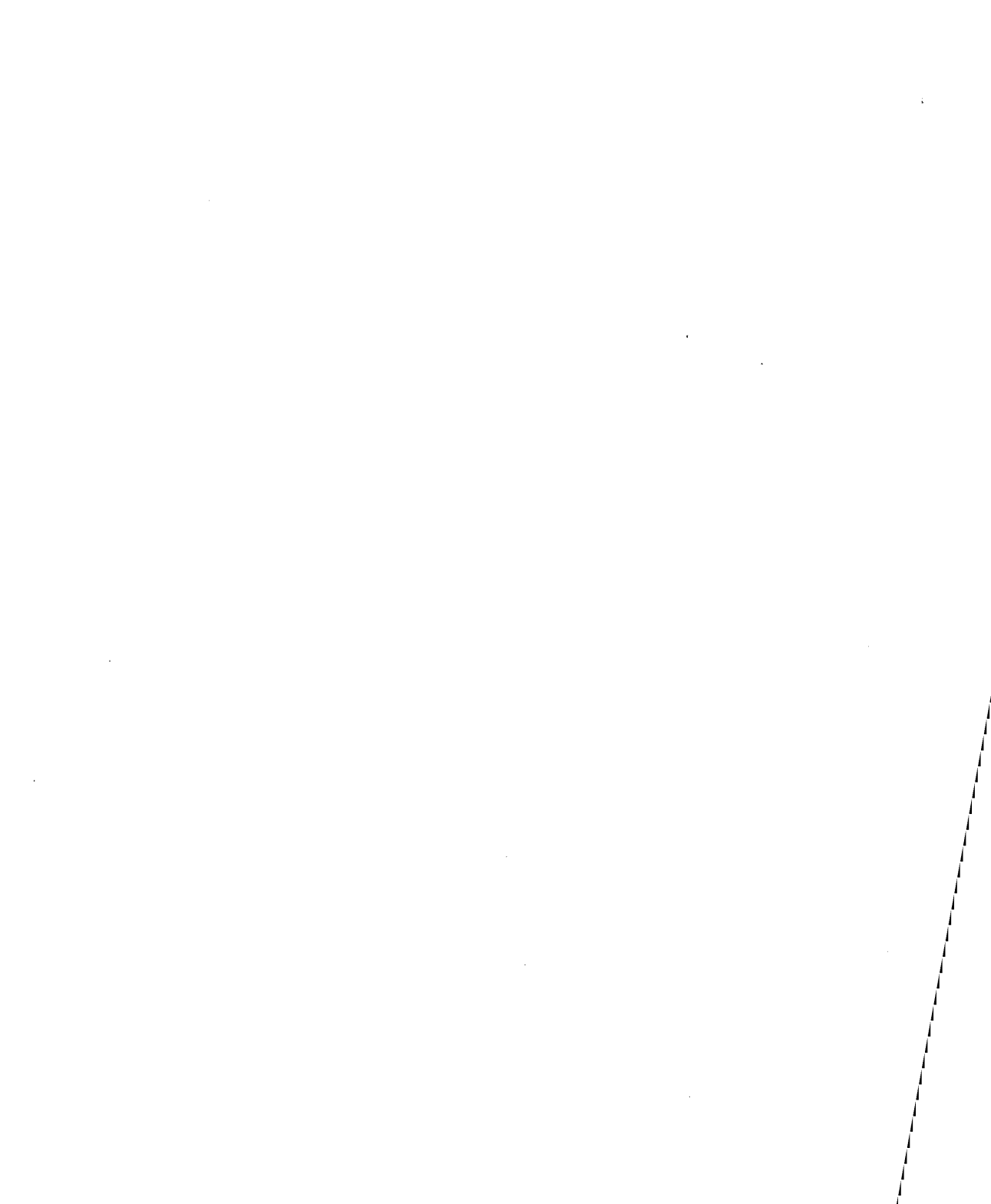
TOUS DROITS RÉSERVÉS

Copyright 1993

Université du Québec à Rimouski

Nous voudrions remercier toutes les personnes et organismes qui ont contribué à la réalisation de ce stage, que ce soit financièrement ou autrement. Nous sommes particulièrement redevables de l'appui de monsieur Michel Tremblay, député du comté de Rimouski à l'Assemblée nationale, de l'OPDQ, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, responsable du Développement régional, du ministère des Relations internationales, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, de la Fédération des caisses populaires Desjardins du Bas-St-Laurent, de la Commission de la vie étudiante de l'UQAR, du Syndicat des professeurs et des professeures de l'UQAR, de la Coopérative étudiante de l'UQAR, ainsi que des diverses instances de l'Université du Québec à Rimouski.

Un merci tout particulier à tous nos amis polonais. Il est impossible de nommer ici tous ceux qui nous ont apporté leur concours. Nous sommes reconnaissants tout particulièrement au Dr Pawel Starosta, professeur de sociologie rurale à l'université de Lodz, avec qui nous avons été en contact pour préparer notre stage et qui nous a réservé un accueil dépassant toutes nos attentes. Mentionnons aussi le Dr Marcin Piotrowski, professeur de macro-économie à l'Université de Lodz, le Dr Andrzej Majer, professeur de sociologie urbaine, le Dr Jerzy Tadeus Kowaleski, professeur de planification et démographie à l'Institut économique et statistique de Lodz, les Dr Ewa Malinowska et Ewa Rokicka, professeures à l'Institut de sociologie de l'Université de Lodz, la Dr Habil. Jolanta Kuplinska, professeure de sociologie industrielle et directrice de l'Institut de sociologie à l'Université de Lodz, le Dr Andrzej Pilichowski, professeur de sociologie rurale à l'Institut de sociologie de l'Université de Lodz ainsi que le Dr Jozef Wierzbicki, économiste rural à l'Académie agricole de Varsovie.



## AVANT-PROPOS

Les pages qui suivent sont le fruit d'une expérience trop fragmentaire pour qu'elle puisse se réclamer d'une quelconque légitimité «scientifique». Il est fort probable que nous n'avons pas réussi à éviter bon nombre de perceptions erronées en dépit des efforts de validation de notre propos : nous avons fait appel aux sources diverses, allant des publications officielles aux entrevues avec nos nombreux interlocuteurs et amis polonais. Mais cela est sans doute propre à toute tentative de déchiffrer une culture et une société qui s'écartent à bien des égards de nos références familières. Qui plus est, cette culture et cette société, maintenant en pleine mutation, sont elles-mêmes à la recherche de repères pour maîtriser leur crise d'identité : les anciennes catégories du «socialisme réel» sont devenues inopérantes alors que les exorcisées; le nouveau discours, parfois ultralibéral, occulte plus qu'il ne dévoile les problèmes rencontrés dans la redécouverte du capitalisme et de la démocratie. De prime abord, les oreilles occidentales risquent de n'y entendre que les accents incantatoires d'une idéologie trop galvaudée pour être vraiment crédible.

Notre fréquentation des réalités polonaises a été limitée à la fois dans le temps et dans l'espace (deux semaines, même très intensément vécues, ne peuvent guère condenser la diversité des situations qui caractérisent ce pays). Malgré cela, nous croyons que notre témoignage peut avoir un certain intérêt,

à condition d'être pris pour ce qu'il est : *un récit de voyage*. L'aventure polonaise - comme celle des autres pays de l'Est - nous interpelle en effet à plus d'un titre : d'abord parce qu'elle constitue l'aboutissement de l'épisode peut-être le plus marquant de ce siècle, le communisme de type soviétique. Ensuite, d'un point de vue plus «académique», à cause du reflet que la «construction du capitalisme» nous renvoie de nos propres réalités : plusieurs processus ayant modelé l'histoire des sociétés occidentales s'y déroulent aujourd'hui en accéléré, bien que dans un contexte tout à fait inédit. Finalement, parce que dans la nouvelle donne géopolitique, les pays de l'Est forment une sorte de *nouvelle frontière* de l'Occident, frontière plus facile à conquérir que celle du Sud sous-développé.

# TABLE DES MATIÈRES

|  | <b>Page</b> |
|--|-------------|
| <b>AVANT-PROPOS</b>                                      | vii         |
| <b>LA FIN D'UNE ÉPOQUE par Oleg STANEK</b> .....         | 1           |
| - Les lendemains qui déchantent .....                    | 1           |
| - Repères historiques .....                              | 4           |
| - Le paysan et la cuisinière .....                       | 11          |
| - Socialisme polonais .....                              | 22          |
| - Solidarité .....                                       | 38          |
| - Coup d'État .....                                      | 42          |
| - Un renouveau difficile .....                           | 46          |
| <b>LES EXPLOITATIONS AGRICOLES FAMILIALES EN POLOGNE</b> |             |
| <b>par Mamadou DIALLO</b> .....                          | 61          |
| - Une économie dans une transition difficile .....       | 61          |
| - Les nouveaux problèmes de l'agriculture .....          | 63          |
| - Quels objectifs pour une politique agricole? .....     | 66          |
| - Le morcellement des exploitations .....                | 70          |
| - Population et emploi agricoles .....                   | 71          |
| <b>LA FORÊT POLONAISE par Hugues LANTIN</b> .....        | 79          |
| - L'organisation de l'exploitation forestière .....      | 80          |
| - Les ressources forestières et leurs utilisations ..... | 82          |
| <b>AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE par Jean RIENDEAU</b> ..... | 89          |
| - Une société en quête d'un avenir meilleur .....        | 89          |
| - Division du territoire .....                           | 93          |
| - Environnement : sortir du brouillard .....             | 96          |

|   |            |
|---|------------|
| <b>URGENCE : DES MAIRES-ENTREPRENEURS S.V.P. UN REGARD<br/>SUR LES MUNICIPALITÉS POLONAISES par Guy LEMIRE . . . . .</b>  | <b>101</b> |
| - Les gens de ce pays . . . . .   | 102        |
| - L'influence de solidarité . . . . .   | 104        |
| - Le gouvernement municipal . . . . .   | 105        |
| - Le maire-entrepreneur de la Pologne renaissante . . . . .   | 107        |
| <br>  |            |
| <b>LA POLOGNE ET L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE. L'ÉCHEC<br/>DE LA RÉFORME SOCIALISTE DU COMMERCE EXTÉRIEUR :<br/>VERS UN SYSTÈME RÉINVENTÉ par Hélène GUILLEMETTE . . . . .</b> | <b>113</b> |
| - Les problèmes du commerce extérieur . . . . .   | 114        |
| - Entreprise privée . . . . .   | 119        |
| - Intensification des échanges avec l'Ouest . . . . .   | 121        |
| <br>  |            |
| <b>L'ÉDUCATION EN POLOGNE : UN PROBLÈME DE<br/>RECONVERSION par Brigitte GAGNON . . . . .</b>   | <b>125</b> |
| - Le système d'éducation et ce qu'il a produit . . . . .  | 127        |
| - Prise en charge par l'État des étudiants et des<br>filiales d'emplois . . . . .   | 131        |
| - Un lieu de reproduction sociale malgré l'idéologie<br>socialiste . . . . .  | 134        |
| <br>  |            |
| <b>LA NOUVELLE GÉNÉRATION EN POLOGNE... UNE PORTE<br/>VERS LE DÉVELOPPEMENT OU LA FUITE? par Nathalie CARON</b>   | <b>141</b> |
| - Le rôle de la nouvelle génération dans le processus de<br>développement . . . . .   | 141        |
| - Valeurs identitaires . . . . .  | 142        |
| - Conditions de vie . . . . .   | 145        |
| <br>  |            |
| <b>SITUATION DE LA FEMME POLONAISE par Dany JOSEPH . . . . .</b>  | <b>149</b> |
| - La femme polonaise dans le contexte actuel . . . . .  | 151        |
| - La femme polonaise dans le milieu rural . . . . .   | 155        |



|   |     |
|---|-----|
| <b>L'INCIDENCE DU COMMUNISME SUR LE DÉVELOPPEMENT<br/>DE LA DÉMOCRATIE EN POLOGNE par Martin GAGNON</b> | 159 |
| - La Pologne d'hier   | 162 |
| - La Pologne d'aujourd'hui  | 164 |
| - Perspectives pour le milieu rural   | 165 |

|  |     |
|--|-----|
| <b>L'INFLUENCE DE L'ORGANISATION DE MASSES SUR LA<br/>MENTALITÉ ET LES MODÈLES DE LA PARTICIPATION DE LA<br/>POPULATION RURALE POLONAISE par Waclaw<br/>PIOTROWSKI et Pawel STAROSTA</b> | 169 |
| - Formulation du problème  | 172 |
| - Les organisations de masse dans la campagne polonaise<br>et l'ampleur de leur influence  | 174 |
| - Pourquoi les ruraux participent aux organisations de masse?  | 177 |
| - Identification et organisation de masse en milieu rural  | 183 |
| - Les modèles de base de la participation aux organisations<br>de masse  | 189 |
| - L'adaptation   | 193 |

|  |     |
|--|-----|
| <b>ENTRE LE DÉCLIN ET LE RENOUVEAU : QUELQUES<br/>CONSIDÉRATIONS SOCIOLOGIQUES À PROPOS DE LA<br/>PRIVATISATION DE L'ENTREPRISE POLONAISE par Jean-François<br/>SIMARD</b> | 201 |
| - Le déroutant mariage d'une société occidentale à une économie<br>«en voie de développement»  | 203 |
| - Vers une nouvelle attitude face au travail   | 206 |
| - Le credo de la privatisation   | 211 |
| - La fin des grandes illusions   | 213 |
| - Adopter ou adapter?  | 214 |



# LA FIN D'UNE ÉPOQUE

Oleg STANEK

## LES LENDEMAINS QUI DÉCHANTENT

Depuis la soviétisation de l'Europe de l'Est à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les mouvements «contre-révolutionnaires» ont périodiquement secoué la périphérie de l'empire. Ils ont miné le système à la base par les convulsions répétées de soulèvements ouvriers et des contestations des intellectuels; ils ont irradié du sommet en quête d'une plus grande autonomie, sans pour autant remettre en cause le cadre géopolitique du «socialisme réel». Ils ont toujours été mis en échec par le Grand frère, noyés tantôt dans le sang, tantôt dans le désespoir d'une normalisation forcée. Or, après 1985, le centre impérial lui-même glisse dans la tourmente réformatrice. Les impératifs de la domination politique sont progressivement éclipsés par l'intensité de la crise socio-économique interne: s'enlisant dans un immobilisme croissant sous la pesanteur de ses hiérarchies et des intérêts de la nomenklatura, empêtrée dans des problèmes sociaux et économiques en apparence insolubles, l'URSS des années quatre-vingt est en voie de devenir un colosse militaro-bureaucratique condamné à perdre la course au «progrès» qu'elle a engagée avec le «capitalisme pourrissant de la phase impérialiste». Les réformes - la *perestroïka* et la *glasnost'* - ont au départ une portée limitée, du moins selon les intentions de leurs initiateurs. Il s'agit d'une cure de rajeunissement destinée à insuffler quelque dynamisme aux rouages d'un système qui se pétrifie. Mais avec une rapidité déconcertante, les quelques concessions de départ et les rares pièces retirées du dispositif répressif,

s'avèrent suffisantes pour déstabiliser le tout. Avant même que l'empire ne s'effondre complètement, les problèmes internes de l'URSS deviennent trop absorbants pour contenir les forces centrifuges de sa périphérie. La Pologne est le premier pays à amorcer la dérive, suivie de près par la Hongrie et, dans une séquence rapide, par les autres «démocraties populaires». Mais la «sortie de Yalta», orientée résolument vers l'économie de marché et la démocratie à l'occidentale, s'effectue dans des conditions exceptionnellement difficiles et dans une conjoncture économique internationale particulièrement défavorable. Après les premières goulées enivrantes de liberté, on découvre rapidement que l'héritage d'un demi-siècle de communisme est plus lourd et pernicieux que l'on ne l'a cru au début. Mais surtout, que la libéralisation de l'économie et la démocratisation de la société ne sont pas une panacée rapide aux maux dont on rendait jadis exclusivement responsable la domination soviétique. La privatisation et la construction d'une société marchande, s'accompagnent de leur cortège de problèmes sociaux et, une fois en cours, manquent cruellement de séduction susceptible de nourrir l'enthousiasme pour une nouvelle utopie. On s'y résigne plutôt comme à une chirurgie inévitable mais dont le pronostic n'est pas toujours très favorable. «En Pologne, nous disait-on, les optimistes croient que la situation pourra s'améliorer d'ici vingt ou trente ans. Les pessimistes croient que la Pologne ne s'en sortira jamais.»

Il est vrai que moins de trois ans après la chute du «socialisme réel» le mouvement est à peine amorcé et il serait illusoire de vouloir en saisir la direction. Au-delà d'une sorte de consensus de surface sur les vertus de la libéralisation des structures économiques et des institutions sociales, peu de projets explicites fournissent les éléments pour un débat sur l'avenir de la société polonaise. La plupart de nos interlocuteurs éludaient d'ailleurs toute prise de position tant soit peu tranchée. L'essentiel, selon eux, c'était que la société civile avait recouvré son autonomie, et qu'elle pourrait désormais évoluer «librement», suivant un cours progressivement dégagé par les forces qui l'habitent; personne ne voulait proposer une direction volontariste à ce mouvement spontané. Ce n'est qu'en filigrane, au deuxième degré, que se laissaient entendre tantôt les accents nostalgiques évoquant la sécurité de l'ancien régime, tantôt une irritation contre la mainmise germanique sur l'Europe en général et sur la Pologne en particulier, ou encore une critique

vaguement masochiste de la «mentalité» polonaise façonnée par l'héritage communiste et accusée d'être le principal obstacle à la réussite du nouveau système. Ce manque de projet, ce refoulement de toute utopie positive, traduit sans doute une réaction dirigée contre le volontarisme triomphaliste de la période communiste. Il est souligné par un véritable éclatement des organisations intermédiaires, une sorte d'atomisation du social qui contraste fortement avec le militantisme du début des années quatre-vingt alors que *Solidarité* regroupait près de dix millions de membres. Mais le projet de libération de la société civile réalisé, ces organismes militants se volatilisent littéralement après les élections de 1990, éclatant en une pléiade de minuscules partis. Il y en a actuellement plus de 160, dont seize possèdent une représentation à la Diète. Tout se passe comme si les libertés d'association et la démocratie conquises de chaude lutte trouvaient leur première expression dans le choix de *ne pas s'associer et ne pas voter*. La société civile se reforme ainsi, dans un premier temps, selon la figure du libéralisme classique, en deçà de la société politique et en dissolvant les organisations intermédiaires susceptibles de donner corps à ses divisions internes. L'Église catholique elle-même commence à se ressentir de la soudaine perte de sa vocation pluri-séculaire de protectrice de la Nation.

Pouvons-nous davantage prédire la trajectoire sur laquelle sera projetée la Pologne de demain en observant le spectre des options politiques? Là nous glissons sans solution de continuité de la droite nationaliste catholique (qui verrait de bon oeil l'instauration, sous son égide, d'un régime de *law and order* sortant la Patrie du chaos actuel) au libéralisme le plus radical, en passant par les éléments réformateurs regroupant les anciens communistes et voulant sauver de la débâcle tout au moins les fonctions principales de l'État-providence. Il est encore moins clair quelle sera l'issue de la crise de ses structures économiques. Modernisation et intégration progressive dans l'orbite de la CEE, ou marginalisation croissante et involution tiers-mondiste ? La Pologne possède certes quelques atouts de taille: pays européen et industrialisé, dont la main-d'oeuvre est hautement qualifiée, rompue à la discipline industrielle et se contente de salaires du Tiers-monde<sup>1</sup>. Elle dispose également d'une infrastructure moderne et d'un appareil scientifique et technique de haut calibre. Rien d'étonnant qu'elle soit devenue, avec les autres pays de l'Est, une cible privilégiée des programmes

de développement et d'aide internationale au détriment de l'Afrique et des autres pays sous-développés: la «rentabilité» de ces interventions a de bonnes chances d'être beaucoup plus rapide. Rien d'étonnant non plus que, malgré la crise, elle accueille un afflux de capitaux, surtout allemands, certes insuffisant si j'ajoute à l'aune des immenses besoins, mais quand même significatif. Tous ces atouts risquent toutefois de demeurer stériles dans une période de faible croissance au niveau mondial. Sur les marchés, où bon nombre d'intervenants aguerris éprouvent des difficultés dues à la concurrence effrénée et à une course implacable à la compétitivité, les nouveaux venus ne sont-ils pas condamnés d'avance par les règles du jeu d'une guerre économique sans merci ? Dans une telle conjoncture, malgré l'attitude bienveillante de ses nouveaux partenaires occidentaux, les obstacles à la pénétration des marchés mondiaux sont nombreux: le caractère désuet de l'appareil productif polonais, les modes de gestion qui ne parviennent que difficilement à se dépêtrer des pesanteurs de l'ancien régime, les défis d'une restructuration devenue impérative à la suite de l'effondrement du COMECON, la rareté des capitaux, etc.

L'ampleur de ces problèmes et la diversité des voies possibles rendent vaine toute tentative de scruter notre boule de cristal avec le dessin d'y découvrir les prémices d'un avenir encore trop incertain. Plutôt que de nous essayer à la prospective, c'est une photographie du présent que nous souhaitons présenter au lecteur. Une photographie certes floue et imprécise, où aux incertitudes propres à la réalité polonaise se mêlent les hésitations des observateurs par trop inexpérimentés, bien que convaincus que pendant un instant fugitif ils ont frôlé l'Histoire.

## REPÈRES HISTORIQUES

Le décryptage de la réalité polonaise est à peu près impossible sans une connaissance ne serait-ce qu'approximative de son arrière-plan historique, tant le discours et l'action y sont constamment ponctués par des références au passé. Ici nous ne pouvons qu'évoquer, d'une manière schématique et sommaire, quelques moments forts de cette histoire, ceux-là mêmes qui continuent à marquer les images-clés de l'identité polonaise.

Le premier épisode rappelle le long conflit avec l'Ordre des chevaliers teutoniques, qui fixe d'une manière durable la relation tourmentée avec le monde germanique.<sup>2</sup> Appelé par le prince de Mazowie en 1226 pour le protéger contre les incursions des barbares païens du Nord, particulièrement les tribus prussiennes, l'Ordre s'empare de la Prusse orientale, mais élargit par la suite son emprise territoriale en soumettant les populations chrétiennes de Poméranie. La prise de Gdansk ferme à l'État polonais l'accès à la mer baltique. Même si un certain équilibre, ponctué d'épisodes belliqueux, permet l'expansion du royaume vers l'Est (les duchés de Mazowie et la Russie rouge sont annexés à la couronne sous Casimir le Grand au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle) ainsi qu'une consolidation progressive de ses structures politiques, l'Ordre demeure l'ennemi toujours le plus menaçant. Ses visées territoriales n'inquiètent toutefois pas la seule Couronne polonaise, mais également le Grand duché de Lituanie. La crainte qu'inspirent les moines guerriers forge l'étroite alliance des deux États. Elle est consacrée par l'élection du Grand duc Ladislas Jagellon au trône de Pologne. Le choix de ses descendants pour lui succéder ne vise pas à rendre la monarchie héréditaire, mais renouvelle à chaque fois le geste de l'alliance. Ladislas Jagellon bat les chevaliers teutoniques à Grunwald (1410). Cette victoire, si elle a brisé l'élan de l'expansion teutonique, n'a toutefois pas détruit définitivement la puissance de l'Ordre. Ce n'est qu'un demi-siècle plus tard, à la suite d'une guerre de treize ans, que le fils de Ladislas, Casimir Jagellon, parvient à contraindre le Grand-Maître de l'Ordre à reconnaître sa souveraineté tout en recevant l'allégeance des nobles de la Poméranie et des bourgeois allemands de la Prusse.

L'alliance du royaume de Pologne avec le Grand duché de Lituanie incluait dans la mouvance polonaise des vastes territoires ruthènes: le Grand duché étendait en effet son influence au-delà de Smolensk et de Kiev et atteignait la mer Noire. En fait, l'ampleur de ses possessions russes dépassaient alors nettement celle du domaine moscovite. Une nouvelle frontière frictionnelle est donc ouverte, d'abord avec l'empire turc, et ensuite avec les tzars. Cependant, avant que cette position géopolitique délicate ne finisse par désarticuler l'État polonais, un siècle et demi de stabilité et de puissance fait baigner la République dans les Lumières de la renaissance: le *siècle d'or*. Car non seulement la permanence quasi-dynastique de la famille

des Jagellon garantit une continuité au sommet de l'État, mais les pouvoirs traditionnels se consolident. Contrairement aux autres parties de l'Europe féodale, ici les nobles (la szlachta) forment un corps égalitaire sur le plan politique, représenté à la Diète par les nonces élus par les Diétines régionales. À côté des détenteurs des offices les plus élevées et des magnats issus des familles de grands propriétaires fonciers, réunis dans le Sénat, ces nobles composent un groupe très conscient de leurs prérogatives. Pas d'hommage au souverain, mais une libre élection de ce dernier par la Diète. Depuis Casimir le Grand, on reconnaît d'ailleurs le principe de *liberum votum*, c'est-à-dire le droit de veto de chaque noble sur toute loi<sup>3</sup> et, globalement, le droit de la Diète de se prononcer sur chaque ordonnance: en 1505, Alexandre Jagellon accepte le principe de *Nihile Novi*<sup>4</sup>, ce droit coutumier de la noblesse, en lui donnant un statut presque constitutionnel. Plus tard, la noblesse de la Lituanie ayant peu à peu obtenu des privilèges analogues, le souci de pérennité de la République conduit les Jagellon (sous Sigismond-Auguste, 1569) à créer des institutions «fédérales» communes (l'Union de Lublin): une Diète qui réunit les magnats et les nobles des deux États, avec l'obligation faite au Souverain d'être à la fois Roi de Pologne et Grand duc de Lituanie. Une autre particularité de cette République dans une Europe déchirée par les guerres de religion est la tolérance. Bien que les Jagellon ne se soient jamais ouvertement compromis dans la Réforme<sup>5</sup>, bon nombre de grands seigneurs et de nobles ont été happés par ce mouvement. Ajoutons les orthodoxes des provinces ruthènes (dont certains succombent eux aussi à la tentation protestante), les Juifs qui depuis Casimir le Grand avaient été activement attirés dans le royaume, ainsi que d'autres confessions plus marginales, et nous obtenons une mosaïque religieuse complexe; la primauté accordée à la défense des droits et «libertés» nobiliaires, finit toutefois par imposer un consensus de tolérance religieuse qui, institutionnalisé, transforme la Pologne en terre d'accueil des confessions persécutées et contribue indirectement à son enrichissement culturel. Tandis que se consolide un pouvoir nobiliaire démocratique - en fait la seule forme de démocratie que la Pologne ait jamais connue avant 1989 si l'on excepte le court épisode parlementaire du début des années vingt - et s'affirme sa place dans l'espace culturel occidental, la République est rongée de l'intérieur par un mal de civilisation: guidée par la soif croissante des ressources monétaires à la remorque des modes de vie portés par la renaissance, la main des grands magnats s'appesantit sur les



paysans. Presque libres jusque-là, on tente désormais de les astreindre à la corvée et au servage. Ces tentatives sont particulièrement mal vécues aux marges orientales de la *République*, dans les steppes où une population de Cosaques encore semi-nomades, résiste farouchement aux avancées de la colonisation conduite par les magnats polonais. Leurs révoltes entraînent dans la mêlée d'abord le tzar Alexis, qui parvient à reprendre une frange importante de terres ruthènes, ensuite les Turcs qui se portent à leur «défense».

Le souvenir de cette *République* des Jagellon qui étendait sa domination sur des territoires depuis longtemps perdus, hante encore l'imaginaire national ne serait-ce par nostalgie de la puissance de naguère, ou par le rappel des centaines de milliers de compatriotes demeurés au-delà des frontières de l'Est. Plus encore peut-être, c'est le parangon de la démocratie de la *szlachta* qui sert de référence au refus, voire au mépris de toute autorité établie.

Le deuxième épisode «fondateur», dont les séquelles sont encore bien visibles tant dans les structures régionales que dans la conscience polonaise (c'est aussi durant cette période que seront confondus les destinées de la Nation et de l'Église catholique), est le partage de la Pologne intervenu à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il fait suite à plus d'un siècle d'instabilité politique qui débute avec le *Déluge*, c'est-à-dire le déferlement des armées étrangères sur le territoire de la *République*: les Moscovites prennent Smolensk et incendient Wilno, les Suédois occupent plusieurs fois Varsovie, les Turcs attaquent à leur tour. La position de la Pologne entre les puissances impériales se révèle de plus en plus précaire, malgré les soubresauts rappelant l'ancienne gloire, tel le règne de Jan Sobieski (1674-1696), grand vainqueur des Turcs devant Vienne. Mais progressivement l'influence des tzars commence à peser de plus en plus dans la balance des choix politiques: elle s'affirme avec l'élection d'Auguste le Fort, électeur de Saxe, à la royauté et entraîne la Pologne dans une nouvelle guerre contre la Suède aux côtés des Russes. L'élection d'un anti-roi, Stanislas Leszczyński, soutenu par les Suédois et les grandes familles polonaises est désavouée par Pierre le Grand qui impose les Saxons. La situation du royaume ressemble de plus en plus à celle d'un protectorat: son armée est limitée à 24 000 hommes, et tout geste qui froisse les intérêts de la

Russie provoque une intervention des troupes du tzar. Domination fondée sur une sorte de paradoxe de l'Histoire: le roi de Prusse et le tzar, les grands autocrates, se portent toujours à la défense des libertés nobiliaires garanties par l'Union de Lublin. Ces libertés, le *liberum votum* en particulier, rendent en effet la République pratiquement ingouvernable et la transforment en proie facile des pressions étrangères. Lorsque le dernier roi polonais, Stanislas-Auguste Poniatowski (1764-1795), essaie de réformer ce système politique, le roi de Prusse et le tzar imposent de connivence avec les grands magnats un retour en arrière. En 1772, à la faveur des troubles accentués par ces ingérences étrangères, Frédéric II de Prusse établit un «cordon sanitaire» en occupant la Prusse Royale, l'empereur d'Autriche annexe la Galicie, forçant du même coup la Grande Catherine, aux prises avec la Turquie, à renoncer à ses prétentions hégémoniques sur l'ensemble de la République. Cette dernière perd quand même au profit de l'empire russe une autre frange de ses territoires ruthènes et, diminuée, se résigne au protectorat des tzars.

Stanislas-Auguste s'évertue malgré tout à poursuivre les réformes visant à moderniser le régime politique: la Grande Diète, approuve le 3 mai 1791 une nouvelle constitution, instituant une monarchie héréditaire, accordant une large liberté de gouvernement aux villes, introduisant des représentants de la bourgeoisie à la Diète et promettant des réformes à la paysannerie. Les grands magnats polonais et les cours prussienne et russe y subodorent aussitôt des relents de jacobinisme: à la demande des magnats, les troupes russes entrent dans la République, «en ami», pour aider les «vrais Polonais». L'armée polonaise est battue, la constitution abolie. Le roi de Prusse, de son côté, occupe la Grande Pologne afin d'y éradiquer «l'esprit du démocratisme français». Une vaste coalition patriotique se rassemble alors sous l'égide de Tadeus Kosciuszko<sup>6</sup>. Pendant quelques mois, les insurgés s'emparent de la République, mais les armées prussiennes et russes bientôt ressaisies, reprennent la situation en main. Un troisième partage résulte de cette défaite, et cette fois-ci l'Autriche pourra elle aussi y participer: tout le territoire polonais est démembré par les trois puissances. Si à la faveur des guerres napoléoniennes s'amorce une courte renaissance de l'autonomie polonaise autour du duché de Varsovie, la défaite de Napoléon sonne définitivement le glas de son indépendance. Le tzar Alexandre, grand ami du prince Adam Czartoryski<sup>7</sup>, poursuit certes une politique conciliante à l'égard

du Royaume du Congrès qu'il établit dans les territoires de la République qu'il contrôle. Doué d'une large autonomie administrative, le régime constitutionnel de traditions «libérales» y est largement maintenu en contraste avec l'absolutisme de l'empire russe. Mais après la mort d'Alexandre (1830), les dispositions de ses successeurs sont moins bienveillantes: une russification forcée sur le fond du «réveil des nations» du XIX<sup>e</sup> siècle, ponctuée de plusieurs soulèvements, attise le sentiment anti-russe. Dans la partie prussienne, l'effort de germanisation provoque des effets analogues. En fait, c'est en Galicie où l'administration impériale austro-hongroise s'avère la plus clémente et octroie, après 1861, une large autonomie sous l'égide des couches les plus conservatrices de l'aristocratie polonaise.

Cette attitude de tolérance s'avère politiquement rentable: même si le *panславisme*<sup>8</sup> n'a pas complètement disparu malgré les décennies de russification, c'est l'empire austro-hongrois qui représente pour plusieurs le candidat idéal pour accueillir un Royaume polonais unifié. En Galicie se forment ainsi, sous l'oeil bienveillant des autorités de l'empire, les *Sociétés de tir*, groupes para-militaires dont prendra la tête le socialiste Pilsudski. Pendant la Première Guerre mondiale, c'est de là que Pilsudski mènera les légions polonaises pour libérer le «Pays de la Vistule»<sup>9</sup>, après avoir prêté serment à «François-Joseph, empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Pologne». Mais lorsque les armées russes seront repoussées par l'offensive germano-autrichienne et la Pologne partagée en deux zones sous des administrations distinctes, le rêve austrophile se dissipe: Pilsudski démissionne des Légions. Le 5 novembre 1916, les deux empereurs créent un royaume polonais, mais seulement avec les terres anciennement appartenant à la Russie amputées de surcroît de la Lituanie. L'autre partie de l'ancienne République sera cédée à l'Ukraine à la suite de la paix de Brest-Litovsk. Pilsudski, qui participe en tant que chef du département militaire au Conseil d'État, démissionne quand la mainmise allemande se révèle par trop évidente, et est aussitôt emprisonné à Magdebourg; le colonel Haller, qui a combattu aux côtés des autrichiens, déserte avec ses unités et gagne la Russie. La déclaration du président Wilson «qu'il devrait y avoir une Pologne unifiée, indépendante et autonome»<sup>10</sup> place les pays occidentaux de l'Entente au premier plan comme champions de l'unification polonaise. Le Comité national, présidé à Paris par Dmowski<sup>11</sup>, organise une armée sous le

commandement de Haller, reconnue aussitôt par les puissances de l'Entente comme «autonome, alliée et belligérante». Après la signature de l'armistice, Pilsudski, libéré de sa prison de Magdebourg, rentre en Pologne (où tous les gouvernements provisoires l'ont entre-temps nommé ministre de la Guerre) auréolé du prestige de libérateur de la Nation, et les Régents lui remettent le pouvoir. Une année de «dictature» socialiste, est suivie par les élections et la formation d'un gouvernement d'Union nationale présidé par Paderewski: malgré ses antécédents socialistes, dont il se distancie d'ailleurs de plus en plus, l'auréole patriotique de Pilsudski lui vaut d'être élu, par la Diète dominée par la droite, président et chef suprême de l'armée. Mécontent du tracé des frontières orientales fixées par le traité de Versailles<sup>12</sup>, Pilsudski attaque l'Armée rouge; après une guerre de deux ans, durant laquelle la Pologne a failli être balayée par l'avance des troupes de Toukhatchevski, la chance tourne (aidée par les Français) et le traité de Riga, que les bolcheviks signent à la hâte, consacre un nouveau tracé, deux cents kilomètres à l'est de la ligne Curzon. Les plébiscites organisés par la Société des nations dans la Prusse orientale et la Silésie occidentale, ramènent par contre ces territoires dans le giron allemand.

Les quelques années de gouvernements parlementaires, auxquels Pilsudski refuse son concours, ne réussissent pas à redresser la situation sociale et économique. Le coup d'État de Pilsudski, en 1926, ne change pas de fond en comble le paysage politique. Il se contente d'abord de faire «légaliser» son geste par la Diète et refuse la présidence de la république que celle-ci lui offre. Il gouverne cependant par l'intermédiaire de ses séides. Sous son influence, les institutions démocratiques se vident graduellement de leur substance, et bientôt la constitution est modifiée pour lui assurer un pouvoir presque illimité. À la mort du Maréchal, le parti des Colonels poursuit la dictature jusqu'à l'occupation allemande.

Avec les années, le socialisme de Pilsudski a évolué d'une manière qui n'est pas sans rappeler Mussolini: le national-socialisme de Hitler ne soulève ni chez lui ni chez les colonels qui lui ont succédé aucune antipathie de principe. En 1938, la Pologne participera avec le Reich au partage des dépouilles de la Tchécoslovaquie<sup>13</sup>; Hitler compte alors encore sur la compréhension de ses voisins de l'Est et espère un règlement pacifique de ses

revendications territoriales qu'il estime somme toute modérées: Dantzig (Gdansk) et un passage à travers le «couloir» pour unir par voie terrestre la Prusse orientale au Reich satisferaient son appétit. Les colonels, imbus d'une confiance aveugle en les capacités de la glorieuse cavalerie polonaise et en le pouvoir de dissuasion du pacte d'assistance mutuelle les unissant à l'Angleterre et à la France, refusent préemptoirement toute concession. Le 1<sup>er</sup> septembre 1939, les Panzers de la Wehrmacht franchissent la frontière et un mois plus tard toute résistance est brisée. Le 16 septembre, l'Armée rouge envahit les territoires à l'Est de la ligne Curzon et les annexe en vertu du pacte germano-soviétique.

## LE PAYSAN ET LA CUISINIÈRE

La soviétisation du régime dans la Pologne d'après-guerre rattache son destin à une logique historique différente au point qu'il semble nécessaire d'en retracer la genèse, du moins en ce qui concerne les aspects les plus indispensables pour notre propos. Il s'agit, bien entendu, des conséquences de la révolution d'octobre.

À la lumière de la philosophie de l'histoire de Marx, la victoire des bolcheviks en 1917 est un événement non seulement imprévu, mais virtuellement impossible. La révolution socialiste ne pouvait en effet réussir que là où le développement du capitalisme lui aurait frayé la voie en forgeant déjà les conditions matérielles indispensables. Elle était donc attendue en Angleterre ou en Allemagne, dans les pays industriels les plus avancés, mais non aux confins de l'Europe et de l'Asie, dans un monde sortant à peine de la féodalité ou embourbé encore dans les scories du «mode de production asiatique». Marx ne craignait-il pas lui-même que la montée de la bourgeoisie dans cette partie du monde, n'insuffle une nouvelle vigueur au mode de production capitaliste, retardant d'autant les révolutions dans les pays européens où les conditions objectives étaient pourtant mûres ?

Que la révolution «prolétarienne» réussisse dans un empire essentiellement rural, où le décollage capitaliste, quoique vigoureux, venait à peine de commencer, un pays sans traditions ouvrières bien ancrées, aurait

dû poser de nombreux problèmes embarrassants à la théorie marxiste de l'Histoire<sup>14</sup>. La thèse «du maillon faible» de la chaîne impérialiste n'a fait que les éluder: pour Lénine, l'anomalie n'était que conjoncturelle, la «vraie» révolution - celle qui serait portée par le prolétariat des pays les plus développés - devait rapidement s'engouffrer dans la brèche ouverte par l'Octobre russe, consolidant du même coup ses acquis et confirmant la portée mondiale de l'événement. Le prolétariat occidental ayant manqué le rendez-vous, la «construction du socialisme dans un seul pays» apparaîtra progressivement comme thèse officielle du stalinisme montant; mais on n'expliquera jamais d'une manière satisfaisante l'étrange raccourci que représentait ce passage presque direct de la féodalité au socialisme.

Le nouveau pouvoir se trouve ainsi confronté à une masse paysanne qui, «normalement», aurait dû avoir disparu depuis longtemps alors que s'ouvre une période révolutionnaire. Selon Marx, cette couche sociale représentait un avatar transitoire de l'Ancien régime, une variante particulière du *mode de production marchand simple* condamnée, à l'instar des autres formes de production artisanale, à une décomposition rapide par le progrès des rapports de production capitalistes. Si l'on excepte la rente foncière et le «retard» de ce secteur (retard qui, selon Marx, expliquait la *rente foncière absolue*), au seuil de la phase révolutionnaire, rien ne devait en principe distinguer l'agriculture des autres sphères de l'économie. La *socialisation de la production* consécutive aux mutations des rapports sociaux ne posait donc, conformément à l'approche orthodoxe, aucun problème vraiment spécifique. La *paysannerie parcellaire* ne retient guère l'attention de Marx théoricien<sup>15</sup>.

L'attitude du pouvoir soviétique à l'égard de la masse paysanne sera donc d'emblée modelée par ce pronostic de sa disparition inéluctable. La position initiale de Lénine en est un poncif si servile qu'elle s'avère inapplicable: en fait, c'est le programme des Socialistes révolutionnaires, avec lesquels il a longtemps polémique sur cette question, que Lénine mettra en oeuvre. Ses conceptions les plus fondamentales ne sont pas pour autant modifiées par ce recul stratégique. Qui plus est, contrairement à Marx qui situe entre la *petite production marchande* et le *mode de production capitaliste* un hiatus d'un ordre qualitatif<sup>16</sup>, Lénine se contente de placer cette coupure entre l'économie «naturelle» (tournée essentiellement vers l'autoconsommation et

le troc) et l'économie marchande. De plus, il conçoit l'évolution de cette dernière vers le capitalisme comme une progression sans solution de continuité: selon lui, par une sorte d'effet cumulatif, les simples inégalités de départ s'amplifient, débouchant sur la concentration des richesses d'un bord, de la pauvreté de l'autre. Les paysans «riches» engagent de plus en plus de travailleurs salariés, recrutés à même la masse des paysans les plus pauvres, ce qui accélère le processus de l'accumulation et transforme les plus nantis graduellement en capitalistes.

Cette manière de concevoir un processus de génération spontanée du capitalisme à partir des germes que sont les inégalités de fortune permet d'éviter toute interrogation théorique sur l'agriculture paysanne (et plus généralement familiale) et sur les modalités de son intégration (et de son éventuelle dissolution) dans un environnement capitaliste. Qui plus est, elle empêche tout questionnement théorique du moment où elle substitue à l'étude des ruptures structurelles le constat d'une simple croissance quantitative. Elle remplace l'analyse des rapports de classes par l'étude des relations entre catégories statistiques: les paysans «riches» ne sont-ils pas aspirés par le mouvement vers la bourgeoisie, et les paysans «pauvres», vers le prolétariat ? Les conséquences de cette conception furent catastrophiques, car elle entraînait une totale cécité à l'égard du sens véritable des transformations du monde rural. Rien d'étonnant qu'elle ait inspiré des politiques qui aboutissaient ensuite à des résultats diamétralement opposés aux intentions de leurs initiateurs. Mais c'est cette conception qui dominera le rapport de tous les Partis du «socialisme réel» au monde rural: elle était *nécessaire* dans la mesure où son abandon aurait impliqué une révision en profondeur d'une partie importante de dogmes intangibles du marxisme soviétique.

Il est vrai que les années qui suivirent la révolution d'octobre pouvaient difficilement voir l'émergence d'une politique cohérente: la guerre civile, les problèmes extrêmes de ravitaillement des villes et des armées, n'ont permis de réaliser qu'une réforme agraire appliquée dans des conditions pénibles. Le *communisme de guerre*, imposé par les circonstances, favorisait l'emploi des méthodes expéditives qui, en l'absence de marchés agricoles<sup>17</sup>, réduisaient les relations avec la paysannerie récalcitrante aux réquisitions

obligatoires effectuées par des détachements paramilitaires<sup>18</sup>. La paix s'accompagne d'un recul tactique dans les principes socialistes du pouvoir soviétique. Outre sa fonction immédiate de reconstruction de l'appareil économique, la NEP<sup>19</sup> peut être interprétée, du point de vue de la conception léniniste du développement de l'agriculture, comme une période de maturation: à son terme la *structure de classes* dans les campagnes aurait dû revêtir une apparence plus «capitaliste», donc plus conforme à la capacité de digestion du pouvoir soviétique. Les paysans «riches» (les *koulaks*) deviendraient capitalistes agraires, les paysans pauvres (les *biedniaks*) se fondraient dans le prolétariat et, finalement, la couche importante des paysans moyens (les *sriedniaks*) serait progressivement laminée et entraînée vers les catégories inférieures.

Si la NEP met à l'ordre du jour le slogan «enrichissez-vous», il est clair, dans l'esprit de Lénine (et sera admis par la suite d'une manière générale par tous les leaders du monde communiste), que le *koulak*, aussi pitoyable puisse-t-il être si l'on le compare avec l'habitant canadien-français de cette même époque, préfigure - l'est en fait en puissance - un capitaliste agraire, alors que le *biedniak* est son futur prolétaire. Sur le plan de l'analyse des classes, malgré l'apparente bienveillance de la NEP à son égard et les louvoisements des politiques, le *koulak* restera toujours l'«ennemi», le *biedniak*, l'«ami» du régime. Les persécutions les plus vigoureuses du communisme de guerre, ainsi que de la politique stalinienne de l'après-NEP, prendront donc le *koulak* pour cible principale.

À la faveur de la NEP se développe toutefois, sous l'aile protectrice du «droitier» Boukharine, un courant de pensée tout à fait original dont le principal porte-parole fut A. Tchayanov. Il propose une *théorie* de l'économie paysanne<sup>20</sup> (ou d'agriculture familiale): il n'est guère possible, selon lui, d'appliquer à cette forme de production les catégories dérivées du mode de production capitaliste, en raison de l'absence d'une catégorie fondamentale, le salaire. Pour la famille paysanne, son *revenu net* est une réalité indivise. Ce qui importe, c'est la mesure subjective de l'effort consenti par la famille pour l'obtenir. Tchayanov l'appelle *pénibilité* (traduction pas très heureuse du russe *tiagotnost'*). La famille aura intérêt à accroître sa production (donc son revenu) tant et aussi longtemps que la satisfaction procurée par chaque unité



additionnelle du produit est supérieure à l'accroissement de la pénibilité du travail pour l'obtenir. Tôt ou tard, ces deux quantités (ou plutôt qualités) s'équivalent. Poursuivre l'effort au-delà de ce point limite serait «irrationnel» pour la famille d'exploitant. La taille de l'exploitation permettant d'atteindre ce point d'équilibre peut être appelée *optimale*: elle dépend naturellement des conditions de production et des marchés, de la panoplie des besoins que la famille doit satisfaire, ainsi que de la main-d'oeuvre dont elle dispose.

Il n'est pas question de développer ici toutes les conséquences de ce principe. Quelques corollaires suffisent pour marquer la différence avec Lénine. Tout d'abord, dans un univers technique déterminé, le produit de l'agriculture paysanne sera supérieur à celui d'une agriculture capitaliste (en raison de la tendance à l'*auto-exploitation*), et les prix des denrées agricoles seront inférieurs (le paysan ne pouvant répercuter sur le prix ni le «profit» sur son «capital» ni l'apport d'une partie considérable du travail familial). La pression des paysans sur la terre, traduisant leur volonté d'atteindre la taille optimale, provoquera une hausse de la rente foncière (une sorte de *rente absolue paysanne*, phénomène spécifique à cette forme productive), laquelle aura un effet répulsif sur la pénétration du capital dans le secteur agricole. Finalement, dans les conditions données, l'accumulation paysanne se heurte à un verrou puissant, à savoir la taille optimale: il serait tout à fait absurde pour la famille agricole de poursuivre l'accumulation au-delà de ce point (qui lui assure l'utilisation optimale de sa propre force de travail) afin d'«exploiter» des ouvriers<sup>21</sup>. Il s'ensuit que tant et aussi longtemps que la main-d'oeuvre familiale sera qualifiée pour utiliser les techniques productives avec la même productivité que la main-d'oeuvre salariée, la pénétration du capitalisme en agriculture est bloquée. Qui plus est, dans toutes les circonstances exceptionnelles, lorsque une brèche permettrait dans certains domaines l'implantation d'une organisation capitaliste du travail, celle-ci surgirait de l'extérieur et non sur la base de l'accumulation interne à la paysannerie. Dans de telles conditions, le destin de l'agriculture paysanne apparaît tout autre que ne le prévoit la vulgate léniniste: le progrès technique, en poussant le plus souvent à l'accroissement de la taille optimale de l'exploitation, provoquera un laminage de la paysannerie *par en bas*. Les paysans évincés ne se transformeront toutefois pas en prolétariat rural (ceux qui restent demeurent en effet toujours producteurs familiaux) mais

alimenteront l'exode rural. Cette prévision correspond d'ailleurs, *grosso modo*, à l'évolution du secteur agricole dans les pays occidentaux.

Du point de vue de Tchayanov, le *koulak* est donc un paysan qui a atteint, ou s'est rapproché, de la taille optimale de l'exploitation, le *biedniak* n'est guère son futur prolétaire<sup>22</sup>, mais le plus souvent un candidat à l'exode rural. Que la campagne soit le théâtre des conflits entre ces groupes est indiscutable, mais la nature de ces conflits ne correspond à la lutte des classes que dans la mythologie futuriste de la doctrine léniniste. Dans cette perspective, les attaques répétées contre les *koulaks* n'atteindront donc aucun «capitaliste», mais brimeront la couche de la paysannerie potentiellement la plus dynamique et la plus à même de produire les excédents commercialisables.

Il est vrai que le pouvoir soviétique devait, pour des raisons doctrinales, affronter les «paysans riches»: il était intolérable d'admettre qu'une masse paysanne dont l'existence était rivée à la propriété privée de ses moyens de production n'emprunterait pas le chemin conduisant vers la «socialisation». Mais un autre motif puissant s'ajoutait alors pour désigner les *koulaks* comme victimes d'une politique répressive: c'étaient les nécessités de l'*accumulation primitive socialiste*. En effet, pas de socialisme sans bases matérielles adéquates, donc sans infrastructure industrielle développée et puissante. Mais où trouver les capitaux pour amorcer la croissance dans une Union soviétique dévastée par six années de guerres externes et internes ? La «gauche»<sup>23</sup> préconise le maintien du caractère socialiste de la production industrielle et propose que son développement soit financé en écumant le revenu paysan. La «droite» privilégie plutôt une croissance homothétique des deux secteurs (il faut d'abord faire lever le gâteau avant d'accentuer les prélèvements). Que ce soit le résultat d'une politique délibérée, ou encore la conséquence de l'insuffisance de la production industrielle, les ciseaux des prix entre les produits agricoles et industriels s'ouvrent de plus en plus, entraînant une crise des livraisons des paysans à l'État. En 1927 cette résistance des campagnes à la détérioration des termes d'échange (en fait, le plus souvent, à la disparition des produits industriels de première nécessité sur le marché rural) convainquit Staline de recourir à la manière forte. Les *koulaks* sont les ennemis tout désignés des détachements armés qui rééditent

les réquisitions forcées du communisme de guerre. La *NEP*, malgré l'attitude tolérante qu'elle affiche, n'a en effet pas réussi à tisser entre les campagnes et les villes des relations marchandes suffisamment fortes pour convaincre la paysannerie à dégager des surplus suffisants. Dès lors l'incompréhension du pouvoir à l'égard du problème paysan le conduit à employer des mesures qui ne font qu'exacerber la crise. S'opposant aux droitiers, Staline décide brutalement de liquider cette couche sociale dont la sourde résistance menace d'étouffer l'économie toute entière. La collectivisation forcée devra balayer cet univers incompréhensible, rétif à une évolution «normale». En inculquant aux ruraux le credo collectiviste, Staline croit pouvoir faire l'économie d'une «étape» qui s'annonce interminable, et imposer aux paysans cette «alliance» avec les ouvriers qui, jusqu'alors, ne semblait être qu'un mot d'ordre assez vide.

L'on sait l'extrême brutalité de ce processus, tel qu'il s'est déroulé en URSS sous la houlette stalinienne: la liquidation physique d'une couche entière de la paysannerie<sup>24</sup>, une détérioration de la situation alimentaire consécutive aux destructions massives des récoltes, provoquant à maints endroits la famine, la réduction du cheptel tué par les paysans menacés de collectivisation, et la baisse de la production globale: elle n'atteindra son niveau de 1928 qu'au terme d'une décennie. Cependant, malgré ce formidable *forcing* de l'histoire, les «formes supérieures» de l'organisation du travail à la campagne ne se sont pas avérées ni plus productives, ni beaucoup plus maniables que l'agriculture paysanne. Nous y reviendrons.

Un autre aspect de la mise en place du système soviétique, en fait le plus important, doit être abordé si l'on veut comprendre l'évolution des pays de l'Est. Le marxisme, en tant que doctrine philosophique, est un continuateur du libéralisme du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il partage avec les grands courants sociologiques et économiques de la modernité la conviction fondamentale que la société est un système dynamique capable d'un fonctionnement autonome. Il va toutefois beaucoup plus loin que les libéraux ou les courants anarchistes de son époque, dans l'affirmation de cette capacité de fonctionnement libre du corps social: il démontre que si la liberté véritable ne peut pas exister *hic et nunc*, la réalisation de l'Histoire débouche sur la transparence totale de la société à elle-même, où aucune médiation n'est plus

nécessaire entre l'individu et la société, l'être du premier devenant en plein accord avec la seconde - donc totalement libre. La révolution prolétarienne marque pour le marxisme le moment charnière de l'Histoire à partir duquel toute forme d'aliénation se dissout, la division sociale du travail disparaît, la contrainte politique - donc l'État - devient caduque. L'utopie marxiste - le communisme - affirme donc la possibilité, voire la nécessité de l'avènement d'un individualisme libertaire le plus radical. Comment alors le *socialisme réel* a-t-il pu évoluer vers un système de contrainte autoritaire, dont les visées totalitaires s'appuyaient sur le contrôle policier ?

Ce paradoxe d'une quête de liberté absolue qui débouche sur un régime toujours plus despotique et totalitaire trouve son explication dans deux sources du *marxisme soviétique*. Tout d'abord, c'est la philosophie de l'histoire de Marx, telle qu'adaptée par Lénine aux problèmes «pratiques»: dans la mesure où les processus historiques sont *nécessaires* et obéissent à des lois, cela met entre parenthèses les projets des individus et des groupes et, dans une très large mesure, cela les libère de toute *responsabilité* quant à la portée *historique* de leurs actions. Tout au plus peuvent-ils accélérer ou freiner le mouvement, mais il ne leur est guère possible d'en changer sensiblement ni la direction ni le sens. Dans le court terme, nos actions peuvent en apparence contredire totalement les finalités ultimes, mais elles ne peuvent guère les modifier: la nécessité historique se chargera, le temps venu, de les rétablir. Ainsi Lénine, qui croit comme Marx au *dépérissement de l'État* consécutif à la victoire du prolétariat, acceptera-t-il non seulement d'éliminer toute forme de pouvoir démocratique dans la Russie soviétique (ce ne sont que des *libertés formelles* qu'on abolit, afin que puissent émerger plus tard les conditions de la *liberté réelle*, absolue, de chaque individu dans une société sans classes), mais il réduit graduellement la vie démocratique du Parti lui-même lorsqu'il lui semble que les activités fractionnaires présentent des risques pour l'unité de l'action. De tels gestes sont pour lui en quelque sorte sans conséquence, dans la mesure où Lénine *sait* que tôt ou tard la liberté et l'autogouvernement véritables adviendront *nécessairement*. Cette attitude peut sembler relever du *cynisme* politique pur et simple puisqu'elle conduit au sacrifice des principes aux nécessités tactiques.<sup>25</sup> En réalité, elle relève du messianisme historique fort de la conviction de l'innocuité à long terme d'un recul tactique momentané. C'est dans le même sens que Trotski préconise la

militarisation du travail ouvrier<sup>26</sup>: il ne fait qu'opter pour le plus court chemin afin de construire rapidement les conditions matérielles du communisme et réaliser *réellement* la liberté des travailleurs.

Le caractère nécessaire du développement historique se double ici d'une caractéristique du Parti léniniste. Ce n'est pas une organisation politique de masse du prolétariat, dont les débats houleux amèneraient peu à peu à la conscience de cet acteur historique le sens de son action, qui découvrirait progressivement par un incessant travail sur lui-même des formes inédites du social. Au contraire, il s'agit d'une élite ayant déjà intériorisé la connaissance de l'Histoire et sachant parfaitement quel rôle cette dernière a imparti au prolétariat. Cette élite peut et doit se consacrer à temps plein aux tâches «techniques» et logistiques qui hâtent l'avènement de la révolution. Le Parti léniniste est donc caractérisé par son monopole d'un *savoir déjà constitué*: fondé sur une connaissance approfondie des classiques (Marx et Engels, plus tard Lénine et Staline se joindront à l'aréopage), sa valeur ontologique s'affirme surtout par une *position de classe prolétarienne correcte*<sup>27</sup> constituant le garant de la vérité. C'est la possession de la connaissance des buts ultimes de l'Histoire qui institue le Parti en avant-garde du prolétariat; le Parti *sait* déjà ce qui *doit* advenir, tandis que le prolétariat laissé à lui-même ne bâtit sa *conscience de classe* qu'à tâtons, au fur et à mesure que se développent les luttes où les contradictions du capitalisme l'entraînent inéluctablement. Le Parti est donc à la fois un ordre de moines guerriers, et un corps théologique chargé d'administrer la vérité révélée. Le principal gage de légitimité du chef est ainsi une suprême possession de ce savoir: d'où l'obligation rituelle faite aux chefs des Partis communistes après la mort de Lénine, d'être aussi les *théoriciens géniaux du marxisme-léninisme* et d'avoir à leur actif quelques volumes d'*Oeuvres complètes*<sup>28</sup>.

Ces deux fondements de la légitimité du Parti expliquent la visée totalitaire du régime à mesure qu'il se stabilise. La fatalité de l'Histoire fait en sorte que les progrès accomplis dans la construction des fondements matériels du socialisme trouvent *nécessairement* leur reflet dans les mutations des rapports sociaux et des consciences des individus et groupes (particulièrement si ceux-ci sont ouvriers). Puisque le Parti *connaît* la nature et l'inéluctabilité de cette correspondance, il peut non seulement donner de

temps à autre un petit coup de pouce à l'Histoire pour lui éviter les affres de l'enfantement (la collectivisation forcée de l'agriculture entre dans cette catégorie: puisque de toute façon c'est là qu'il faut aboutir, pourquoi ne pas éviter les embêtements de la question paysanne et n'y aller directement ?), mais aussi reconnaître aux divers signes le degré d'avancement des groupes et individus vers une conscience prolétarienne authentique. Cette dernière ne saurait d'ailleurs être qu'unique (en raison de l'unicité du prolétariat lui-même) et sa forme est elle-même prévue par la théorie<sup>29</sup>: dès lors le Parti est en droit de modeler toute la société pour la faire correspondre de plus en plus à sa forme *nécessaire*. Il peut aussi reconnaître grâce aux résistances à la «socialisation», les éléments dangereux et les ennemis de classe. De cette manière, le Parti tend graduellement à absorber la société civile en la travaillant constamment afin de la rendre conforme au concept de la société parfaite de l'avenir. Si la réalité sociale regimbe à se coucher toute entière sur ce lit de Procuste, l'effort doit redoubler. Ceci explique qu'à mesure que le but final approche, que la bourgeoisie est vaincue, la «lutte de classes» s'intensifie et les «ennemis de classe», camouflés dans les interstices de la société, sont de plus en plus nombreux: le stalinisme triomphant proclame en même temps la fin de la construction du socialisme<sup>30</sup> et déclenche une chasse aux sorcières sans précédent<sup>31</sup>. Le Parti tend à envahir la famille (incitation à la délation, responsabilité collective des membres de la famille pour les «fautes» commises par un de leurs), dernier bastion de la société civile; on découvre l'étrange concept de *faute objective* qui consacre la totale extériorité des acteurs par rapport à l'Histoire, on pourfend les *survivances du capitalisme* (bizarre mais indispensable contresens de la théorie du reflet). Dès lors les conditions sont réunies pour que s'installe un régime de terreur généralisée. Le Parti ne veut pas imposer l'obéissance à un code extérieur; il attend que le nouveau code soit adopté par un choix autonome, que les nouvelles institutions soient aimées en raison de l'évolution de la conscience correspondant au niveau de développement des forces productives. Ceux qui regimbent ou font montre de tiédeur, ne peuvent être qu'ennemis: leur attitude est inexplicable si elle n'est pas motivée par une position de classe anti-prolétarienne. Mais les foudres staliniennes ne s'abattent pas uniquement sur les *ennemis*: tout le monde peut *objectivement* se retrouver en porte à faux, contribuer *involontairement* à conforter les forces antisocialistes; tout le monde risque d'être *objectivement* coupable<sup>32</sup>.

À la différence des autres formes de dictature, le système soviétique n'essaie pas de faire plier la société civile par la contrainte, de l'extérieur; il la phagocyte tout entière comme prolongement ou émanation du Parti qui est le seul autorisé à décréter la forme que doit épouser la Cité idéale. Le Parti devient ainsi l'ultime figure de cette liberté absolue, atteinte dès que les survivances du passé seraient effacées et dès que les bases matérielles du communisme secréteraient l'abondance. Cette visée totalisatrice rencontre toutefois des limites nombreuses: la première, c'est le Parti réel lui-même: en éliminant physiquement les moines-guerriers du bolchevisme de première heure, qui malgré leurs querelles intestines étaient les plus susceptibles de porter la flamme mystique de l'avant-garde du prolétariat, Staline remodèle le Parti sous la forme d'une hiérarchie cléricale. Le corps bureaucratique, bien que servile et incapable de remettre en cause le système auquel il doit son existence, affirme toutefois ses propres intérêts; d'abord en essayant de protéger la «sphère privée» individuelle, condition de jouissance des privilèges de sa position. Ensuite, en s'efforçant de substituer à la terreur stalinienne, menaçant constamment ses acquis, une méthode plus «rationnelle» de contrôle bureaucratique. La déstalinisation consacre ces limites de l'absolutisme totalitaire et l'ascension de Brejnev stabilise le système de clans (les *cordées*) qui civilise en quelque sorte les luttes intestines pour les positions et le pouvoir.

Mais d'autres limites sont aussi rapidement rencontrées. Le XX<sup>e</sup> congrès ébrèche le mythe de l'omniscience du Parti: n'a-t-il pas permis les déviations aussi dangereuses que le *culte de la personnalité* de Staline et n'a-t-il pas été complice des persécutions des millions de victimes dont aucune nécessité historique ne semble plus justifier le sacrifice ? Sans doute, clamera-t-on, le Parti s'est ressaisi et a redressé la barre dans la «bonne direction»; mais les prétentions à son infaillibilité seront désormais peu crédibles, même dans les rangs de la *nomenklatura*<sup>33</sup>. La limite la plus lourde est toutefois d'ordre socio-économique: au-delà d'une période d'accumulation extensive, où un régime autoritaire possédait un certain avantage dans sa capacité de mobilisation des facteurs de production sous-utilisés, s'ouvrait une phase où les gains de productivité additionnels étaient tributaires de changements structuraux, de l'innovation tant technique qu'organisationnelle. C'est là où les pesanteurs du système offraient une résistance à toute forme d'initiative

venant des échelons inférieurs du système, initiatives suspectes d'emblée d'être des manifestations d'hérésie idéologique, d'insubordination ou dérangeant les privilèges établis.

## SOCIALISME POLONAIS

C'est au faite du pouvoir de Staline, après la Deuxième Guerre mondiale, que la Pologne sera incorporée dans le système soviétique. Depuis belle lurette, l'URSS ne se considère plus comme une singularité dans le développement de l'Humanité qui, à la faveur de circonstances exceptionnelles aurait réussi une révolution qui aurait dû survenir dans les pays capitalistes avancés. Elle se veut maintenant un modèle à suivre, offrant l'image du socialisme achevé que ses pays satellites n'auront d'autre choix que d'imiter<sup>34</sup>.

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la Pologne est profondément remodelée. Dans un premier temps, son territoire d'avant-guerre est définitivement amputé des conquêtes du conflit de 1920-21, sur lesquelles l'URSS a d'ailleurs déjà fait main basse en 1939. En échange, sa frontière avec Allemagne est poussée vers l'ouest sur l'Oder et la Niesse. Ce réaménagement a plusieurs conséquences: d'abord, jadis pays essentiellement agricole<sup>35</sup>, la Pologne acquiert une importante base industrielle et des ressources minières considérables, particulièrement en Haute Silésie. Ensuite, son caractère multi-ethnique disparaît presque entièrement<sup>36</sup>: les Lithuaniens, les Biélorusses, les Ukrainiens restent presque tous dans l'Union soviétique, les Allemands des territoires nouvellement acquis sont refoulés en Allemagne et remplacés par les Polonais venus des provinces annexées à l'URSS. L'holocauste a eu raison de la minorité juive jadis importante. Au moment de la libération, les victimes de la guerre représentent 17 % de la population.

Pendant l'occupation nazie, un gouvernement d'exil, présidé par le général Sikorski et reconnu par les Alliés, forme une armée polonaise engagée dans les combats dès 1940 aux côtés de l'armée française. Un accord conclu avec Moscou permet plus tard la création d'un détachement militaire sur le front de l'est. La bonne entente se brise toutefois sur la curiosité excessive



dont a fait preuve Sikorski à propos de la responsabilité du massacre de Katyn<sup>37</sup>. Dès lors la collaboration est brisée: l'URSS forme une division polonaise indépendante (appelée Kosciuszko), tandis que la résistance dans les territoires occupés devient bicéphale: d'une part, l'Armée de l'Intérieur répondant aux ordres de Londres, d'autre part, l'Armée populaire d'obédience moscovite. Le parti communiste, dissous en 1938<sup>38</sup>, se reconstitue péniblement pendant l'occupation avec les rescapés des purges staliniennes sous le nom de Parti ouvrier polonais (POP). La mort de Sikorski dans un accident d'avion et son remplacement en 1943 par le populiste Stanislas Mikolajczyk ne suffisent pas pour amorcer une réconciliation entre ces tendances rivales. Dès que les troupes soviétiques franchissent la ligne Curzon, un Comité de libération nationale est établi à Lublin et se proclame le seul gouvernement légitime. Entre-temps, afin d'éviter l'émergence d'un contre-pouvoir pro-occidental, l'Armée rouge se «repose» pendant deux mois dans Praga, faubourg de Varsovie sur la rive gauche de la Vistule, alors que de l'autre côté de la rivière, l'Armée de l'Intérieur de Komorowski est massacrée par les forces hitlériennes, la population de Varsovie déportée et la ville systématiquement détruite.

Mikolajczyk parvient finalement à négocier la fusion du Comité de Lublin avec le gouvernement en exil de Londres, mais seulement au prix de l'acceptation de la ligne Curzon comme frontière orientale de la Pologne. Désavoué par ses collègues, il participe tout de même en tant que vice-président du Conseil, à côté de Gomulka, au gouvernement d'Union nationale, formé le 29 juin 1945 et présidé par Osobka Morawski. Boleslaw Bierut, un ancien de l'école du Komintern qui tient ses lettres de noblesse directement de Moscou et jouit par ce fait de la confiance de Staline, devient chef de l'État.

Staline veut bien jouer, à cette époque, la carte des Fronts nationaux qui a bien servi sa propagande dans les années trente. Il craint qu'une politique annexionniste trop voyante dans l'Europe de l'Est ne provoque une intervention de ses anciens alliés jouissant encore du monopole de la bombe atomique. Les élections de 1947 voient ainsi l'émergence dans l'orbite communiste des partis «démocratique», «socialiste» et «paysan». Gomulka prône en ce temps une voie «polonaise» vers le socialisme devant respecter

les principes démocratiques; il récuse le dogme de la dictature du prolétariat et prétend ne pas souhaiter que le Parti exerce le monopole du pouvoir. Malgré la promesse de se voir accorder 25 % des sièges, Mikolajczyk refuse d'entrer dans ce «front populaire» et s'obstine à faire cavalier seul. Il est confiant qu'une élection démocratique lui donnerait une majorité écrasante. Les techniques électorales employées contre son parti (harcèlement des militants, arrestations abusives, empêchement de surveiller le scrutin), lui montrent toutefois à quel point les limites de cette «démocratie» seront étriquées. Tandis que les résultats officiels donnent 90 % des suffrages au bloc communiste, Mikolajczyk, constatant la futilité de son combat, opte sagement pour l'exil et abandonne clandestinement la Pologne.

Dans le POP (qui absorbera bientôt les socialistes et deviendra par ce fait «unifié», POUP), les communistes d'«intérieur» doivent bientôt affronter les «moscovites». Gomulka, leader du premier groupe, tient compte du caractère encore largement paysan du pays et souhaite éviter des tensions sociales trop brutales qu'une soviétisation inconsidérée ne manquerait pas d'engendrer. Il refuse donc la collectivisation de l'agriculture et, en même temps, propose de laisser au développement général de la société le soin de dissoudre l'«opium du peuple» de la religion, plutôt que de recourir à des moyens plus radicaux de guérison. Or, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsque pendant le *Déluge* les protestants suédois ont occupé le pays, l'Église catholique est devenue la seule institution susceptible d'incarner l'unité de la Nation. Les partages successifs de la Pologne - entre les orthodoxes et les protestants rappelons-le - ne font qu'accentuer cette position clé (l'Autriche, catholique, s'avérant la plus «libérale» du point de vue national polonais, mais la plus conservatrice du point de vue social). Mais très rapidement les «voies nationales vers le socialisme» sont proclamées «déviation antisoviétiques»: l'épouvantail de Tito sert de prétexte pour amorcer une nouvelle vague de procès<sup>39</sup> visant cette fois les communistes suspects de «nationalisme petit bourgeois»: Slansky et consorts à Prague, Rajk à Budapest, etc. Mais la «spécificité» polonaise s'affirme déjà: alors que dans les autres «démocraties populaires» les purges débouchent le plus souvent sur la liquidation physique de la majorité des présumés «espions», Gomulka et ses compagnons d'infortune s'en sortent avec des peines de prison. Les cadres de l'Armée populaire n'échappent pas à la stalinisation: le ministère de la Guerre

et le commandement suprême sont confiés au maréchal Rakossowski, dont les origines polonaises ont été rachetées par une longue carrière dans l'Armée rouge.

Le remplacement de Gomulka par le «stalinien» Bierut élimine les résistances internes à la soviétisation. Mais celle-ci rencontre deux obstacles de taille dont finalement elle ne viendra pas à bout: la paysannerie et l'Église catholique. En Pologne, cette dernière jouit d'un statut particulier; les siècles de domination étrangère ont en effet confondu l'Église avec la Nation. Le Parti doit dans une certaine mesure composer avec cette réalité même si Rome s'obstine à refuser toute légitimité au gouvernement communiste<sup>40</sup>. Un accord signé avec l'épiscopat polonais en 1950, augure une détente mitigée entre le gouvernement et l'Église polonaise. Mais cela n'empêche pas l'équipe de Bierut de suivre le modèle des autres démocraties populaires, même si les méthodes employées sont plus hésitantes. Le clergé devient la cible de vexations diverses, les procès impliquant ses membres se multiplient, on tente de fonctionnariser la prêtrise et soustraire les nominations à la hiérarchie cléricale. La plupart des évêques se retrouvent en prison ou en résidence surveillée.

La paysannerie, de son côté, constitue au début des années cinquante un groupe encore largement majoritaire de la société polonaise que le Parti n'osera pas affronter avec la brutalité des années trente en Union soviétique, malgré les injonctions pressantes de Staline d'en finir avec le «déviacionisme boukharinien et titiste» en procédant à la collectivisation. Bien que plusieurs milliers de coopératives soient mise sur pied au cours de cette période, le processus est lent et les pressions sur les paysans sont exercées avec bien moins de détermination que dans les autres «démocraties populaires». La politique agricole du pouvoir affirme sa fidélité à l'orthodoxie plus par l'accent mis sur la «lutte des classes à la campagne» que par une volonté de «socialisation» systématique de la production. On déclenche ainsi plusieurs chasses aux *koulaks*, que les fonctionnaires locaux poursuivent parfois avec un tel zèle que le pouvoir lui-même devra en tempérer les excès. Le poids de la fiscalité, les livraisons obligatoires, les lourdes amendes en cas du non respect des obligations, frappent sans beaucoup de discernement autant les *sriedniaks* que cet «ennemi de classe» qu'on connaît d'ailleurs mal et qui, au gré des

enquêtes «scientifiques», reçoit de multiples visages. Le système mis en place fige ainsi les structures de l'agriculture et favorise le développement des circuits parallèles de commercialisation: au milieu des années cinquante, la plupart des exploitations *koulaks* et bon nombre de *sriedniaks* sont au bord de la faillite; certains prient les organismes de l'État de reprendre leurs terres, leurs enfants fuient en ville.

Les *biedniaks* bénéficient de cette situation non en tant que producteurs agricoles, mais parce qu'elle leur ouvre la voie de promotion sociale: dans les paliers administratifs locaux, ils remplacent les autres catégories à titre d'alliés *de classe* du prolétariat. Tandis que l'industrialisation de la Pologne progresse, la nature de cet «allié» se modifie. Il se prolétarise en effet, mais pas auprès des paysans riches: ce sont les industries de l'État qui servent d'exutoire à cette main-d'oeuvre sous-employée des campagnes. La production agricole sert en quasi-totalité à l'autoconsommation de ces paysans-ouvriers qui se protègent ainsi contre la persistance des pénuries alimentaires. Leur niveau de vie devient supérieur à celui des *sriedniaks* ou *koulaks*. Les vrais *biedniaks* se réduisent alors à un amalgame hétéroclite de handicapés, familles monoparentales et vieillards dans lequel il serait difficile de reconnaître le fer de lance d'une transformation révolutionnaire des campagnes.

La mort de Staline, en 1953, ne marque guère de changement de cap dans la politique rurale, si ce n'est que par un léger assouplissement du régime de livraisons obligatoires et par une réduction encore plus prononcée des efforts de collectivisation<sup>41</sup>. Mais l'étau politique se desserre quelque peu: Bierut abandonne la présidence du Conseil<sup>42</sup>aux mains de Cyrankiewicz, l'abhorré ministère de la Sécurité publique est démantelé et son titulaire, le général Radkiewicz, mis à l'écart. En 1954, Gomulka et d'autres anciens «titistes»<sup>43</sup> sont discrètement libérés. Les révoltes ouvrières ponctuent la mort du dictateur à Pilsen, en Tchécoslovaquie, ainsi que dans la RDA. Mais la

déstalinisation devra attendre les révélations du XX<sup>e</sup> congrès du PCUS: Bierut, le stalinien, a eu la délicatesse d'éviter à son parti les embarras de la transition en décédant fort opportunément (comme son homologue tchèque, Gottwald) avant son retour de Moscou.

Contrairement à l'Octobre hongrois, l'Octobre polonais a connu un dénouement heureux: comme partout dans les pays de l'Est, le XX<sup>e</sup> congrès du PCUS fait souffler sur la Pologne un vent de liberté. Les intellectuels, les ouvriers, voire des groupes des communistes eux-mêmes formulent des revendications qui bousculent de plus en plus les anciens interdits. Mais dans ce dégel de surface, des ratés apparaissent aussitôt qui radicalisent le mouvement: lorsqu'une manifestation des métallos à Poznan est brutalement réprimée - plus de cinquante morts figurent au bilan officiel -, le mouvement de protestation et les revendications libertaires gagnent rapidement toute la Pologne. Au sein du Parti, les éléments réformateurs, auxquels est favorable le nouveau premier secrétaire Ochab, affrontent les «stalinien». Ces derniers peuvent compter sur le soutien du maréchal Rakossowski appuyé par les détachements russes stationnés en Pologne. Leur stratégie: «normaliser» en commençant par le Parti lui-même dont plus de 700 «révisionnistes» notoires doivent être arrêtés. Mais Gomulka et le général Spychalski, les têtes d'affiche des ex-titistes, sont cooptés au Comité central (19 octobre), tandis que les troupes loyalistes du général Komar, échappant au commandement «pro-russe» de Rakossowski, quadrillent Varsovie et protègent les réformateurs menacés. Khrouchtchev hésite à lancer l'Armée rouge dans cette mêlée «contre-révolutionnaire» (les événements en Hongrie, encore plus préoccupants, se précipitent) et débarque à Varsovie en personne à la tête d'une délégation composée des ténors du politbureau: ultime tentative pour faire entendre raison aux dirigeants polonais. Une journée de palabres fort animées, où les garanties de fidélité fournies par Gomulka et Ochab finissent par convaincre Khrouchtchev que le Parti a la situation suffisamment en main pour donner une «solution polonaise» à la crise. Gomulka, élu premier secrétaire du POUP peut goûter sa victoire au milieu de la liesse populaire. Réalisant l'unité de la Nation autour d'un Parti renouvelé, il reste le maître d'une Pologne dont la population jouit de libertés insoupçonnées pour ses voisins des autres «démocraties populaires»: c'en est fini de la collectivisation forcée, le pouvoir recherche un *modus vivendi* avec l'Église catholique à

laquelle une large autonomie est désormais reconnue, la tutelle du Parti pèse moins sur les débats de la *Diète*, les intellectuels acquièrent le droit de s'exprimer en marge des canons du marxisme officiel et participent aux travaux de leurs confrères occidentaux. Les revendications des ouvriers sont exaucées et les Conseils ouvriers librement élus participent à la direction des entreprises. Des augmentations substantielles des salaires et des revenus paysans contribuent à ramener le calme. Auréolé de sa victoire, Gomulka revient de Moscou où il a signé le 15 novembre des accords où la reconnaissance de l'appartenance au pacte de Varsovie - la contrainte géopolitique oblige - est plus que compensée par l'affirmation du principe d'égalité entre les démocraties populaires et par la fin des prix «préférentiels» des livraisons à l'URSS. Bref, une nouvelle ère semble s'ouvrir: le socialisme «à visage humain» vient d'entrer sur la scène de l'histoire.

La Pologne devient ainsi une sorte de singularité dans le maillage répressif des institutions de type soviétique. Mais bientôt un étranglement progressif des libertés issues de l'Octobre polonais viendra confirmer la volonté de «normalisation». La lune de miel entre le peuple et la nouvelle équipe dirigeante est d'autant plus courte que les contradictions du développement économique à la soviétique provoquent des pénuries périodiques des biens de première nécessité. La priorité toujours accordée à l'industrie lourde au détriment du secteur des biens de consommation<sup>44</sup>, la reconduction du régime des livraisons obligatoires en agriculture, des taxes exorbitantes qui étouffent le secteur privé de plus en plus anémique, expliquent ces échecs. En 1958, les Conseils ouvriers auront déjà perdu toute influence dans les entreprises.

La Pologne continue son industrialisation certes, mais les structures de son agriculture demeurent archaïques en raison des louvoiements de la politique économique; si la collectivisation est remise aux calendes grecques, il n'en reste pas moins qu'aucun dirigeant polonais n'oublie que c'est elle qui couronnera un jour le processus de développement du socialisme à la campagne. L'appui de Gomulka au maintien d'une paysannerie privée garde son caractère transitoire et les mesures susceptibles de hâter sa modernisation demeurent timorées, sinon inexistantes. Les prix sont subventionnés, certes, mais leur niveau fluctue selon les objectifs arbitraires d'une politique qui

comprend mal leur effet sur l'économie paysanne. Un manque chronique de crédits joint à l'émiettement du foncier<sup>45</sup>, rendent la mécanisation aussi difficile qu'irrationnelle. Ajoutons la crainte de «koulakisation» qui habite toujours les paysans polonais, et nous comprenons l'origine de la stagnation de ce secteur dont les défaillances continuent de menacer l'approvisionnement des villes. À ces causes «structurelles» se superpose en 1967 une décision conjoncturelle: une tentative de réduire le déficit céréalier par la hausse des prix du blé au détriment de ceux payés pour la viande, provoque un affaissement du revenu paysan. De toute évidence, la taille déjà très réduite des exploitations rend impossible le remplacement des revenus d'élevage par celui d'une production céréalière accrue. Il s'ensuit une baisse des livraisons des denrées alimentaires dont souffriront en premier lieu les villes. Le gouvernement s'efforcera d'enrayer cette crise en rétablissant brutalement la «vérité des prix» à la consommation, provoquant du même coup un vif mécontentement de la population.

Simultanément, le printemps de Prague éveille des échos dans l'intelligentsia polonaise: lorsque Gomulka participe à l'occupation de la Tchécoslovaquie aux côtés des autres armées du pacte de Varsovie et réprime vigoureusement les velléités de contestation des intellectuels polonais<sup>46</sup>, les dernières réminiscences de son ancien prestige de champion de la démocratisation s'évanouissent. Alors que l'agitation gagne les universités, les ouvriers, engoncés dans les difficultés quotidiennes de la lutte pour la survie demeurent passifs. Cependant, les ciseaux qui s'ouvrent constamment entre les coûts de production et les prix des biens de consommation<sup>47</sup>, auront finalement raison de Gomulka lui-même. Lorsqu'une hausse des prix de 25 % pour certaines denrées alimentaires elle atteint jusqu'à 100 % - est décrétée en 1970, c'est la classe ouvrière excédée qui bouge à son tour: dans les ports de la Baltique des grèves éclatent et les ouvriers manifestent dans la rue. Comme quatorze années auparavant, le mouvement est noyé dans le sang. Incapable de mettre fin à l'agitation sociale, Gomulka est forcé de céder sa place à Gierek<sup>48</sup>.

Le printemps de Prague, la répression du mouvement ouvrier de la Baltique, la morosité de la paysannerie accablée de diverses vexations, autant de facteurs qui consomment le divorce entre la «société civile» et le régime

politique. Même si les troubles sont toujours attribués rituellement aux groupuscules de «hooligans» ou à des asociaux accusés d'étranges accointances avec «l'impérialisme», il apparaît déjà clairement que le «socialisme réel» ne traduit les aspirations profondes d'aucun groupe à la base, que sa légitimité en tant que système politique ne peut plus être puisée dans le mouvement historique dont le «peuple» ou le prolétariat seraient porteurs. L'Octobre hongrois, l'étouffement des espoirs suscités par l'Octobre polonais, conduisent à une analyse de plus en plus critique du «socialisme soviétique». Particulièrement significative est l'émergence d'un courant de réflexion marxiste sur les conséquences de la «révolution inachevée» qui, malgré la censure, parvient à influencer le débat par voies détournées, via l'Occident. En Pologne mentionnons le groupe d'intellectuels animé par Karol Modzelewski et Jacek Kuron qui propose une lecture du «socialisme réel» en tant que société de classes où la *bureaucratie politique centrale* assume le contrôle effectif des moyens de production et, à travers le rapport salarial avec la classe ouvrière, parvient à extorquer le surplus qu'elle affecte selon ses propres intérêts<sup>49</sup>. Ces analyses, parallèles à d'autres réflexions menées alors dans les pays de l'Est, n'appellent guère à un «retour» au capitalisme: c'est l'avènement du socialisme véritable, présenté comme système social démocratique où les libertés les plus larges peuvent s'épanouir, que cette critique appelle de ses vœux; c'est le détournement de la révolution prolétarienne au profit d'une nouvelle classe des possédants qui y est dénoncé. La persistance du cadre marxiste du raisonnement<sup>50</sup>, malgré la sincérité des auteurs, doit sans doute être expliquée par la situation géopolitique de tous les pays de l'Est: une critique menée à l'aide des outils conceptuels se réclamant de la doctrine officielle devenait d'autant plus insidieuse qu'elle fournissait aux auteurs l'alibi d'un parti pris socialiste. En Tchécoslovaquie, cette même impossibilité de «sortie de Yalta» conduira la contestation à réclamer «le socialisme à visage humain»<sup>51</sup>.

Ayant failli à rendre crédible sa promesse d'une liberté pleinement réalisée dans une société d'abondance, la seule voie qui reste au Parti - si l'on exclut une dictature qui sans aucune fioriture idéologique exhiberait la force policière comme l'unique gage de son pouvoir - c'est d'obtenir le consentement des gouvernés en leur offrant un standard de vie matérielle respectable. C'est la tâche qui incombera à la nouvelle équipe dirigée par



Edward Gierek, devenu premier secrétaire, et Jaroszewicz, qui remplace Cyrankiewicz à la présidence du Conseil.

Cette stratégie, qui semble avoir réussi en Hongrie en l'immunisant contre l'épidémie libertaire de la fin des années soixante, stratégie que l'on s'efforce d'appliquer aussi en Tchécoslovaquie comme cataplasme sur les blessures de l'occupation soviétique, implique un recul essentiel sur les visées totalitaires du régime. Le Parti-État ne puise plus directement sa légitimité dans son rôle hiératique d'artisan du grand dessein de l'Histoire, mais justifie sa domination en tant que maître d'oeuvre et défenseur des «acquis du socialisme»: à ce titre il se targue d'être le producteur de la *sécurité économique et sociale* des citoyens. La réussite de ce changement de cap présuppose deux mutations importantes. La première consiste à élargir la sphère privée du nouvel individu-consommateur, à créer un nouvel espace où il pourrait satisfaire son appétit des biens de la société industrielle; le travail, la participation aux organisations officielles, sont dépouillés d'une grande partie de leur ritualisation idéologique et deviennent des activités plutôt profanes d'accès aux revenus et au statut qui les conditionne. La deuxième mutation, bien plus difficile, nécessite la modernisation de l'économie et l'augmentation de la productivité afin de fournir au citoyen-consommateur de quoi satisfaire au moins minimalement ses désirs. Mais comment la mener à bien sans de larges réformes des structures, non seulement techniques, mais surtout organisationnelles et de gestion? De telles réformes sont difficilement compatibles avec le monopole de direction que s'arroge le Parti dans la société socialiste. Dans ce domaine recherche-t-on donc un compromis: quête impossible d'accommodement entre un pouvoir politique hégémonique et une libéralisation partielle de l'appareil de production. L'élément central de ce compromis est une technocratisation partielle et un assouplissement de la planification dont les éléments d'«économie de marché» viendraient compenser certaines rigidités. En ce qui concerne la gestion, le choix des dirigeants d'entreprise se ferait en fonction de leurs compétences techniques plutôt qu'en raison de leurs états de service dans la hiérarchie du Parti; les critères de sélection technocratiques devraient se substituer à la grille idéologique de la bureaucratie régnante, tout en sauvegardant ses prérogatives de direction politique.

On conçoit aisément aujourd'hui le côté illusoire de cette solution. Tout d'abord, parce qu'elle bouscule brutalement les droits acquis de la nomenklatura. Mais surtout, parce que le pari technocratique, pour avoir une chance quelconque de réussite, imposerait peu à peu la libéralisation du système économique tout entier, et la soumission de celui-ci à l'arbitrage des consommateurs. En d'autres mots, sans préjuger des rapports de propriété qui prévaudraient dans un tel système, le Parti serait progressivement conduit à évacuer à toute fin pratique toute la sphère économique dont la maîtrise était pourtant sa raison d'être. L'espace «politique» où il serait dorénavant cantonné, serait lui-même réduit à une mince pellicule enveloppant la société civile, toujours bâillonnée et amoindrie, mais capable de fonctionner tant bien que mal d'une manière autonome. Le pouvoir reculera donc toujours devant l'application de cette partie du programme<sup>52</sup>. Tout au plus quelques mesures visant l'assouplissement des rigidités bureaucratiques serviront de palliatifs aux ratés les plus manifestes du système.

L'équipe de Gierak s'efforcera de mettre en oeuvre les éléments de cette stratégie tout en conservant au Parti son monopole de gestion de la sphère économique. L'importation massive de la technologie occidentale, des investissements accrus dans l'industrie des biens durables, tiendront lieu des réformes structurelles. Ils ouvriront quand même aux Polonais l'accès à des «biens de luxe» comme la télévision, voiture personnelle, chaînes stéréos, maison de campagne, ... Rien de commun ici avec les débordements de la société de consommation occidentale: une Fiat-Polski coûtera l'équivalent de quatre années de salaire moyen, et les listes d'attente seront interminables. Il n'en reste pas moins que les aspirations à une consommation «matérielle», exacerbées par de constantes frustrations, pourraient relayer les aspirations politiques. L'idéal de la libération de la société civile survivrait-il à la décomposition de cette dernière en une multitude d'alvéoles privées où les individus pourront jouir, désormais à l'abri des pires vexations de la période stalinienne, des bienfaits de la civilisation matérielle ? La stratégie de Gierak connaît un succès aussi éclatant qu'éphémère: financée par l'apport massif des crédits occidentaux, elle permet une amélioration notable du niveau de vie. Les ménages s'équipent peu à peu de ces appareils de rêve qui, en Occident, était déjà devenus des produits de première nécessité: laveuses, sècheuses, frigos, chaînes stéréo, télévisions, voitures. À la campagne, le *koulak* n'est plus

l'ennemi: «Est socialiste toute entreprise rentable, quelle que soit sa forme», proclamera Gierk<sup>53</sup>. L'abolition des livraisons obligatoires (1<sup>er</sup> janvier 1972) permet pour la première fois l'émergence d'une agriculture spécialisée. Le marché foncier est libéralisé, des crédits significatifs deviennent subitement disponibles aux producteurs agricoles, auxquels sont accordés dans la même foulée de nombreux droits sociaux dont ils étaient auparavant exclus (assurances sociales, assistance médicale gratuite, pensions de retraite, etc.). Les indices de production montent en flèche. Or, en 1974, cet essor est lentement mais sûrement étouffé. Pourquoi ? L'hypothèse la plus plausible<sup>54</sup> c'est que cette réussite plaçait le pouvoir devant un choix de fond en matière de politique agricole qui remettait totalement en question les bases mêmes du marxisme-léninisme dans les campagnes. Soit appuyer le mouvement, ce qui impliquerait une restructuration complète du secteur agro-alimentaire en fonction des besoins de l'agriculture familiale et infléchirait donc l'évolution de l'agriculture dans un sens analogue aux pays occidentaux. Soit maintenir le cap sur une collectivisation future et, par conséquent, figer les structures productives des exploitations dans un état qui rendrait plausible cette option. De toute évidence, le deuxième volet de l'alternative a reçu l'aval des hautes instances du Parti, impliquant du même coup l'arrêt ou le ralentissement des principaux programmes de soutien à l'agriculture «privée». La réaction ne se fait pas attendre et le marasme habituel viendra remplacer les quelques années d'euphorie.

Dans le domaine industriel, destinataire prioritaire de tous les investissements et bourgeonnant sous la tente d'oxygène des crédits occidentaux, la conversion dégénère en une crise de croissance. Le pari d'une modernisation à l'aide des capitaux étrangers impliquait en revanche l'obligation d'accroître les ventes sur le marché international pour couvrir la dette extérieure. Si l'industrie polonaise a acquis une capacité de produire des biens «de luxe» jadis presque inexistantes, elle n'a pas réussi à relever le défi de la productivité et n'a pas su exploiter les brevets de façon à fournir des produits de qualité acceptable pour les marchés occidentaux. La crise pétrolière du début des années soixante-dix, avec le ralentissement de la demande mondiale qui en a résulté, a compromis encore davantage le succès de cette stratégie. Les besoins de devises incitaient alors à brader sur les marchés internationaux des produits coûtant d'autant plus cher à l'économie

polonaise, qu'une partie de leurs composantes devait être payée en monnaies convertibles. Aussi, à partir de 1975, les conditions sont réunies pour que la crise cyclique de sous-production socialiste se répète encore une fois. Elle sera d'autant plus pernicieuse qu'à la faveur des années de vaches grasses qui l'ont précédée, les aspirations des consommateurs polonais ont été exacerbées par des promesses que le pouvoir réitère. De plus, les inégalités sociales sont elles aussi devenues flagrantes: une répartition à deux vitesses, avec un réseau de magasins constituant autant de vitrines de la société de consommation occidentale, mais dont la fréquentation est réservée aux rares privilégiés qui peuvent payer en devises. À mesure que la Pologne replonge dans le cycle des pénuries, ces inégalités, tolérables en période de croissance, apparaissent de plus en plus scandaleuses. Et encore une fois, il s'agit de refermer le ciseau prix/revenus. Gierek, qui a reculé en 1971 devant l'ampleur de la mobilisation ouvrière, est placé devant le même problème incontournable, mais dans des conditions politiques et sociales qui lui sont encore plus défavorables. Pour la troisième fois, l'Histoire se répète: l'augmentation des prix décrétée en juin 1976 est suivie par les manifestations réprimées aussitôt par l'intervention de la troupe. À Radom, les troubles se transforment en soulèvement ouvrier, maté par les forces de sécurité blindées. Le bilan: plus de vingt morts et de nombreux blessés. La «justice socialiste» se déchaîne: plus de sept cents condamnations par jour aux peines de prison. Les troubles gagnent d'autres villes industrielles.

Le pouvoir recule encore une fois, mais la répression des noyaux des prétendus «hooligans» auxquels on attribue la responsabilité des troubles remplit les prisons. Une différence fondamentale démarque toutefois l'agitation de 1976 de celles qui l'ont précédée. Alors que, dans le passé, les différentes classes contestaient en quelque sorte en alternance, réagissant aux stimuli distincts et demeurant passives devant les revendications des autres classes, cette fois-ci une jonction entre l'intelligentsia et les ouvriers s'opère rapidement. Pourquoi cette union fut-elle si tardive ? Il faut rappeler que dans la plupart des pays de l'Est, le clivage fondamental qui divise la société passe entre les travailleurs manuels et l'*intelligentsia*. Cette dernière est bien différente des *intellectuels* au sens occidental du terme. Tout en ayant ses propres stratifications et hiérarchies internes, elle regroupe globalement tous les «cols blancs», c'est-à-dire tous ceux dont emploi n'oblige pas à se salir les

mains. Le signe le plus patent de l'ascension sociale n'est pas l'augmentation des revenus, mais l'affranchissement du travail manuel. Dans un régime dont la rhétorique glorifie la condition ouvrière, cette particularité permet d'offrir rapidement des gratifications aux prolétaires méritants: devenir apparatchik c'est changer de «classe» sur un registre profond de l'identité sociale. Sur le plan de la régulation politique, la séparation de ces deux «classes» est fort commode: l'*intelligentsia*, surtout les «vrais» intellectuels, a accepté plus facilement des revenus maintenus systématiquement sous la moyenne. Sa compensation était le *statut* accordé à sa position par l'échelle des valeurs de la société, le prestige qu'un titre confère à son détenteur. Le champ privilégié de ses revendications était «idéel». Les travailleurs manuels, beaucoup mieux payés mais exclus de cette sphère sublime, se cantonnaient dans les revendications «matérielles». Il fallait donc une délégitimation du pouvoir et une aversion hors du commun à son égard, pour unir ces deux groupes en une alliance organique<sup>55</sup>.

La formation du KOR (comité de la défense des ouvriers) en septembre 1976 scelle cette alliance: sous la direction de Jacek Kuron, le comité vient d'abord en aide aux familles des ouvriers emprisonnés. À la suite d'un appel lancé à la population, le KOR obtient les ressources et les appuis qui donnent à son initiative une envergure considérable. Mais la portée de ses activités s'élargit bientôt en le transformant en véritable agence de liaison et d'information: il publie le *Bulletin d'information du KOR* et diffuse, grâce à la collaboration de ses «correspondants» dans les usines, la revue *Robotnik* («Travailleur») dont le tirage se chiffre à plus de vingt mille exemplaires. Le KOR (qui devient en 1977 le Comité d'autodéfense sociale) s'engouffre ainsi dans les interstices de l'espace public en marge de la légalité, et devient le noyau d'un vaste mouvement d'opinion, ayant une plate-forme politique et dont l'organe est la revue *Glos* («Voix»). Son programme vise «la reconstruction des liens sociaux détruits par un système fondé sur le monopole et la centralisation du pouvoir». Les autorités se montrent indécises face à ce nouveau mode d'action menée au grand jour mais dépourvue d'imprimatur officiel. KOR ne viole en effet aucune règle officielle de la «légalité socialiste» et se borne à tisser des liens entre les différentes couches de la population, à jeter des ponts qui enjambent les clivages séculaires opposant les «manuels» aux «intellectuels», les «laïques»

aux «catholiques» et, peu à peu, les «ruraux» aux «urbains»<sup>56</sup>; simultanément, il évite soigneusement de disputer au Parti son privilège de force politique dominante. Les éléments de cette stratégie sont formulés par Jacek Kuron et Adam Michnik: il ne s'agit plus ni de compter sur un mouvement révolutionnaire qui viendrait parachever le socialisme corrompu par la bureaucratie, ni de miser sur une évolution révisionniste qui conduirait le Parti à se réformer de l'intérieur (le printemps de Prague n'a-t-il pas montré les limites de ces voies ?). Désormais c'est l'épaississement de la société civile qui est à l'ordre du jour, le mouvement de l'opposition doit procéder en élargissant la sphère des relations sociales qui échappent au contrôle du pouvoir sans toutefois contester directement les prérogatives de ce dernier. C'est la situation géopolitique des pays de l'Est qui impose cette stratégie. L'opposition peut progresser et, par conséquent, la société civile se renforcer, en se cachant en quelque sorte derrière le paravent du Parti ostensiblement tourné vers le Grand frère comme gage de la pérennité de sa suprématie. Il ne faut certes pas éviter toute forme d'affrontement - 1956, 1970, 1976 ont montré que l'affrontement est parfois nécessaire et qu'il peut être victorieux - mais le pouvoir politique ne doit pas devenir l'enjeu manifeste du combat.

Cela n'exclut bien entendu aucunement que des courants «révisionnistes» à l'intérieur du Parti lui-même ne fassent pas de leur côté des pas significatifs vers la démocratisation. L'analyse des graves problèmes économiques que la Pologne doit affronter, à laquelle s'associent d'ailleurs plusieurs militants réformistes du POUP, débouche même sur la prise de conscience du caractère global, tant social que politique, d'une éventuelle sortie de la crise. Comment faire accepter à la base, notamment aux ouvriers, les nécessaires programmes d'austérité, sans faire des concessions minimales et sans mener un débat de fond donnant un sens à ces sacrifices ? Cela n'implique-t-il pas d'emblée une certaine démocratisation des structures<sup>57</sup> ?

Non seulement la stratégie d'action de l'opposition est fin prête lorsque Gierek tente une nouvelle fois de rétablir «administrativement» la «vérité» des prix le 1<sup>er</sup> juillet 1980, mais contrairement aux autres moments de contestation sociale, il existe aussi un réseau organisationnel porteur de solidarités nouvelles tissées au cours des cinq années précédentes. Le paradoxe du socialisme polonais s'exprime par la fragilité de cette trêve

sociale qui ne tient plus qu'au respect rituel du niveau des prix (qui n'ont pas bougé depuis le début des années cinquante). Aussitôt qu'on touche à cet objet tabou, la réponse des ouvriers est, comme par le passé, immédiate: l'Ūrsus, l'usine de tracteurs de la banlieue de Varsovie débraye et, comme quatre années auparavant, met le pouvoir au pied du mur. Le KOR, très conscient des enjeux véritables de l'affrontement, invite aussitôt à élargir la portée des revendications à des questions qui dépassent largement le rapport des salaires et des prix. D'autres usines de la capitale entrent dans la mêlée. À Lublin la grève générale éclate. Le 14 août, les chantiers navals *Lénine* de Gdansk débrayent à leur tour: l'arrestation d'une militante très populaire, Anna Walentynowicz, contribue à politiser la grève en incluant parmi les revendications la libération des prisonniers politiques. Le comité inter-entreprises (MKS) cimenterie la solidarité des ouvriers des différentes usines. Le KOR y a déjà essaimé des contacts nombreux. Le MKS élabore une liste de revendications en 21 points<sup>58</sup> qui vont nettement au-delà des simples considérations salariales: l'autonomie du mouvement syndical devient l'exigence centrale de la grève. Le pouvoir réagit, s'efforce de négocier mais dans la même foulée arrête les dirigeants du KOR. La contestation se répand alors en tâche d'huile et gagne rapidement Lublin, Nowa Huta, Glogow... Gierek temporise. Il renvoie Jaroszewicz, à qui on essaie de faire porter la responsabilité des «erreurs» ayant engendré cette situation explosive, et s'associe comme président du Conseil son ami Alexandre Babiuch. Tadeusz Pyka, qui a traité d'une manière hautaine toute demande non salariale du MKS de Gdansk, est remercié à son tour et un négociateur plus subtile, Myczieslaw Jagielski, qui a su amadouer les ouvriers de Lublin, est envoyé au front. Le MKS de Gdansk appelle à la rescousse les intellectuels qui gravitent autour du KOR pour lui prêter main forte dans les négociations qui s'engagent: sous la présidence de Tadeusz Mazowiecki, un comité «d'experts» se joint aux négociateurs syndicaux. La tension devenue extrême, le rapport de forces tourne à l'avantage des grévistes: le 30 août à Szczecin, un accord portant sur les vingt-et-une conditions est signé: comme en 1919, une vingt-deuxième apparaît: la libération de tous les prisonniers politiques. Or ces derniers sont surtout les intellectuels, les plus vulnérables, associés au KOR. Une deuxième fois, l'alliance est scellée. Lech Walesa et Jagielski signent les accords de Gdansk le lendemain.

## SOLIDARITÉ

Autour du journal du même nom se noue progressivement l'unité du mouvement syndical, consacrée définitivement le 22 septembre 1980 par la formation d'une fédération sous la présidence de Lech Walesa. Dès lors la «société civile» vient de se doter d'une organisation qui peut parler légitimement en son nom. L'arme du mouvement c'est la grève: dès le début on évite soigneusement les manifestations de rue, qui se sont avérées dans le passé trop vulnérables aux provocations et où les forces de sécurité blindées ont facilement le dessus. Face au pouvoir se dresse désormais un interlocuteur qui représente l'ensemble du peuple et de la classe ouvrière: pour le Parti qui se proclame toujours le seul dépositaire des intérêts supérieurs du prolétariat et l'incarnation de l'alliance des «ouvriers, intellectuels et paysans», le démenti ne saurait être plus formel. À la place des affrontements sauvages de naguère, où la colère de divers segments de la population pouvait être matée facilement par la répression ou apaisée par quelques concessions de forme, le Parti-État se trouve dorénavant contraint à accepter un tout autre modèle de régulation sociale: des négociations avec un adversaire conscient des enjeux et fort de plus de dix millions d'adhérents. La Pologne ayant été le premier (et en fin de compte aussi le dernier) pays communiste dans lequel l'existence des syndicats indépendants fut tant bien que mal tolérée par le pouvoir, son expérience demeure unique. Les seize mois durant lesquels elle est poursuivie sont donc un exemple isolé de ce genre de cohabitation des sociétés «civile» et «politique» dans un régime de type soviétique.

Il est vraisemblable toutefois que le coup d'État qui y mettra fin était un dénouement inévitable et que, en fait, l'équilibre implicite à une telle forme de régulation était hautement instable. La stratégie d'«autolimitation», c'est-à-dire la volonté de ne pas disputer au Parti son monopole de la «direction politique» tout en annexant à la «société civile» des pans de plus en plus vastes des activités sociales, débouche nécessairement à terme sur une anémie intolérable des organes de l'État. C'est bien de ce paradoxe que les militants se rendent progressivement compte: la défense de la «société civile» passe par les revendications autogestionnaires<sup>59</sup>, qui à leur tour se prolongent inéluctablement par la lutte pour la démocratisation des institutions politiques et la libéralisation de l'appareil économique. En tant que mouvement social, *Solidarité* est donc vouée à disparaître par l'accomplissement de son projet



alors que son adversaire finit par être asphyxié dans un espace qui se rétrécit constamment<sup>60</sup>.

Le pouvoir ne va certes reculer que pas à pas et en tergiversant. À chaque fois une grève ou sa simple menace, lui fera abandonner de nouveaux retranchements: enregistrement des statuts du syndicat au tribunal de Varsovie, la bataille des «samedis libres», la provocation policière de Bydgoszcz liée à la formation de *Solidarité rurale*, etc., autant des étapes qui jalonnent les luttes pour la reconnaissance de la position centrale des syndicats autonomes dans la société polonaise. Le problème majeur du mouvement s'avère donc curieusement sa force: la stratégie d'autolimitation présuppose en effet que le Parti continue à fournir l'écran crédible aux actions syndicales qui touchent progressivement des zones de plus en plus vastes du champ social. Or avec le recul de sa légitimité, le Parti subit une hémorragie croissante d'effectifs, au point que la direction syndicale fait appel aux militants pour les convaincre de conserver leur carte, de crainte que les soviétiques ne s'affolent face à cette débandade. En réalité, la vraie base du Parti est réduite aux *apparatchiks* pour lesquels la fin du régime signifierait la fin de tous les privilèges. Cette faiblesse morale fait en sorte que la limite de l'action du Syndicat n'est fixée que par le rapport de forces géopolitiques, c'est-à-dire par la crainte d'une intervention directe de l'URSS. L'usure rapide des dirigeants à cette époque est un autre signe de la crise que traverse le POUP: Babiuch est remplacé le 24 août par Pinkowski comme premier ministre, ce qui compromet la position de Gierek auquel on cherche un substitut capable de faire face à la situation. Le retour d'Olszowski au Bureau politique consacre la victoire des adversaires du premier secrétaire, remplacé à son tour le 6 octobre par Stanislas Kania. Pinkowski ne restera à la barre du gouvernement que cinq mois et ce sera le général Jaruzelski qui finira par occuper cette place (12 février 1981).

Dans la partie de bras de fer où *Solidarité* s'est engagée avec le pouvoir, la faiblesse de ce dernier force le Syndicat à freiner lui-même la progression du mouvement. Sa direction tente de désamorcer les conflits avant qu'ils n'éclatent, de crainte que l'Union soviétique, une fois convaincue de l'incapacité des communistes polonais de maîtriser la crise, ne soit tentée de recourir à la normalisation musclée. *Solidarité* est de cette façon entraînée

dans une sorte de compromission avec le Parti qu'elle est presque obligée de protéger en mettant la sourdine aux revendications de la base. Par ailleurs, bien que *Solidarité* s'efforce de laisser au gouvernement toute responsabilité de décisions économiques, l'intérêt national et les objectifs autogestionnaires commandent un engagement du syndicat dans ce domaine, que le pouvoir ne manquera pas d'exploiter à son tour. L'introduction de la politique d'austérité sur laquelle se sont butés tous les gouvernements antérieurs, ne pourrait-elle pas réussir avec la médiation et le concours de *Solidarité* du moment où l'on reconnaît l'importance de ces mesures pour le salut de la Nation ?

Accepter une trêve et participer à la reconstruction économique rendrait *Solidarité* vulnérable aux accusations d'être à l'origine des difficultés que traverse le pays. Plus dangereux encore pour le mouvement social aurait été l'enlisement dans un équilibre stationnaire qui ne manquerait pas de provoquer sa désagrégation en faisant éclater ses divisions internes. Dans de telles conditions, l'arrivée au pouvoir du général Jaruzelski a été accueillie assez favorablement: contrairement à Stanislas Olszowski, qui incarnait la tendance de normalisation dure, Jaruzelski bénéficiait du prestige des militaires<sup>61</sup> et était considéré comme représentant de l'aile plutôt libérale du Parti.

En effet, la journée suivant son assermentation, il lance l'idée d'un comité de liaison avec le Syndicat, qui pourrait devenir une sorte de forum permanent de négociation, et propose une trêve sociale à la direction de *Solidarité*. L'affaire de Bydgoszcz ramènera certes une grande tension dans les relations État-*Solidarité*, mais elle se soldera par un non-lieu, Lech Walesa acceptant un compromis «satisfaisant à 70 %». La réputation «libérale» de Jaruzelski est confortée d'ailleurs par l'existence au sein du Parti d'un courant ultra-conservateur coiffé du nom de «Boleslaw Bierut», qui prend le premier ministre et le secrétaire pour cible de leurs critiques. La presse soviétique fera largement écho à ces déclarations, confirmant ainsi indirectement Jaruzelski et Kania dans le rôle des leaders de la tendance modérée.

Les louvoiements du POUP, où à côté de la droite une aile réformatrice prêche la démocratisation et la consolidation du pouvoir de la

base du Parti, ont de quoi agacer les soviétiques qui apprécieraient davantage une action directe pour liquider la «contre-révolution». Jaruzelski et Kania, présents au XXVI<sup>e</sup> congrès du PCUS, reçoivent un conseil ferme de la part des dirigeants soviétiques (4 mars 1981) «de renverser le cours des événements en Pologne pour éliminer les dangers pesant sur les acquis socialistes du peuple polonais», dont le caractère pressant est souligné par les manoeuvres des forces du pacte de Varsovie. Se saisissant du prétexte que leur fournissent les accusations du groupe «Boleslaw Bierut», le Comité central du PCUS envoie une lettre au Comité central du POUP où il relève sur un ton menaçant que les dirigeants polonais remplissent fort mal leurs engagements à l'endroit du bloc socialiste.

Que ce soit à cause des pressions de plus en plus insistantes du Grand frère, ou en raison de l'évolution de la situation domestique dominée par une grave crise de tout le secteur de la distribution, y compris des produits rationnés, les rapports avec le pouvoir se détériorent à partir de cette période. Les marches de la faim, dont la plus spectaculaire a été celle de 30 000 femmes et enfants à Lodz, et les manifestations pour protester contre les pénuries des produits de première nécessité, enveniment la situation et forcent *Solidarité* à sortir de sa politique de non participation pour songer à intervenir dans le domaine économique. À partir d'août, les médias sont mis au pas, et malgré les protestations des journalistes et les grèves pour libéraliser la presse muselée, le Parti tend à affermir son emprise sur tous les véhicules d'information. Pour se soustraire aux méthodes de pression syndicales, certains organes officiels se militarisent. Le congrès de *Solidarité*, au mois de septembre, précise et radicalise le discours: bien que les résolutions demeurent toujours entourées de précautions oratoires d'usage, il apparaît clairement que l'intervention dans le domaine économique - depuis un certain temps, dans plusieurs entreprises, des comités d'autogestion sont actifs et concurrencent l'autorité des *apparatchiks* - et la participation au pouvoir politique ne sont plus exclus des perspectives immédiates du mouvement.

Si les positions du Parti se durcissent à un niveau, un nouveau thème émerge à un autre. Manoeuvre de diversion ou une ultime tentative d'éviter le pire ? Lancé par Stanislas Olszowski, le chef des normalisateurs «durs», le

projet jongle avec l'idée de former un front, voire un gouvernement de salut national. Le Parti renonçant au monopole du pouvoir, s'associerait l'Église et *Solidarité* dans le but de sortir la Patrie de la crise sociale et économique. Cette idée connaît des hauts et des bas, mais à mesure que le temps avance, le projet est constamment dilué. Mais même quand Kania aura perdu son poste aux mains de Wojciech Jaruzelski (10 octobre), la perspective d'un front du salut national conserve une certaine crédibilité: les représentants des «trois pouvoirs» (géopolitique, social, et spirituel) se rencontrent effectivement au début de novembre et une commission mixte continue à siéger afin de trouver des palliatifs à la pénurie alimentaire.

## COUP D'ÉTAT

Selon le colonel Kuklinski, informateur des américains, l'intervention militaire aurait été décidée avant même la fondation de *Solidarité*, dès que le mouvement des grèves d'août 1980 était devenu général. À la fin d'octobre de cette même année, il en existait déjà un plan détaillé. Selon ce scénario, la montée du général Jaruzelski aurait donc été programmée afin de donner au coup de force un cachet *made in Poland*. Deux interprétations de l'attitude de Jaruzelski sont alors possibles: simple instrument des soviétiques, embourbés déjà en Afghanistan, auxquels il aurait évité de se salir directement les mains dans une entreprise immensément impopulaire; ou encore le général aurait agi en *janissaire*, selon le mot de N. Davies<sup>62</sup>, préférant assumer lui-même le fardeau de la répression dans un dessein quasi patriotique, afin d'empêcher les hordes de l'Est de soumettre la Pologne à des exactions encore pires.

Ce qui milite en faveur de la deuxième interprétation, c'est l'absence relative de brutalité dans l'opération qui, si l'on excepte quelques «bavures» (comme la prise de la mine à Wujek où quatre travailleurs ont trouvé la mort) s'est déroulée presque sans effusion de sang. Tout se passe comme si le pouvoir militaire tentait à tout prix d'éviter d'hypothéquer d'une manière irréversible les possibilités d'une future «réconciliation nationale». La «normalisation» se déroule ensuite sans zèle excessif: la plupart des dirigeants de *Solidarité* les plus en vue et les oppositionnels les plus connus sont placés en résidence surveillée ou emprisonnés, certes, mais ils retrouvent assez

rapidement la liberté: Lech Walesa est relâché après onze mois d'internement et la plupart des prisonniers politiques seront graduellement libérés avant 1986. La dépendance de la Pologne à l'égard de l'Ouest, donc d'une opinion publique allergique au pouvoir des militaires, explique la répugnance des dirigeants à entourer la répression d'une gênante publicité de procès politiques. Cette «mansuétude» étonne d'autant plus que, aux yeux de l'opinion publique, tant polonaise que mondiale, les ténors de l'opposition conservent intact leur capital de légitimité et continuent à incarner la résistance populaire sous la botte des militaires. Une fois relâché, Lech Walesa agira en porte-parole de la Nation à titre de leader charismatique dont le prix Nobel de la paix viendra confirmer la stature internationale. La «normalisation» s'accommode de la formation d'une organisation clandestine de *Solidarité*, TKK, qui sans être un mouvement de masse comparable au syndicat dissous, regroupera plusieurs dizaines de milliers de militants et pourra compter, selon son leader Zbigniew Bujak, sur plus d'un million de sympathisants. À partir de 1983, se reconstitue un réseau de résistance vivant presque au grand jour sous les yeux des autorités et plongeant ses racines dans les activités clandestines. On conçoit le caractère saugrenu d'une telle organisation dans les sociétés de l'Est étroitement quadrillées (où comme le dit une anecdote, dans chaque réunion de trois personnes, réputée déjà émeute contre-révolutionnaire, il y a au moins deux membres des services secrets).

Un deuxième symptôme paradoxal de la «normalisation» à la polonaise consiste dans la volonté affirmée du pouvoir de poursuivre les réformes sociales et économiques amorcées dans la phase précédente. La tâche des «réformateurs» est certes de beaucoup simplifiée: ils sont désormais seuls à décider des voies de changements éventuels. La première «réforme» est par ailleurs celle des prix, réussissant ainsi à abattre une barrière qui a eu raison de toutes les équipes antérieures. Il n'en reste pas moins que les acquis de la période de *Solidarité* ne sont pas discrédités en bloc, les accusations étant adressées avant tout aux «éléments extrémistes et anti-socialistes» qui auraient «noyauté» le mouvement; on jongle même avec l'idée de rendre au syndicat un certain statut légal après une épuration satisfaisante pour le pouvoir. Ce «réformisme» peut apparaître de pure circonstance (et beaucoup des déclarations ne sont sans doute que de l'hypocrisie cynique visant à

atténuer la portée du geste aux yeux des bailleurs de fonds occidentaux) dans la mesure où les autorités militaires font face à une situation économique qui frise la catastrophe et ne peuvent plus « acheter » le soutien populaire en provoquant une croissance à la Gierk: les autres « démocraties populaires » ont leur lot de difficultés (ce n'est que plus tard que l'on apprendra la profondeur de ce borborygme) et n'apportent qu'une aide assez modeste. Mais au-delà de ces motifs conjoncturels, il existe sans doute une conscience assez claire chez les dirigeants militaires de la nécessité d'un renouveau intégré dans le processus même de la normalisation. Ceci se manifestera plus nettement après 1985: dans les pays satellites, Jaruzelski sera l'appui le plus sûr de Gorbatchev pour son programme de la *perestroïka*.

Une troisième spécificité de la normalisation polonaise réside dans la mise au rancart du Parti dans son rôle mythique de l'incarnation providentielle du prolétariat. Dans ce sens, le choix de la méthode de normalisation est important. Le Parti apparaît désormais, à l'instar des syndicats et des autres organisations, comme une simple courroie de transmission d'un pouvoir qui lui est extérieur et dont la nudité n'est cachée que par la feuille de vigne de nécessités géopolitiques. La délégitimation totale du Parti comme force directrice est donc accomplie par le coup d'État tout aussi sûrement que par la montée de l'emprise de *Solidarité* de jadis. Le Parti se volatilise d'ailleurs littéralement, perdant entre 1980 et 1984 près du tiers de ses effectifs<sup>63</sup>. L'équipe dont s'entoure le général Jaruzelski s'évertue à projeter l'image d'un groupe de gestionnaires « réalistes » animés par la volonté de faire face à la crise d'une façon pragmatique et socio-technique - gestion à la fois modernisatrice et dispensatrice de *law and order*<sup>64</sup> - plutôt que de rester rivée à la démagogie des solutions « léninistes ». Dans cette perspective, les « principes intangibles du socialisme » ne sont certes pas abolis, mais se réduisent en fin de compte à un cadre exogène au sein duquel se déploie l'action d'un pouvoir despotique mais éclairé. Dans ce dispositif, le *politique* est une donnée extérieure, une sorte de condition initiale à un problème opératoire d'optimisation de la trajectoire évolutive; tout atteinte à cette « condition initiale » est assimilable à l'anarchie et au désordre dont le *WRON*<sup>65</sup> s'évertue de libérer le pays. Le Parti ne saurait plus être ce lieu mythique où s'élabore une direction politique: à l'instar des Jeunesses communistes, il est lui aussi infantilisé et n'a de tâches que d'animation et

d'organisation dans le cadre d'une gestion manipulatrice étroitement contrôlée par le pouvoir central.

La «société civile» émiettée par la disparition de ses organisations de masse, boude les succédanés offerts par le pouvoir pour l'encadrer. Mais son état atomisé constitue plutôt un atout qu'un obstacle à la normalisation telle que pratiquée par l'équipe de Jaruzelski. Après la militarisation très large des institutions et de l'appareil économique, le retrait des militaires de l'avant-scène ne s'opère pas au profit d'un quadrillage politico-idéologique des organismes du Parti, mais repose avant tout sur une manipulation plus subtile par des «techniciens du social». La création, en 1982, du *Centre de recherches sur l'opinion sociale* dirigé par le colonel Stanislaw Kwiatkowski, un proche conseiller de Jaruzelski, témoigne de cette nouvelle forme de régulation. Le pouvoir veut être informé sur l'état d'esprit de la population, sur ses préférences, sur les désirs qui l'animent et agir en fonction de ces «données» plutôt que d'imposer par en haut le carcan de solutions idéologiques toute faites. La «science» qui inspire et légitime son action n'est plus le marxisme-léninisme, mais une sorte de sociologie pragmatique fondée sur la théorie des sondages. Le discours du pouvoir change lui aussi: finis les temps du triomphalisme béat, le ton se fait volontiers réaliste, les problèmes économiques ont droit à un traitement à la fois plus sobre et ne cherchant pas systématiquement à occulter les difficultés. Les grandes questions politiques et sociales sont certes soustraites à la place publique. Mais en même temps, les nouveaux technocrates offrent les photos «scientifiques» de la société polonaise au travers des images statistiques du *Centre de recherches sur l'opinion sociale*. Là non plus aucune coquetterie exagérée: les résultats montrent bien une société terrassée par le coup d'État, où les appuis se distribuent aux extrémités à *Solidarité*, d'une part, au POUP, d'autre part, mais qui est surtout dominée par l'immense apathie de la majorité qui ne croit plus à rien.

Le projet d'un despotisme éclairé fonctionnant à la gestion technique du social se heurte toutefois aux conditions difficiles du redressement économique. Pour être viable, il lui faudrait dégager une marge de manoeuvre financière, obtenir quelques succès dans le domaine de l'approvisionnement et pouvoir proposer aux travailleurs des entreprises des

perspectives susceptibles de mobiliser leurs efforts dans la production. Or rien de cela ne se concrétise; même si en 1985 la situation de la Pologne est jugée suffisamment *normalisée* pour qu'elle soit admise au FMI, l'aide occidentale ne sera accordée que chichement à un régime toujours impopulaire en raison de ses origines. Les élections municipales de 1984, celles à la Diète de 1986, se déroulent dans un climat de morosité qui éloigne bon nombre d'électeurs des urnes: pour la première fois dans le monde communiste, le pouvoir brise la règle intangible d'unanimité électorale et avoue un taux d'abstention significatif, même si cela l'oblige implicitement à accorder un crédit moral à *Solidarité* qui appelait au boycott. Faute des moyens, le projet techno-social ne parvient pas à rassembler une fraction significative de citoyens consentants: l'opposition, même si son existence semble alors reposer sur des perspectives assez minces, maintient toujours ses effectifs et ses réseaux clandestins et bénéficie d'une large audience. Il n'est donc pas étonnant que le ton du pouvoir se durcisse et qu'à plusieurs reprises, la répression se substitue à la persuasion et aux appels au «réalisme»: renforcement autoritaire de la discipline du travail, ingérence croissante dans le fonctionnement des organismes et des institutions (universités, associations professionnelles, etc.) qui ont conquis à la faveur du mouvement du début des années quatre-vingt une large autonomie.

## UN RENOUVEAU DIFFICILE

Le sentiment de découragement sur lequel tablent les «normalisateurs» pour contraindre la population à un réalisme conforme aux contraintes géopolitiques, est donc bien réel. Les tensions, dont le pouvoir sait fort bien profiter, émergent dans les milieux oppositionnels entre ceux qui finissent par se résigner à agir dans le cadre de la nouvelle donne, et ceux qui sont poussés par leur romantisme contestataire à défier le système malgré l'absence des perspectives du succès. L'Église elle-même est divisée entre les prêtres radicaux qui continuent le combat à la base, et l'institution, plus encline au compromis et à la résignation à cette situation de fait. Mgr Glemp, qui a remplacé le cardinal Wyszinski décédé en 1981 comme primat de Pologne, est accusé par les plus militants oppositionnels de compromissions avec le pouvoir dans le dessein de protéger les privilèges de l'Église.



Même si le pouvoir assène des coups de bâton en même temps qu'il manifeste des signes d'ouverture, il n'en reste pas moins que la libéralisation progresse pas à pas: l'état de guerre est assoupli dès le 28 avril 1981 et suspendu le 31 décembre 1982. Malgré les arrestations spectaculaires et les procès de certains opposants, d'autres sont libérés et plusieurs inculpés bénéficient des acquittements (dont Jacek Kuron). La première amnistie du 21 juillet 1984 est certes partielle en excluant de son champ d'application quelques 200 prisonniers politiques - et surtout suivie des condamnations à des lourdes peines de prison de plusieurs membres en vue de l'opposition, mais deux ans plus tard une autre amnistie prétend compléter l'oeuvre de la première. Elle est accompagnée d'ailleurs de la mise en place de tout un dispositif destiné à faire montre de l'ouverture du régime, comme si la page douloureuse de l'état de guerre devait définitivement être tournée. De nouvelles institutions judiciaires apparaissent dans le dessein de donner une crédibilité à la légalité et au droit (toujours socialistes). Aux instruments techniques de surveillance de l'opinion publique s'ajoutent des organismes consultatifs (comme le *Conseil consultatif*, rattaché à la présidence) par l'intermédiaire desquels les gouvernés (en fait leurs représentants éminents) sont invités à porter leurs doléances directement au centre du pouvoir. L'équipe du général Jaruzelski, épurée des éléments réputés durs (comme Olszowski, Grabski, le général Milewski, chef des services secrets, etc.), mais aussi des réformistes ayant fait preuve d'une trop dangereuse inclinaison au dialogue social (comme Jagielski, le négociateur des accords de Gdansk), est plus homogène que jamais. Qui plus est, après des années de méfiance de la part de la direction soviétique qui aspirait à une normalisation plus claire et musclée, elle bénéficie désormais du soutien ouvert de Gorbatchev. Les réformes en cours, et surtout celles qui sont annoncées, sont présentées par le nouveau maître du Kremlin comme des expériences clés dans le laboratoire de la *perestroïka*. Il n'est donc pas surprenant que plusieurs personnalités, jadis impliquées dans la direction de *Solidarité* et membres de l'opposition, succombent au chant des sirènes des «réformateurs modernistes» rassemblés autour du général Jaruzelski. L'opposition dans son ensemble demeure toutefois méfiante; s'il est maintenant clair qu'il n'est plus question de simplement resoviétiser le régime - l'URSS elle-même est peu à peu happée par la quête de nouvelles formes de socialisme -, on soupçonne cette manoeuvre de n'être qu'une nouvelle ruse du régime communiste accroché

désespérément au pouvoir. Par ailleurs, même si les dirigeants de *Solidarité* - y compris les clandestins de la *TKK* - sont désormais en liberté, et si certains médias d'expression oppositionnels sont tolérés, le pluralisme syndical n'est toujours pas à l'ordre du jour et la «société civile» n'est autorisée à chercher d'autres formes d'expression que le paternaliste privilège de s'adresser directement au Prince.

Quoi qu'il en soit, l'évolution de la situation en Pologne est de moins en moins tributaire de la «menace» soviétique. Dès 30 septembre 1986, *TKK* décide de mettre fin à ses activités clandestines et les «illégaux» rejoignent les autres dirigeants du syndicat dissous dans un Conseil provisoire de *Solidarité*. Le Conseil est aussitôt mis hors la loi, mais ses membres ne sont pas autrement inquiétés. Le pouvoir s'évertue désormais de capter les aspirations de réforme de la population en multipliant des organismes consultatifs auxquels le *Conseil consultatif* de Jaruzelski sert de modèle: au niveau de la *voïvodie*, des *Conseils civiques* apparaissent dès 1987. L'objectif manifeste de ce foisonnement est de prévenir que la société civile ne secrète à nouveau ses propres organisations autonomes, alors que le pouvoir ne peut plus agiter l'épouvantail de l'intervention soviétique pour justifier sa domination. On multiplie donc des points de rencontre entre les autorités de l'État et les élites issues de différentes couches de la société, dans l'espoir de créer l'effet d'une osmose qui montrerait à la majorité que cette alliance est la voie la plus réaliste pour sortir le pays de la crise. Le *Mouvement patriotique pour la renaissance nationale* (*PRON*), rassemblement des partis et d'autres organisations contrôlés par le *POUP*, fournit à ce dispositif un pâle succédané de ce qu'a été *Solidarité* à l'aube des années quatre-vingt.

Entre-temps l'économie s'enlise dans une dépression chronique. Les augmentations des prix, devenues périodiques, tentent de rétablir cette «vérité des prix» qui semble à tous une condition *sine qua non* pour faire redémarrer la croissance. L'équipe Jaruzelski, afin de redorer son image domestique sans doute (sous sa direction, la Pologne n'a-t-elle pas retrouvé une voix prestigieuse dans le concert des Nations ?), mais aussi pour faire oublier aux Occidentaux le rôle d'éteignoir joué pendant le coup militaire, multiplie les interventions dans l'arène internationale. Le 1<sup>er</sup> janvier 1988, une tranche de huit milliards de dollars de la dette polonaise<sup>66</sup> arrive à échéance. D'autres

réformes sont inévitables pour courtiser les bailleurs de fonds: à l'été 1987, une réunion à Vienne des représentants de 500 banques occidentales où la question de rééchelonnement de cette dette doit être étudiée, coïncide avec l'annonce par le général Jaruzelski d'un programme d'austérité sans précédent, accompagné d'une décentralisation de la gestion économique, modification du système salarial etc. Zdislaw Sadowski, l'économiste «libéral» sans parti et principal auteur du programme (un des «réalistes» qui ont rejoint l'équipe Jaruzelski), est nommé vice-premier ministre en signe de garantie du sérieux des réformes projetées. Fort de l'appui des experts du FMI, le gouvernement cherche la caution populaire dans un référendum, le premier tenu depuis 1946. L'unanimité plébiscitaire n'est toutefois plus de mise: le jour du scrutin (novembre 1987), à peine 67 % des électeurs se prévalent de leur droit de vote. Le référendum est «gagné» par le gouvernement avec 56 % des suffrages exprimés qui placent toutefois le pouvoir en situation de minorité en termes absolus.

Les hausses des prix résultant de l'application du programme d'austérité (1<sup>er</sup> février 1988, hausses variant de 40 à 200 %) sortent les ouvriers de la léthargie où les ont plongés les difficultés quotidiennes de l'existence. Malgré une hausse des salaires de 6 000 zlotys en moyenne, les grèves sont déclenchées en mai à Nowa Huta, d'où le mouvement se propage dans les ports de la Baltique. Une seule revendication centrale constitue le pivot du mouvement: la reconnaissance de *Solidarité*. Mais est-ce toujours de la même *Solidarité* dont il s'agit ? Il semble qu'une nouvelle génération d'ouvriers entre sur la scène des conflits sociaux, beaucoup moins disposée à appliquer la stratégie d'autolimitation de leurs aînés. Paradoxalement, le gouvernement et la direction «historique» du syndicat se retrouvent ainsi tous les deux dans la phase crépusculaire de leur devenir. L'éclipse de la menace soviétique fait que les uns s'avèrent impuissants à entraîner de larges couches de la population dans un renouveau sous le signe de la normalisation, et que les autres se heurtent à l'apathie générale et à l'émergence de multiples tendances centrifuges faisant craquer la carapace unitaire du mouvement<sup>67</sup>. Une nouvelle vague de grèves débute le 15 août 1988 à Jastrzebie; elle provoque pour la première fois depuis le coup d'État une tentative timide de rapprochement entre le gouvernement et l'opposition, alors que le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, rencontre à plusieurs reprises, à titre

«strictement privé», un certain citoyen nommé Lech Walesa. Ce dernier lance un appel au calme et Kiszczak promet la réunion d'une «table ronde» pour fixer les conditions de la légalisation de *Solidarité*. À la fin de 1987, la tendance à l'ouverture du régime vers un certain pluralisme se confirme de plus en plus: une vaste alliance, voire un gouvernement de salut national, réunissant les principaux acteurs du drame polonais autour des objectifs patriotiques minimaux communs (recherche d'une issue à la crise) apparaît dès lors plausible.

Sur ces entrefaites survient une dernière manoeuvre du pouvoir: le gouvernement Messner démissionne et passe les commandes à Mieczyslaw Rakowski. Celui-ci propose à l'opposition des discussions autour d'une table ronde mais dans la même foulée décide de fermer les chantiers Lénine de Gdansk, symbole de la résistance ouvrière. Son programme superpose des éléments d'une libéralisation économique (en favorisant le secteur privé, en éliminant les ciseaux des prix agricoles, en faisant élire les dirigeants d'entreprise selon la compétence, etc.) et une volonté d'isoler *Solidarité* dans le processus. De cette manière l'ouverture préconisée a de quoi irriter tant l'opposition que les conservateurs du Parti. Le mécontentement de ces derniers s'intensifie d'ailleurs depuis l'annonce des réformes de 1987, où ils ne peuvent que constater la dérive irréversible vers l'hérésie. La politique de Rakowski, en menaçant directement les privilèges de la nomenklatura, viendra exacerber leurs inquiétudes.

La *table ronde* du gouvernement et de l'opposition finira par se réunir au début de 1989: il en résulte des accords prévoyant une longue période de transition vers un système électoral parlementaire pluraliste. Celle-ci semble en effet nécessaire, compte tenu de l'audience électorale très réduite du *POUP*, afin d'empêcher que la retraite des communistes ne dégénère en débandade. Jaruzelski conserverait la présidence jusqu'à la fin de son mandat en 1995, les élections en juin 1989 ouvriraient le Parlement à l'opposition tout en garantissant au *POUP* et à ses alliés la majorité des sièges, les élections municipales en 1990 seraient entièrement libres et, finalement, les élections législatives démocratiques en 1993 viendraient clore le processus. Même si les années de «normalisation» ont montré que *Solidarité* était de moins en moins capable d'incarner d'une manière unitaire l'ensemble des courants et

aspirations de la société, c'est quand même autour du symbole que représente son nom (et autour de sa direction elle-même déjà fissurée par l'usure du changement), que se cimente une vaste coalition électorale. Sa victoire en 1989 est massive à un point tel que l'équipe de Jaruzelski ne résiste pas à cette marée, d'autant plus que bon nombre des députés de la majorité gouvernementale tournent casaque et rejoignent l'opposition. Tadeus Mazowiecki, anciennement l'un des plus proches conseillers de Lech Walesa, est nommé à la tête du gouvernement dès août 1989 et la position de Jaruzelski devient intenable. C'est donc déjà en 1990 que la première campagne présidentielle aura lieu. Mais, contrairement aux élections de 1989, il n'est plus question de plébisciter *Solidarité*; celle-ci se brise selon une ligne qui met face à face Mazowiecki et Walesa. Elle semble traduire *grosso modo* l'ancien clivage *intelligentsia*-travailleurs manuels, et favorise chez Walesa un glissement vers une sorte de populisme non exempt de démagogie et ponctué d'accents antisémites douteux. Plus inquiétant encore est l'importance d'un fort courant hétéroclite, qui échappe désormais à l'emprise de *Solidarité*, et qui regroupe près du quart de l'électorat: le candidat qui draine leurs voix, Stanislas Tyminski, est un nouveau venu sur la scène politique et complètement étranger aux années héroïques de la résistance. Émigré au Canada où il est devenu millionnaire, il parvient à capter le vote de mécontentement de diverses origines, traduisant autant la crainte des réformes que le mirage du rêve américain dont il incarne la réussite auprès d'une population éprouvée par de longues années de privations.

Au deuxième tour des présidentielles, alors que Tyminski parvient à devancer Mazowiecki, l'unité syndicale est refaite pour une brève période, donnant à Lech Walesa une majorité des trois quarts d'électeurs. Mais c'est le chant du cygne de *Solidarité* en tant que mouvement social. Elle se volatilise littéralement en une pléiade de minuscules partis (près de 140 avant les élections de 1991), dont la dispersion sera consacrée en octobre à l'occasion des élections législatives.

## NOTES

1. Le salaire moyen est approximativement de 200 \$ par mois. Les travailleurs «intellectuels» - enseignants, professeurs, techniciens - gagnent toutefois encore moins. Il faut tenir compte naturellement de la différence dans la structure des prix à la consommation avant d'évaluer le niveau de vie que ces revenus autorisent: malgré l'inflation galopante, les prix des transports, de l'alimentation et du logement, sont toujours significativement inférieurs aux prix occidentaux. Les produits durables (postes de télévision, voitures, etc.) sont toutefois aussi chers, sinon plus.
2. Les affrontements avec l'empire germanique sont cependant encore plus anciens et commencent en fait dès la formation du royaume par la dynastie des Piast. La «fixation» est sans doute l'oeuvre surtout de la réinterprétation romantique de l'histoire polonaise qui, dans une perspective nationale, dissout les multiples complexités et connivences qui ont ponctué la vie médiévale.
3. Il faut bien remarquer que ce principe, même s'il demeure vivace, est souvent violé et on parvient à écarter les groupuscules de mécontents. Mais même s'il n'est pas appliqué d'une manière absolue, il n'y a pas d'évolution vers des règles de décision majoritaire.
4. En fait, il s'agissait du droit de la Diète de légiférer sur toute question touchant aux privilèges de la noblesse. On conçoit aisément à quel point une telle disposition rendait délicate la gouverne d'un royaume, d'autant plus qu'elle était assujettie au droit de veto de chaque membre de l'assemblée.
5. Jan Zizka, le chef jamais défait des Hussites a participé à la victoire de Grunwald.
6. Kosciuszko a participé à la révolution américaine aux côtés de Georges Washington et s'est distingué dans la lutte contre l'avance de l'armée russe.
7. Les Czartoryski (la *Famille*) étaient une de plus grandes familles de l'aristocratie polonaise. Avec les Potocki, le Radzimir, etc., ils ont joué pendant des siècles un rôle de premier plan dans l'histoire de la République. Le prince Adam deviendra pendant un court laps de temps le chef du gouvernement polonais établi à la faveur du soulèvement de 1830. Après l'écrasement des forces polonaises, il passera son exil à l'hôtel Lambert à Paris, qui deviendra par la suite le quartier général du patriotisme conservateur.
8. Courant politique voulant réaliser l'union de tous les Slaves sous le sceptre des tzars de Russie.

9. Afin d'effacer tout souvenir de sa grandeur passée, c'est de cette manière que sera désignée la partie du royaume comprise dans l'empire russe après l'écrasement du soulèvement de 1930.
10. 24 janvier 1917
11. Président du parti National-démocrate, Dmowski avait été député à la Douma et était partisan d'une autonomie polonaise sous l'égide de l'empire Russe. Il quitta la Russie en 1915 pour se consacrer désormais à la cause d'une Pologne indépendante.
12. Il s'agit de la fameuse *ligne Curzon*, qui suit la rivière Bug et correspond *grosso modo* aux frontières actuelles.
13. En récupérant le bassin de la Techen, l'objet majeur de discorde entre les deux pays.
14. «[La révolution doit] se rattacher à certaines conditions historiques du développement économique, qui en sont les prémisses. Elle n'est donc possible que là où la production capitaliste est jointe à un prolétariat industriel qui tient pour le moins une place considérable dans la masse du peuple», dira Marx. (Voir Marx, Engels, Lénine, *Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme*, Moscou, Éd. en langues étrangères, 1973)
15. Le *Capital* ne lui consacre qu'à peine trente pages, sans apporter d'ailleurs d'éléments novateurs.
16. En fait, selon Marx, le rapport de production capitaliste nécessite (du moins pour que s'établisse la *domination réelle du capital sur le travail*) un bouleversement des conditions de production. La bourgeoisie ne peut pas se contenter d'un quelconque monopole des moyens de production, mais sa domination se consolide par l'émergence du travailleur collectif, résultant de la division manufacturière et, par la suite, industrielle du travail dont la productivité est nettement supérieure à celle de la somme des productivités de travailleurs individuels. Autrement (c'est le cas de la *domination formelle* du capital sur le travail), la domination «capitaliste» serait réversible.
17. La production industrielle, dans la mesure où elle se poursuivait, était polarisée par l'effort de guerre. Il n'existait à peu près rien que l'on pouvait offrir aux paysans en échange de leurs produits.
18. Les paysans semblaient saluer le passage de l'Armée rouge par le cri «vivent les bolcheviks, à bas les communistes»: les «bolcheviks» leur ont donné la terre, tandis que les «communistes» volaient leurs récoltes.

19. *Nouvelle politique économique*, adoptée par le X<sup>e</sup> congrès du PCUS le 15 mars 1921 à la suite de la famine qui sévit depuis un an, cherche à amadouer la paysannerie que les années de communisme de guerre ont rendu hostiles au régime. Les réquisitions sont remplacées par un impôt progressif, et les producteurs sont autorisés à commercialiser leurs excédents.
20. Dans la littérature française, le terme «paysan» réfère à un exploitant traditionnel, vivant en autosubsistance. La contamination sémantique qui en résulte fait croire à plusieurs auteurs que la théorie de l'«économie paysanne» de Tchayanov décrit un univers traditionnel de production non marchande. Or il est clair - Tchayanov lui-même l'a affirmé avec force - que les postulats fondamentaux de cette théorie ne dépendent aucunement du caractère marchand ou non (c'est-à-dire indirect ou direct) de la satisfaction des besoins familiaux. L'exploitation familiale moderne, spécialisée et produisant exclusivement pour le marché, relève donc de ce champ théorique au même titre que l'exploitation «paysanne» de la Russie tsariste.
21. Cela peut toutefois arriver dans certaines situations de blocage d'exode rural et motiver alors effectivement l'émergence d'une forme de capitalisme agraire.
22. La semi-prolétarianisation des paysans pauvres, ou plus généralement la *pluriactivité*, est un phénomène effectif qui empêche parfois l'élimination pure et simple des petites exploitations. Dans le monde paysan, il existe sans doute une offre de travail salarié, mais celle-ci n'est pas de nature capitaliste: elle vise à optimiser l'intensité de l'utilisation du travail familial lui-même. Dans le court terme, c'est le travail saisonnier, dans le plus long terme, cette offre varie en raison des changements dans la composition du groupe domestique, en particulier du nombre des actifs.
23. On appelait ainsi les tenants d'une politique pro-ouvrière à l'égard des campagnes, courant dont les principaux ténors étaient Trotski, Zinoviev, Kamenev, et le principal théoricien, Preobrajenski. L'on sait que la montée de Staline vers le pouvoir absolu exploitait les dissensions entre ces tendances: associé d'abord à Zinoviev et Kamenev (la première *troïka* c'est-à-dire triumvirat), Staline élimine politiquement son principal concurrent Trotski et le contraint à l'exil. Il s'appuie ensuite sur la droite (Boukharine, Tomski, la deuxième *troïka*), pour éliminer politiquement Zinoviev et Kamenev. Entre-temps, à la barre du secrétariat, il peut modeler et le membership et la représentation de la base aux instances du Parti, si bien que même la constitution de la *gauche unifiée* (l'association à Trotski de ses anciens ennemis Zinoviev et Kamenev) ne parvient plus à le déstabiliser. Trotski est contraint à l'exil, la gauche unifiée réduite à l'impuissance politique. C'est alors que Staline, prenant pour prétexte la collectivisation, appliquera la politique préconisée par la gauche, et liquidera la droite. À l'aube des années trente, l'ancienne garde bolchevique est ainsi mise à l'écart des principaux leviers du pouvoir et, peu à peu, se met en place le système de terreur systématique qui, au travers des grands procès, aboutira à la liquidation physique non seulement de tous les «oppositionalistes» mais pratiquement de tous ceux qui ont joué un rôle dans la révolution d'octobre.



24. En fait tous ceux qui ont été accusés d'être des *koulaks*, même si aucune définition opératoire de ce terme n'était disponible aux exécutants, étaient considérés inadmissibles à la collectivisation. Leurs biens ont été confisqués et les *koulaks* déportés dans les camps de la Sibérie. On estime que plus de 250 000 familles ont subi ce sort - plusieurs millions de personnes - dont la plupart n'ont pas survécu à l'épreuve. Les villages qui se rebiffaient contre la collectivisation forcée ont été déportés en entier, souvent dans le nord ou dans les contrées les moins hospitalières.
25. L'État prolétarien ne devait-être qu'un «demi-État» (*L'État et la révolution*, Éditions sociales, Paris, 1976, p. 28): «il ne faut au prolétariat qu'un État en voie d'extinction, c'est-à-dire constitué de telle sorte qu'il commence immédiatement à s'éteindre et ne puisse pas ne point s'éteindre.» (Ibid. p. 38) Cette vérité «théorique» s'accommodera toutefois à la nécessité tactique et pragmatique d'accroître la répression dans la Russie «encerclée».
26. Qu'il applique d'ailleurs dans les chemins de fer, pour briser les revendications des cheminots.
27. Dans la théorie marxiste de connaissance, celle-ci est un *reflet* des conditions objectives: à mesure que l'histoire progresse, ce reflet de la réalité se précise (surtout dans le moment ascensionnel, révolutionnaire de chaque mode de production), jusqu'à coïncider avec la «vraie» nature du réel. Cette théorie décrit en fait une sorte de dévoilement, les voiles des idéologies (historiquement nécessaires pour le fonctionnement de chaque mode de production) s'écartent peu à peu jusqu'à ce que le dernier tombe et la réalité apparait telle qu'elle. C'est ce dernier moment qui correspond à la révolution prolétarienne, c'est donc du point de vue de cette classe qu'il faut regarder le monde si l'on veut pleinement le connaître.
28. Cette analyse de la nature du socialisme marxiste n'est sans doute pas très neuve. Elle a été réalisée bien avant la révolution d'octobre par plusieurs courants anarchistes. Citons pour mémoire le révolutionnaire polonais, Jan Waclav Makhaiski, qui interprète au tournant du siècle le marxisme (et par la suite, à plus forte raison, le léninisme) comme l'idéologie d'une nouvelle classe montante, l'*intelligentsia*, aspirant à exproprier les capitalistes afin de s'ériger en nouvelle classe exploiteuse par le contrôle de l'État socialiste, propriétaire des moyens de production.
29. Sur ce point, la théorie s'est figée avec les textes des classiques. Comme ceux-ci révélaient la vérité de l'Histoire, il n'était pas question d'en accepter aucune modification substantielle, si bien que les ajouts subséquents sont présentés toujours comme simples *applications à la phase présente de l'Histoire* d'une oeuvre essentiellement achevée. Cette nécessité doctrinale a figé le marxisme dans l'univers spirituel du XIX<sup>e</sup> siècle, si bien que l'orthodoxie s'est montrée réfractaire à tout courant de pensée novateur, les assimilant d'emblée à des idéologies décadentes d'un impérialisme agonisant. Ainsi, Lénine a accueilli la théorie de la relativité d'Einstein comme pseudo-science bourgeoise, lui préférant le matérialisme du bon sens qu'il prône dans le *Matérialisme et empiriocriticisme*. Dans le domaine des arts, la fixation

s'est fait sur le réalisme (que Marx en vertu de la théorie du reflet confondait avec une forme progressiste de la représentation artistique), qui avec l'épithète *socialiste* est devenu le dogme de la création (bien que dans beaucoup de disciplines on ne sache jamais à quoi cette appellation réfère exactement, sinon à un mélange de goût «petit-bourgeois» avec un «monumentalisme» impérial).

30. Dans la Constitution de Staline, dont l'écriture fut la dernière tâche à laquelle se consacra Boukharine avec son ami et futur bourreau, Vychinski.
31. La dénonciation de l'ennemi extérieur et la recherche assidue de l'ennemi intérieur, fournissent d'ailleurs un bénéfice supplémentaire. En effet, la légitimité du Parti, en tant qu'avant-garde du mouvement ouvrier (mais aussi de l'appareil bureaucratique qui en est le bras séculier), repose tout entière sur l'existence de l'«ennemi de classe». Si ce dernier venait à disparaître sans que le Parti-État ne «dépérisse» lui-même, ce dernier perdrait son rôle historique et la nature oppressive de sa domination sur la société civile se dévoilerait dans toute sa nudité.
32. La fonction de la terreur stalinienne doit être vue, au-delà du délire d'un dictateur paranoïde, dans la perspective d'une force intégrative, provoquant l'adhésion irrationnelle au régime. Car comment se défendre autrement contre le déferlement d'une terreur arbitraire, qu'en projetant sur sa source un courant d'affectivité inconditionnelle, qui «innocente» les individus par l'amour qu'ils portent à leurs bourreaux potentiels ?
33. La période brejnevienne manifeste ainsi une consolidation du pouvoir de la bureaucratie et la distension du corset d'orthodoxie idéologique, quoique limitée, atteint toutes les couches de la société. En autant que l'on manifeste un conformisme de façade toujours de mise, en privé on peut désormais se permettre des critiques et des remarques facétieuses à l'égard du régime sans grande crainte de représailles. A. Zinoviev rapporte ainsi qu'il était presque de bon ton dans les hautes sphères de l'appareil de colporter, avec un air entendu, des plaisanteries à consonance franchement antisoviétique.
34. La Yougoslavie sera le seul pays de l'Est européen qui échappera à l'hégémonie soviétique. L'insoumission de Tito se produit toutefois au moment où Staline, dépourvu encore de bombe atomique, hésite à provoquer ses alliés occidentaux. Après 1950, ce ne sera plus le cas.
35. En 1921, 73,8 % de la main-d'oeuvre active est concentrée en agriculture contre à peine 11 % en industrie.
36. À la suite du traité de Riga, la Pologne compte 14,3 % d'Ukrainiens, 7,8 % de Juifs, 4 % de Biélorusses, 4 % d'Allemands et 0,3 % de Lituaniens. Après la Deuxième Guerre mondiale, il n'y a plus que 80 000 survivants parmi les Juifs.

37. Les troupes polonaises (environ 180 000 hommes) faites prisonnières par l'Armée rouge en 1939 comprenaient quelques 10 000 officiers que les soviétiques exécutèrent d'un coup de balle dans la nuque et enfouirent dans un charnier à Katyn près de Smolensk. Leur absence a fort étonné le général Anders lorsqu'il formait l'armée polonaise à même ces prisonniers de guerre. Jusqu'aux récents aveux publics, l'URSS a toujours prétendu que le massacre avait été l'oeuvre des nazis.
38. Officiellement accusé d'avoir soutenu d'une manière erronée le coup d'État «fasciste» de Pilsudski (ce qui avait été effectivement le cas, mais l'ordre est venu du Komintern d'aider le «socialiste» Pilsudski contre les menées de la réaction). Manouilski commentera cette décision devant le XVIII<sup>e</sup> congrès du PCUS: «Pour désorganiser le mouvement communiste, les espions trotsko-fascistes ont tenté de former des "factions" et des "groupes" artificiels dans certains partis communistes [...] Le plus contaminé par des éléments hostiles fut le Parti communiste de Pologne, où des agents du fascisme polonais étaient parvenus à se glisser aux postes dirigeants» (cité par Dominique Desanti, *L'internationale communiste*, Paris, Payot, 1970, p. 286).
39. L'accusation de «trotsko-fascisme» sera transformée en celle de «titisme-nationalisme petit bourgeois».
40. En Hongrie, Rakosi, le plus sanguinaire des intendants staliniens en Europe de l'Est, raillait ouvertement la mollesse polonaise en ce qui concernait la question religieuse et dont lui il s'occupait à l'entière satisfaction de son maître.
41. Session du septembre-octobre du Comité central du POUP.
42. La réforme constitutionnelle de 1952 a aboli le poste de président de la République.
43. Quelques 30 000 prisonniers politiques bénéficient alors de l'amnistie.
44. Il s'agit d'un dogme «théoriquement» justifié par les schémas de reproduction du capital de Marx: dans ces schémas on a attribué le rôle moteur au «secteur I» des biens de production pour des raisons qui peuvent d'ailleurs difficilement trouver leur justification dans le Capital. Ce préjugé explique la manie statistique des régimes communistes qui y scrutaient, le regard rivé aux indices de la production de l'acier et du charbon, les signes de la victoire prochaine du socialisme sur le capitalisme.
45. Les seules interventions positives pour protéger la structure foncière consistent dans l'interdiction des partages de l'exploitation et l'abolition des soultes.
46. Le bras séculier de cette entreprise, le général Moczar, déclenche alors une purge digne des années staliniennes, qui s'abattrait surtout sur les universités. Les relents antisémites de l'opération (sous le couvert de la lutte contre le «sionisme») conduiront à l'exil d'une

proportion importante de l'intelligentsia juive, déjà décimée durant l'occupation hitlérienne.

47. Ciseau qui telle une fatalité objective exprime les contradictions du système de l'économie centralement planifiée avec des prix dirigés sous la pression d'impératifs politiques. Les goulots d'étranglement se formant constamment au sein de l'appareil économique sont à peu près indétectables, sinon carrément occultés par les intérêts de la nomenklatura.
48. VII<sup>e</sup> plenum du CC, le 20 décembre 1970.
49. Jacek Kuron et Karol Modzelewski, *Lettre ouverte au POUP*, Éditions de la IV<sup>e</sup> Internationale, Paris, 1966. Rappelons les analyses de Makhaiski auxquelles nous avons déjà fait allusion, qui sont étrangement analogues aux idées de Kuron et de Modzelewski.
50. Rappelons que pendant cette même période, Jerzy Tepicht, responsable de la politique agricole et rurale «léniniste» au Comité central de Bierut, déguise lui aussi par une terminologie marxiste sa nouvelle perception du problème agricole d'inspiration tchayanovienne. Celle-ci est exposée le plus complètement dans *Le paysan polonais*, sous-titré significativement *Marxisme et agriculture*.
51. Le pouvoir ne s'y trompera guère: Kuron et Modzelewski verront leur ouvrage confisqué et interdit par la censure et la «qualité scientifique» de leur travail sanctionnée par trois ans de prison. À tout le moins, leur «marxisme» et «socialisme» leur aura évité peut-être l'accusation facile d'être à la solde de l'impérialisme. La «modération» de leurs peines montre que, malgré tout, la période stalinienne est bel et bien révolue.
52. Pour ne citer que cet exemple, mentionnons la *Troisième voie* d'Otta Sik.
53. Cité par Jean-Charles Szurek, *Aux origines paysannes de la crise polonaise*, Éditions Actes du Sud, 1982, p. 153.
54. Elle a été avancée en 1981 par Waldemar Kuczynski dans *Po wielkim skoku*, Varsovie, Éditions PWE, 1981.
55. Ceci est d'autant plus vrai que les ouvriers apparaissaient sur le plan des revenus comme des privilégiés et que la majorité des intellectuels auraient été beaucoup plus justifiés de reprendre leurs revendications à leur compte.
56. Dès 1978 les *Comités d'autodéfense paysanne* commencent à se former.
57. Plusieurs opposants s'associent ainsi au cours de l'été 1979 à quelques militants éminents du Parti (dont Mieczyslaw Rakowski, Sylwester Zawadzki, etc.) pour former sous l'aile protectrice de Stefan Olszowski, responsable de la politique économique au gouvernement qui conteste la direction de Gierk, un groupe de réflexion *Expérience et avenir*, dont le

**Rapport sur l'état de la République et sur les voies menant à son assainissement (voir *Alternative*, no 2, janvier-février 1980) développe cette analyse. Les activités de ce groupe fournissent à Gierek une bonne occasion pour obtenir le limogeage de Olszowski.**

58. Il y a des précédents célèbres au chiffre 21 comme nombre de conditions à satisfaire. C'était en particulier le cas de Lénine à l'occasion de la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale. «Et si les socio-démocrates allemands voulaient entrer dans la troisième internationale» lui demandait-on. «Eh bien, j'inventerais un vingt-deuxième point».
59. Dans le contexte polonais, le terme «autogestion» renvoie davantage au compromis technocratique qu'à la signification dont il a été investi dans l'Occident.
60. Voir Alain Touraine et al., *Solidarnosz*, Paris, Fayard, 1982.
61. Il faut souligner que l'armée n'a jamais été profondément compromise dans la répression, laissée plutôt aux soins des unités de sécurité spéciales et de la milice. On se souvenait, bien entendu, de son rôle lors de la libération de l'occupation nazie ainsi que de son loyalisme lors des événements de l'Octobre polonais. Qui plus est, de par la nature de leur métier, les militaires pouvaient prétendre à une perception plus «technique» des problèmes et bénéficier ainsi d'un préjugé favorable en raison de l'illusion d'une certaine neutralité «idéologique».
62. *Histoire de la Pologne*, Paris, Fayard, 1986.
63. 3 091 000 membres et 291 600 candidats en 1980, contre 2 117 300 membres et 57 900 candidats en 1984. Le nombre des membres remontera très lentement par la suite pour s'effondrer en 1988-89.
64. La déclaration suivante de Cz. Bobrowski, l'économiste au service de Jaruzelski, montre l'état d'esprit des artisans de la normalisation: «Nous soulevons actuellement la colère de toutes les couches de la population et le seul consensus est aujourd'hui celui de la haine farouche contre le général Jaruzelski. Mais cette colère rentrée peut devenir une source d'énergie alors que la tendance observable au repli sur soi peut donner lieu aux conduites individualistes conformes à l'esprit de la réforme économique.» (Cité dans Georges Mink, *La force ou la raison*, Paris, Éditions de la Découverte, 1989, p. 130.)
65. Conseil militaire de salut national.
66. Celle-ci dépasse alors 36 milliards.
67. Voir à ce sujet Georges MINK, *op. cit.* chapitre 11.

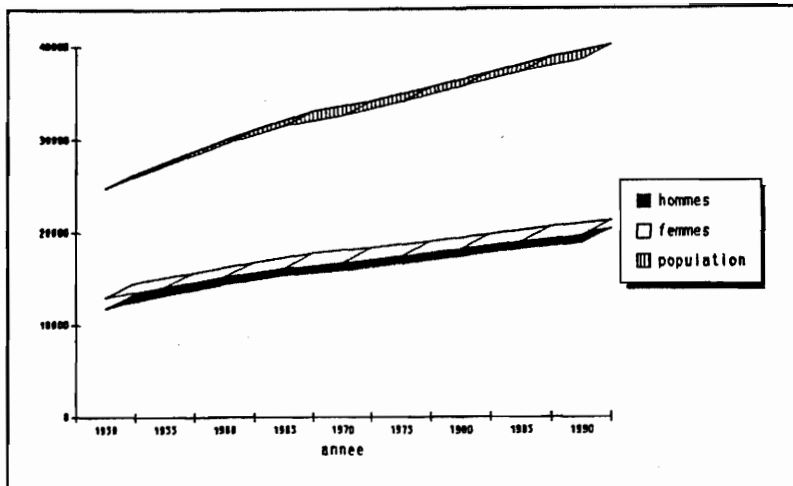


Figure 1 Evolution de la population totale polonaise et de sa composition par sexes depuis la fin de la Deuxième Guerre

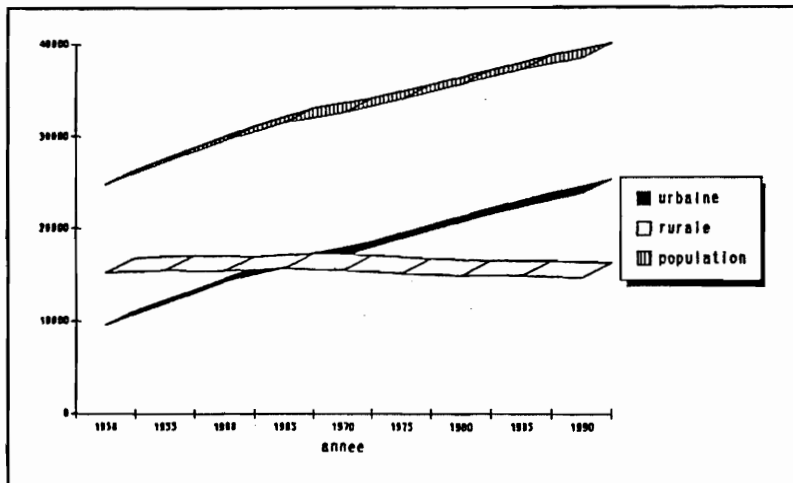


Figure 2 Evolution des populations urbaine et rurale en Pologne depuis la Deuxième Guerre

# LES EXPLOITATIONS AGRICOLES FAMILIALES EN POLOGNE<sup>1</sup>

Mamadou DIALLO

## UNE ÉCONOMIE DANS UNE PHASE DE TRANSITION DIFFICILE

Les préoccupations qui ont alimenté la problématique de notre démarche traduisent d'abord l'intérêt que nous portons au développement régional. Durant notre séjour, nous nous sommes intéressé aux problèmes des régions rurales polonaises et, d'une manière plus spécifique, à ceux de l'agriculture. Pourquoi peut-il être intéressant aujourd'hui d'examiner ces questions dans le contexte des pays de l'Est? C'est d'abord parce que la décomposition des régimes communistes et le passage accéléré d'une économie planifiée à celle du marché ont créé une situation faisant apparaître divers problèmes de développement rural, communs aux pays industrialisés, mais acquérant un relief original dans ce cadre inédit. Les transformations rapides de la structure industrielle, l'exode rural, la dévitalisation des campagnes, autant de phénomènes jadis freinés et occultés qui éclatent maintenant au grand jour et menacent par leur intensité la stabilité économique et politique de plusieurs pays.

Remarquons d'abord que la Pologne a été le seul pays du bloc communiste à avoir laissé la majorité de la production agricole dans les mains des exploitants familiaux. Malgré des différences profondes, certaines autres analogies rendent plus aisée la lecture de la réalité polonaise avec des lunettes québécoises, tant au niveau des types de productions que des contraintes climatiques. Pour l'agriculteur polonais, la terre de l'exploitation est "son patrimoine" au sens premier, ou au sens le plus large du terme, comme pour son collègue québécois.

Nous tenterons d'examiner dans les pages qui suivent les exploitations agricoles familiales dans une logique de politique structurelle, cela en raison de l'expérience vécue sur le terrain durant notre stage.

Contrairement aux agricultures des pays de l'Europe de l'Est et malgré plus de quarante ans de régime communiste, l'agriculture polonaise est restée essentiellement privée: 2,7 millions d'exploitations familiales, d'une superficie moyenne de six ha, occupent 76% des terres cultivées et fournissent 78% de la production agricole totale (il existe par ailleurs 1300 fermes d'État et 2000 coopératives de production). C'est grâce à une forte résistance des paysans à la pression de l'État, pression économique et idéologique, que cette agriculture a survécu. Ses structures peuvent rappeler en miniature celles de l'agriculture québécoise d'avant les années cinquante, mais le contexte économique et politique polonais, aussi bien à l'époque communiste qu'aujourd'hui, est tout à fait différent. Jusqu'en 1989, le secteur privé dépendait fortement de la planification économique pour ses approvisionnements et ses débouchés - *"l'agriculture individuelle, si peu socialisée soit-elle, n'échappait pas à la logique distributive générale, paternaliste de l'économie de pénurie"*<sup>2</sup> - et aujourd'hui, la Pologne est dans une phase dite de transition, phase délicate et importante pour tous les secteurs de l'économie.

La "transition" est, comme le souligne M.C. Maurel, plus une commodité de langage qu'un concept au contenu théorique défini. En effet si l'on abandonne bien un état antérieur (le système communiste) connu et établi,

*rien ne permet de préjuger quel sera l'état futur des systèmes politiques, (économiques) et sociaux en Europe Centrale [...]. Vue*



*de l'Ouest, la transition apparaît univoque et se résume à un transfert de modèle ("l'économie libérale avancée") [...]. La question de la transition est autrement plus complexe. On ne peut exclure une période prolongée d'instabilité, voire de dérive vers une situation imprévisible, peut être même indésirée.<sup>3</sup>*

L'instauration du libéralisme a reçu une large adhésion populaire y compris des agriculteurs, car elle est considérée comme la solution aux difficultés économiques et alimentaires du pays, le marché étant en quelque sorte investi d'une capacité de résoudre, de façon spontanée, bon nombre de problèmes.

Cependant, jusqu'à présent, la "transition" a surtout été un révélateur des dysfonctionnements de toute l'économie, des méthodes obsolètes et de la faible productivité du travail. Les difficultés économiques actuelles, la lenteur des changements, jointes à l'impatience de la population, créent un nouveau type de mécontentement et conduisent à des revendications de plus en plus fortes. La crise économique dure déjà depuis douze ans et risque encore de s'aggraver. Ceci pose problème pour le développement futur de l'économie et l'évolution vers un système politique démocratique stable.

## LES NOUVEAUX PROBLÈMES DE L'AGRICULTURE

Comme l'ensemble de l'économie, le secteur agricole s'est trouvé largement déstabilisé par les nouvelles règles du jeu économique. La libéralisation des prix et des marchés intervenue en août 1989, s'est traduite, entre autres, par la suppression des subventions, la montée des importations et le passage d'une situation de déséquilibre à une autre (l'offre excède aujourd'hui la demande). Largement subventionnée et administrée auparavant, l'agriculture polonaise est maintenant laissée sans aide et les agriculteurs sont soumis à de fortes pressions économiques. *"Hier méprisés et discriminés par l'ancien régime, aujourd'hui oubliés et négligés par les nouveaux gouvernements, les agriculteurs sont confrontés à une mutation à laquelle ils ne sont pas préparés."*<sup>4</sup>

Tant dans le secteur agricole que dans les autres secteurs de l'économie, la phase de transition s'accompagne donc de phénomènes négatifs: réduction de la demande, montée du chômage, diminution de la production et des investissements dans les entreprises, forte augmentation des prix des produits industriels ... Pour les nouveaux gouvernants, tenants du libéralisme, le fonctionnement de l'économie de marché devait cependant conduire à la stabilisation et à la relance de toute l'économie polonaise grâce au rétablissement d'un niveau plus réaliste des rapports des prix. Depuis 1989, l'intervention de l'État a donc été relativement limitée mais aujourd'hui économistes et politiciens s'interrogent sur l'opportunité d'un renforcement de cette intervention et sur les objectifs à lui fixer.

Ces questions concernant le rôle de l'État dans une économie de marché ont été et sont toujours de première importance aussi bien en Pologne que dans les pays occidentaux. Ainsi, en matière d'agriculture, les pays d'Europe de l'Ouest, par exemple, ont été amenés à progressivement accroître l'intervention de l'État. Cette intervention est aujourd'hui extrêmement complexe tant au niveau des prix que des structures.

Les dangers du *laisser-faire* en agriculture sont de plus en plus signalés par les intervenants polonais: "*L'augmentation des prix et la forte barrière de la demande actuelle doivent conduire inévitablement à l'intervention de l'État dans l'économie de marché et ceci accompagné de protectionnisme.*"<sup>5</sup> L'intervention de l'État permettrait de parer, selon lui, au risque grave de déstabilisation et déstructuration du secteur agricole.

Sur le plan théorique, l'intervention de l'État se justifie en termes d'économie publique, "*l'agriculture ayant toujours été affaire d'État.*"<sup>6</sup> L'État en tant qu'agent économique remplit différentes fonctions:

- **la fonction sécuritaire:** elle a pour but d'assurer la sécurité des approvisionnements et donc concerne directement l'agriculture. Un des problèmes en Pologne est de savoir s'il faut rechercher aujourd'hui l'autosuffisance dans tous les domaines où c'est possible,

ou développer certaines productions aux dépens d'autres, alors importées.

- **la fonction allocative:** il s'agit de l'affectation optimale des ressources qui, selon la théorie néo-classique, est assurée en situation de concurrence pure et parfaite (critère de Pareto). Mais, du fait de la concurrence imparfaite, de l'information partielle, ... (situation de la Pologne aujourd'hui), le marché peut être inefficace d'où la nécessité d'une intervention de l'État. Celui-ci peut agir pour améliorer le fonctionnement du marché (manque de transparence) et réguler les prix. Par exemple, en ce qui concerne le secteur agricole, le caractère très concurrentiel des marchés, l'instabilité des prix due aux fluctuations de l'offre face à une demande rigide (loi de King) rendent difficile la formation d'un profit d'entreprise: celui-ci est cependant indispensable pour autofinancer les investissements permettant le progrès technique: l'État a donc un rôle à jouer à ce niveau. Il a également un rôle à jouer dans l'allocation des biens qui échappent à la logique du marché: biens collectifs (éducation, infrastructure, services) et biens d'environnement affectés par l'agriculture. L'état de l'infrastructure en Pologne est particulièrement déficient.
- **la fonction distributive:** Si l'on souhaite une distribution équitable du bien-être, il est souvent nécessaire d'intervenir afin d'assurer la parité des revenus entre secteurs. Du fait des particularités du secteur agricole (aléas climatiques, productions saisonnières, rôle particulier de la famille ...) cette fonction distributive est importante pour la survie d'une partie de l'agriculture. L'État peut agir alors à deux niveaux:
  - au niveau de la répartition primaire par la fixation des différents types de revenus, de salaires, de pensions, (ce qui influe sur la consommation: en Pologne, la part du revenu consacré à l'alimentation étant de plus de 50%);

- au niveau de la redistribution des revenus par l'imposition de prélèvements qui seront ensuite transférés à d'autres agents.

Toute politique économique par son incidence sur les revenus agit en fait à ces deux niveaux.

Mais il est bien souvent difficile de définir une mesure cohérente de bien-être; de plus les préoccupations d'équité ne coïncident pas forcément avec le souci d'efficacité économique.

- **la fonction régulatrice:** elle doit assurer une croissance équilibrée, c'est-à-dire le développement harmonisé des différents secteurs de l'économie tout en prenant en compte la complémentarité entre les investissements productifs, sociaux et d'infrastructure. Par exemple, dans la France des années cinquante,

*il fallait qu'une nouvelle politique agricole atténue la vulnérabilité élevée des exploitations agricoles s'engageant dans la voie d'une agriculture concentrée, spécialisée et à haute productivité du travail, en régulant les pressions et risques économiques découlant d'un fonctionnement trop anarchique et sauvage des marchés et de la concurrence spontanée. Sans cette politique, on peut penser qu'on aurait assisté à une bipolarisation des structures, d'un côté une lente régression de petites exploitations agricoles cristallisées dans un mode paysan de résistance, et de l'autre une concentration sauvage des grandes, à tendance extensificatrice.<sup>7</sup>*

On peut penser que, si l'État polonais n'intervient pas, on se dirige vers une évolution de ce type.

## QUELS OBJECTIFS POUR UNE POLITIQUE AGRICOLE?

La situation présente semble nécessiter une intervention de l'État dans le secteur agricole. D'après F. Tomczak, un consensus, au moins chez les

économistes ruraux, semble se faire actuellement à propos d'une intervention plus large de l'État: "le gouvernement devrait trouver un moyen d'introduire une politique d'intervention, malgré les ressources financières très limitées et en dépit de la crainte d'aller à l'encontre des règles du libre marché".<sup>8</sup>

Le problème est dans un premier temps de préciser les buts de cette intervention.

*La politique agricole devrait définir exactement les objectifs de développement du secteur rural et de l'agriculture, formuler les tâches à accomplir au cours des étapes successives de ce développement, indiquer les processus et méthodes servant à les réaliser et proposer les moyens nécessaires à leur exécution.*<sup>9</sup>

Aujourd'hui, toujours d'après F. Tomczak, les objectifs officiels du gouvernement sont de développer une agriculture commerciale, compétitive, répondant aux signaux du marché et cela tout en préservant les intérêts de l'ensemble des exploitations et, éventuellement, en accompagnant les changements par une politique sociale. Pour cela, il faut d'abord créer un environnement propice et agir sur le secteur agro-alimentaire.

Les objectifs étant définis, il convient de choisir les instruments les plus appropriés. La politique de la Communauté européenne (*Politique agricole communautaire, PAC*), mise en place en 1962, était fondée sur une garantie de prix des principaux produits à un niveau élevé. Cette politique a connu des réussites notables, mais a provoqué un certain nombre de problèmes nouveaux: surproduction, pollution, sans pour autant apporter des solutions à des difficultés anciennes du monde agricole (faiblesse des revenus, disparités sociales, déséquilibres géographiques). Cette politique de soutien inconditionnel des marchés ne s'attaquait pas véritablement aux problèmes des structures et de la modernisation, ce que dénonçait, dès 1968, le plan Mansholt.

La crise économique de 1973 a remis en cause une gestion de l'agriculture basée sur un taux de croissance élevé et sur l'absorption de la main-d'oeuvre agricole excédentaire par les autres secteurs. C'est seulement

alors que des directives communautaires socio-structurelles ont été progressivement adoptées. Aujourd'hui, les différents problèmes de l'agriculture ne sont toujours pas résolus et la politique agricole communautaire à notre avis doit être totalement réformée dans les années qui viennent.

La Pologne peut aujourd'hui profiter du "prix du retard" et tirer parti des expériences étrangères.<sup>10</sup> Un modèle de développement du type de ceux des pays de l'OCDE peut difficilement être préconisé: en effet, il est extrêmement coûteux (le coût du soutien des prix pénalise les consommateurs), il crée des tensions commerciales, accentue les inégalités de revenus suivant les tailles des exploitations et accroît les importations de consommations intermédiaires. De plus, contrairement à ce qui se passe dans les pays occidentaux, en Pologne les secteurs secondaire et tertiaire ne peuvent générer actuellement de surplus pour soutenir l'agriculture et la capacité des ménages à payer des prix élevés pour la nourriture est limitée.

La seule politique de soutien des marchés semble donc peu souhaitable. Il est important de mettre en place, dans le même temps, une politique socio-structurelle (qui vise à réguler les transformations agricoles en fonction des objectifs sociaux et économiques que l'on se fixe). Une politique "des structures" est donc toute intervention de l'État sur le fonctionnement des exploitations (en dehors du soutien des prix ou de l'aide directe au revenu).

On ne pourra pas traiter dans ce rapport de l'ensemble de la politique agricole, ni même de la politique des structures en général. Cependant, en raison des informations reçues sur le terrain, nous apporterons quelques éléments sur le renouvellement des exploitations agricoles familiales. Ainsi, on peut définir celui-ci comme étant la reproduction sociale et économique de l'exploitation.<sup>11</sup> La connaissance des mécanismes et des facteurs de cette reproduction apparaît particulièrement intéressante lors de la mise en place d'une politique structurelle. En effet, celle-ci nécessite de bien comprendre les relations entre structures de production et production. Or ces relations se modifient au gré des dotations en facteurs fixes et particulièrement au moment du changement du chef de l'exploitation, qui s'accompagne souvent

de transformations structurelles significatives. Dans une agriculture de type essentiellement familiale, la reprise d'une exploitation se fait généralement de façon variée et les choix faits à cette période du cycle de vie de l'entreprise engagent pour une longue durée. Ce moment peut être très propice à la modernisation de l'exploitation car on peut supposer que le nouvel agriculteur sera plus enclin aux changements et plus réceptif aux mesures de politique agricole.

Par ailleurs, la transmission des exploitations est une étape importante qui peut révéler les conséquences d'un changement de système économique et politique, car *"les structures dépendent beaucoup plus de décisions politiques que de considérations exclusivement économiques"*.<sup>12</sup> On peut donc supposer que les changements actuels auront une influence forte sur ce renouvellement. Au cours de notre stage, nous nous sommes rendu compte que l'aspect de la dynamique agricole le plus susceptible d'être sensible à une politique structurelle c'est bien la transmission.

Comme l'a montré l'étude réalisée dans les différents pays de la CEE, un mécanisme très complexe, sous l'influence de facteurs multiples, gouverne la reproduction d'une exploitation agricole. On peut distinguer:

- le renouvellement des générations: en Europe, il se fait traditionnellement selon une logique familiale, de façon endogène;
- la modernisation des exploitations: on étudie alors les conditions de transferts technologiques et les modalités d'acquisition des moyens de production nécessaires à l'activité agricole.

Ces processus auront de fortes implications sur le fonctionnement économique et le développement des exploitations et seront modifiés par les politiques mises en place. L'étude de la reproduction permet donc de rendre compte de l'évolution des structures agricoles. Compte tenu du caractère familial de l'agriculture polonaise, le changement de génération permet d'aborder l'articulation famille-exploitation. Dans un pays où pendant quarante ans, on a étudié l'agriculture en vue d'une socialisation progressive, s'intéresser à la reproduction des exploitations agricoles familiales, c'est se

placer dans une nouvelle optique. Cela montre l'intérêt qu'il y a à approfondir la notion de "Politique structurelle", encore nouvelle en Pologne.

Les réorientations successives de la politique agricole, l'incertitude constante quant à l'évolution économique, les difficultés financières des agriculteurs ces dernières années expliquent dans une large mesure les fluctuations des performances de l'activité agricole. L'érosion des revenus des ménages qui affecte la demande à la baisse, la désorganisation des circuits de distribution traditionnels joints à la très forte propension des consommateurs polonais à acheter des produits importés (réputés à tort ou à raison de meilleure qualité) provoquent aujourd'hui une chute de la production agricole (notamment des productions animales autres que porcines).

Les structures actuelles conditionnent fortement l'organisation de ce secteur.

## LE MORCELLEMENT DES EXPLOITATIONS

La campagne polonaise est un véritable "patchwork" où 56% des exploitations agricoles sont divisées en plus de deux parcelles (50% seulement de celles de 0,5 à 2 ha sont d'une seule pièce et 42% des exploitations agricoles supérieures sont morcelées en plus de 5 parcelles).

Le problème est plus grand dans le Sud et dans l'Est où seules 9 à 20% des exploitations agricoles sont d'une seule pièce (contre 40 à 45% dans certaines régions du Nord) et la taille moyenne des parcelles est de 0,37 à 0,95 ha (contre 3 à 4,3 ha).

- le pourcentage d'exploitations agricoles non divisées a diminué de 26,1% en 1960 à 22,6% en 1984.
- le pourcentage d'exploitations agricoles divisées en plus de 5 parcelles s'est accru de 15,5% à 19,7%.



Malgré quelques tentatives de remembrements, le problème est loin d'être résolu: c'est là où la nécessité d'une politique structurelle se fait le plus sentir.

**Tableau 1: Le morcellement des exploitations agricoles privées**

|                                  | NOMBRE DE PARCELLES PAR EXPLOITATION |       |       |       |       |
|----------------------------------|--------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
|                                  | 1                                    | 2     | 3-5   | 6-9   | >10   |
| <b>Nombre d'exploitations</b>    |                                      |       |       |       |       |
| Total en milliers                | 605,2                                | 569,6 | 977,0 | 362,9 | 166,5 |
| Total en %                       | 22,6                                 | 21,3  | 36,4  | 13,5  | 6,2   |
| <b>Classe de superficie (ha)</b> |                                      |       |       |       |       |
| ½-2                              | 47,8                                 | 27,9  | 20,2  | 3,0   | 1,1   |
| 2-5                              | 17,5                                 | 23,5  | 41,6  | 11,6  | 5,8   |
| 5-7                              | 11,0                                 | 17,2  | 45,3  | 18,2  | 8,3   |
| 7-10                             | 9,2                                  | 15,6  | 44,5  | 21,5  | 9,2   |
| 10-15                            | 7,8                                  | 14,5  | 43,4  | 23,8  | 10,6  |
| plus de 15                       | 7,7                                  | 12,3  | 38,1  | 24,5  | 17,4  |

Source: Recensement 87, GUS: Annuaire de statistiques - Pologne.

## POPULATION ET EMPLOI AGRICOLES

Les caractéristiques démographiques du secteur agricole conditionnent de façon majeure l'évolution des structures notamment par les ressources et l'utilisation de la force de travail et les possibilités de renouvellement de cette force de travail.

Connaître le rapport entre les populations rurale et agricole est important à plus d'un titre car il conditionne le développement de l'activité

agricole (services, liaisons en amont et en aval dans la filière agro-alimentaire) tout en déterminant la solidité du tissu social à la campagne.

La population rurale a diminué encore moins rapidement que la population agricole et aujourd'hui, 58% de cette population vit d'abord de ressources non agricoles: la confusion entre la population rurale et la population agricole, encore possible jusque dans les années cinquante, serait tout à fait irréaliste aujourd'hui. T. Lonc et A. Szemberg expliquent cette évolution démographique des campagnes par une industrialisation plus rapide que l'urbanisation, par le manque de logements et les pénuries alimentaires (jusqu'en 1989) dans les villes et par les changements d'organisation et de technologie dans la production agricole. Le développement de certaines infrastructures rurales (facilitant la communication avec la ville et donc les migrations pendulaires) est un autre facteur important à l'origine de ce processus.<sup>13</sup>

La population rurale non agricole est plus mobile et possède un niveau de formation plus élevé que la population agricole. Elle vieillit rapidement. Les régions où le pourcentage de population agricole par rapport à la population rurale est le plus fort sont, pour la plupart, parmi celles qui connaissent de graves problèmes de développement économique et de dépeuplement, en particulier l'Est du pays. Les infrastructures notamment y sont généralement mal développées. Ces régions sont aussi celles proches des frontières, l'instabilité de celles-ci au cours de l'histoire peut expliquer ce phénomène et surtout ces régions ne sont que peu industrialisées. À l'Ouest par contre, des régions comme celles voisines de Leszno ou de Poznan ont basé leur développement sur l'agriculture (modèle «prussien») et celle-ci est devenu beaucoup plus performante.

La notion d'emploi agricole n'est pas aisée à définir. En Pologne, l'activité agricole reste largement familiale. Il est alors souvent difficile de distinguer production domestique et production marchande, activité agricole et para-agricole. De plus les activités à temps partiel (main-d'oeuvre familiale, pluriactivité) ont une place importante dans la production. D'autre part, le rôle des femmes et le statut des travailleurs salariés ne sont pas clairement définis dans un cadre juridique.

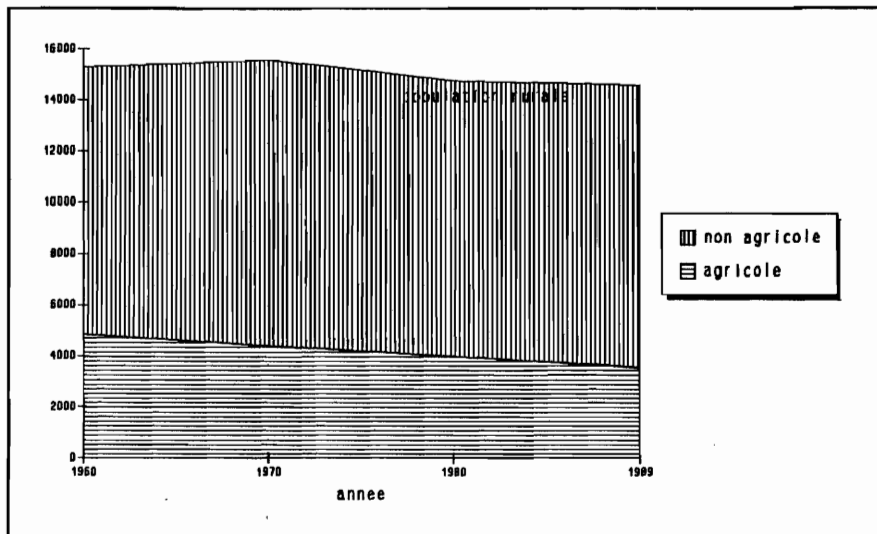


Figure 1 Évolution des populations agricole et non agricole dans les zones rurales

Si on se réfère aux statistiques officielles, celles-ci prennent en compte comme actifs agricoles, les travailleurs à temps plein et à temps partiel sur les exploitations de plus de 0,5 ha ou possédant un atelier hors sol. (Nous ne disposons pas de définition plus précise). Par rapport aux fermes d'État, la main-d'oeuvre des exploitations privées est beaucoup plus féminisée.

## CONCLUSION

L'agriculture polonaise familiale présente la plupart des traits caractéristiques d'une agriculture paysanne c'est-à-dire d'une

*agriculture familiale où la famille est à la fois unité de patrimoine, de production, de revenu, de consommation (...). La production y est orientée à la fois vers la satisfaction directe des besoins et vers*

*le marché. La vente des produits permet d'acheter des biens nécessaires pour l'exploitation et le ménage.<sup>14</sup>*

Il faut cependant nuancer suivant les classes de superficie et suivant les régions. Si certaines exploitations fonctionnent sur un mode semi-autarcique (avec une production commercialisée faible qui limite les investissements et maintient l'arriération technique) d'autres sont en voie de modernisation ou déjà modernisées et intégrées dans les rapports marchands. Ce sont peut-être ces exploitations qui, compte tenu de leur ouverture sur l'extérieur, présentent les potentialités d'auto-protection (repli sur la ferme, accroissement de l'autarcie en cas de crise) les plus faibles.

Globalement, on peut donc percevoir l'ampleur des changements et les traumatismes énormes qu'entraînerait un alignement rapide sur les modèles modernisateurs de l'agriculture européenne de l'Ouest. De telles structures aujourd'hui sont le résultat d'une histoire très mouvementée.

De la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à la fin de la Première Guerre mondiale, le territoire polonais était partagé entre la Prusse, l'Autriche-Hongrie et la Russie. Les différentes zones d'occupation ont connu des évolutions différentes et sont à l'origine des fortes disparités structurelles régionales d'aujourd'hui.

La masse paysanne occupait des lopins qui ne suffisaient pas à la nourrir (64,6% des exploitations agricoles occupant 14,8% des terres). Par contre, quelques grands domaines sous-exploités employaient des salariés. Ce sont ces derniers qui ont été principalement touchés par la redistribution des grandes exploitations réalisée par la réforme agraire de 1944. Cette réforme avait aussi pour but le repeuplement des nouveaux territoires acquis après la guerre; elle a favorisé le maintien d'une paysannerie nombreuse sur des exploitations étroites et morcelées, dans un climat de forte tension sociale. Mais dès 1948, par une volonté politique de suivre le modèle soviétique (adoption du léninisme agraire), elle est remise en cause. Débute alors avec la collectivisation forcée, la période la plus noire de l'agriculture polonaise.

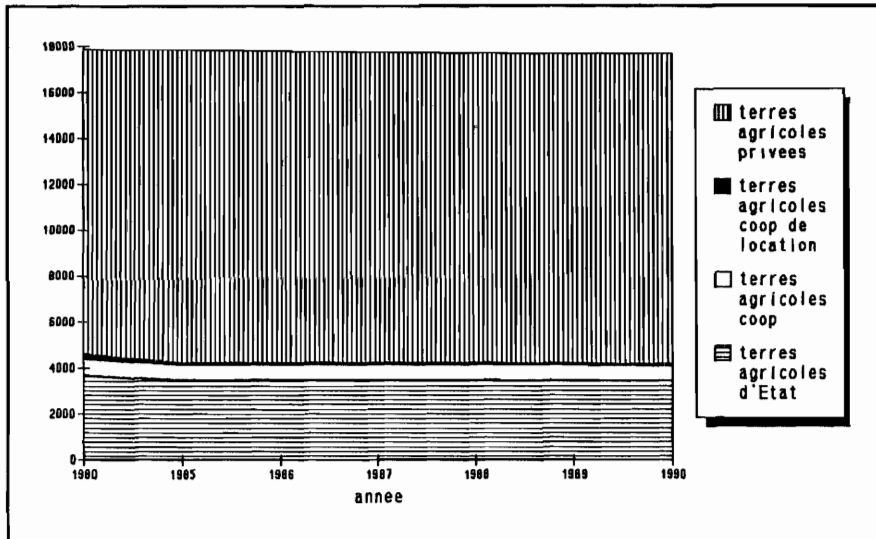


Figure 2 Répartition des terres selon leur propriété

La réorganisation des structures de production paraît nécessaire (modernisation "adaptée" des exploitations, restructuration de l'encadrement agricole, accélération du renouvellement, le changement de chef d'exploitation facilitant l'adaptation du mode de production à un nouveau contexte). Il ne s'agit pas de transposer à la Pologne les différentes mesures prises en Europe de l'Ouest, mais compte tenu des résultats de celles-ci, évaluer si certaines seraient adaptables et efficaces pour une "bonne" évolution de l'agriculture polonaise.

Le maintien du tissu social rural semble passer tant par le choix de productions intensives en travail que par la création d'emplois non agricoles dans les campagnes. Les décisions politiques d'aujourd'hui doivent tenir compte de l'importante population paysanne préservée par l'ancien système. L'incitation à l'initiative personnelle pourra se faire par l'intermédiaire d'aides au financement, par la formation et le conseil, la connaissance de ce qui se passe ailleurs (la collaboration avec l'étranger peut jouer ici un rôle déterminant).

L'approche de l'agriculture polonaise par le biais du renouvellement nous a permis de déceler quelques problèmes de cette agriculture et de cerner les domaines dans lesquels il serait urgent d'intervenir.

Par ailleurs, les changements actuels sont rapides et la situation de l'agriculture se modifie vite: dans un avenir proche, les conditions du renouvellement pourraient ainsi se trouver bouleversées (ce qui ne semble pas être le cas jusqu'à aujourd'hui mais il nous manque du recul pour pouvoir véritablement en juger).

Pour beaucoup, politique structurelle est encore synonyme de restriction de liberté. Les pesanteurs historiques resteront longtemps un frein à toute nouvelle politique. Ceci, ajouté aux énormes difficultés budgétaires actuelles, impose des mesures limitées et peu dirigistes.

L'absence d'une véritable représentation de la profession est aussi un frein à l'évolution de l'agriculture polonaise.

L'amélioration des structures et la modernisation ne se feront pas de façon rapide et la direction à suivre n'est pas non plus clairement définie. La Pologne est riche en paradoxes et il est probable que toute mesure de redressement entraîne des conséquences non désirées nécessitant à leur tour des correctifs et des actions compensatrices. Les difficultés d'une politique agricole proactive conduisent plusieurs intervenants à se cantonner dans un attentisme prudent pouvant déboucher sur un immobilisme dangereux. C'est ainsi que certains économistes ruraux préconisent aujourd'hui une politique «sociale» pour maintenir les structures dans leur état actuel, car une transformation de celles-ci aggraverait le chômage. Selon eux, les coûts en seraient moins importants. Mais il n'est pas sûr que la Pologne ait même les moyens d'une telle politique.

## NOTES

1. Qu'il me soit permis de remercier très sincèrement tous ceux qui de près ou de loin ont participé à la réalisation de ce stage. Je remercie très particulièrement Monsieur Oleg Stanek, directeur du programme de la Maîtrise en Développement régional, pour son dynamisme et son encadrement efficace durant tout le long du stage, le programme de bourse de la Francophonie pour son apport financier. Mes remerciements vont également à l'endroit des professeurs de l'Université de Lodz, de l'Académie agricole de Varsovie, des Autorités locales des communes de la région de Kalisz qui ont bien voulu nous accueillir et qui ce sont entièrement mis à notre disposition durant tout notre séjour en Pologne.  
À tous, je dis grand merci.
2. A. Poulinquen, «La modernisation structurelle d'une agriculture privée en économie socialiste : le tournant polonais», *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, no 3 (1987): 5-45.
3. M.-C. Maurel, «les agriculteurs d'Europe Centrale face au défi européen : la transition peut-elle se résoudre à un transfert de modèle» dans *Europe Unifiée. Le défi de l'an 2000*, Université de Varsovie, juin 1991.
4. M.-C. Maurel, *op. cit.*
5. F. Tomczak, *Market Economy and Intervention in Polish Agriculture*, Varsovie, SGH, 1991.
6. P. Coulomb, «L'agriculture, une affaire d'État» dans *Les agriculteurs et la politique*, Paris, Economica, 1987.
7. A. Poulinquen, *op. cit.*
8. F. Tomczak, *op. cit.*
9. *Ibid.*
10. W. Herer, «Migrations from Agriculture, Effects and Costs» dans *Economica - Polona*, no 2, 1977.
11. R.V. Carvailhes et L. Vidal *La transmission des exploitations agricoles l'installation des agriculteurs dans la C.E.E. Rapport de synthèse*, Dijon, INRA-ESR, 1991.
12. C. Malassis, *L'agriculture et processus de développement*, Paris, UNESCO, 1973.

13. T. Lonc, A. Szemberg et A. Wos «Rural Development in Postwar Poland Studies» dans **International Economics and Geography**, Stockholm, 1989.
14. C. Malassis, *op. cit.*

## BIBLIOGRAPHIE

- BLANC, M., PERRIER-CORNET, Ph. «Installation et renouvellement de l'agriculture familiale. Un constat de la diversité des facteurs et tendances d'évolution» dans **La transmission des exploitations agricoles**. INRA, Économie et Sociologie rurales, Actes des communications n° 2, 1987, pages 63-70.
- HALAMSKA, M., «La structure agraire en Pologne au XX<sup>e</sup> siècle. Continuité ou changement ?» dans **Économie rurale**, n° 187, 1988, pp. 33-34.
- MAUREL, M.-C. «Structures foncières et logiques de modernisation: le rapport à la terre des deux agricultures familiales» dans **Deux visages de l'agriculture familiale France-Pologne**. Espace rural n° 22, Montpellier, Université Paul Valéry, juin 1990, pages 39-47.
- MINK, G. «Pologne» dans **Le courrier des pays de l'Est**, n° 309-310-311, août, septembre, octobre, 1966.
- PIOTROWKI, W. «The village - the City; Bridges and barriers», dans **Heta universitatis Lodzensis, folia sociologica** 14: pages 7-17.
- ROUX, P. «L'agriculture dans le développement économique». **Économie agricole**, vol. 2, Paris, Lavoisier, Tec et Doc, 1986.
- STAROSTA, P. «Food and agricultural policy in Poland» dans **Food Policy**, juin 1991: pages 206-212.



# LA FORÊT POLONAISE<sup>1</sup>

Hugues LANTIN

## AVANT-PROPOS

En février 1992, dans le cadre de la maîtrise en Développement régional, j'ai eu la chance de participer à un voyage d'études en Pologne avec dix autres confrères de classe.

Ma mission consistait principalement à prendre connaissance de l'organisation du secteur forestier polonais. Bien sûr, provenant d'un pays occidental, où l'économie de marché a encouragé une exploitation maximale des forêts, je suis arrivé en Pologne, à peine sortie du régime communiste, avec de nombreuses interrogations concernant l'organisation des forêts.

Lors de ce séjour, grâce à mon investigation, j'ai pu rencontrer le Dr Leich Plotkoswki, spécialiste en foresterie du département de gestion et d'économie des forêts à l'Université de l'Agriculture de Varsovie, avec qui, dans la langue de Shakespeare, j'ai pu m'entretenir. Il me fit part de quelques nouvelles orientations qu'allait prendre son gouvernement en matière d'exploitation forestière. Il devait mettre en place sous peu, avec d'autres fonctionnaires, de nouvelles politiques de gestion. Je tiens toutefois à préciser que ces orientations peuvent avoir été modifiées depuis, étant

donné que rien n'était en vigueur à ce moment. Mais tout porte à croire qu'elles s'appliquent aujourd'hui vu l'autorité de ma source d'information.

## L'ORGANISATION DE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE

Après la Deuxième Guerre mondiale, la Pologne est devenue un pays industriel important. À présent, plus de 5 millions de personnes travaillent dans le secteur industriel, dont 136 000 dans l'industrie de la forêt. Il est clair que le climat et la qualité des sols jouent un rôle important sur la croissance et la distribution spatiale des différentes espèces forestières d'un pays. Pour sa part le climat polonais est de type tempéré, mais en même temps, il est sous l'influence d'un climat de transition, formé par les climats continental de l'Europe de l'Est et océanique de l'Europe de l'Ouest. Les températures peuvent varier entre +39 et -36 degrés Celsius. Les observations à long terme démontrent que les masses d'air polaires maritimes persistent en Pologne durant 174 jours, les masses d'air polaires continentales durant 108 jours, arctiques pendant 11 jours et finalement les masses d'air tropicales durant une moyenne de 9 jours par année.

Le vent est un facteur qui influence énormément le climat. En Pologne, comme en Europe centrale, les vents dominants soufflent de l'Ouest et du Nord-ouest. Les plus grands vents sont enregistrés tard en automne et durant l'hiver: ils causent parfois de sérieux dommages à la forêt.

Les précipitations sont le deuxième facteur important influençant le climat. Le total des précipitations annuelles s'élève habituellement entre 500 et 700 millimètres. Cependant, dans les régions de montagnes, elles peuvent atteindre entre 800 et 1 800 millimètres. Habituellement, la neige arrive tard en novembre et lorsque les précipitations sont abondantes, elles causent de lourds dommages aux forêts, et en particulier, aux jeunes plants qui ont moins de vingt ans de croissance.

La qualité des sols varie de faible à moyenne. Les meilleurs sont réservés à l'agriculture. Pour leur part, les sols forestiers sont particulièrement pauvres. Les podzols, sols des régions humides, peu profonds, composés de

sable siliceux, très acides et peu fertiles, favorisent la forêt coniférienne. Par contre, les podzols gris-bruns, un peu plus fertiles, mais qui ont les mêmes caractéristiques que les vrais podzols, favorisent la forêt des feuillus. Ces deux types de sol couvrent plus de 80 % de la superficie du pays.

Les politiques forestières du gouvernement polonais, sont inspirées par quatre grandes priorités:

1. La protection de la forêt contre les dommages causés par la pollution.
2. L'augmentation de la proportion du couvert forestier.
3. L'augmentation du rendement de la forêt à l'hectare.
4. L'adaptation de la forêt à la demande nationale.

La conception et la mise en oeuvre de ces politiques ainsi que la direction de l'industrie du bois est sous la responsabilité du ministère de la Protection de l'Environnement, des Ressources naturelles et de la Foresterie. Le titulaire de ce ministère est donc le principal gestionnaire des forêts d'État et des forêts privées. Il est appuyé par le vice-ministre au secrétariat d'État et supervise les fonctions du directeur général des forêts d'État. Il faut ajouter à cela qu'en Pologne, certaines forêts publiques sont gérées par d'autres ministères notamment par celui de l'Éducation. Toute l'organisation des forêts d'État est unifiée et cette organisation économique spéciale est appelée "organisation économique des forêts d'État".

La répartition, les pourcentages par rapport à la superficie totale du pays et les superficies des forêts d'État et des forêts privées sont indiqués dans la figure suivante. Il est important de noter que la superficie des forêts privées est à la hausse depuis 1989, année de la mise en place du nouveau régime politique polonais.

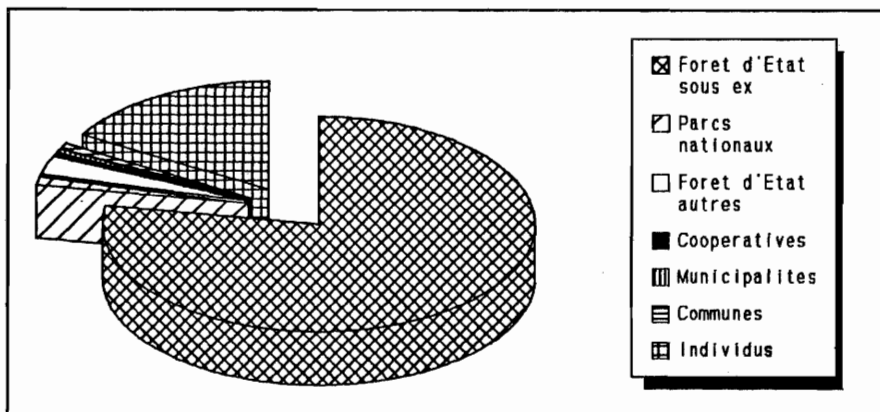


Figure 1 Différents types de tenure et d'affectation du couvert forestier polonais

## LES RESSOURCES FORESTIÈRES ET LEURS UTILISATIONS

Les forêts polonaises couvrent 8,62 millions d'hectares, ce qui représente 27,8 % de la superficie du pays. L'État possède 82% des superficies des forêts. Le reste, 18 %, appartient au secteur privé, pour la plupart aux paysans, et une infime partie à des associations de propriétaires.

La couverture forestière polonaise résulte de la reconquête post-glacière. La Pologne est avant tout le pays du pin écossois. Cette essence coniférienne occupe plus de 70 % de la superficie totale des forêts. Les autres espèces d'arbres de cette catégorie sont: l'épinette de Norvège (8 %), et le sapin baumier (2,5 %). En ce qui concerne les feuillus tels le chêne, le frêne, l'érable, l'orme et le tilleul, ils comptent pour 5 % de la superficie forestière. Le reste du couvert forestier, composé d'aulnages et autres représente pour sa part 7 %.

Les forêts polonaises sont divisées en deux groupes selon leur vocation. Le premier groupe est celui des forêts protectrices, le second est celui des forêts productives. Les principales fonctions du premier groupe

sont: de protéger les sols contre l'érosion par l'eau et le vent, servir à des fins récréatives et assurer un aspect esthétique au paysage; il occupe une superficie de 1 556 millions d'hectares.

Le second groupe a une vocation économique. Sa principale fonction est d'assurer l'approvisionnement en bois dont le marché national a besoin. Les politiques de gestion des forêts d'État accordent une attention spéciale à la forêt commerciale: des normes très précises déterminent les manières d'exploiter et de gérer cette forêt. Il faut noter que les politiques de gestion forestière sont inspirées par le modèle appliqué en Allemagne de l'Ouest.

En 1992, la récolte forestière annuelle en Pologne est de 25 millions de mètres cubes soit environ près de 2,8 mètres cubes par hectare. Environ 92 % du bois solide est puisé dans les forêts d'État; le reste provient des forêts privées.

Les coupes de bois sont relativement stables depuis quelques années, quoiqu'une tendance à la hausse est observée. Les prévisions concernant les ressources forestières et les possibilités d'exploitation de la forêt d'ici l'an 2000 sont bonnes. Aucune diminution de la récolte de bois n'est prévue et les quotas de coupe sont maintenus en moyenne à quelques 20 millions de mètres cubes par année.

Depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, alors que plus d'un tiers de son territoire était couvert par les forêts, la Pologne a subi un déboisement considérable, dont l'intensité augmentait pendant les périodes de guerres. À la fin de la Seconde Guerre mondiale les forêts ne représentent plus qu'un cinquième de la superficie. Depuis ce temps, la poursuite des travaux sylvicoles et de reboisement est soutenue et elle devrait prendre encore de plus en plus d'ampleur au cours des prochaines années afin de faire face constamment aux trois exigences suivantes:

- Assurer une bonne productivité à la forêt pour qu'elle puisse satisfaire à la demande des industriels.
- Augmenter la superficie des forêts protectrices.

- Augmenter les superficies forestières exclues de l'exploitation commerciale, c'est-à-dire celles des parcs et des réserves naturelles.

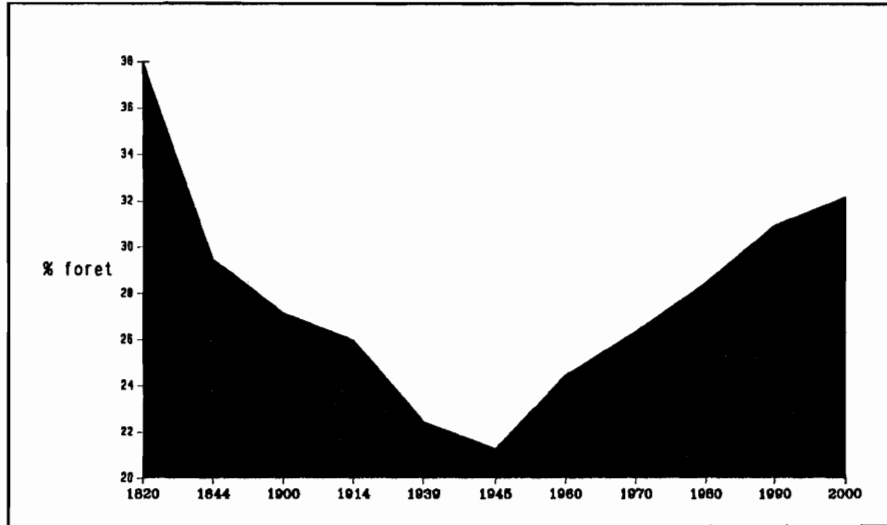


Figure 2 Évolution du couvert forestier polonais

Puisque la proportion des forêts privées est à la hausse, la question est maintenant de savoir qui doit payer pour le reboisement: le gouvernement ou le secteur privé ? Une très grande partie de la forêt, soit 92 %, occupe les terrains relativement peu accidentés de la grande plaine polonaise. Le restant, soit 8 %, se trouve dans les régions montagneuses. Les forêts de plaines couvrent une surface de quelques 7 745 300 hectares et les forêts de montagnes 738 000 hectares.

Les grands centres de transformation des produits forestiers se situent principalement dans trois parties du territoire polonais. La première se trouve à l'extrême Ouest du pays, près de l'Allemagne, la deuxième, au Nord, près des frontières russe et lithuanienne et la troisième, au Sud, près des frontières

de la Tchécoslovaquie et de l'Ukraine. En général, plus on se dirige vers le centre du pays, régions de Konin, Plock, Lodz et Skierniewice, moins l'exploitation des forêts est importante.

La transformation du bois est concentrée surtout dans les régions de Zielona Gora, Krosno, Gdansk, Czestochowa, Gorzow, Ostroleka et Szczecin. Les grandes usines de papier et de cellulose sont situées à Skolwina, Ostroleka et Kostrzyn. En général, le transport des copeaux de bois se fait par camion lorsque les distances sont courtes et par train pour les longues. Depuis 1991, le coût du transport par train a augmenté de plus de 30 %, ce qui occasionne un sérieux problème pour l'industrie du bois.

Il est important de souligner que la Pologne est autosuffisante en produits forestiers; l'excédent est exporté aujourd'hui principalement vers l'Allemagne et la Suède. L'exportation des produits forestiers se fait principalement à partir du port de mer de Szczecin sur la Baltique. Plus de 65 % des échanges concernent traditionnellement les pays de l'Est de l'Europe. La Russie est restée jusqu'à récemment le principal client: plus du tiers de la production était vendu à ce pays. Toutefois, la situation économique désastreuse qui prévaut en Russie depuis l'effondrement du système communiste rend les achats beaucoup plus aléatoires. Cette situation oblige l'industrie forestière polonaise à ne fonctionner qu'à 70 % de sa capacité et à chercher de nouveaux marchés pour ses produits. Il s'ensuit une forte diminution du nombre de travailleurs à l'emploi de l'industrie forestière: il est passé de 136 000 en 1990 à 95 000 en 1992.

En général, les usines de transformations des produits forestiers ne sont pas modernes et n'atteignent pas les grands rendements de celles des pays scandinaves et nord-américains. Les principaux problèmes sont le manque de fonds pour les moderniser et le coût élevé pour obtenir les crédits à l'étranger.

La plupart de la machinerie forestière et des équipements industriels proviennent surtout de l'Allemagne, des pays scandinaves et quelquefois du Canada. Tout comme en Amérique du Nord, les opérations forestières sont

mécanisées et modernes; l'utilisation d'équipement protecteur par les employés forestiers est très répandue.

La Deuxième Guerre mondiale a sérieusement affectée les forêts de la Pologne. Aujourd'hui, elles ne donnent pas le rendement qu'elles devraient normalement fournir. Toutefois, depuis la création de l'Institut de foresterie de Varsovie en 1945, les recherches, principalement dans le domaine de la sylviculture, du reboisement, des techniques d'aménagement et des coupes forestières, ont permis d'augmenter constamment le potentiel de la forêt. Il faut souligner que plus de 4000 personnes s'adonnent aux activités de recherche et à l'enseignement dans le domaine de la foresterie.

Les pluies acides, les feux de forêt, les insectes tels chenilles et papillons et quelques maladies particulières du bois comme le champignon, sont des menaces constantes pour les forêts polonaises. Ces problèmes réclament une attention particulière de la part des techniciens forestiers et des chercheurs. L'application de produits chimiques est nécessaire pour contrôler ces insectes et maladies. A cet égard, l'année 1980 a été particulièrement désastreuse: cette année-là, une épidémie de papillons a sévèrement attaquée les forêts polonaises. Annuellement, beaucoup d'argent est dépensé pour l'achat des produits chimiques nécessaires à son traitement; ces produits proviennent principalement d'Angleterre.

En général, les zones les plus sérieusement endommagées par les pluies acides sont les régions de l'Ouest, du Nord-Ouest et du Sud du pays. Cela s'explique par la direction des vents dominants qui transportent les matières polluantes de la grande région industrielle de la Silésie au Sud-Ouest, dont les cheminées d'usines déversent de l'anhydride sulfureux sur les régions forestières environnantes.

## CONCLUSION

Depuis 1989, l'économie polonaise connaît d'importants bouleversements. Le secteur privé prend de plus en plus d'expansion et le chômage augmente sans cesse; en 1991 le nombre de sans-emploi était de 2,3

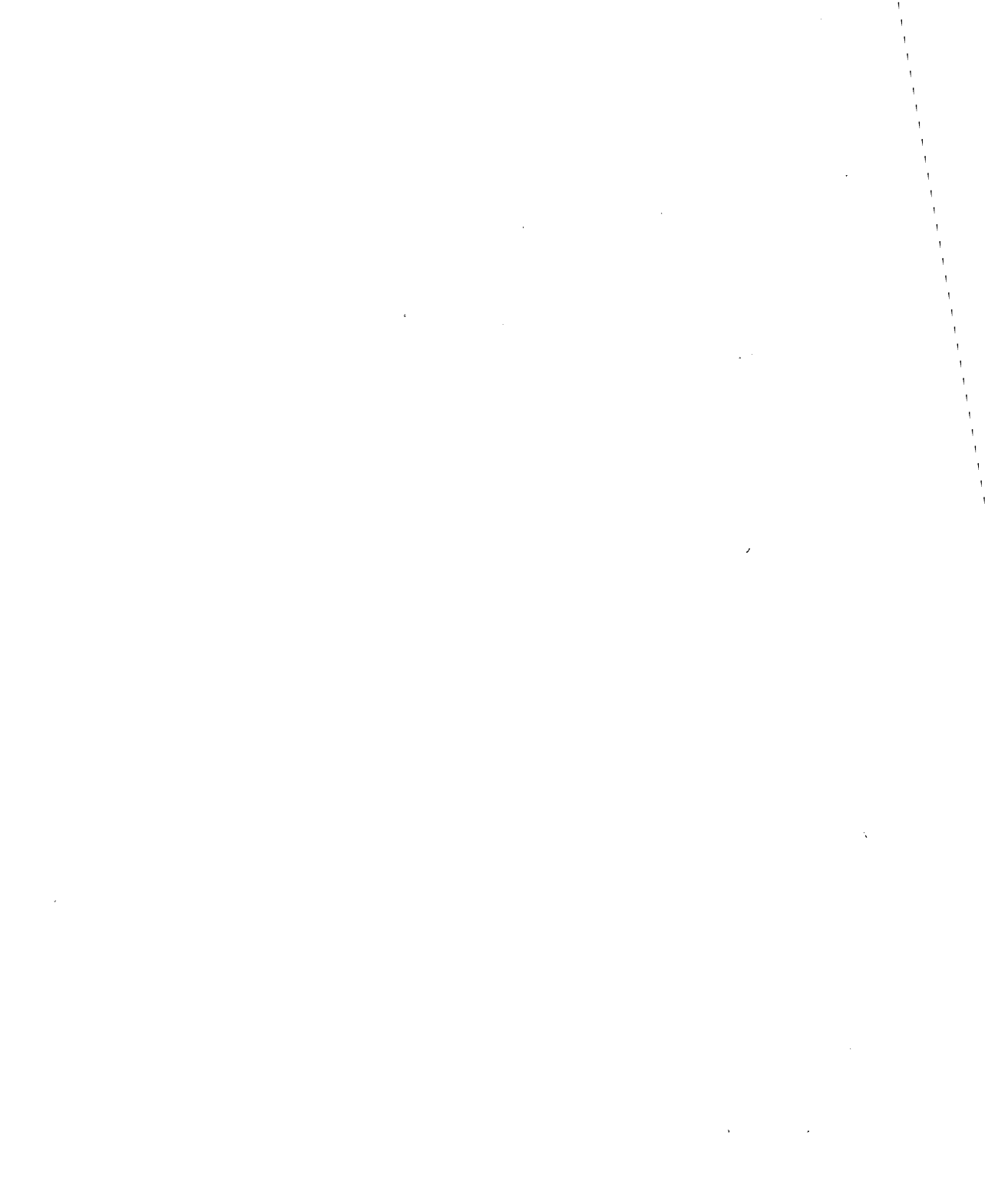


millions d'individus et en 1992, les spécialistes l'évaluent entre 3,1 et 3,3 millions. La baisse de l'activité du secteur forestier a contribué à l'augmentation du chômage au pays; la détérioration de la situation économique en Russie en est la cause principale.

Présentement, la Pologne s'apprête à mettre en place une nouvelle politique de gestion des forêts. Désormais ce sera le "service des forêts" qui en assurera la supervision. M. Plotkowski soutient que la sylviculture et le reboisement continueront à y occuper une place très importante. Nul doute qu'avec le temps, lorsque la stabilité politique et économique du pays sera rétablie et que les clients traditionnels de l'ancien bloc soviétique auront repris leur élan économique, la forêt polonaise contribuera à sa juste part au produit intérieur brut de la Pologne. Le temps nous le dira.

## NOTES

1. Ces informations concernant les forêts polonaises ont été recueillies lors d'une entrevue avec monsieur le Dr Lech Plotkoswki spécialiste en foresterie à l'Université de l'agriculture de Varsovie, département de gestion et d'économie des forêts. Monsieur Velitchko Velikov, de l'Université du Québec à Rimouski, a traduit en français un document polonais sur l'Institut de foresterie de Varsovie. Je les remercie.



# AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Jean RIENDEAU

## UNE SOCIÉTÉ EN QUÊTE D'UN AVENIR MEILLEUR

L'aménagement du territoire cherche à assurer le développement économique, social et culturel afin de mieux servir la population. Les nécessités pratiques de la planification socialiste ont contribué à l'émergence d'une longue tradition dans le domaine de l'aménagement du territoire. Cette tradition a évolué dans un contexte politique et économique différent des pays occidentaux. C'est pourquoi la réalité polonaise ne peut être comparée à la réalité québécoise. Le modèle qui a orienté l'expérience polonaise a été dirigiste. Selon l'Office de planification centrale de Varsovie, l'aménagement sous le régime communiste se faisait à partir de trois principes:

D'après une étude publiée par le Comité de l'aménagement du territoire de l'Académie polonaise des sciences-études, le pays a connu 3 périodes d'aménagement du territoire depuis la Seconde Guerre mondiale: les périodes de reconstruction, d'industrialisation et d'urbanisation.<sup>1</sup> Pendant la première, celle de reconstruction (1946 - 1949), la planification se fait à trois niveaux: central, régional et local. Au cours de cette période, on découpe le pays selon des régions fonctionnelles dont la base est la structure administrative. La préoccupation principale est alors la distribution des terres

aux paysans et la construction des infrastructures. Pendant la deuxième période, celle de l'industrialisation (1950 - 1970), c'est le "boom". Toute la planification s'organise autour de l'activité industrielle. Finalement pendant

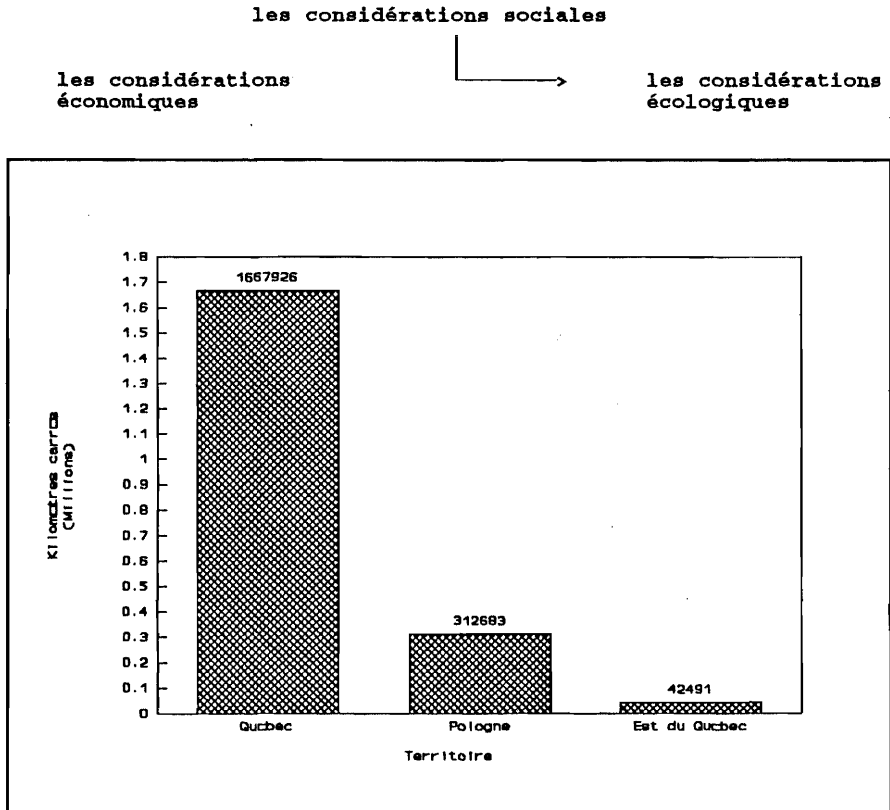


Figure 1 Comparaison des territoires

la troisième période, dite d'urbanisation (1970 - ....), c'est le mouvement de migration vers les centres urbains qui polarise l'attention des planificateurs. Tous les programmes gouvernementaux privilégient les agglomérations urbaines.

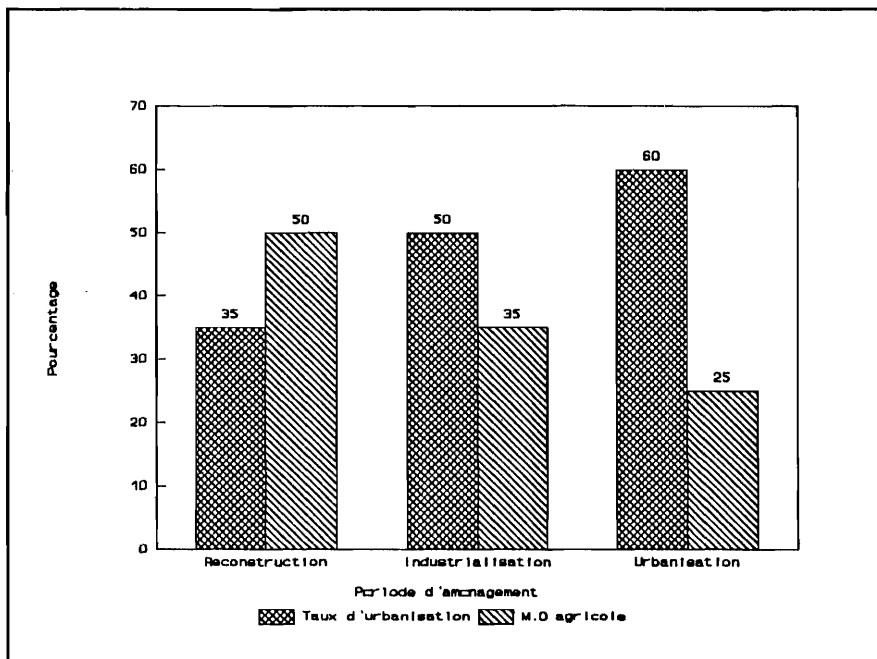


Figure 2 Taux d'urbanisation et de main-d'oeuvre agricole pendant les périodes d'aménagement. Source: Polish Academy of Sciences Committee for Economy and Regional Planning.

L'idéologie qui sous-tend la planification de l'espace postule que le plan sera toujours fait de manière rationnelle afin que l'on puisse régler les problèmes des infrastructures et de l'économie de façon claire et efficace. Le système de transport en commun, notamment l'autocar, est un exemple. Il a joué et joue encore un rôle extrêmement important dans la structuration spatiale du pays. Depuis la Seconde Guerre mondiale, il a été et il est toujours le moyen de transport entre les régions et les municipalités. Il se

déploiement sur le territoire selon la théorie des lieux centraux imaginée dans les années 1930 par Christaller et Lösch, c'est-à-dire en réseaux hiérarchisés. Pour éclairer ce concept, le schéma suivant montre l'idée générale de la disposition des circuits dans l'espace.

Le schéma 1 sur le réseau de transport en commun fait apparaître un aspect important en Pologne; la répartition de la population ce qui nous amène à parler de la densité.

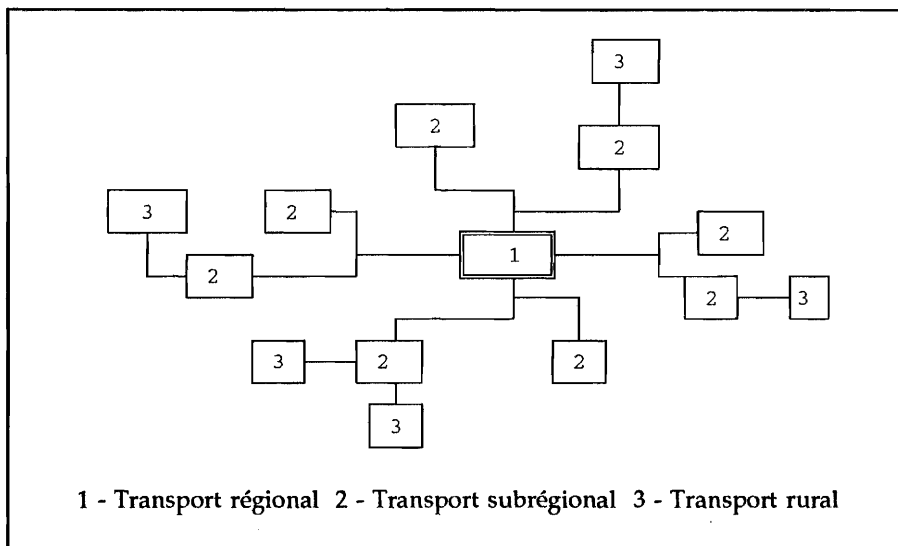
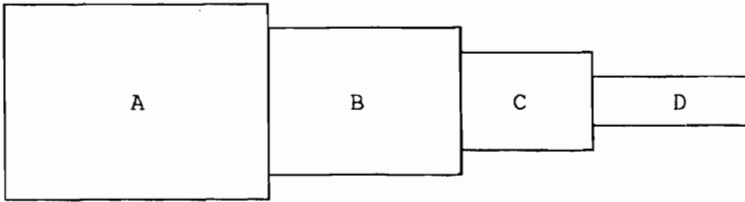


Schéma 1: Réseau de distribution du transport en commun. Source: *Spatial planning and policy theoretical foundation*

Dans une analyse de la densité de la population, le Comité de l'aménagement identifie les zones d'influence ou les agglomérations divisibles en trois parties.<sup>2</sup> La première partie, le local, a un rayon d'environ 20 km d'un centre urbain; la deuxième partie, le subrégional, a un rayon d'environ 36 km et finalement la troisième partie, le régional, a un rayon d'environ 108 km. Les zones ainsi engendrées forment des concentrations de l'activité humaine que l'on peut schématiser de la manière suivante:



A Centre urbain                      C Périphérie  
 B Zone d'activités intensives    D Zone d'activités extensives

**Schéma 2:** Concentration de l'activité humaine *Source: Polish Academy of Sciences Committee for space economy and regional planning.*

La densification du territoire provoque des problèmes de coexistence entre plusieurs affectations du sol. Les plus importants sont: industrie *versus* résidence, industrie *versus* récréation, industrie *versus* agriculture, récréation *versus* foresterie, transport *versus* résidence, transport *versus* récréation.

## DIVISION DU TERRITOIRE

La Pologne se décompose en 49 unités administratives territoriales que l'on appelle *voïvodies (województwa)*. Elles ont des gouvernements désignés maintenant par le pouvoir central (la réforme administrative en cours prévoit leur accorder une large autonomie) et subventionnées par l'État. Leurs interventions sont décisionnelles. La réforme prévue pour 1994 les fractionnera en 12 districts (*powiaty*) constituant des unités administratives de second rang comparables aux landers de la Grande-Bretagne. Ensuite, l'unité administrative s'appelle la commune (*gromada*). Elle administre son budget et est autonome. Elle constitue le regroupement de plusieurs municipalités se rapprochant de la MRC québécoise. La population moyenne d'une commune est de 10 000 personnes. Les communes sont à leur tour subdivisées en municipalités (63 000 au total). Il s'agit de la plus petite unité administrative. Sur la planification spatiale du territoire, la Pologne se divise

présentement en quatre composantes administratives qui produisent ou exécutent des plans :

|                 |                     |
|-----------------|---------------------|
| État :          | Plan de préparation |
| Voïvodies :     | Plan d'exécution    |
| Communes :      | Plan d'exécution    |
| Municipalités : | Plan d'exécution    |

Pour le moment, il n'y a pas de politiques concernant l'organisation du territoire. Sous le régime planifié, aucune structure de mise en valeur du territoire n'était établie. Les principales institutions universitaires forment de futurs aménagistes suivant le modèle de l'économie de marché. Tout reste donc à faire: cadastre, lotissement, lois et règlements d'urbanisme. Sur le plan budgétaire, le même leitmotiv qu'au Québec peut être entendu en Pologne: l'État ne peut plus fournir des services en raison des coûts prohibitifs.

Les communes et les municipalités ont de nouveaux mandats. Le monde municipal polonais devra assumer la gestion de nouvelles responsabilités qui jusqu'alors étaient administrées par l'État. Les nouveaux créneaux d'intervention sont le développement économique, social, culturel et environnemental.

Selon le ministère de l'Aménagement du territoire et de la Construction (données de 1989), il y avait 18,7 millions d'hectares (46 207 700 acres) consacrés aux terres agricoles. En milieu rural, les terres agricoles polonaises se caractérisent par leur forme: de petits lopins de terre à la configuration rectangulaire et au gabarit étroit. Nommé «parcelle», il en faut en général plusieurs pour constituer une exploitation agricole. Le milieu rural est quadrillé par de petites municipalités et le paysage fragmenté en «parcelles» formant une multitude de petites fermes.

Selon le ministère de l'Agriculture, la majorité des fermes privées couvrent une superficie moyenne de 5 hectares, tandis que les fermes de 10 hectares et plus représentent à peine 22% de toutes les exploitations de la



Pologne, soit près de 47% de toutes les fermes privées. Les autres types d'entreprises agricoles sont les fermes d'État et les fermes coopératives.

Les fermes privées occupent les trois quarts du territoire agricole (14 274 000 hectares). Viennent ensuite les fermes d'État. Elles utilisent près du 1/5 des terres agricoles (3 507 000 hectares). Le reste est partagé entre les fermes coopératives (705 000 hectares).

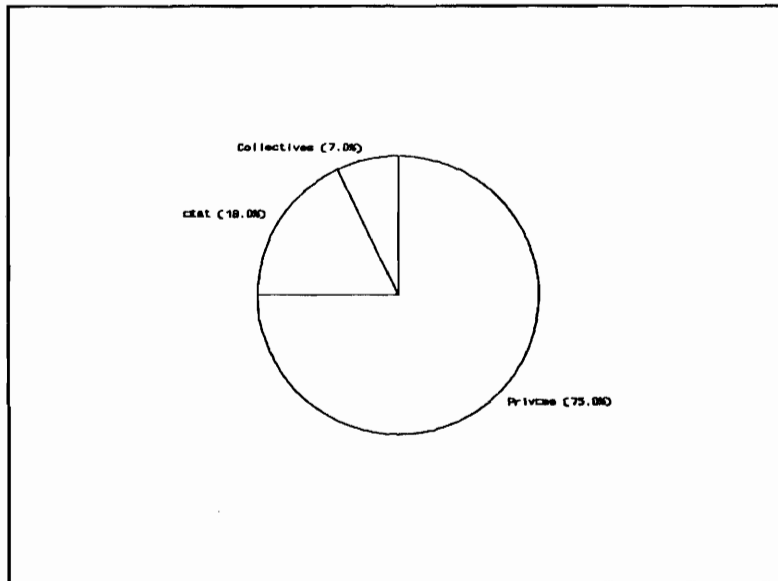


Figure 3 Typologie de propriété des fermes

Source: Central Planning Office, Warszawa, février 1992.

En matière d'urbanisme, plusieurs problèmes de taille ne sont pas résolus. Les terrains dans les zones urbaines appartiennent majoritairement à l'État. Or la loi sur la privatisation prévoit que les immeubles jadis nationalisés soient rendus à leurs propriétaires originels ou à leurs ayants droit. Dans les faits, cela se traduit par l'indétermination des droits de

propriété sur une partie importante du territoire communal ou urbain, bloquant du même coup tout projet de rénovation ou de développement. Les instruments habituels qui encadrent l'exercice du droit de propriété dans les pays libéraux faisant défaut (le cadastre, le lotissement, etc.), toute velléité de politique d'aménagement est vite paralysée.

Il n'existe aucune structure de taxation foncière en Pologne, mais son implantation nécessite elle aussi une clarification des liens de propriété qui est loin d'être chose faite. Le gouvernement envisage de légiférer afin de se doter d'instruments comme le cadastre des terres et de rendre à la notion de propriété un sens univoque. Les modèles ne manquent certes pas: l'inspiration vient aussi bien du système français que de l'allemand, mais les impératifs d'une justice reconnaissant les droits historiques sur un patrimoine transformé et bouleversé par cinquante ans de communisme, risquent de remettre aux calendes grecques toute solution viable. En matière de la propriété, les Polonais s'obstinent à faire *tabula rasa* du demi-siècle de leur histoire récente, plutôt que d'abattre les obstacles qui leur barrent la route de l'avenir.

En ce qui concerne les écoles d'aménagement du territoire, la formation se donne au niveau universitaire. Le cours équivaut au premier cycle de l'enseignement supérieur. Traditionnellement, l'enseignement a été consacré aux aspects techniques de l'aménagement d'infrastructures, c'est-à-dire l'élaboration des plans d'aqueduc, d'égout, d'utilités publiques ou de réseaux routiers. Aucun cours ne porte sur les dimensions juridiques de l'aménagement du territoire. Cependant, depuis 1990 la formation des aménagistes est inspirée par les universités des pays d'économie de marché.

## **ENVIRONNEMENT: SORTIR DU "BROUILLARD"**

Lodz, le 23 février 1992. La journée commence sans nuage et illuminée par un soleil radieux. La température, environ 12<sup>o</sup> C sans vent, favorise toutefois la formation d'un phénomène atmosphérique particulier que nous les Occidentaux appelons "smog". Dans un espace saturé d'une grisaille poussiéreuse, le soleil s'étiole en une pâle luminosité sur un

firmament opaque. Dans le crépuscule de l'apocalypse imminente, nous récitons quelques pages de René Dumont décrivant les grandes crises environnementales vécues par les pays de l'Est.<sup>3</sup>

En Pologne, le terme «environnement» se traduit par le mot «écologie». Mais le glissement du sens n'a pas empêché nos bronches de trouver la traduction pertinente. Il existe une loi pour la protection de l'environnement. Les Polonais la nomment *Loi sur la protection et le développement de l'environnement*. Elle reconnaît de grands principes tels que l'harmonisation du développement, la protection du territoire, la participation du citoyen. Cependant, toutes les initiatives doivent se faire en fonction des besoins de la collectivité.

Selon Migairou, avant la réforme de 1989 la théorie marxiste conférait aux rapports entre la nature et la société un rôle primordial.<sup>4</sup> Les programmes environnementaux étaient soumis aux impératifs de la construction de la base matérielle du socialisme. Il va de soi que les répercussions locales du modèle de développement dominant n'entraient pas en ligne de compte. Le choix de faire progresser la base économique primait sur tous les autres.

Aujourd'hui, avec l'ouverture des marchés et le spectre du chômage, les préoccupations environnementales ne sont pas plus prioritaires qu'hier. Tout au moins les Polonais commencent peu à peu à connaître l'étendue véritable du désastre écologique qui touche plusieurs régions. Mais les impératifs de survie immédiate mettent entre parenthèses des préoccupations qui apparaissent à plusieurs travailleurs comme des caprices issus d'un monde d'enfants gâtés. Les problèmes environnementaux sont donc toujours présents. Mais, de plus en plus, les appels de certaines autorités locales à l'amélioration de la qualité de l'environnement trouvent un écho dans l'opinion désormais *publique*.

Les quatre problèmes environnementaux majeurs en Pologne sont par ordre décroissant: la pollution de l'air, la dégradation du sol, les déchets industriels et la pollution de l'eau. Selon les données du ministère de la Protection de l'Environnement datant de 1988, plus de 11% de la superficie

du pays est gravement affectée par les sources de pollution. Plus de 35% de la population sont touchés. Les problèmes environnementaux concernent tant le milieu urbain que milieu rural.<sup>5</sup>

La pollution de l'air est principalement due à la combustion du charbon et de la poussière. Le charbon constitue la plus importante source d'énergie en Pologne et la majorité des industries fonctionnent au charbon. De plus, le sol est essentiellement composé d'un mélange de terre et de sable, que toute activité humaine transforme en nuage de poussière. Selon Pakula, la composition de la pollution de l'air serait de 55% de gaz et de 52% de poussière.<sup>6</sup> On peut imaginer l'impact du soufre et du phosphore sur les bâtiments. Le manque d'entretien, découlant souvent du statut incertain de la propriété des bâtiments, associé à la pollution ambiante, transforment les édifices des cités industrielles en un morne décor rongé par les séquelles des triomphes de l'industrialisation de naguère. La campagne polonaise souffre d'un autre fléau, les pluies acides: plus de 50% de la forêt en est affectée.

Le niveau de pollution de l'eau potable atteint un point critique: tout l'approvisionnement en eau est touché. Le ministère de l'Environnement considère que c'est le problème le plus urgent. La fonctionnaire de l'État que nous avons rencontrée nous disait que depuis le début des années 1980, les rejets industriels non purifiés sont sans cesse croissants. Selon elle, il se déverse près de 4 400 km<sup>3</sup> de déchets dans les cours d'eau comparativement à 3 700 km<sup>3</sup> dans les années 1970. Elle constatait que les effets de cette accumulation de pollution dépassent de 75% les normes internationales.

Les régions critiques se localisent le long des principaux cours d'eau et surtout le Sud-Ouest du pays; Lodz, Katowice, Opole, Cracow. Nous l'avons constaté en regardant vers le principal fleuve du pays, la Vistule: couleur brunâtre et dépôt à la surface. Migairou souligne que la contamination par les industries métallurgiques et par les mines de charbon commence déjà à la source du fleuve.<sup>7</sup> Toujours selon la fonctionnaire interviewée, la Vistule absorbe à tous les 24 heures, en plus des 7 000 tonnes de sel, 650 000 mètres cubes de sulfates et de chlorites. C'est beaucoup de résidus pour ce fleuve étroit !

Dans le plan d'action du Central Office Planning de Varsovie, le gouvernement prévoit investir, dans les années à venir, entre 3% et 7% du budget en vue de corriger les problèmes environnementaux.<sup>8</sup> En 1989, la part des investissements ne représentait que 2,8% des dépenses nationales. Mais dans une période de difficultés économiques, les coupures budgétaires de l'État, des entreprises, des gouvernements locaux risquent de faire avorter cet ambitieux projet d'assainissement.

## NOTES

1. Comité de l'aménagement du territoire de l'Académie polonaise des sciences-études, **Les problèmes spatiaux dans la planification en perspective**, vol. XXIV, Varsovie, Éditions scientifiques de Pologne, 1988, 169 pages.
2. **Ibid.**
3. René Dumont, **Seule une écologie socialiste**, Paris, Éditions Robert Laffont, 1977, 286 pages.
4. Laurent Migairou, «Environnement et mouvements écologistes dans les pays de l'Est» dans *Notes et études documentaires*, 27, 42 (1987).
5. Ministère de la Protection de l'Environnement et des Ressources naturelles, **02-067 Warszawa. ul. Wawelska 52/54.**
6. Lech Pakula, «Les principaux problèmes actuels des agglomérations industrielles de la Haute-Silésie et leurs influences sur le milieu», *Annales de géographie*, n° 543 (1988).
7. Laurent Migairou, **op. cit.**
8. Central Office Planning (Centralny urod planowania) Plac Trzech Krsyzy. Warszawa.

## BIBLIOGRAPHIE

AGENCE POLONAISE DE PRESSE. **Pologne informations 1990**, Al. Jerozolimskie, 700.950 Warszawa, (Varsovie) (faits et chiffres au 31 décembre 1989), 1990.

CLAVAL, Paul. Note de cours. État de la question 1. DEV-600-85, Développement régional, Université du Québec à Rimouski, 1991. pages 95-105.

Encyclopédie Quillet. Paris, Librairie Aristode Quillet, 1979.

KUKLINSKI, Antoni et S. WICKEREK. **Regional studies in Poland, experiences and prospects**. Warsaw, Polish Academy of Sciences Committee for space economy and regional planning. Panstwowe Wydawnictwo Naukowe, 1986. 380 pages.

### **ENTREVUES:**

CENTRAL OFFICE PLANNING, (4 mars 1992), (Centralny urod planowania), American Project Association. Plac Trzech Krszy, Warszawa.

UNIVERSITÉ DE VARSOVIE, (3 mars 1992), Faculté d'aménagement, 00-325 Warszawa.

**URGENCE:  
DES MAIRES-ENTREPRENEURS S.V.P.  
UN REGARD SUR LES  
MUNICIPALITÉS POLONAISES**

**Guy LEMIRE**

**INTRODUCTION**

À l'instar de la plupart des domaines d'intervention dans ce pays nouvellement affranchi du régime communiste, la vie politique municipale en Pologne vient de connaître un virage impressionnant. Pendant des dizaines d'années, les maires des communes, désignés par les dirigeants du système, se contentaient d'appliquer les directives administratives, de tenir des registres, d'entretenir les équipements publics.

Avec le changement de régime, émerge une nouvelle race de politiciens sur la scène municipale, qui s'impose aux élections de 1990 avec l'appui de *Solidarité*.

Comment fonctionne l'administration municipale en Pologne rurale? Quelles sont les responsabilités des élus? Les différences sont-elles très grandes par rapport au Québec? La ruralité polonaise est-elle en meilleure

posture? Dans le présent article, nous répondons sommairement à ces questions après quelques jours d'observation des comportements des intervenants en milieu rural et au terme d'entretiens avec des maires et présidents de conseil de commune.

Nous sommes conscient de ne couvrir qu'un champ très partiel de l'intervention politique en milieu rural. La *voïvodie* (palier supérieur de coordination) et le gouvernement central conservent certes une influence considérable sur les destinées des milieux ruraux, mais nous allons nous restreindre au seul niveau local du pouvoir, aux communes et villages.

## LES GENS DE CE PAYS...<sup>1</sup>

Les ruraux représentent 38% de la population polonaise. De façon générale, ils ont évolué jusqu'aux années soixante-dix dans un contexte difficile. Durant le régime socialiste, les crédits de l'État étaient affectés prioritairement aux centres urbains. On rappelle qu'à l'époque, les ouvriers étaient considérés comme des citoyens de première classe et jouissaient d'avantages sociaux tels des congés, des services gratuits, d'investissements d'État en faveur du logement, de l'assurance hospitalisation.

Une certaine discrimination alimentée par l'idéologie socialiste (l'idéologie de l'État) faisait en sorte qu'un préjugé favorable envers les travailleurs d'usine (les prolétaires) marginalisait les paysans (travailleurs autonomes et propriétaires). Même les gens de la campagne qui déménageaient en ville continuaient à être stigmatisés par leur origine et ne parvenaient que difficilement à s'intégrer dans leur nouveau milieu.

Trois formes de discrimination étaient donc pratiquées à l'égard des ruraux:



- Une discrimination à caractère culturel: un préjugé largement répandu en Pologne voulait qu'un citoyen de la campagne était stupide, conservateur, traditionaliste, ayant un mode de pensée et des réactions "bizarres". (Alors qu'on disait que les citadins étaient des gens ouverts sur la modernité).
- Une discrimination à caractère politique: sous le régime socialiste, toute la pensée, l'idéologie, l'organisation et la dynamique politique, reposaient sur la glorification du prolétariat. Le Parti communiste recrutait ses membres surtout dans les villes et y consolidait ses assises beaucoup plus facilement qu'à la campagne. Il n'était bien entendu pas question que les paysans jettent les bases d'un parti rural indépendant.
- Une discrimination à caractère économique: toute une gamme de privilèges économiques a été dévolue aux citadins et l'essentiel des subventions du gouvernement central était redistribué aux villes afin d'organiser la vie économique (construction et fonctionnement des usines d'État, les routes et voies de transport), la vie sociale (les édifices à logement, les équipements culturels et sportifs, les maisons d'enseignement). Les paysans ont ainsi été condamnés à une forme d'isolement qui accentuait leur pauvreté car ils devaient financer eux-mêmes une partie des services offerts par l'État aux travailleurs. L'accès de leurs enfants à des études supérieures était également plus difficile.

A maints égards, ils étaient donc victimes de leur identité, de leur différence, que tout contribuait pendant un certain temps à amplifier. Il semble qu'à partir des années 1970, les conditions de vie à la campagne se soient progressivement améliorées si bien qu'aujourd'hui, les ruraux traversent la crise de la transition de façon plus sereine et moins inconfortable que les urbains. Mieux organisés, plus autonomes et surtout nettement moins exigeants que les urbains (parce que moins gâtés dans le passé), ils sont susceptibles de s'en sortir. Leur sentiment d'appartenance à une communauté finit par les sécuriser socialement alors que toute la structure

d'encadrement, dont profitaient les urbains sous le régime socialiste, tend à disparaître très rapidement.

Cependant, il ne faudrait pas penser que les ruraux sont au bout de leur peine dans ce bouleversement économique; la plupart des agriculteurs cherchent un marché pour écouler leur production; les jeunes cherchent un endroit pour s'installer et un employeur pour travailler. Leur condition est simplement moins vulnérable que celle des urbains.

## L'INFLUENCE DE SOLIDARITÉ<sup>2</sup>

Sous le régime communiste, le Parti communiste (POUP) était une institution dominante en Pologne. Sans l'appui de sa hiérarchie, personne ne pouvait assumer des postes de responsabilité. Comme au niveau national, les autorités du parti décidaient qui serait candidat aux élections locales. Ce qui comptait le plus était de voir son nom figurer en tête de la liste des candidats car cela octroyait le privilège de recevoir en sa faveur les votes rejetés.

Les premières élections municipales libres ont lieu en 1990. À ce moment, *Solidarité* encourage la candidature de plusieurs personnes. De fait, un candidat qui bénéficie de l'appui de *Solidarité*, notamment un leader d'une cellule locale du syndicat, a alors beaucoup de chances d'être élu, particulièrement dans les zones urbaines. À la campagne toutefois, chaque communauté promeut ses propres candidats.

Jusqu'au début de 1990, *Solidarité* fut une grande institution en Pologne. Canal privilégié pour appuyer les porte-parole d'une Pologne différente, *Solidarité* a accueilli dans ses rangs un nombre considérable de militants (10 000 000 pendant les années 1980-81). Après l'accession de ses principaux leaders aux postes clés de l'État, dont Lech Walesa à la présidence de la Pologne, les forces vives du mouvement se sont divisées au profit d'une multitude de partis politiques et de groupes d'opinion. Cette érosion prive le mouvement de ses dirigeants les plus connus et lui enlève sa force organisationnelle, si bien qu'on n'y trouve plus les éléments et les ingrédients

qui ont été le ferment d'une des plus remarquables coalitions démocratiques du monde contemporain.

Les gens qui restent attachés au mouvement sont moins influents notamment dans les petites villes et les campagnes. Dans l'esprit de plusieurs paysans, l'instabilité et l'incertitude sont attribuables à l'action de *Solidarité* alors que les dimensions rassurantes du communisme sont disparues. Les paysans plus âgés et plus conservateurs en veulent à l'économie de marché et aux marchés financiers. Une certaine nostalgie s'installe déjà.

### LE GOUVERNEMENT MUNICIPAL<sup>3</sup>

Chaque village fait partie d'une commune (*gmina*, 2 122 en Pologne) et chaque commune fait partie d'une voïvodie (49 en Pologne) dont l'administration répond au gouvernement central. (On étudie présentement en Pologne l'idée de créer un palier additionnel, la région. Le projet prévoit diviser le pays en 12 unités territoriales de ce type). La Pologne compte 818 villes dont 30 grandes agglomérations urbaines.

Les représentants des villes et villages de la commune, regroupés en Conseil, élisent un président par scrutin secret. Ils désignent également un maire lequel n'a pas besoin d'être membre du conseil. Il est choisi à la suite d'un appel de candidatures et d'un processus de sélection. Le Conseil a un caractère législatif et siège une fois par mois. Le maire et la direction qui l'assiste ont le pouvoir exécutif (la direction se compose généralement de 4 à 6 membres du Conseil). Le Conseil forme des commissions où tous les sujets sont traités et débattus avant de lui être soumis pour décision finale. Le nombre de commissions varie selon les préoccupations principales de la commune. Le président de la commune exerce une fonction à caractère politique et représentatif alors que les attributions du maire sont plutôt d'ordre administratif: à cet égard il ressemble à quelques nuances près au directeur général d'une municipalité polonaise.

À titre d'exemple, décrivons brièvement une des communes visitées, celle de Raskow. Elle est typiquement agricole, sans établissements industriels. Les autorités municipales souhaiteraient l'arrivée d'entreprises de transformation des produits agricoles. Mais elles ne disposent d'aucun moyen pour attirer les investisseurs éventuels, découragés d'ailleurs par les incertitudes qui pèsent sur la propriété des terrains et des bâtiments.

Dans cette commune, outre la ville de Raskow, il y a 23 villages. Chaque village a un représentant au Conseil, Raskow en possède trois (26 élus dont 3 femmes). Le Conseil est divisé en trois commissions: la première traite des questions concernant le budget (comprenant les dossiers du loisir, de la culture et du tourisme), la deuxième s'occupe des problèmes de l'agriculture et la troisième a sous sa responsabilité les affaires communales (logements, eau, infrastructures). Les impôts locaux et les transferts de budget national financent les opérations de la commune. Le président de la commune insiste sur la séparation des activités politiques et communales sous son administration. Il souligne qu'un concours public a précédé l'élection du maire. Il ajoute qu'ils ont le même maire depuis un certain temps contrairement aux communes voisines où le personnel administratif est beaucoup plus instable.

Les principales préoccupations du président du Conseil et du maire gravitent autour des problèmes d'approvisionnement en eau potable et de voirie. L'obstacle le plus crucial au développement de la commune réside dans l'absence de terrains vacants à vendre. *"Sous le régime communiste ce n'était pas important mais les politiciens actuels doivent construire le plan de réaménagement des sols"* de dire le président du Conseil.

La commune gère son budget et s'occupe des loisirs, du logement, du tourisme, des écoles maternelles et primaires, du ramassage des ordures, du transport public, de l'eau, de la distribution de l'électricité et des chemins locaux. Il y a aussi un bureau de la protection de l'environnement, d'aménagement du territoire, un service de retraite des agriculteurs, le bureau des agronomes, le bureau de perception des taxes et des impôts.

L'État transfère de plus en plus de responsabilités à la *gmina*: registres fonciers, registres d'état civil, problèmes de protection civile. Les communes en réclament d'autres concernant notamment les plaques d'immatriculation, les permis de construction, l'enregistrement de géodésie, l'inventaire des sols.

Les routes, la téléphonie, les services médicaux et l'éducation relèvent de l'État. Encore là, les communes interviennent de plus en plus aux côtés du gouvernement central et commencent à prendre des initiatives tel l'achat d'équipements spécialisés, etc.

Pour assurer le bon fonctionnement administratif, la commune de Raskow compte 22 fonctionnaires, 5 préposés à la bibliothèque et à la culture, 37 éducateurs et autres employés affectés aux écoles.

## LE MAIRE-ENTREPRENEUR DE LA POLOGNE RENAISSANTE<sup>4</sup>

Au cours du périple polonais nous avons été séduit par les propos progressistes et l'ouverture d'esprit de quelques personnalités de la région de Golutchow dont le maire de la commune.

Ce maire faisait la preuve qu'une organisation est novatrice et ouverte sur son milieu, prospère et efficace dans la mesure où son responsable possède beaucoup de leadership et d'entrepreneurship.

De la bouche du maire on a pu entendre des phrases telles que:

*"Nous faisons l'impossible pour que les habitants ne vivent pas dans le chaos." - "On essaie d'améliorer les commerces de sorte qu'en peu de temps nous aurons restauré, converti les façades, les vitrines." - "La différence existe dans la manière d'aborder les problèmes". - "J'essaie d'éviter les situations où les gens se heurtent aux portes fermées à la commune." - "Nous sommes très fiers des pouvoirs qui nous tombent dessus. On est prêt à faire l'ouvrage."*

Dans cette commune, les agriculteurs ont compris qu'ils ne seront pas seuls pour s'organiser et se défendre dans la douloureuse transition vers une économie de marché. L'agronome cherche à diminuer le coût de production des fermes, question dont personne ne se préoccupait dans l'ancien régime. *"On passe deux heures au bureau, dira l'agronome, puis nous allons sur le terrain afin de mesurer l'efficacité des productions et donner les conseils concernant les nouvelles méthodes."*

Le maire, préoccupé d'abord par les problèmes de la principale activité sur son territoire, l'agriculture, cherche des solutions pour remédier au manque de liquidités et à la surproduction découlant du rétrécissement des débouchés. Bien que la commune soit typiquement agricole, on cherche à diversifier ses activités et mettre en valeur les quelques attraits locaux au moyen d'un plan de développement touristique: musée de la forêt, château-musée<sup>5</sup>, parc, moraine, auberge. Une vingtaine d'emplois seulement sont liés au tourisme. Le maire et ses collègues sont très conscients de l'impact de ce secteur sur la diversification des emplois et de l'importance des revenus additionnels qu'ils génèrent dans la commune. *"Le tourisme amène ici plus de magasins et de restaurants qu'ailleurs. Nous avons ainsi plus d'entreprises, plus de variété, plus d'emplois différents"*, de préciser le maire de Golutchow.

L'esprit d'initiative du maire et de ses collaborateurs a permis de réaliser plusieurs projets publics en devançant les échéanciers prévus. *"Nous avons dépassé la moyenne d'autres communes"*, dira simplement le maire, mais on sent chez lui le goût de faire progresser son milieu.

*C'est une commune typique, agricole, pas très importante au plan budgétaire mais les différences peuvent exister dans la manière d'aborder les problèmes. L'argent est moins important; à preuve les investissements de la commune, téléphone et aqueduc, seront complétés plus rapidement grâce à la participation des habitants,*

observe le maire, convaincu de sa recette à succès. Il complétera son propos en précisant que: *"Dans les campagnes, les gens sont plus engagés que dans les villes à cause de la facilité de contacter leurs élus."*

En conclusion, pour sentir l'humeur de ce maire-entrepreneur, il suffit d'entendre son diagnostic lorsqu'on lui parle de la crise qui secoue la Pologne présentement:

*Il y a deux théories pour savoir comment sortir de la crise; la première, la miennne, est optimiste: combien de temps avons-nous passé sous le régime communiste? Alors laissons-nous le temps d'en sortir! La seconde consiste à se retirer totalement et dire: jamais on ne sortira de l'ancien régime.*

Souhaitons à la Pologne autant de leaders téméraires, lucides, visionnaires et convaincus.

## CONCLUSION

Les Polonais et les Canadiens semblent avoir des comportements souvent similaires face à leur administration municipale. Peu d'enjeux politiques influencent le plan local; la participation aux élections est peu élevée; l'électorat est tout aussi indifférent même s'il s'agit du niveau de gouvernement le plus rapproché des gens; enfin les salles du conseil municipal sont tout aussi désertes dans l'aire réservée aux citoyens. La place des femmes est toutefois très effacée par rapport aux Canadiennes. Les Polonaises occupent à la campagne des postes secondaires et prennent rarement des responsabilités dans le milieu rural sauf au sein d'organismes comme les cercles de fermières.

Le dirigisme communiste a eu comme conséquence de désintéresser les Polonais de l'action communautaire et municipale dans la mesure où tout était décidé par d'autres que les élus; les actes bureaucratiques étaient très nombreux et un sentiment d'apathie submergeait la population en général. Le changement de régime n'a guère modifié le comportement socio-politique. De fait, il n'y a eu qu'une seule campagne électorale (1990) et les élus appartenaient majoritairement au mouvement Solidarité comme ils appartenaient au Parti communiste auparavant. Les campagnes un peu plus conservatrices ont maintenu une certaine allégeance au Parti communiste; en

effet, une partie de la population estime que leur niveau de vie régresse depuis la fin de l'époque socialiste et certains commencent à se sentir nostalgiques.

Les municipalités polonaises disposent de pouvoirs et de responsabilités plus nombreuses que les municipalités canadiennes. Les maires progressistes estiment que le gouvernement central pourrait leur transférer encore plus de mandats notamment pour augmenter leur capacité d'action dans les domaines de l'économie (industries de transformation, des produits agro-alimentaires, tourisme et commerce).

Mais, à notre avis, en Pologne comme partout ailleurs, le véritable moyen de développer les milieux municipaux est de recruter ou déceler ou susciter l'émergence de personnalités dynamiques, supérieures à la moyenne, progressives, visionnaires, pleines d'entrepreneurship et de les faire élire. Il ne suffit plus qu'un maire soit un bon administrateur, un bon gérant de la banque municipale, un bon percepteur de taxes ou un bon registraire civil. Il faut que le maire soit téméraire, audacieux, opportuniste, ayant l'esprit d'affaires et le goût d'écouter son milieu.

Les municipalités comme les institutions et les entreprises seront soumises aux exigences de la rentabilité, de la compétition et devront naviguer contre le courant d'un électorat ingrat et de contribuables de plus en plus exigeants. Pour éviter l'échec du système, un exode rural plus vigoureux et une mauvaise utilisation des sols, les Polonais ont intérêt à susciter la candidature et élire des leaders très forts, des chefs de la trempe du maire de Golutchow.

## NOTES

1. Informations recueillies au cours de trois entrevues avec Pawel Starosta, professeur de sociologie rurale à l'Institut de sociologie de l'Université de Łódz.
2. Informations recueillies au cours d'un entretien avec Pawel Starosta de l'Université de Lodz.



3. Informations recueillies lors d'un entretien avec les présidents du conseil et maires des communes de Raskow et de Golutchow.
4. Propos recueillis lors d'une conférence du maire de Golutchow.
5. Il s'agit d'un château renaissance construit au XIX<sup>e</sup> siècle par Isabel Czartoryski, l'épouse du prince Adam, pour abriter les collections d'antiquités et d'oeuvres d'art qui à l'époque furent parmi les plus riches du monde.



# LA POLOGNE ET L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE L'ÉCHEC DE LA RÉFORME SOCIALISTE DU COMMERCE EXTÉRIEUR: VERS UN SYSTÈME RÉINVENTÉ.

Hélène GUILLEMETTE

Les années quatre-vingt ont démontré l'inefficacité des tentatives de réformer le socialisme en vue de trouver une solution aux problèmes économiques de la Pologne. L'échec de ces réformes a pavé la voie des transformations du socialisme au capitalisme que le gouvernement Mazowiecki a entamées. Mais, de tous ces échecs, le plus grand demeure certainement celui concernant les relations économiques extérieures. La Pologne a commencé la décennie avec un important ralentissement économique causé par le déficit de sa balance des paiements et par l'incapacité du gouvernement et du Parti des ouvriers unifié Polonais (POUP) à implanter un programme d'ajustement efficace. Même si l'amélioration des performances du commerce extérieur était un des buts importants des réformes, surtout pour la période de 1986 à 1989, leur mise en oeuvre dans le cadre d'une économie planifiée n'a pu empêcher la dette extérieure de la Pologne de doubler dans les années quatre-vingt.

Nous examinerons les causes des problèmes que connaît le commerce extérieur de la Pologne, ce que les réformes pour transformer le socialisme

en capitalisme ont laissé et leurs implications dans les relations économiques et le développement de la libre entreprise.

## LES PROBLÈMES DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Plusieurs des problèmes économiques de la Pologne, dont celui du commerce extérieur, sont apparus lors de l'implantation du socialisme soviétique dans les années 1948-1953. Plusieurs aspects de ce processus ont eu des effets négatifs sur la Pologne. D'abord, la majorité des entreprises, incluant le capital industriel et le commerce extérieur, ont été nationalisées. Tout a été planifié centralement de façon telle que l'autonomie des entreprises a disparu à toute fin pratique. La production et les activités commerciales ont été orientées vers la réalisation du plan et non vers une réponse aux besoins réels des marchés. L'État exerçait son monopole sur les échanges avec l'étranger par l'intermédiaire du ministère du Commerce extérieur. Le gouvernement adoptait une politique externe autarcique qui devait réduire l'impact déstabilisateur de la présence des produits occidentaux et du flux de capitaux sur l'économie domestique. Cette politique devait permettre de prendre avantage des possibilités internes de développement. De plus, la Pologne a réorienté ses relations économiques et politiques vers le COMECON aux dépens de son intégration à l'économie internationale. Et en dernier lieu, l'inconvertibilité du zloty, la monnaie nationale, n'a pas aidé la situation économique de la Pologne.

L'importance accordée aux réserves de ressources naturelles domestiques et du COMECON entraîna un sur-développement des secteurs de l'extraction minière et de la métallurgie de même que de graves problèmes écologiques en Pologne. Le mécanisme bureaucratique d'échange du COMECON et l'isolement de la Pologne de l'économie internationale ont empêché la réalisation de gains attribuables à l'échange, découlant de la spécialisation basée sur les avantages comparatifs. L'absence des produits et des technologies de l'Ouest a provoquée en Pologne un retard économique et une situation non concurrentielle sur les marchés internationaux. Cependant, le système polonais a subi avec les années et les différents plans,

plusieurs changements en profondeur qui auront préparé l'entrée d'une forme de capitalisme dans ce pays. Voici les principales étapes de cette évolution.

## 1970-1971

Devant les difficultés énumérées ci-haut, le POUP, en 1971, a décidé de réduire l'isolement polonais de l'économie internationale. Dans sa "Nouvelle stratégie économique", les licences de l'Ouest, la technologie, les investissements et les biens de consommation achetés à crédit devaient servir de catalyseur pour augmenter le niveau de vie mais aussi pour relancer la croissance économique. En modernisant la base industrielle et agricole et en augmentant l'offre de biens de consommation sur le territoire, le travail serait stimulé et ces nombreuses nouvelles importations devaient générer une augmentation des exportations qui à leur tour serviraient à payer la note de crédit.

Mais, cette stratégie de développement comportait deux défauts: d'abord, elle n'était pas accompagnée par une réforme systémique servant à augmenter l'efficacité micro-économique de l'investissement (la productivité). Beaucoup des technologies importées et des biens d'investissement ont été mal alloués et ne s'avéraient pas toujours appropriés. De plus, la stratégie a été appliquée à une trop large échelle relativement à la capacité d'absorption par l'économie polonaise d'une si grande quantité de biens d'investissement et de technologie. *"The number of unfinished investments grew, so that the value of unfinished projects in 1981 was 4.4 times greater than the value of the projects begun in that year."*<sup>2</sup> Finalement, cette stratégie avait généré en Pologne une grande propension à importer sans entraîner d'augmentation proportionnelle de la capacité à exporter. L'augmentation de la dette extérieure qui s'ensuivit était facilement prévisible.

## 1980-1981

Les conséquences de la dette extérieure sur l'économie polonaise sont très importantes. D'abord entre 1979 et 1982, à la suite d'une diminution de 50 % des importations envers lesquelles l'économie polonaise était devenue

si dépendante, le revenu national du pays chutait de 25 %. Entre 1981 et 1982 le niveau de vie baissa beaucoup, entraînant une diminution de 17% du niveau de consommation.<sup>3</sup> Le niveau de consommation de 1980 fut atteint de nouveau seulement en 1988. Cette réduction dans l'offre de biens de consommation entraîna une grande inflation.

Deuxièmement, le déséquilibre extérieur a obligé le gouvernement polonais à annoncer, en mars 1981, l'incapacité du pays à payer le service de la dette et à demander un rééchelonnement de celle-ci. La Pologne a donc perdu la confiance des marchés financiers internationaux qu'elle ne regagna que dix ans plus tard. Enfin, le fardeau de la dette rendait inapplicable l'option de certains éléments «normalisateurs» du *POUP* de se dégager des relations avec l'économie internationale et de limiter les échanges aux seuls partenaires du COMECON.

## 1986-1989

En 1986 seulement, la Pologne obtient sa réadmission au FMI et à la Banque mondiale. En même temps s'amorçaient de nouvelles réformes pour libéraliser le système d'échange avec l'étranger: *"Reducing the variability of different retention rates as well as granting exporting enterprises ownership rights to the funds in their accounts may have been the most beneficial changes."*<sup>4</sup>

Dans la même veine, on a tenté en dévaluant le zloty, de diminuer l'écart entre les prix domestiques et les prix mondiaux, avec l'objectif de libéraliser davantage les prix à l'importation et à l'exportation. En 1988, l'État central a diminué sa place sur le marché des importations et a introduit des taxes et des bonus d'encouragement aux entreprises exportatrices. En réalité, la part de la Pologne sur les marchés mondiaux a diminué. Bien peu d'entreprises non gouvernementales ont su profiter de leur droit à l'échange direct et aux avantages mis en place.

Entre 1980 et 1988 la réforme n'a pas eu les effets escomptés à cause de la politique monétaire expansionniste, des contraintes budgétaires des

entreprises et du COMECON à travers lequel près de la moitié du commerce de la Pologne transitait.

En théorie, il est possible, depuis janvier 1989, pour tout agent économique ayant une activité économique légale, d'établir des contacts directs avec des partenaires étrangers. En réalité, de nombreuses barrières administratives ont jusqu'en janvier 1990 nui au commerce extérieur.

Pendant près d'une décennie le système polonais a subi des changements qui conduisaient les entreprises à s'adapter à plus de liberté, d'autonomie et de responsabilité. Ceci prépare bien le terrain pour faire le saut d'un système socialiste à un système capitaliste qui s'adaptera aux réalités polonaises.

### **1990-1991**

En janvier 1990, dans le but de stimuler la concurrence sur le marché interne, le gouvernement a supprimé les restrictions quantitatives pour les importations provenant des pays à monnaies convertibles. À Lodz, par exemple, où l'industrie du textile occupe une place prépondérante dans la structure économique, la situation est devenue extrêmement difficile puisque les produits très concurrentiels des Philippines, de la Turquie, de la Thaïlande et d'autres pays ne font face à aucune barrière à l'entrée sur le marché polonais. Les importations des biens de l'Occident rendent non concurrentiels, même sur le marché national, les biens de fabrication domestique. Plusieurs industries et paysans demandent la protection de la production locale, mais d'un autre côté ceci pourrait engendrer des pénuries de biens sur les étagères.

De façon générale, les importations dépendent d'un critère de rentabilité basé sur le taux de change, les droits de douanes et l'impôt sur le chiffre d'affaires, remplacé en 1991 par une taxe sur la valeur ajoutée. Cette taxe fait partie d'un critère de standardisation de la CEE. La Pologne commence à s'ajuster à ces diverses obligations dans le but de se préparer à son intégration dans le marché commun.

La libéralisation des exportations demeure cependant moins étendue. D'abord, à cause des contraintes extérieures: la Pologne doit respecter certaines normes ou obligations envers ses partenaires commerciaux. Des quotas d'exportation ont été fixés pour les articles contingentés par la CEE, les États-Unis, le Canada et les pays Scandinaves. Ensuite, à cause des contraintes intérieures: la Pologne doit protéger le marché interne des pénuries que pourraient entraîner des exportations excessives.

Aucune solution miracle ne semble exister pour remédier à ces problèmes. La protection des marchés internes se heurte à la libéralisation des importations qui chacune, mal dosée, peut entraîner des pénuries de biens.

Le programme appliqué en janvier 1990 comprenait également, dans le but de freiner l'inflation et de développer le commerce extérieur, deux objectifs:

1. Une libéralisation des prix : "*En janvier 1990, 90% des prix étaient déjà libres*".<sup>5</sup> Depuis, la structure des prix s'est modifiée et s'est rapprochée de celle existant dans les pays à économie de marché;
2. La convertibilité interne du zloty à un taux de change fixe par rapport au dollar. Le premier janvier 1990 un taux de change unique du zloty - contrairement à sept en octobre 1989 - est introduit dans le but de créer la confiance dans le zloty et ainsi de favoriser la stabilisation de l'économie. En même temps, la monnaie polonaise est dévaluée de 46%, stimulant ainsi les exportations et entraînant donc, une balance commerciale excédentaire.

En mai 1991, le taux de change du zloty n'est plus rattaché uniquement au dollar américain, mais aussi au mark, à la livre, aux francs français et suisse. Ensemble ces monnaies représentent 95% de la structure de paiement de la Pologne. Le taux de change représente donc mieux la situation économique du pays.



En octobre 1991, le gouvernement adoptait, à la demande des exportateurs, dont les bénéfices diminuaient avec la progression de l'inflation, une deuxième dévaluation sous forme d'une augmentation quotidienne de 9 zlotys/1 \$ ( cinq jours sur sept) des paiements Polonais. Même si cette dévaluation semble insuffisante pour les exportateurs, le gouvernement préfère un ajustement lent pour éviter de relancer l'inflation.

Cette politique ne satisfait en réalité personne puisqu'elle signifie pour la population une augmentation des prix des produits importés, dont le carburant. Cependant, on ne prévoit pas une indexation des salaires au coût de la vie.

Au début de 1992, le zloty se convertissait uniquement sur le territoire polonais et ne pouvait être utilisé dans les échanges internationaux. À l'intérieur du pays, le zloty est la seule monnaie de paiement. Ce qui entraîne que les exportateurs doivent échanger aux banques polonaises la totalité de leurs recettes en devises contre l'équivalent en zlotys. Les importateurs font l'inverse pour pouvoir payer leurs achats en devises.

Pour les particuliers, il existe un marché des changes séparé. Les "Kantor", comptoirs de ventes et d'achats de ce marché, sont tenus par des banques ou par tout autre personne morale ou physique. Cependant, les entreprises ne peuvent intervenir sur ce marché. Les autorités surveillent le taux de change de ce marché parallèle pour pouvoir intervenir s'il dépasse de 10% le taux officiel. La monnaie polonaise a subi d'énormes bouleversements en quelques années. Maintenant, nous pouvons dire que les disparités entre les différents taux de change se sont pratiquement résorbés.

## ENTREPRISE PRIVÉE

Nous ne pouvons parler d'économie de marché et de libéralisation du commerce sans un éclairage particulier sur l'évolution des problèmes affectant actuellement l'entreprise privée.

Avant l'adoption des politiques de libéralisation, l'entreprise privée prenait d'abord la forme d'économie parallèle. Elle possédait alors plusieurs caractéristiques de l'entreprise privée capitaliste sauf qu'elle subsistait anonymement dans un système intolérant et peu permissif. Ce réseau, en marge du système, a pourtant joué un rôle crucial soit celui de combler des carences provoquées par une planification utopique.

*Bien que sa progression soit impossible à chiffrer, il n'est pas déraisonnable de penser que l'économie seconde se développe depuis une quinzaine d'années à un rythme supérieur à celui de l'économie officielle, détournants de celle-ci des ressources matérielles et humaines croissantes.<sup>8</sup>*

En effet, 20 à 30% du PIB provient de l'économie informelle. Celle-ci joue un rôle très important dans le développement des nouvelles entreprises mais a aussi plusieurs effets pervers sur l'émergence d'un «bon» entrepreneurship en habituant les agents à ruser constamment avec la loi pour s'insérer dans le cadre serré de l'économie officielle.

Sur la base de cette économie parallèle, le secteur de la petite entreprise et du commerce achèvent leur privatisation. Mais du côté de la grande industrie le processus semble plus long.

Tout ce chambardement ne jouit pas d'une grande popularité auprès de la population. Les journaux relatent beaucoup de faits divers mettant en cause la corruption et la criminalité qui infestent le domaine financier. Ce phénomène dépendrait étroitement des changements trop lents des lois sur la commercialisation, sur les normes, sur le taux de change, sur la protection des consommateurs... et entraînerait des frustrations chez l'entrepreneur dynamique. Le courant réprobateur de la population et la réticence des ouvriers à perdre leur sécurité selon les nouvelles règles du jeu, entraîneraient des conséquences psychologiques néfastes pour l'implantation du nouveau système. Les riches et les businessmen projettent l'impression qu'on ne peut faire des affaires sans pertes pour tout le monde.

## INTENSIFICATION DES ÉCHANGES AVEC L'OUEST

Une importante modification de la structure géographique des échanges se dessinait en 1990. L'Union soviétique perdait sa place de premier partenaire de la Pologne au profit de la nouvelle Allemagne. En même temps, la CEE devenait la principale zone de commerce.

Pendant ce temps, se produit également un accroissement considérable des importations de biens de consommation à cause principalement des nouvelles règles commerciales. La majorité des importations de biens de consommation aurait été effectuée par le secteur privé. Mais il semble impossible d'évaluer exactement le volume d'échanges réalisé par ce secteur. D'après l'Office central de statistique, en 1990, 5 % des exportations et 15% des importations auraient été contrôlées par le secteur privé, alors qu'en 1991 c'était respectivement 14 % et 43,3 %.<sup>6</sup>

Le premier janvier 1991, le COMECON a suspendu les règles des échanges extérieurs intra-zone et le commerce entre ces pays a pu se développer librement, fondé sur les prix mondiaux et les règlements en devises convertibles. Des accords bilatéraux ont été négociés pour faire face à certains problèmes inévitables. Le seul cas où le problème demeure non résolu est celui de l'ex-Union soviétique. À cause de l'avenir incertain de ce pays, il n'y a pas de consensus sur le mode de règlement des dettes réciproques. Dans ce sens, le volume considérable d'exportations de la Pologne en 1990 n'a pas été avantageux puisqu'il a laissé celle-ci avec une masse excédentaire en roubles transférables<sup>7</sup> qui n'était pas encore convertibles.

Plusieurs entreprises ont des difficultés de réorientation parce que le marché soviétique était très important. Pour 1991, les difficultés de conversion ont imposé la nécessité de recourir au troc pour limiter l'usage problématique des devises.

Les experts de l'université de Lodz trouvent difficile de prévoir à ce moment qu'elle pourrait être le portrait type de l'entrepreneur polonais, parce

que ce sujet est discuté depuis trop peu de temps. Néanmoins, pendant notre séjour nous avons rencontré des jeunes gens dynamiques remplis d'idées et de rêves, prêts à prendre d'assaut le nouveau défi polonais.

Depuis plusieurs années, la Pologne se prépare parfois consciemment, parfois inconsciemment, aux bouleversements idéologiques qui la perturbent présentement. L'ouverture graduelle de son marché, la libéralisation du commerce extérieur et les changements apportés au zloty sont autant d'indices de la nouvelle effervescence et volonté politique de s'intégrer à l'économie mondiale.

La route jusqu'au marché commun d'Europe comporte encore de nombreuses difficultés et les ajustements nécessaires pour répondre aux bouleversements occasionnés par l'effondrement de l'Union soviétique et par l'unification de l'Allemagne ne sont pas complétés. Mais, après ces douloureux louvoisements entre socialisme et capitalisme, les Polonais ont espoir d'inventer un système authentique, propre à leur culture et à leurs valeurs.

## NOTES

1. Ben Slay, «Poland and the international economy in the 1980 s : the failure of reforming socialist foreign trade and prospects for the future» dans Walter D. Conner, *Escape from Socialism the Polish Route*, Varsovie, 1992, pages 41-57.
2. *Ibid.*, p. 43.
3. *Ibid.*, p. 43.
4. *Ibid.*, p. 49.
5. Krystyna Szymkiewicz, «La libéralisation du commerce extérieur polonais et son impact sur les échanges», *Le courrier des pays de l'Est*, n° 365 [décembre 1991] : 41-58.
6. *Ibid.*
7. Il s'agit de l'unité de compte utilisée dans les échanges entre les pays membres du COMECON.

## BIBLIOGRAPHIE

BORZEDA, Arthur. «La privatisation en Pologne». *Le courrier des pays de l'Est* no 359 [Avril 1991] : 4-20.

MUJZEL, Jan. «Some Practical Problems of Privatization - a Through Polish Eyes». dans *Escape from socialism, the Polish route*. Varsovie, 1992. Pages 29-39.

DRACH, Marcel. *La crise dans les pays de l'Est*, Paris, Éditions la découverte, Page 127.

## ENTREVUE

Andrzej PILICHOWSKI, professeur de sociologie rurale à l'Institut de sociologie de l'Université de Łódź.



# L'ÉDUCATION EN POLOGNE: UN PROBLÈME DE RECONVERSION

Brigitte GAGNON

La situation politique polonaise exprime de façon significative le désarroi face aux nouveaux impératifs de l'économie libérale. La diversité des partis politiques, les divergences d'intérêts aussi bien entre les partis qu'à l'intérieur d'une même formation, traduisent maintes incertitudes et une certaine nostalgie au sein de la population. Un taux d'abstention proche de 60% lors des dernières élections (octobre 1991), témoigne de l'ampleur des problèmes. *"Sinon comment un peuple qui se dit avide de liberté et de démocratie peut-il se permettre le luxe de ne pas aller voter?"*<sup>1</sup>

Dans une communication récente sur les "Problems of youth at the time of formation upheaval" (Les problèmes de la jeunesse en période de changements, traduction libre), les sociologues Jerzy Krzyszkowski et Ewa Rokicka démontrent que ces problèmes sont liés à la désintégration de l'ancienne formation et à l'émergence d'une nouvelle. Ce qu'ils entendent par formation a un triple sens et concerne le système social et les mécanismes économiques, les groupes d'âge (générations) ainsi que leurs milieux respectifs et les idéologies. La crise sociale actuelle témoigne donc d'une confrontation entre l'ancienne et la nouvelle formation soutenue par une

idéologie de rattrapage pour atteindre les acquis socio-économiques des pays développés (Europe de l'Ouest et Amérique du Nord).

*In Poland this period is characterized by cumulation of many diverse factors accounting for a deep crisis. It is a situation of the frontier, in which efforts to introduce a new legal, economic and cultural order are accompanied by persistence of deeply rooted remnants of the previous system. It is also a period, in which the Polish society stopped much below the boundary of higher development stages of an industrial civilization, at the point crossed long ago by the civilization in developed countries not only in the economic sphere but also in the sphere of culture and organization of social ties.<sup>2</sup>*

L'éducation en Pologne connaît des bouleversements tout aussi profonds que tous les autres secteurs de la société. Le système d'éducation polonais est actuellement à repenser en fonction de la nouvelle conjoncture socio-économique. Un problème de reconversion dont certains aspects interpellent aussi les pays de l'Ouest qui doivent également se réorienter devant les enjeux de la mondialisation des marchés; un problème de reconversion plus grave encore, parce que tributaire d'un passé encore bien présent: 45 années d'économie planifiée.

En définitive, la Pologne fait face à une double révolution: celle de l'économie et celle des mentalités, lesquelles peuvent être perçues à travers la situation de l'éducation et les aspirations de la jeunesse polonaise.

Depuis 1947, l'action de l'État dans la sphère de l'éducation correspondait en premier lieu à la demande industrielle. Pour y répondre, une série de mesures furent élaborées, favorisant entre autres une plus grande accessibilité à tous les niveaux de scolarité et des programmes de formation permanente dispensée conjointement par l'entreprise et l'école pour le perfectionnement des travailleurs. Mais une plus grande accessibilité ne signifiait pas nécessairement une égalité des chances pour tous ni une satisfaction de la demande en ressources humaines qualifiées. De plus, le profil d'études de plusieurs générations de Polonais et Polonaises allait être



orienté, contrôlé à travers un processus discriminatoire dans les différentes étapes de la scolarisation.

## LE SYSTÈME D'ÉDUCATION ET CE QU'IL A PRODUIT

À l'heure où au Québec il est question d'harmoniser les programmes d'éducation aux stratégies industrielles, en Pologne il s'agit plutôt du contraire. Non pas que les programmes ne doivent pas être en relation avec la demande du secteur productif, mais parce que dans l'ancien système fortement centré sur l'industrialisation,

*La Pologne, engagée [depuis 45 ans dans cette voie], a [eu] un besoin pressant de main-d'oeuvre qualifiée et principalement de techniciens, ce qui [a] conduit à une centralisation des établissements et de leur gestion, et à une adaptation aux besoins socio-économiques et politiques du moment.<sup>3</sup>*

La Pologne, au sortir de la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale, est en deuil d'un important contingent de ressources humaines qualifiées, techniciens et intellectuels. Pour les décideurs de la nouvelle Pologne communiste, il fallait tant bien que mal s'accommoder de l'héritage culturel et implanter de nouvelles structures d'éducation en vue de la production industrielle sous le couvert de l'édification de «l'humanisme socialiste». Les modalités de développement s'appliquèrent d'une façon radicale, mues par les exigences du «plan».

*La nécessité, en dépit de ce qui précède, de se préparer à une ère d'industrialisation intensive (expansion et modernisation des industries existantes aussi bien qu'implantation de nouvelles industries dans des régions à caractère entièrement ou principalement rural), de réussir le décollage du développement industriel et de réaliser les objectifs de production en disposant d'une main-d'oeuvre qui était souvent de type essentiellement traditionnel et formée surtout aux techniques rurales.<sup>4</sup>*

Fondé sur la conception du matérialisme historique où le développement social est soutenu par le développement des forces productives dans un type spécifique de culture, de morale et d'attitudes idéologiques,<sup>5</sup> le système d'éducation ainsi que les grandes orientations qui en découlent, font partie intégrante "du problème plus vaste de la politique de la main-d'oeuvre".<sup>6</sup>

Le décret du 28 octobre 1947 sur l'organisation de la science et de l'enseignement supérieur visait d'une part un accroissement des effectifs et, d'autre part, une modification du profil d'études pour répondre à la demande industrielle. Ainsi une majorité d'étudiants se retrouvaient dans les écoles à vocation technique et c'est actuellement encore dans ces écoles que l'on rencontre 80% de toute la clientèle étudiante. Il faut aussi préciser que dans cette proportion, 60%, poursuivent leurs études dans des «basic vocational schools» (le professionnel court) de niveau secondaire, les autres dans les «technical schools» (*grosso modo* le professionnel long) de niveau secondaire.<sup>7</sup> Donc après avoir complété une scolarité de huit années d'études primaires obligatoires l'étudiant choisissait parmi les options suivantes:

- quatre années d'études secondaires générales en préparation aux études universitaires ou à d'autres filières de l'enseignement supérieur (centres d'études spécialisées: médecine, économie sciences appliquées, beaux-arts);
- deux à trois années dans une école professionnelle dirigée soit par le ministère de l'Éducation, soit par une entreprise sur le modèle des «vocational et technical schools»;
- deux années dans une école d'agriculture;
- cinq années après le primaire dans un collège technique ou deux à trois années pour ceux qui sortent d'une école professionnelle

Dès le début des années 1950, on assiste à une généralisation de l'enseignement technique et à un déclin relatif des sciences humaines et sociales. Plusieurs établissements d'enseignement supérieur passent de la

tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, à celle des ministères sectoriels, et perdent ainsi toute autonomie. *"C'est le ministre de tutelle qui décide l'ouverture ou la fermeture des facultés, des chaires, des nominations et des programmes d'études."*<sup>8</sup> Le 31 juillet 1956, un décret accorde toutefois aux établissements d'enseignement supérieur le droit de fixer le contenu des programmes et, en 1958, ils se voient confier la tâche de mener des recherches scientifiques novatrices, de former des chercheurs et d'éduquer les cadres de l'«intelligentsia» populaire.

En 1971 un comité d'experts fut mandaté par le Comité central du Parti pour étudier le système d'éducation et formuler une nouvelle politique qui tiendrait compte *"des tendances probables de l'évolution sociale, technique et culturelle"*.<sup>9</sup> En 1973 il rendait public le rapport sur **L'état de l'enseignement en République populaire de Pologne** qui révéla que malgré une augmentation du nombre de diplômés dans l'ensemble des secteurs, les besoins nationaux n'étaient pas comblés, surtout en ce qui concernait la demande de cadres supérieurs. Les programmes spécialisés de même que généraux n'étaient pas adaptés au cheminement individuel des étudiants, plus particulièrement ceux dont les résultats scolaires étaient au-dessus de la moyenne. Les modes de recrutement ainsi que l'aide gouvernementale aux étudiants, jugée insuffisante, rejoignaient très peu les jeunes issus des milieux ouvrier et paysan. Leur nombre dans le secteur de l'enseignement secondaire général est en décroissance depuis 1955.

Les recommandations du rapport suggéraient des modifications dans l'ensemble de la structure éducationnelle, c'est-à-dire du pré-scolaire à l'université. Quatre propositions furent retenues comme principes structurants pour la réalisation des objectifs de la République populaire de Pologne en matière d'éducation:

- entrée progressive pour tout enfant de 4 à 6 ans (période du préscolaire);
- mise en place d'un programme commun et obligatoire d'études primaires générales sur une période de dix ans (8 ans auparavant);

- plus grande accessibilité à tous les niveaux de scolarité;
- éducation adéquate et non-discriminante.

On y suggérait aussi une augmentation des effectifs professoraux, une amélioration du niveau d'études par l'actualisation des connaissances, et pour encourager de façon substantielle la mobilité sociale, une plus grande souplesse dans le choix du profil d'études reflétant les intérêts individuels des étudiants.

L'ensemble du système d'éducation et de formation jusque et y compris le niveau secondaire, est placé sous la responsabilité du ministère de l'Éducation, lequel dépend directement du Conseil des ministres. L'éducation de type général, professionnel et technique de même que l'instruction théorique et pratique, la formation des adultes comme celle des jeunes est du ressort de ce ministère mais pas de façon exclusive. La planification exige une collaboration interministérielle.

*Dans l'exercice de ses fonctions, le ministère de l'Éducation procède à des consultations et coopère avec les autres ministères concernés par la formation tels que celui de l'Agriculture et les ministères ou départements ministériels chargés de secteurs spécifiques de l'industrie ou de branches professionnelles particulières. Avec le ministère du Travail des Salaires et des Affaires sociales, il détermine les directives types qui régiront l'organisation de la formation pratique dispensée par les entreprises et veille au respect des normes établies aussi bien pour ce qui est de l'instruction que reçoivent les responsables de la formation et les moniteurs que pour ce qui touche aux examens d'aptitude professionnelle et aux certificats délivrés en conséquence.<sup>10</sup>*

L'enseignement supérieur dépend du ministère de la Science, de l'Enseignement supérieur et de la Technologie lequel fut rétabli en 1972. Il regroupe les universités, les académies et les écoles spécialisées. Ces institutions dispensent l'enseignement général, professionnel et les cours de

perfectionnement. Elles décernent les titres universitaires de «magister», docteur ou ingénieur. Elles sont divisées en facultés ou départements par spécialité. Les chaires furent supprimées en 1970 et remplacées par les instituts qui regroupent plusieurs secteurs dans une même unité.

En conclusion, la réforme de 1973 reposait sur des prévisions de croissance économique. Dans tous les secteurs on fait état d'une progression des effectifs étudiants entre 1960 et 1976. Mais à partir des années 1980, la croissance des effectifs est à la baisse. Malheureusement, nous ne pouvons fournir de chiffres pour illustrer ce fait. Selon le Dr. Ewa Rokicka, cette situation est attribuable au climat d'incertitude politico-économique. Mais il faut aussi souligner qu'un facteur de démotivation atteint une grande majorité d'étudiants en raison de l'absence de relation entre le degré de scolarité, la rémunération et la promotion sociale.

## **PRISE EN CHARGE PAR L'ÉTAT DES ÉTUDIANTS ET DES FILIÈRES D'EMPLOIS**

En principe, l'État prend entièrement en charge les étudiants. Mais l'aide matérielle évaluée selon les critères du revenu parental, a connu des périodes de fluctuation. L'aide a donc diminué entre 1960 et 1970. Par la suite on enregistre une légère augmentation, puis de nouveau à partir des années 1980, elle décline. En fait les fluctuations dans l'aide financière aux étudiants varient selon les rythmes de la croissance du secteur industriel.

Mais il existe parallèlement à l'aide financière de l'État, d'autres régimes attribués en raison de l'excellence des résultats scolaires. Il y a aussi des prestations d'aide pour les étudiants dans une situation précaire et un système de prêts pour ceux à la veille d'obtenir leur diplôme. Mais actuellement, la dévaluation du zloty affecte dramatiquement le revenu étudiant. L'État continue d'y pourvoir, entre autres pour le logement. Pour le reste, beaucoup d'étudiants occupent parallèlement à leurs études, jusqu'à trois emplois. Pendant la période socialiste, l'étudiant qui poursuivait des études à temps plein, ne pouvait travailler sur une base régulière. Un contrôle sévère était effectué et l'étudiant courait le risque d'être renvoyé

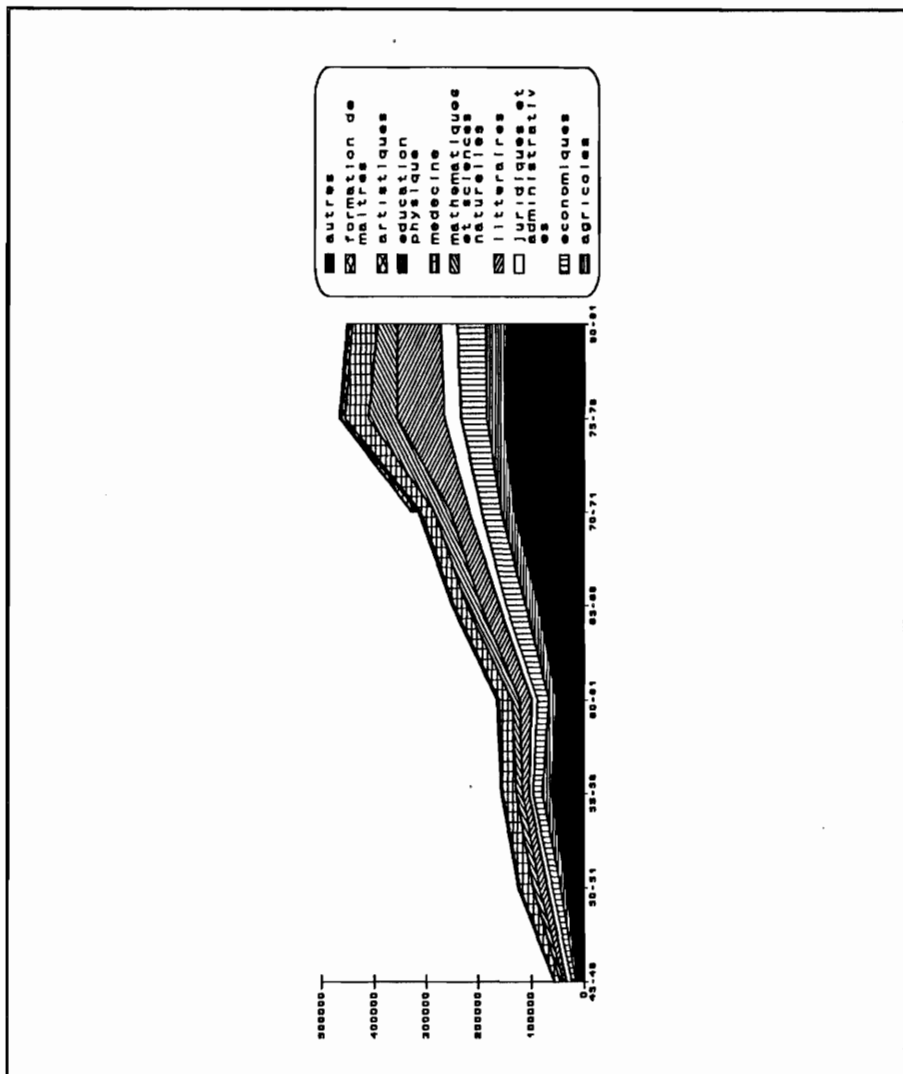


Figure 1 Évolution de la répartition des effectifs étudiants entre les différents secteurs

d'une institution s'il ne rencontrait pas les conditions d'assiduité aux cours.

Un autre aspect du contrôle socialiste concernait les filières d'emplois. Les établissements d'enseignement devaient garantir aux étudiants des emplois dans leurs spécialités. Si en principe les étudiants étaient libres de choisir leur lieu de travail, la distribution spatiale des diplômés était soumise aux besoins de l'industrie et des régions. Dans chaque établissement se trouve un bureau du ministère du Travail, des Salaires et des Affaires sociales qui coordonne les demandes des entreprises, informe et oriente les étudiants en fonction de leurs attentes. Une des formules d'emploi consiste en accords d'embauche passés durant les études. Par l'intermédiaire du bureau, les étudiants peuvent effectuer des stages de travail dans les entreprises et y travailler à la sortie de leurs études. Le bureau suit le cheminement des étudiants durant les trois premières années de travail. Aussi, ils peuvent bénéficier au cours de la troisième année de formation, de bourses d'études provenant d'entreprises. L'étudiant passe alors un contrat avec le donateur et doit, sa formation complétée, travailler aux conditions et pour la période prévues dans le contrat.

Les finissants qui se sont soustraits à ces modalités reçoivent du bureau une affectation d'embauche dans une entreprise pour une période de trois ans, sinon ils doivent rembourser une partie du coût de leurs études et la totalité de leurs bourses.

La collaboration entre les entreprises et les milieux scolaires a aussi permis qu'une part importante de travailleurs puissent bénéficier d'une formation technique et générale plus poussée. Cette formation se donne soit à l'intérieur de l'entreprise soit dans une école technique ou une université selon le type de formation recherchée. Les travailleurs sont sélectionnés par la direction de l'entreprise ou par les milieux scolaires selon des critères spécifiques. L'effort mis sur la formation permanente fut très accentué dans la Pologne industrielle. Mais paradoxalement une très forte pression fut exercée à travers des processus de sélection pour limiter l'accès à la formation chez les travailleurs. Ces mêmes processus existent aussi pour les étudiants réguliers à différentes étapes de la scolarisation. Dans une étude sur les travailleurs et l'éducation post-secondaire, Agnieszka Bron-Wojciechowska,<sup>11</sup> met en évidence les principes qui sont à la base de la sélection. La «méritocratie» s'avère être une condition très particulière dans les entreprises

et dans les milieux scolaires. Une condition parfois plus déterminante que les examens d'entrée malgré la préséance qu'on leur accorde. Le contexte politique durant la période de clandestinité du syndicat Solidarité a contribué au durcissement des conditions de sélection.

Dans la période actuelle, il est difficile d'évaluer la situation de l'aide matérielle aux étudiants et les perspectives d'emploi. Nous avons appris auprès de nos hôtes polonais, que le système de bourses versées par les entreprises n'existe pratiquement plus. Il en va de même pour les stages, sauf dans les "basic vocational schools". Depuis 1989, la Pologne nouvellement intégrée à l'économie de marché, entre dans un système qui lui-même est en crise. Actuellement (mars 1992) le taux de chômage est de 12% et il atteint dans certaines villes (comme c'est le cas pour Lodz, capitale polonaise du textile) plus de 16%. La récession touche plus durement les entreprises d'État à cause de la désintégration du COMECON. Les bureaux de placement sont dans une impasse face à l'offre de diplômés et aux bouleversements de la conjoncture économique.

## UN LIEU DE REPRODUCTION SOCIALE MALGRÉ L'IDÉOLOGIE SOCIALISTE

Un des grands principes du socialisme est de favoriser la mobilité sociale et c'est dans le système d'éducation que ce principe fut des plus remarquables. *"[...]la Pologne a réussi à rendre massive la scolarisation au niveau secondaire (court et long) et a multiplié par dix les effectifs dans l'enseignement supérieur: on est passé de 45 000 en 1938 à 450 000 en 1980."*<sup>12</sup>

Mais ces chiffres ne traduisent pas le principe de l'égalité des chances. Plusieurs barrières aussi bien administratives et sociales que psychologiques ont fait en sorte que la proportion d'étudiants issus de milieux populaires dans les niveaux d'éducation supérieure, n'a cessé de diminuer depuis les années 1950.



*[...] si, dans la population active polonaise de 1972, 22% des individus atteignent un niveau d'instruction supérieur ou secondaire, ce pourcentage se réduit de moitié dans la population d'origine paysanne. La proportion des étudiants issus de familles ouvrières et paysannes a diminué régulièrement: en 1951-1952, les enfants d'ouvriers constituent 39,1% de l'ensemble et ceux d'origine paysanne 24,1%; en 1960-1961, ce pourcentage tombe à 26,2% et 18,3% et en 1976-1977 à 24,8% et 12,2% [...]*<sup>13</sup>

Soulignons toutefois que l'intervention de l'État dans les sphères de l'éducation au niveau secondaire a permis, grâce aux politiques d'accessibilité, que la proportion des ouvriers et des paysans devienne presque égale à leur part dans la structure sociale polonaise. Mais le processus de sélection qui opère durant les étapes de scolarisation a une incidence sur la reproduction sociale des professions. L'examen d'entrée est le moyen par excellence pour y parvenir.

*The entrance exam to post-secondary study is due to general enrollment quota policy for colleges and universities in Poland based on exactly established limits on places (numerous clausus) according to a planned economy and a need for qualified personnel.*<sup>14</sup>

Pour passer d'un niveau d'éducation à un autre, les étudiants doivent se soumettre à un examen qui déterminera s'ils ont les qualifications nécessaires pour y accéder. Les examens d'entrée ont été au centre de plusieurs débats sur l'accessibilité et la démocratisation de l'éducation en Pologne. Ils ne font pas l'unanimité au sein du corps professoral qui n'y voit que la mainmise de l'État sur les différents secteurs de l'éducation. En principe, le choix d'une formation professionnelle secondaire n'empêche en rien la poursuite d'éventuelles études universitaires. Mais pour passer d'une étape à l'autre il faut recourir à des cours préparatoires qui souvent sont offerts en dehors de la structure éducationnelle publique, et que seuls les jeunes issus des milieux de «l'intelligentsia» peuvent se permettre. Il y a par conséquent une pression volontaire exercée par l'État, qui indirectement incite les jeunes à se cantonner dans des formations calquées sur les activités

économiques de leurs milieux d'origine. Le milieu socio-économique des étudiants détermine fortement leur orientation future. Le système d'éducation à l'intérieur duquel se déroulent les processus de sélection et d'apprentissage est donc *"une conséquence de la division sociale du travail"*.<sup>15</sup> À cela il faut ajouter un facteur de démotivation face à la poursuite d'études supérieures. Plus qu'autrefois, l'ensemble de la population étudiante polonaise souffre d'une absence de perspectives. Par exemple le manque de relations entre le degré de scolarité, la rémunération et de la promotion à l'intérieur des sphères de travail affecte le choix des étudiants dans la poursuite de leurs études. Les anciennes modalités de la rémunération et la promotion existent toujours malgré le nouveau contexte économique. Ainsi le salaire d'un cadre supérieur, d'un professeur d'université et d'un ouvrier sont relativement égaux et bas. Le système de promotion à l'intérieur des sphères économiques privilégie les principes d'ancienneté qui surclassent les qualifications. Tout ceci, joint à la crise de l'emploi dans les secteurs de l'économie, fait en sorte que les études apparaissent de plus en plus comme une impasse.

Paradoxalement, les études supérieures sont une marque de prestige reconnue. Il est d'ailleurs intéressant de constater que dans les catégories professionnelles, *"le professeur universitaire se situe au sommet de l'échelle sociale du point de vue du prestige des différents métiers."*<sup>16</sup> Cette appréciation diffère cependant lorsqu'il s'agit de la rémunération.

## CONCLUSION

Nous aurions souhaité avoir des informations plus récentes sur le système d'éducation en Pologne mais cela a été difficile lors de notre bref séjour. D'autres part, certains intervenants que nous avons rencontrés tenaient des propos parfois contradictoires et il nous a semblé hasardeux d'intégrer ces données dans notre texte.

C'est pour répondre à une demande spécifique de l'État, lequel contrôlait jusqu'à tout récemment l'ensemble des secteurs économiques, que le système d'éducation polonais alignait ses programmes sur les besoins de

l'industrie. Les ministères sectoriels contrôlaient les entrées et les sorties du système d'éducation considéré comme un réservoir de main-d'oeuvre.

*Le nombre et l'ampleur des complexes industriels [...] ont augmenté sans interruption jusqu'en 1980. En 1983, dans l'économie nationale, sur un chiffre global de 2,1 millions d'employés, 54 % travaillent dans l'industrie. L'augmentation de cet indice, par rapport à 1976, est de 3,5 %. Dans l'ensemble des agglomérations industrielles, cet indice a toujours été supérieur à la moyenne nationale de l'après-guerre (de 16 % en 1983); ceci montre combien l'industrie joue un rôle important dans l'emploi. Cet indice est un peu supérieur dans le district central de la région industrielle de Haute Silésie [où un tiers du potentiel industriel de la Pologne est concentré].<sup>17</sup>*

Ces circonstances ont donc contribué à façonner le profil de carrière de plusieurs générations de jeunes Polonais. Comme nous l'avons précisé précédemment, la grande majorité de la jeunesse polonaise fréquente les écoles techniques de niveau secondaire.

Mais dans cette période d'insertion dans l'économie de marché, l'infrastructure industrielle n'est plus adéquate, la révolution informatique reste à faire. Les productions industrielles polonaises doivent rencontrer des nouveaux standards de qualité et de productivité à l'échelle internationale. Les secteurs industriel et agricole devront donc pour s'ajuster à la conjoncture, rationaliser leurs activités et procéder dans les brefs délais à la modernisation des entreprises.

Étant donné le fort contingent d'étudiants formés dans les domaines techniques, la crise de l'emploi dans ces secteurs ne fera qu'amplifier. Ce qui signifie que l'on doit rapidement procéder à une réorientation et à une restructuration des programmes d'enseignement. La jeunesse polonaise vit actuellement dans le système d'éducation une période d'incertitude, ponctuée d'espoirs étant donné leur nouvelle liberté au sortir de la période communiste. Nous pouvons affirmer à la suite de nos rencontres avec différents intervenants provenant des milieux municipaux, d'entreprises et du

milieu d'éducation, que ce désarroi est généralisé mais que l'on attribue à l'éducation une grande importance dans le processus de changement.

## NOTES

1. Yves Boisvert et Catherine François, "Le paradoxe polonais", paru dans *Possibles*, "La souveraineté tranquille", vol.15, numéro 1, [hiver 1991] : 167-182.
2. D'après une étude de Jerzy Krzyszkowski et Ewa Rokicka, "Problems of Youth at the Time of Formation Upheaval", 1991, p. 2.
3. "Analyse du système polonais au regard de l'efficacité" dans "L'enseignement supérieur et son efficacité, France, États-Unis, URSS, Pologne," paru dans *Notes et études documentaires*, Paris, La documentation française, numéro 4713-4714, [15 avril 1983] : 131-221.
4. *Les systèmes de formation en Europe de l'Est. Étude sur l'évolution de l'organisation de la formation en URSS, en Pologne et en République démocratique Allemande*, Genève, Bureau international du Travail, 1979, pp. 3-4.
5. Jan Szczepanski. *Problèmes sociologiques de l'enseignement supérieur en Pologne*. Paris, Éditions Anthropos, 1963, p. 18.
6. *Les systèmes de formation en Europe de l'Est. Étude sur l'évolution de l'organisation de la formation en URSS, en Pologne et en République démocratique allemande*, op.cit., p. 7.
7. Jerzy Krzyszkowski et Ewa Rokicka, *op. cit.*, p. 4.
8. *Analyse du système polonais au regard de l'efficacité. op. cit.*, p. 134.
9. *Les systèmes de formation en Europe de l'Est. Étude sur l'évolution de l'organisation de la formation en URSS, en Pologne et en République démocratique Allemande*, op. cit., p. 17.
10. *Ibid*, p. 20.
11. Agnieszka Bron-Wojciechowska, *Workers and Post-secondary Education. A cross-polity Perspective*, Stockholm, Suède, Uppsala Studies in Education 31, Almquist and Wiksell International, 1989, 348 p.
12. *Ibid*.

13. *Analyse du système polonais au regard de l'efficacité, op. cit., p. 162.*
14. Agnieszka Bron-Wojciechowska, *op. cit., p. 84.*
15. Jan Szczepanski, *op. cit., p. 22.*
16. *Ibid., pp. 226-227.*
17. Lech Pakula et Stanislas Wicherrek, «Les principaux problèmes actuels des agglomérations industrielles de Haute-Silésie et leur influence sur le milieu», *Annales de géographie*, no 543, [sept.-oct. 1988] : 563.



# **LA NOUVELLE GÉNÉRATION EN POLOGNE... UNE PORTE VERS LE DÉVELOPPEMENT OU LA FUITE ?**

**Nathalie CARON**

Dans un contexte de bouleversements économiques et sociaux, la Pologne est entrée dans une période transitoire où les changements rendent l'avenir incertain. Les jeunes qui ont déjà à vivre le passage de l'adolescence à l'âge adulte cumulent parallèlement cette crise qu'affronte le peuple polonais. Ce constat constitue l'élément déclencheur qui nous a motivé à entreprendre la présente recherche. Nous avons voulu cerner les répercussions du changement socio-politique sur l'identité et le comportement social de la jeunesse polonaise, ainsi que son niveau d'implication dans le processus de développement.

## **LE RÔLE DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION DANS LE PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT**

Bien que les 35-45 ans soient une génération plutôt passive, se pliant aux décisions étatiques, ils ont engendré une jeune génération active et qui désire l'être davantage. Elle se sent libre et veut changer le monde, et ce à

l'instar de tous ses contemporains. Ces attitudes opposées font en sorte que beaucoup d'ânés sont réticents à accepter les conséquences du nouveau régime, alors que la jeunesse est plus ouverte aux exigences de ce tournant qui requiert beaucoup d'innovations et de goût du risque.

Mais quels sont les perspectives des jeunes polonais dans une telle aventure et quelles sont leurs chances de s'insérer dans la vie économique active ? Peu importe le sujet abordé, quel que soit le phénomène socio-politique examiné, l'on se heurte aussitôt à la réalité que le pays *"vit depuis son entrée dans une (...) période de transition entre le système marxiste-léniniste et le système capitaliste de type occidental."*<sup>1</sup> Même la liberté a un coût en Pologne!

Contrairement à la génération de leurs parents, les jeunes polonais travaillent davantage pour eux que pour la société, et ce, à contre-courant de l'idéologie propre au système précédent. Cette attitude a des répercussions sur leur identité et sur les valeurs qu'ils véhiculent.

## VALEURS IDENTITAIRES

### Religion

Le catholicisme est la confession religieuse la plus répandue en Pologne et regroupe environ 90% de la population. La pratique religieuse demeure toujours très forte et ce même chez les jeunes. L'influence du clergé a donc des incidences sur le comportement social de la jeunesse polonaise.

Toute la question de l'éducation sexuelle illustre l'emprise de l'institution ecclésiastique sur les moeurs mais aussi sur l'ensemble des valeurs sociales de la jeunesse. En 1986, par exemple, le ministère de l'Éducation a voulu instaurer un cours d'éducation sexuelle dans les écoles, mais les autorités religieuses ont dit non. Et ce simple refus constitua un droit de veto. Nulle autre pression n'eut besoin d'être exercée. Cela démontre bien le poids de l'audience qu'on accorde au clergé en Pologne.<sup>2</sup>



Or on recense présentement plus de 500 000 avortements en Pologne chaque année (nous n'avons pu savoir quelle proportion concerne les jeunes)! Il y a des causes évidentes à une statistique aussi élevée: une carence au niveau de l'information ainsi que de la prévention. Au manque d'éducation sur la contraception, surtout en milieu rural, s'ajoutent des problèmes d'accessibilité, sans parler des prix prohibitifs.

L'emprise du catholicisme s'explique aussi par le fait qu'il a été pendant longtemps une religion refuge dans un contexte idéologique et politique imposé. En résumé, une influence marquée du clergé affecte la mentalité et les valeurs de la jeunesse polonaise.

### Nationalisme et implication politique

Dans la perception qu'a la jeune génération polonaise du leadership national, l'image projetée par Lech Walesa est plutôt négative. *"Sa cause a été sympathique, mais il n'a pas de vision politique"*, nous confiera un étudiant. Et un autre de rétorquer, *"Il veut le pouvoir, mais il ne sait pas comment l'exercer"*. Les attentes que la jeunesse avait mises dans cet homme ont donc été déçues.

Les jeunes participent peu à la vie politique en général et tout spécialement au niveau des communes. Le taux d'abstention de cette catégorie d'électeurs est particulièrement élevé.<sup>3</sup> Bien qu'ils soient invités (mais d'une manière «tacite», selon un maire consulté à ce sujet) aux délibérations du Conseil, les jeunes ne s'impliquent pas. Malgré cette apathie apparente, chez plusieurs les visites à l'étranger, en particulier en France, ont fait germer le désir d'entreprendre des actions concrètes de changement et d'implication.<sup>4</sup>

La même indifférence affecte les organisations étudiantes. Par exemple, il n'y avait que deux associations étudiantes à caractère politique à l'université de Lodz, lesquelles sont actuellement réduites au silence faute de membership. L'une d'entre elles comptait plus de 5 000 membres (50 % des effectifs totaux) en 1989. Présentement cette association ne regroupe pas plus de 15 % de la population étudiante, conséquence probable de la disparition de l'attrait de l'interdit. En effet, sous le régime communiste, cette association

était clandestine. Il y avait aussi une deuxième association, officielle et communiste, assez importante; lorsqu'un étudiant en était membre et militant, cela était particulièrement favorable pour promouvoir sa future carrière.<sup>5</sup> Mais elle aussi a vu ses effectifs diminuer à la suite de la chute du système.

Dans les partis politiques, l'aile jeunesse est presque inexistante. Ce désengagement vis-à-vis les associations à caractère politique peut être comparable à la situation vécue par le syndicat *Solidarnosc*.

### **Culture et loisirs**

Pour ce qui est de la culture polonaise, la jeune génération ne perpétue que très peu les traditions et coutumes héritées de ses pères. Elle tient cette culture pour du folklore et ne croit pas qu'elle soit compatible avec l'entrée dans un système moderne. Nous avons pu constater de visu, un fort engouement pour tout ce qui a trait à la culture occidentale et surtout nord-américaine. Les radios diffusent tous les "hits du Top Ten", tous les jeunes connaissent le "rap" et ont pu visionner "Terminator II"! De plus, l'ensemble des jeunes groupes rock polonais chantent en anglais afin de pouvoir percer le marché du disque. Cet intérêt apparaît très menaçant puisque la jeunesse polonaise croit ainsi pouvoir s'initier au mode de vie occidental et utilise cette culture comme outil pour mieux assimiler les comportements "capitalistes". Menaçant, puisqu'un film ne demeure qu'une fiction et qu'une chanson a une durée très éphémère au palmarès, et surtout parce que cet aspect de la culture n'est pas réellement représentatif de la réalité sociétale occidentale.

Quant à l'aspect loisirs, la pratique des sports est presque inexistante, excepté pour une certaine élite sportive. Manque de temps premièrement, puisque les jeunes doivent cumuler deux ou trois emplois afin de s'assurer un revenu décent, et également parce cela n'est pas valorisé dans les diverses institutions scolaires. Pour pratiquer un sport, il faut être exceptionnellement doué et posséder de nombreuses aptitudes sportives. L'État prend alors en charge les frais de scolarité d'un étudiant dans cette situation.

En ce qui a trait aux loisirs, une anecdote de voyage se révèle très explicite de la période de transition que vivent les Polonais présentement.

Jouer au billard était totalement interdit durant la période communiste. En conséquence, ce n'est que depuis environ deux ans que l'on peut s'adonner à ce jeu et seuls les garçons s'y sont risqués. Alors imaginez leur surprise de voir une québécoise y jouer et surtout remporter la partie!

## CONDITIONS DE VIE

### Valeurs sociales et vie familiale

La constitution d'un noyau familial représente pour la jeunesse polonaise une porte d'entrée supplémentaire pour accéder au monde adulte, cette perception étant partagée par une forte majorité d'entre eux. De cette façon de penser découle la grande popularité de l'institution du mariage, phénomène étroitement lié à la présence marquée du catholicisme tel que décrit précédemment dans la présente étude.<sup>6</sup>

La propension des jeunes gens à se marier et à fonder une famille se heurte cependant à une longue crise socio-économique qui perdure, cette dernière atteignant encore plus cruellement les conditions matérielles de vie des nouvelles familles.

*It lowers material standards of family existence finding its reflection in unsatisfied housing needs, deteriorating living standards, excessive burdens of gainful employment, and so on.<sup>7</sup>*

La perception du mariage par les jeunes Polonais inclut beaucoup d'éléments de partenariat (contrairement à la génération de leurs parents où les mères devaient jouer le rôle de la "superwoman"), mais cette image de la vie de couple est trop souvent empreinte d'un idéalisme naïf: la perspective de réaliser un égalitarisme total au sein du couple.

Cependant, les conditions économiques et financières des jeunes ménages permettent difficilement de mettre en pratique ces postulats. En effet, plus de 80% des nouveaux couples sont dépendants économiquement du soutien parental et sont inaptes à satisfaire leurs besoins élémentaires. Les

jeunes mariés devront donc habiter chez les parents de l'un ou l'autre et cette situation laisse peu de latitude pour établir une nouvelle forme de rapports entre les conjoints. Cette cohabitation avec la famille d'un des jeunes partenaires est un facteur influent qui freine l'émergence d'un réel partenariat des conjoints à cause de l'ingérence des parents dans la vie du couple.

*(...)they result from dwelling together with families of origin, which is an inducement to nonegalitarian division of household duties. A vast majority of young couples perceive the married life of their parents as one being characterized by an excessive burden carried by mothers and lack of participation of fathers in household and child-care duties.<sup>8</sup>*

Mais ces velléités de changement dans les comportements familiaux ne seront possibles et effectifs que dans la mesure où les conditions de vie objectives seront améliorées.

## CONCLUSION

*"Youth is both a product of society and a creator of new society."  
("La jeunesse est à la fois un produit de la société et un créateur de nouvelle société", traduction libre)<sup>9</sup>.*

Cette citation illustre pour nous tout le paradoxe qui a entouré l'étude de la mentalité des jeunes Polonais. D'un côté, un héritage de passivité de la génération qui les précède, résultat de la société communiste et, de l'autre côté, cette volonté de changement consécutive à la réforme du système. Mais la crise économique qui secoue la Pologne pose de nombreuses barrières au développement d'une nouvelle mentalité. *"Dans cette époque de transition qui ressemble à un «no man's land», la société se retrouve désorientée, déboussolée, perdue."<sup>10</sup>*

La jeune génération peut être la clé de cette construction d'un nouveau pays, apte à fonctionner à travers les nouvelles structures d'un système capitaliste, puisque créative et innovatrice. Malheureusement,

l'apathie politique des jeunes semble paralyser toutes les tentatives de mutation du post-communisme vers une société capitaliste de type occidental.

Ce désintéressement sous-tend un courant de fond paralysant par son ampleur et qui consiste dans un fort désir qu'ont les jeunes Polonais de laisser derrière eux les problèmes angoissants de leur pays et d'émigrer vers l'"american dream" qu'on leur a fait miroiter. Leurs efforts ne sont donc pas orientés par la volonté d'élaborer une nouvelle identité sociale, mais plutôt par un objectif à atteindre: rejoindre cette société capitaliste déjà rodée où les rêves de liberté et de luxe sont déjà acquis...

## NOTES

1. Yves Boisvert et Catherine François, "Le paradoxe polonais", paru dans *Possibles*, "La souveraineté tranquille", vol.15, numéro 1, [hiver 1991] : 167-182.
2. Entrevue avec Richard Machnitrowski, sociologue et chercheur à l'Université de Lodz, sur le thème de la jeunesse polonaise, 1<sup>er</sup> mars 1992.
3. Entrevue avec Jolanta Kuplinska, sociologue et directrice de l'Institut d'économie et de sociologie de Łódz, 27 février 1992.
4. Propos relevés à la suite d'une conférence avec quelques membres du conseil de la commune de Kalish, 28 février 1992.
5. "Analyse du système polonais au regard de l'efficacité" dans "L'enseignement supérieur et son efficacité. France, États-Unis, URSS, Pologne." paru dans *Notes et études documentaires*, Paris, La documentation française, numéro 4713-4714 [15 avril 1983] : 131-221.
6. Moins de 5% des femmes et 3% des hommes sont célibataires au sein de la jeune génération polonaise, et 95% des enfants sont nés pendant le mariage. D'après une étude de Jerzy Krzyszkowski et Ewa Rokicka, "Problems of youth at the time of formation upheaval", Université de Łódz, 1991, p.1.

7. **ibid**, p.14.
8. **ibid**, p.17.
9. **ibid**, p.1.
10. Yves Boisvert et Catherine François, **op. cit.**, p.175.

# SITUATION DE LA FEMME POLONAISE

Dany JOSEPH

## INTRODUCTION

Parler de condition féminine lorsqu'on est un homme peut sembler tout à fait déplacé pour les uns et tout à fait logique pour d'autres. Quoique les gens en pensent, nous parlerons de condition féminine au masculin. Plusieurs seraient tentés d'utiliser cette tribune pour ressasser les vieux dilemmes qui confrontent les deux sexes depuis la nuit des temps, ce ne sera pas le cas ici. Cet exercice consiste plutôt à faire un portrait de la condition des femmes polonaises, d'une part, au sein de la famille moyenne contemporaine et, d'autre part, au sein d'une famille agricole.

Le grand courant féministe des années soixante-dix qui a déferlé sur les pays occidentaux n'a pas atteint à cette époque les pays de l'Est. Ce phénomène qui a provoqué un bouleversement important dans la société des pays industrialisés, n'a que très peu affecté le quotidien de la Polonaise. À vrai dire, le féminisme n'existe pas en tant que tel en Pologne. Jusqu'en 1989, les principes "socialistes" faisaient en sorte que : la femme était l'égale de l'homme sur le plan juridique en ce qui concernait le mariage, le divorce, la possession des biens, la responsabilité parentale et le travail.<sup>1</sup>

La famille est une institution fondamentale dans la Pologne catholique. Elle n'a pas été ébranlée par le "socialisme soviétique", mais au

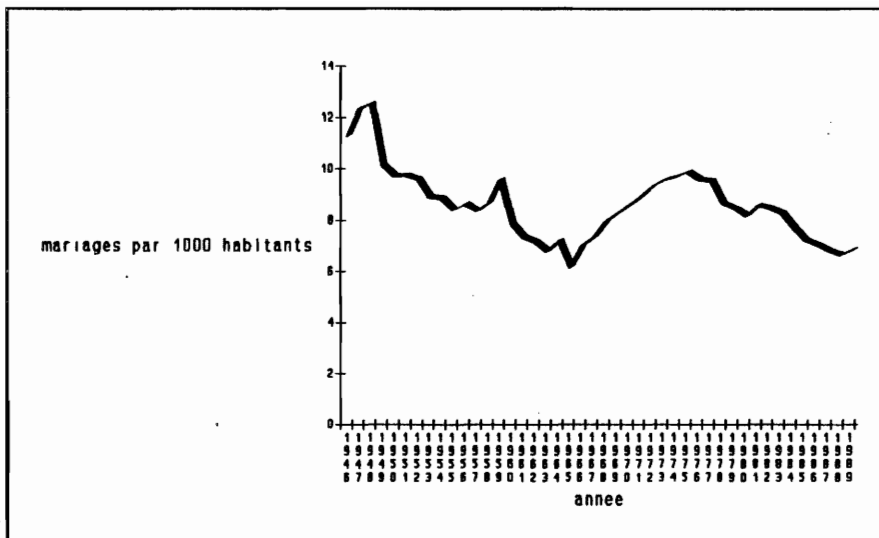


Figure 1 Évolution du nombre des mariages par 1000 habitants dans les zones rurales polonaises

contraire renforcée, "le mariage en blanc demeure le rêve de jeunes filles qui attendent le prince charmant".<sup>2</sup> La religion catholique avait donc elle aussi une influence importante sur le rôle de la femme au sein de la société polonaise, voire plus importante que l'idéologie du Parti. Cet amalgame de principes et de dogmes fait en sorte que la femme polonaise est enclavée dans un univers que l'on pourrait qualifier de sexiste.

Malgré les apparences de soumission et de dictature masculine, la Polonaise jouit d'une grande autonomie dans ses activités. Les pages qui suivent tenteront de vous présenter la réalité féminine polonaise.



## LA FEMME POLONAISE DANS LE CONTEXTE ACTUEL

### Le statut de la Polonaise

La femme a toujours été appréciée dans les deux rôles qu'elle avait au sein de la famille. Le premier rôle est celui de mère, le second, celui d'épouse. Ces rôles lui ont valu estime et considération. *Dans la société polonaise, la femme a toujours bénéficié d'une position sociale élevée et les fonctions assumées par elle, souvent "vocation" ne la plaçait pas plus bas mais autrement que l'homme.*<sup>3</sup> Elle est aussi l'objet de nombreuses marques de respect particulier.

A titre d'exemple, nous pourrions citer l'usage du baisemain pour les saluer ou l'aide qui leur est apportée lorsqu'elles descendent du train ou de l'autobus. Durant notre séjour, nous avons pu constater que ces pratiques sont encore très répandues. D'après Malinowska, ces usages très anciens ont fort heureusement dans une certaine mesure subsisté. Ce phénomène de galanterie propre aux moeurs polonaises a survécu aux changements sociaux importants. Malinowska poursuit en disant que *"ce sont les femmes elles-mêmes qui, effrayées par l'importance des changements intervenus dans leur situation, veulent se défendre contre cette évolution en sauvegardant les moeurs traditionnelles."*<sup>4</sup>

Le statut de la Polonaise n'est pas qu'un phénomène culturel. Son évolution a été influencée par deux ordres de facteurs. Le premier concerne "l'environnement extérieur" de la famille, c'est-à-dire dans tout ce qui influence la famille par le truchement des changements inhérents à la société qui l'entoure. Le deuxième recouvre les transformations intervenues à l'intérieur même de la cellule familiale.

### La société «macro»

L'environnement extérieur se compose de deux niveaux qui agissent sur le statut de la Polonaise. D'après les termes de Malinowska, il s'agit de la société "macro" et de la sphère de relations "mésos". Afin de mieux saisir toute l'incidence de ces deux niveaux sur le statut de la Polonaise, nous

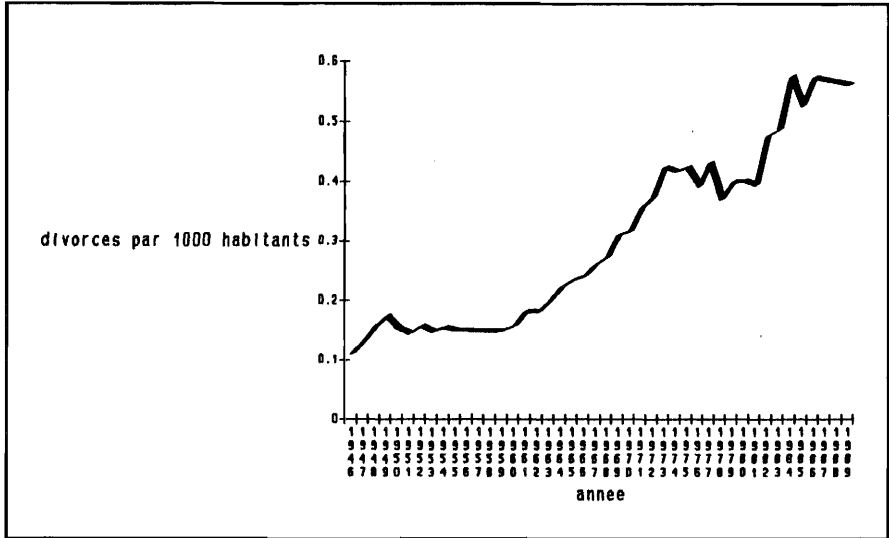


Figure 2 Évolution du nombre des divorces par 1000 habitants dans les zones rurales polonaises

remonterons dans le temps. Pour bien comprendre les phénomènes actuels, il faut considérer la situation démographique de la société et son évolution ainsi que les facteurs socio-économiques et socio-politiques.

L'avènement du socialisme en Pologne après la Seconde Guerre mondiale ne s'est pas produit sans difficultés. La spécificité de la structure démographique<sup>5</sup> polonaise de l'époque est le résultat de pertes masculines<sup>6</sup> énormes subies lors du grand conflit. Les femmes furent alors obligées de succéder aux hommes à tous les niveaux de la vie sociale. Se sont elles qui durent, avec l'aide des hommes épargnés par la guerre, prendre en charge les usines, les maisons, les villes, enfin tout le pays. Ces conditions particulières contribuèrent à relever le statut de la femme polonaise. Celle-ci prit une place plus importante dans la société tout en assumant ses fonctions traditionnelles. Contrairement à l'homme dont le statut familial était déterminé à partir de

son travail professionnel seulement, la femme, elle, assurait la base économique et sociale de la famille.

Au fil des ans, elle prit une place de plus en plus importante au sein de professions jusque-là majoritairement dominées par les hommes (dentistes, pharmaciennes, géologues, etc). Cette situation consolida sa position dans la famille, tout en lui donnant un plus grand prestige social. Toutefois avec le temps, les hommes occupèrent une place plus grande dans la hiérarchie. Les différences de situations professionnelles se répercutèrent sur la famille en renforçant ou affaiblissant le statut de la femme ou de l'homme. Étant donné que la famille était à la charge commune des deux époux, le couple chercha à profiter de la situation favorable que le marché du travail lui offrait dans le but de s'élever dans la hiérarchie.

L'activité professionnelle de la femme est le facteur qui modifie le plus fortement son statut. Le taux de fréquentation plus élevé du marché du travail par les Polonaises n'a pas été sans conséquences, surtout en ce qui à trait à leur rôle en tant que mères. Lorsque la femme est active sur le marché du travail, la famille compte moins d'enfants, la femme abandonne ainsi ses comportements traditionnels et le foyer cesse d'être son univers unique. Au début des années cinquante, l'indice de fécondité de l'avant-guerre était déjà atteint. Cependant, à mesure que le taux d'activité professionnelle croissait, le taux de natalité baissait. L'état de l'économie agissait donc directement sur le statut de la femme.

Parmi les facteurs macro-sociaux qui ont influencé les changements du statut de la femme polonaise, mentionnons les différentes mesures socio-politiques. Signalons tout d'abord la politique en matière d'enseignement et d'éducation qui a facilité l'accès des femmes aux études post-secondaires. Ensuite, la politique qui permettait de concilier la vie familiale et professionnelle de la femme en mettant en place un réseau de maternelles et de garderies, ainsi que des mesures facilitant le rôle de la mère dans la société (conditions de travail spéciales pour les femmes enceintes ou qui allaitent, interdiction de pratiquer certains métiers pouvant affecter la santé de la mère, etc). Et enfin, la politique de l'habitat visant à assurer à chaque famille un logement indépendant. *"La possession d'un logement*

*individuel permet à chaque famille d'assurer ses fonctions sociales selon sa propre conception".<sup>7</sup>*

TABLEAU 1

**Nombre de logements nouveaux pour 1 000 couples**

| Année         | 1970 | 1978 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 |
|---------------|------|------|------|------|------|------|
| Nbr logements | 693  | 867  | 706  | 580  | 589  | 640  |

**La sphère de relations "mésó"**

L'environnement extérieur comprend aussi la sphère de relations "mésó". D'après Malinowska, on peut définir ce terme comme suit: participation réelle de chaque individu, donc aussi celle de la famille et de la femme polonaise moderne, à la société locale, villageoise, urbaine et aux institutions sociales concrètes (églises, écoles, travail); en bref, l'ensemble des relations de voisinage d'amitié, etc. Toutes ces relations ont des effets directs, tant sur le statut de l'homme que de la femme. La moindre modification d'une de ces relations peut affecter considérablement la situation de l'un ou de l'autre, voire même de l'ensemble.

Selon Malinowska, les transformations macro-structurales ont été le moteur d'une évolution de la famille polonaise entraînant à son tour un changement de la position de la femme. La sphère de relation "mésó" a pour sa part joué le rôle d'une courroie de transmission naturelle pour répercuter les changements macro-sociaux. Tous ces facteurs font en sorte que

*la famille contemporaine polonaise tend à assimiler les caractéristiques de la "famille de partenaires" et non pas "celles de la famille dominée où la femme chercherait à prendre sa revanche sur la domination encore récente exercée par les hommes".<sup>8</sup>*

## LA FEMME POLONAISE EN MILIEU RURAL

### La femme comme partenaire de l'exploitation

L'agriculture des pays industrialisés s'est développée depuis 1945, en accentuant le caractère commercial de la production agricole par la mécanisation et la spécialisation, tout en conservant une forme familiale de travail.<sup>9</sup> En Pologne, le même phénomène s'est produit à la différence que le caractère commercial de la production et la spécialisation n'ont pas atteint l'ampleur observée dans les pays occidentaux. Pour ce qui est de la forme familiale de travail, le modèle polonais a quelques similitudes avec le modèle occidental.

En Pologne les femmes représentent 46% de la population active, de ce nombre 40% sont employées dans l'agriculture, comparativement à 1,3% pour les Québécoises (nous n'avons pas les données de la population active féminine québécoise).<sup>10</sup> Contrairement aux Québécoises, les Polonaises sont prises en compte dans les statistiques. Elles font partie intégrante de l'unité de production, pas seulement à titre "d'aide", mais à titre de partenaire à part entière, "*l'exploitation agricole est un bien commun des époux*".<sup>11</sup>

En Pologne, l'exploitation agricole est perçue comme une totalité qui incorpore les éléments suivants: la terre (terrain, leur qualité, la structure territoriale d'exploitation), les bâtiments, une maison, des machines, des outils et des gens dont la femme et l'homme.<sup>12</sup> Toutefois la division sexuelle du travail en agriculture est traditionnelle lorsqu'il s'agit des sphères d'activité, des pouvoirs et des occupations. La sphère d'activité masculine est le champ. L'homme est responsable de la gestion économique de la ferme. La femme pour sa part s'occupe des animaux, de la maison et de la famille.

Pour les agricultrices polonaises, le milieu social est constitué d'abord et avant tout par la famille, et ensuite par le voisinage. Dans le système de valeurs des fermières polonaises, les enfants sont situés au sommet de la hiérarchie. C'est un changement très important dans le système de valeurs de l'agricultrice polonaise. Encore dans la génération précédente, la première

place était occupée par la ferme. Aujourd'hui, l'exploitation est reléguée au second plan. Elle doit servir à la famille comme base d'existence et non le contraire. Si les besoins de la famille augmentent, un développement de la production de l'exploitation doit suivre cette évolution afin que les revenus obtenus permettent de satisfaire les nouvelles exigences.

Même si elle participe activement à l'exploitation, la femme polonaise est peu présente dans les institutions spécialisées en agriculture (surtout au niveau secondaire). Lors de notre visite à l'école d'agriculture de Wolborz, nous avons pu constater qu'aucune femme n'étudiait dans cette institution. Le manque d'infrastructures pourrait pourtant être un facteur important de dissuasion ou de motivation dépendamment dans quel sens il est perçu par le groupe visé. Ce phénomène est peut-être à la base du processus d'urbanisation de la famille paysanne.

Ce processus d'urbanisation transforme la structure de la famille paysanne. Ce sont toujours trois générations qui la forment, mais la famille est moins nombreuse. Le nombre d'enfants diminue mais paradoxalement le rôle de la mère gagne en importance, elle devient en réalité chef du foyer. L'homme de son côté occupe toujours le haut de la hiérarchie du prestige, mais le bas de celle-ci en ce qui concerne le pouvoir réel du quotidien.

### **La femme comme gestionnaire à part entière de l'exploitation**

Il est très rare qu'une femme soit seule à exploiter une ferme. Lorsque ce cas se présente, c'est parce que le mari travaille à l'extérieur. Dans une étude réalisée en 1991 par Malinowska, les femmes confrontées à ce phénomène avouaient qu'elles travaillaient très dur physiquement. Elles trouvaient ça "bien" car la ferme est la base de l'entretien de la famille, tandis que le revenu du mari permet de faire face aux investissements. Leur fierté découle de l'exercice de la prise de décisions concernant les changements à apporter: *"c'est moi qui décide quelles machines il faut acheter, c'est moi qui lui ordonne de voir quelles machines sont disponibles au marché, c'est moi qui lui donne de l'argent"*, disent-elles. Elles ajoutent: *"lui exécute uniquement mes ordres, quand je suis absente aucune décision n'est prise, tous les changements à la ferme dépendent de moi"*.<sup>13</sup>

Malinowska définit leurs sentiments dans ces termes "le rôle de dirigeante de la ferme lie les femmes plus fortement et plus émotivement que quand elles sont uniquement co-proprétaires, co-exécutantes..."<sup>14</sup>

### **La femme ouvrière-agricultrice ou semi-urbaine**

Les femmes travaillant professionnellement en dehors de la ferme s'identifient plus aux valeurs urbaines que rurales. Les semi-urbaines portent une attention plus importante à la famille qu'à l'exploitation. Pour elles, les valeurs traditionnelles rurales deviennent secondaires.

D'après l'étude de Malinowska, les "ouvrières" se rendent parfaitement compte des devoirs d'une agricultrice et c'est justement pour cela qu'elles préfèrent céder le rôle à une autre femme (belle-mère, mère, fille âgée). Toujours selon cette étude, au sommet de leur hiérarchie de valeurs se situe le "moi". Elles ne sont pas intéressées par le développement de leurs fermes. Elles optent plutôt pour le *statu quo* en ce qui concerne l'état de l'exploitation, pourvu que les besoins quotidiens de la famille soient satisfaits.

## **CONCLUSION**

Ce portrait général de la femme polonaise de différents milieux nous montre que si les luttes des femmes n'ont pas revêtu les mêmes formes qu'en Occident, la condition féminine n'en échappe pas pour autant à des mutations profondes. En Pologne, ces phénomènes ne sont pas identifiés à un mouvement social spécifique, le «féminisme», ou du moins les femmes ne s'identifient pas encore à ce courant de pensée. Les nombreux changements (géopolitiques, démographiques, etc.) que la Pologne a subis au cours des ans, ont modifié considérablement l'échiquier social. Nos observations du milieu polonais nous ont appris toutefois que le mode de vie de la Polonaise est avant tout fortement influencé par l'environnement social externe. Les mouvements sociaux dont nous, occidentaux, avons été témoins durant les années soixante-dix n'ont pas eu ici ni le même impact ni la même portée.

Il reste encore beaucoup de choses à faire pour améliorer le sort de la condition féminine polonaise. La conversion d'un régime "socialiste" à un économie de marché (capitaliste) se traduit souvent par de durs compromis. Les Polonais et les Polonaises peuvent se vanter d'être un peuple fier et tenace, il n'en tient qu'à eux ou qu'à elles, de le prouver.

## NOTES

1. Christina Wolnocw, «Pologne, le poids du quotidien» dans *Terre des femmes*, Paris, La Découverte, 1983, pages 260-267.
2. *Ibid.*, p. 266.
3. Ewa Malinowska, «Évolution du statut de la famille contemporaine polonaise» dans *Cult. Soc. Est*, Paris, n° 9 [1988] : 165-172.
4. *Ibid.*
5. En 1938, la population totale de la Pologne compte 34 849 000 personnes et 23 895 000 en 1945.
6. En 1931, la Pologne comptait 17 000 000 hommes et 17 849 000 femmes et en 1945, 10 938 000 hommes et 12 957 000 femmes.
7. Ewa Malinowska, *op. cit.*, p. 170.
8. *Ibid.*, p. 172.
9. Lise Pilon-Lê, «Les agricultrices au Québec : leurs luttes pour la reconnaissance dans le contexte actuel» dans *Les cahiers de recherche du GREMF*, Québec, Université Laval, [1987] : 17-28.
10. Christina Wolnocw, *op. cit.*, pages 265-267.
11. Ewa Malinowska, *op. cit.*, p. 168.
12. Ewa Malinowska, *Les femmes européennes en milieu rural vers de nouvelles voies*. Lodz, Essen, 1991, 11 pages.
13. *Ibid.*
14. *Ibid.*



# L'INCIDENCE DU COMMUNISME SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA DÉMOCRATIE EN POLOGNE

Martin GAGNON

La Pologne est devenue terre d'analyse, un laboratoire de recherche sur la résistance populaire face à un État manipulé et manipulateur. Notre présence dans ce pays ne faisait pas exception à la règle en ce printemps 1992. C'est dans cette perspective que je vais analyser sommairement l'organisation politique et administrative polonaise et leur efficacité par rapport au développement rural. Pour comprendre ce thème de recherche, il faut définir préalablement les notions et les termes suivants: soit le «pouvoir», le «système» et la «structure politique et administrative». Les liens entre ces éléments permettront de saisir en partie l'évolution de la Pologne durant les dernières années. La transposition de ces notions, nécessaire pour tracer un portrait politique et administratif de la Pologne d'avant et d'après 1989, constituera le tableau d'analyse. Par la suite, il sera intéressant de confronter toute cette dynamique organisationnelle de la société polonaise dans l'optique du développement rural. Quelques extraits des propos tenus par les acteurs locaux rencontrés lors de notre travail de terrain, tenteront de valider le tout. Enfin, pour terminer, nous présenterons une brève comparaison avec le Québec.

L'image que l'on a fabriquée du bloc de l'Est et du «système communiste» a amplifié la différence entre *nous* et *eux*: système apparemment inefficace, dangereux pour notre sécurité (guerre froide, chasse aux sorcières). Ceci laisse aujourd'hui encore beaucoup d'interrogations sur la fameuse différence opposant l'Est totalitaire à l'Occident démocratique. Les éléments de réponse ont peut-être leur source dans la philosophie et la gestion des affaires publiques propre aux dirigeants des différentes sociétés.

En premier lieu, le dictionnaire Larousse définit la notion de pouvoir en ces termes: «*Ensemble des rapports de force et des processus de hiérarchisation qui, traversant la structure économique et politique, assujettissent les individus.*» De cette définition, il faut retenir le principe de multiplicité des forces en oeuvre, c'est-à-dire émanant autant des personnes, que des groupes ou institutions, qui orientent par leurs actions les destinées de la société. À titre d'exemple, le syndicat de travailleurs «Solidarité», qui devient une force incontournable pour le gouvernement. Pourtant l'idéologie du Parti mettait au premier plan la défense des travailleurs et travailleuses. Il faut en conclure que le pouvoir peut émaner de partout dans la société et sous différentes formes.

L'armature institutionnelle propre à un pays sera appelé *système politique*. Si le seul pouvoir qui réussit à s'imposer est celui de l'armée, il s'agit d'un système militaire. Dans le cas de la Pologne, le pouvoir militaire cherchait sa légitimité dans la menace que faisait peser l'emprise de l'empire soviétique sur l'autonomie nationale. Il a aussi tenté d'amalgamer les éléments de l'idéologie communiste à l'identité polonaise. La résistance des Polonais à cette forme de contamination débouchait souvent sur des soulèvements populaires. De ce rapport de forces découle un système propre à la Pologne.

Le système politique et administratif d'un pays étant la résultante des rapports de force entre les pouvoirs internes et externes, il est légitimé après coup formellement par la «science» ou par une philosophie propre. Ce système traduit l'équilibre entre les forces en présence et oriente l'administration du pays. Le système ne peut être une incarnation pure d'une construction théorique, car il est en perpétuelle mutation en raison de l'évolution du rapport de forces.

Le système, incarné dans les lois, conventions, etc., encadre ensuite l'univers de la société par un appareil politique et administratif que l'on désignera ici par le terme de *structure*. La structure correspond à la réalité la plus visible et concrète des trois étudiées ici, car elle se matérialise dans des organigrammes largement connus et reflète des relations aisément repérables. En Pologne, les structures politiques et administratives étaient, comme dans les autres pays du système communiste, définies et séparées. L'organigramme du Parti est connu et la participation de la population est définie. D'un autre côté, l'administration publique est une structure séparée des organes du parti. Le Larousse définit la structure de la manière suivante: «*Ensemble ordonné et autonome d'éléments interdépendants dont les rapports sont réglés par des lois*». Cette définition est analogue à la notion de système, soit le rassemblement d'éléments ordonné et autonome. Bref, cette structure est la concrétisation du système dans la société. La structure comporte deux dimensions: d'un côté, le politique et de l'autre, l'administratif. La structure politique prédomine, car c'est par son intermédiaire que l'on entretient l'idéologie et où la population peut participer (en principe). La structure administrative est la formalisation pratique de l'idéologie, instrument de gestion du quotidien de la population. Nous verrons plus loin l'application concrète au cas de la Pologne, mais auparavant essayons de mettre en évidence les liens entre ces trois notions: pouvoir, système et structure.

Ces trois notions sont interdépendantes. Les rapports de force entre les différents pouvoirs maintiennent ou déstabilisent le système en place, et sans un accord minimal entre les différents pouvoirs on ne peut convenir d'un système (C'est l'anarchie, à moins que l'on formalise l'anarchie, ce qui ferait de cette dernière un système!). Le système oriente ou décide des structures politiques et administratives du pays, et sans un système défini, une structure ordonnée ne peut exister. Cette hiérarchie est d'ailleurs reprise en d'autres termes par A. Wilden: "On est amené à s'interroger sur le sort du «système» et à se demander pourquoi une structure est un cadre statique qui prédomine aux niveaux inférieurs d'organisation (alors que c'est le système qui prédomine aux niveaux supérieurs)".<sup>1</sup> Cette critique est adressée à l'oeuvre du père du structuralisme, C. Lévi-Strauss, une mise au point qui place la structure dans l'au-delà du système. Cette discussion terminologique a pour

but de mieux comprendre et d'ordonner les composantes de la dynamique du quotidien de la Pologne d'hier et d'aujourd'hui.

## LA POLOGNE D'HIER

Beaucoup d'éléments ont fait la Pologne. L'histoire n'a pas gâté ce pays d'Europe de l'Est. Elle a subi la domination des trois grands empires qui l'ont entourée. L'influence de tous ces bouleversements se fait toujours sentir. Les effets des différentes dominations ont été à la fois destructeurs et bénéfiques pour la société polonaise. Elle en subit encore aujourd'hui les séquelles économiques, environnementales et sociales. Malgré ces déchirements, le peuple polonais a su conserver et développer son identité.

De 1918 à 1939 la Pologne a connu une période de souveraineté nationale sans domination extérieure. Cependant la guerre et l'occupation allemande de 1939 anéantira le travail effectué pendant ce court laps de vingt ans d'autonomie. La défaite des Allemands en 1944 aura permis à l'URSS de devenir une puissance mondiale et d'affirmer sa domination sur ses voisins dévastés par la guerre en leur imposant un pouvoir impérialiste sur les plans économique et politique. La Pologne gardera son statut formel d'État indépendant, mais occupée par l'Armée rouge, elle sera contrainte à rejoindre à contrecœur le camp de l'Union soviétique, cet ennemi d'avant-guerre.

Cependant, un fort mouvement nationaliste contribuera, après la guerre à ralentir l'implantation du système soviétique. Ce pouvoir interne s'était déjà affirmé par la résistance à la domination militaire allemande. Par la suite, il se traduit par une opposition à la domination soviétique. Cette affirmation éclatera au grand jour en 1956, bien que, par la suite, la «normalisation» confirmera la domination soviétique. Ce mouvement modèlera une variante polonaise du système soviétique. Mais, malgré les mouvements d'ouvriers, d'intellectuels et la résistance de l'Église catholique, le pouvoir externe soviétique parviendra à maintenir son hégémonie.

La structure politique et administrative de l'État polonais d'avant 1989 demeure la même que celle du système communiste en général. Le Parti

obtint une certaine auréole en raison de la résistance qu'il a orchestrée lors de l'occupation allemande. Le Parti gardait le rôle dirigeant de la vie polonaise en monopolisant la direction politique à tous les échelons. Ce pouvoir totalitaire sur tout l'appareil administratif et politique nécessite de développer et d'actualiser continuellement les structures en fonction du contrôle. Ces structures existent à tous les niveaux territoriaux, ce qui permet d'un côté, de créer l'apparence d'une participation démocratique des masses au Parti, et, de l'autre côté, le simulacre du multipartisme dans le respect du «rôle dirigeant du parti des travailleurs».

Dans la structure gouvernementale, la Diète est l'organe suprême qui vote les lois, les budgets, les plans nationaux de développement économique et la constitution. Élus pour quatre ans, les représentants sont choisis à partir d'une liste préétablie. La Diète nomme le conseil d'État parmi ses députés, lequel constitue l'exécutif. Il est le plus haut comité de l'État. Aux niveaux territoriaux («voïvodie» ou région et «gmina» ou commune) la gestion est confiée aux conseils du peuple. Les candidats et candidates, désignés par le Parti, sont ensuite élus au suffrage universel.

La structure administrative est chapeauté par le conseil des ministres au niveau central, par le voïvode (l'équivalent de préfet) au niveau régional, par le maire et le conseil exécutif au niveau de la commune. Les ministres sont nommés par la Diète et ils appliquent ses décisions. Le Conseil de la voïvodie est constitué des maires de toutes les communes de cette même voïvodie. Les maires sont nommés par le conseil du peuple de la commune, ainsi que le conseil exécutif à la seule différence que le maire peut ne pas être issu du conseil du peuple de la commune. Les conseils exécutifs fonctionnent à l'aide d'un appareil administratif important.

Le vrai pouvoir provient toutefois du Parti ouvrier (POUP), qui possède une représentation à chaque niveau des structures polonaises. Le Comité central du Parti décide des grandes orientations et les transmet à la Diète. Il agit en accord avec le Comité central du Parti soviétique et en fonction des pressions internes dans le pays. Pour asseoir son emprise territoriale, le Parti possède des cellules aux niveaux des voïvodies et des

communes. Il effectue son recrutement et assure son contrôle grâce à cet appareil.

Le jeu entre le pouvoir, le système et les structures en Pologne n'a jamais été statique. Il a permis au communisme soviétique de perdurer pendant quarante cinq ans. Les pressions sociales de 1956, 1968, 1976, et 1981 le mineront peu à peu et en viendront finalement à bout en 1989. Ce sera la première défection à l'empire soviétique.

## LA POLOGNE D'AUJOURD'HUI

Comme l'explique P. Michel, les forces principales dans la Pologne d'avant 1989 étaient le Parti, l'Église et la société.<sup>2</sup> Les gens se servaient de la religion comme refuge idéologique contre l'omniprésence du Parti. Cependant l'ampleur de la répression a fait que l'Église ne pouvait plus assumer ce rôle. Les conditions précaires des travailleurs et travailleuses, les pénuries de denrées, et surtout les images reçues clandestinement de l'Occident, ont graduellement provoqué l'éclatement du système. La révolte de «Solidarité» a mis à l'épreuve le pouvoir du Parti jusqu'à son effondrement. Le peuple a pris le pouvoir par l'entremise de ce syndicat. L'unité du peuple n'a cependant pas survécu à la radicalité des changements.

Les Polonais et les Polonaises vivaient depuis quarante ans dans un contexte de «passivité politico-économique». Le système assurait l'essentiel: emploi, logement, nourriture de base à prix abordable. L'exercice de la démocratie et l'intégration à l'économie de marché rendent désormais l'accès à la sphère de la consommation tributaire d'une attitude active tant dans la vie politique qu'économique. Cette conjoncture affecte le pouvoir politique. Dans la population, les réactions sont partagées entre la nostalgie de la sécurité propre à l'ancien régime et la persistance dans la poursuite des idéaux de l'économie libérale. L'effondrement des pouvoirs traditionnels a débouché sur un vacuum politique. L'absence d'un leadership susceptible de réunir la majorité de la population autour d'un projet social défini rend l'avenir incertain. Cela se traduit au niveau des institutions parlementaires par le foisonnement des partis. Ces divisions idéologiques paralysent toute

volonté de réforme ce qui rend la transition difficile et les actions incohérentes.

En conclusion, la transition risque d'être assez longue, car les fantômes de l'ancien régime se réveillent grâce à la désillusion populaire devant les contraintes d'un système occidental depuis si longtemps convoité et le désenchantement empêche toute forme de concertation dans le pays.

## PERSPECTIVES POUR LE MILIEU RURAL

Le milieu rural, figure de résistance, fait exception d'une certaine manière. C'est d'ailleurs en Pologne où l'on retrouve ce phénomène de résistance à la collectivisation des terres, demeurées pour la plupart propriété individuelle des paysans. L'organisation des pouvoirs communaux a des particularités propres par rapport aux autres pays du bloc de l'Est. Malgré cela, les tentatives pour soumettre les populations rurales à la logique du système dominant ont été nombreuses que ce soit par la mise sur pied des coopératives offrant les services techniques aux paysans ou par la commercialisation et la distribution des produits. Le système avait cependant laissé une bonne partie de la gestion des affaires à la commune étant donné qu'il y avait à ce niveau des mécanismes de contrôle. Les pouvoirs de gestion de la commune touchent l'éducation, les services publics, la culture, le logement et surtout le développement de la communauté. Ces pouvoirs se sont maintenus malgré les problèmes de transition occasionnés par la nouvelle conjoncture. Le souci des communes polonaises de se développer est d'autant plus grand qu'elles prélèvent en plus des taxes foncières, des impôts sur le revenu des citoyens et des entreprises.

Le pouvoir ou l'influence des gens de l'ancien régime persiste en certains endroits, il en est de même pour le pouvoir du syndicat Solidarité. Cependant le pouvoir local se manifeste surtout à travers la personnalité des membres ou acteurs particulièrement actifs des communes, alors que la majorité de la population demeure passive, prisonnière de la mentalité inculquée par l'ancien régime.

Le milieu rural vit en ce moment en attente des réformes. Entre-temps la fonction des communes reste toujours celle héritée de l'ancien régime à la seule différence que la vie politique municipale s'est démocratisée. Par conséquent certaines communes se développent et profitent de la transition grâce au leadership de quelques personnalités qui siègent au conseil.

## CONCLUSION

À l'occasion de notre visite en Pologne nous avons pu voir à quel point le passage du communisme au capitalisme n'est pas chose simple. Cependant les structures actuelles aux niveaux administratif et politique me permettent de croire à une efficacité plus grande des communes polonaises que des villages de l'Est du Québec. La représentativité territoriale, le mode de financement et surtout les pouvoirs accrus des communes polonaises laissent présager un décollage rapide pour certaines d'entre elles et un effet d'entraînement pour une bonne partie des autres. Au Québec, l'État a aussi beaucoup centralisé les pouvoirs, malgré le fait que l'on soit dans un système capitaliste, en ce qui concerne le développement territorial. Les régions et municipalités ont des revenus limités parce qu'elles ne reçoivent presque exclusivement que des taxes foncières. Cela crée une forme de léthargie et fait de ces instances d'éternels «quémandeurs» de subventions. Le Québec ne traverserait pas un changement de système aussi brutal qu'en Pologne, même s'il obtenait son indépendance politique. Ceci demeure de la prospective et de la comparaison, on ne sait nullement si les forces passives vont l'emporter sur les forces actives tant en Pologne, qu'au Québec.

## NOTES

1. Anthony Wilden, *Système et structure*, Montréal, Boréal Express, 1983.
2. Patrick Michel, *Le système polonais et ses acteurs*, Association française de science politique, 1984.



## BIBLIOGRAPHIE

BOISVERT, Yves et Catherine FRANÇOIS. «Le paradoxe polonais». *Possibles*, [hiver 1991] : 167.

KUTA, Tadeusz. *L'administration en république populaire de Pologne*, Paris, Institut international d'administration publique, Éditions Berger-Levrault, 1976.

MAUREL, Marie-Claude. *Les paysans contre l'État*. Paris, Éditions L'Harmattan, 1988.

# L'INFLUENCE DE L'ORGANISATION DE MASSE SUR LA MENTALITÉ ET LES MODÈLES DE LA PARTICIPATION DE LA POPULATION RURALE POLONAISE

Wacław PIOTROWSKI et Paweł STAROSTA  
Institut de sociologie  
Université de Łódź

C'est un lieu commun que de constater l'importance de l'organisation formelle pour le fonctionnement des systèmes sociaux modernes. Bien que l'opinion voulant que *«l'aspect le plus universel qui caractérise la vie contemporaine c'est sa dépendance par rapport aux grandes organisations formelles»*<sup>1</sup> soit tenue pour exagérée, il n'en reste pas moins que l'homme satisfait ses besoins toujours plus par leur intermédiaire. Ainsi, leur emprise croissante ne peut guère être contestée, pas plus par les praticiens que par les théoriciens de la vie en société.

Les sociologues appellent les structures de ce type «groupes finalisés» ou, selon MacIver et Page, «associations». Dans les deux cas, ils admettent que leur principe constitutif traduit une catégorie spécifique d'intérêts ou d'objectifs. MacIver et Page affirment qu'il s'agit de groupes organisés qui tendent à *«atteindre leurs intérêts communs ou un ensemble d'intérêts de la communauté»*.<sup>2</sup> D'une manière analogue, M. Hirszowitz a donné une définition

formelle de ces groupes comme «un grand nombre de personnes unies en vue de réaliser une tâche spécialisée».³ Une intention spécifique, en tant que principe constitutif des groupes organisés, a été reconnue aussi par R. Bierstedt. Ce dernier ajoute toutefois à ce critère d'autres traits caractéristiques, comme par exemple: les normes relatives à l'association; les statuts relatifs à l'association; l'autorité; la propriété; la vérification du membership; le nom ou tout autre symbole identitaire sont tout aussi importants.⁴

On suppose généralement que les organisations mentionnées ci-haut permettent non seulement la satisfaction des besoins de leurs membres mais, comme le postulent L. Nelson et C. E. Ramsey, qu'elles sont également un vecteur important de la «socialisation supra-locale de l'individu».⁵ W. Kornhauser croit pour sa part à la spécificité de leur rôle dans une société de masse où, en raison de l'effondrement des communautés locales et de l'isolement des relations primaires, «les structures formelles au niveau intermédiaire constituent les canaux privilégiés de participation de l'individu à l'État».⁶

La foi en la puissance de telles structures, entretenue depuis les Lumières, a été cultivée tout particulièrement dans les sociétés du socialisme réel. La vulgate doctrinale faisait dériver le sujet fondamental de l'activité sociale à partir des masses organisées selon des modèles structuraux appropriés, et jamais à partir des individus.⁷ Par conséquent, l'activité routinière des grandes structures formelles devait se substituer à l'activité de l'individu.

Dans les systèmes monocentriques, où tout mouvement charismatique est métamorphosé en procédure bureaucratique, s'impose un ordre spécifique soumettant hiérarchiquement toute structure à l'organisation supérieure de l'État. Celui-ci devient un prolongement «officiel» de *kharisma* et prend en charge la légitimation doctrinale de l'ordre social. Dans la même foulée, il définit les grands objectifs du développement. L'État s'évertue à contrôler le plus large éventail de conduites individuelles par la mise en forme des schémas de satisfaction de multiples besoins, tantôt volontaristes, tantôt inspirés des nécessités les plus immédiates. Il réprime les comportements non souhaités et récompense ceux qui correspondent aux objectifs culturels fondamentaux de la macrostructure. Du point de vue de la théorie des

modèles, les schémas culturels de la macrostructure circonscrivent étroitement le degré de liberté des conduites effectives. Les liens consolidant l'organisation formelle sont largement préférés à toute relation informelle ou spontanée. Autrement dit, l'univers de l'organisation formelle s'impose à l'individu qui est à son tour réduit à un simple rouage de son fonctionnement. Dans un tel système, le statut social est d'ailleurs tributaire de la même logique: l'ascension traduit le parcours de la hiérarchie des structures formelles mises en place pour encadrer la société.

Si la Pologne a convergé vers ce genre d'ordre social après la Seconde Guerre, elle ne l'a jamais intériorisé complètement, grâce notamment à l'Église catholique, organisation en même temps institutionnalisée et indépendante des partis officiels et de l'État, qui est parvenue à conserver une large influence. Le frein imposé par le caractère paysan du pays a été un autre obstacle de taille à la transplantation du «socialisme réel».

L'ordre social qui a finalement prévalu a donc été à beaucoup d'égards similaire à l'ordre traditionnel, avec un réseau fortement développé de structures primaires. Dans un tel système d'organisation de la vie sociale, un «chez-soi» privé et un groupe de base auquel l'individu prend part en tant que «personne», définissent le centre de gravité de l'univers social. Les réseaux de parenté et de voisinage ne se réduisent pas à un système primaire de relations sociales, mais délimitent également les contours des communautés de base, disposant de leurs propres codes normatifs et de leurs valeurs contraignantes. La famille et l'exploitation agricole forment un tout insécable, où les liens de sang ne peuvent être dissociés des relations plus émotionnelles, voire économiques. L'ordre traditionnel a aussi créé un modèle de conduites spécifique qui a imprégné les comportements individuels, leur manière de penser et d'évaluer la réalité sociale.

Ortiz affirme que *«l'individu manifeste ici les objectifs liés à la survie et que, dans cette perspective, les modèles de son comportement se modifient lentement»*.<sup>8</sup> Des petits groupes ont formé les composantes de base de la structure sociale. L'immersion quasi-permanente dans les microstructures a fait en sorte que la conscience que les individus avaient des mécanismes régissant la société locale fut extrapolée aussi au niveau de la société globale.

L'univers social a ainsi été envahi par le personnelisme et la valorisation morale. Les autorités, par exemple, ont le plus souvent été perçues en tant que cliques et clans restreints et népotiques. De très fortes affinités morales et affectives ont divisé la communauté entre «nos gens» et «étrangers». Holmerg souligne que ces attitudes et orientations ont résulté de l'expérience objective de l'individu, renforcée par les stéréotypes culturels.<sup>9</sup> Il faudrait ajouter que l'individu a largement manifesté sa passivité à l'égard des structures et du monde extérieur, mêlée de fatalisme et du sentiment d'impuissance face aux forces sociales. I. Thomas et F. Znaniecki, et plus tard O. Lewis ont remarqué qu'il s'agissait d'une conséquence de la socialisation de l'individu au sein des groupes contrôlés d'une manière autoritaire, et tout d'abord dans la famille patriarcale; l'État moderne s'est édifié sur cette base.<sup>10</sup>

Il peut facilement être montré que tant l'ordre traditionnel que le régime socialiste qui lui a été superposé par la suite, étaient deux formes de collectivisme social; celui de la communauté locale a été mis en relief par le collectivisme de nouvelles organisations formelles, dans la mesure même où le système de leurs buts culturels lui était étranger. Par «buts culturels» nous entendons, selon R. K. Merton, *«les intentions et les intérêts socialement définis [...] pour tout le monde ou pour les membres de la société occupant des positions différentes»* ainsi que les normes institutionnelles, c'est-à-dire les éléments assurant *«la régulation et le contrôle des manières admises de poursuivre ces buts»*.<sup>11</sup>

La dissemblance entre le système institutionnel caractérisé par les buts propres à une société centralisée, d'une part, et le système des buts et des valeurs, établi culturellement en partant de l'ordre traditionnel sans le soutien d'une armature formelle, d'autre part, a entraîné des réactions spécifiques. Celles-ci se sont manifestées le plus clairement dans les organisations formelles de masse par l'émergence d'une sorte de structures intermédiaires.<sup>12</sup>

## FORMULATION DU PROBLÈME

Dans le présent article, nous abordons les relations existant entre une infrastructure institutionnelle du milieu rural, représentée par les

organisations de masse formelles, et les buts et orientations de la population rurale. En d'autres termes, nous serons intéressés par le problème suivant: quelles sont les conduites et les attitudes des individus socialisés dans la mesure où ils poursuivent habituellement des buts culturels différents de ceux de l'organisation ?

Afin de répondre à cette question, nous tenterons d'élucider d'abord les motifs à l'origine de la décision de devenir membre de ces organisations. Nous essaierons de comprendre ensuite les mécanismes de l'identification psychique des répondants avec l'organisation et, finalement, de décrire les modèles de participation, c'est-à-dire les manières récurrentes de jouer les rôles impartis aux membres, ou encore d'entrer en interaction avec une structure déterminée, d'une façon plus ou moins consciente et isolable sur le plan des conduites.

À cette fin, les organisations qui faisaient l'objet des observations devaient répondre aux caractéristiques définissant les structures à la fois formelles et de masse. Le sens du terme «de masse», utilisé comme attribut, ne se réduit pas à l'appréciation du nombre des membres, bien qu'il s'agisse d'un critère fondamental. Deux autres traits essentiels doivent être ajoutés: premièrement, le fait que leur activité consiste à mobiliser leurs membres afin que ceux-ci adoptent des conduites stéréotypées susceptibles de confirmer leur appartenance. Deuxièmement, l'unification et la standardisation du contenu de leurs programmes dont l'objectif est de gagner l'adhésion des masses destinataires.

Il semble qu'en ce qui concerne le milieu rural polonais, trois types d'organisations satisfont à ces exigences. Il s'agit de l'Église, des partis politiques et des organisations de soutien et d'encadrement de l'agriculture et, plus généralement, de la campagne. Tous les trois constituent le sujet principal de notre analyse. La rareté des sources disponibles nous oblige toutefois à limiter nos réflexions aux rapports des ruraux avec l'Église catholique, le Parti ouvrier unifié polonais (*POUP*), les coopératives rurales d'aide mutuelle (*Samopomoc Chłopska Cooperatives*), et *Solidarité* des exploitants individuels.

Les commentaires et suggestions que nous présentons ici ne sont qu'une tentative d'esquisser quelques hypothèses argumentées et de proposer des conclusions empiriques préliminaires. Il en est ainsi parce que malgré l'importance du problème, il n'a fait l'objet que d'un nombre restreint d'études empiriques. Par conséquent, nous ne disposons pas de résultats représentatifs du pays tout entier ce qui limite, il va de soi, la portée des opinions énoncées. Outre nos propres recherches, réalisées durant les années 1977-78, 1986 et 1991, nous faisons appel aux travaux de recherches que d'autres ont menées dans les années soixante-dix et quatre-vingt.

Tant dans la presse que dans les écrits sociologiques, deux hypothèses de base ont été formulées pour rendre compte du rôle et de la fonction des organisations formelles de masse. La première (l'hypothèse de l'assimilation) a été très largement critiquée, tandis que l'autre (l'hypothèse du vacuum social) a bénéficié d'une popularité croissante.<sup>13</sup>

Selon nous, la spécificité du milieu rural est bien plus complexe et ne peut être exprimée ni par la conception de l'assimilation, ni par celle d'une zone vide. Nous avons formulé une hypothèse générale: plutôt que d'être le vecteur d'une intégration totale des ruraux au «système», ou encore de simples palliatifs à la disparition de structures intermédiaires, les organisations formelles de masse seraient les instruments d'une stratégie d'adaptation des ruraux aux conditions nouvelles, réussissant à déjouer toute tentative de les incorporer dans la dynamique de la société globale.

## **LES ORGANISATIONS DE MASSE DANS LA CAMPAGNE POLONAISE ET L'AMPLEUR DE LEUR INFLUENCE**

Les organisation de masse dans le milieu rural polonais sont des agences locales des structures centrales.<sup>14</sup> Ceci demeure vrai tant pour les organisations de soutien et d'encadrement de l'agriculture et de la campagne, que pour les organisations politiques et l'Église catholique. Les sociologues pensent que ces structures sont caractérisées par la prédominance des relations verticales sur les relations horizontales et par l'emprise qu'exercent

les procédures bureaucratiques et le contrôle de l'appareil sur la masse des membres.

Il n'y a pas de doute que l'organisation qui regroupe le plus de membres à la campagne polonaise est l'Église catholique. En absence de données statistiques précises nous ne pouvons qu'estimer grossièrement le nombre de ses adhérents. Des données extrapolées des échantillons représentatifs montrent quand même un accroissement du nombre des personnes qui, à la campagne, déclarent faire partie de l'Église: de 83.8 % au début des années soixante, leur proportion a passé à 89.2 % à la fin des années soixante-dix. Aujourd'hui, «*l'emprise de la religion n'est pas en train de diminuer dans le milieu rural mais a plutôt tendance à s'élargir*».<sup>15</sup> Ceci est un phénomène assez singulier «*pour un pays où prend place un rapide processus d'industrialisation et d'urbanisation affectant la campagne et la religion*»<sup>16</sup>, mais aussi pour un pays où, jusqu'à la fin des années soixante-dix, l'État a suivi une politique favorable à la sécularisation de la vie sociale. Les résultats des recherches de Piwowarski, menées au tournant des années soixante et soixante-dix, abondent dans le même sens: parmi les paysans, 96 % se sont déclarés croyants, alors que parmi les travailleurs ruraux ce pourcentage était légèrement plus faible, atteignant 90 %.

En dehors de l'Église, la majorité de la population rurale polonaise appartient à plusieurs organisations de soutien et d'encadrement de l'agriculture et de la campagne. Parmi celles-ci, la *Samopomoc Chłopska Coopératives* et les Cercles agricoles regroupent respectivement 3 531 000 et 1 792 000 membres. L'*Union des cercles et des organisations agricoles* - une forme spécifique de syndicat des agriculteurs et des travailleurs agricoles - avait 118 000 membres en 1988, alors que les Brigades volontaires des pompiers comptaient 550 000 membres. Finalement *Solidarité* des exploitants individuels, en tant que syndicat paysan, était forte de 450 000 adhérents.<sup>18</sup>

Les organisations à vocation économique sont actuellement les plus influentes dans le milieu rural, mais le nombre de leurs membres est moindre qu'à la fin des années soixante-dix. Il y a plusieurs raisons à cela, mais parmi les plus décisives il faut mentionner leur subordination croissante à leur appareil bureaucratique et à l'administration gouvernementale. Il faut ajouter



sans doute la qualité médiocre des services rendus aux membres attribuable surtout à l'insuffisance de leur équipement en machinerie.

En dépit de ces phénomènes négatifs, les organisations économiques répondent le plus adéquatement aux besoins tant existentiels que productifs de la population rurale, notamment des paysans. Par conséquent, ce sont elles qui ont aussi été le plus appréciées, en raison de leur utilité pour le milieu rural. Cette conclusion découle non seulement de nos propres recherches menées en 1991, mais aussi de celles réalisées par Iwanicki, Piekara, Mleczko à propos des organisations économiques dans les années soixante-dix, ainsi que des études menées dans les années quatre-vingt (*L'opinion paysanne 1986*)<sup>19</sup>.

La population rurale impliquée dans les organisations politiques, comme le *POUP* et le *Parti paysan unifié (PPU)*, a elle aussi diminué. En ce qui concerne le *POUP*, il s'agit d'un déclin continu de la proportion tant des membres vivant à la campagne que des paysans par rapport aux autres catégories socio-professionnelles. Les chiffres suivants illustrent cette tendance: en 1960, le tiers des membres du *POUP* vivaient à la campagne. En 1970, la proportion était encore de 29,8 %. À partir des années quatre-vingt la baisse s'accélère: 25,7 % en 1982, 23,4 % en 1988. D'une manière analogue, en 1960, 11,8 % des membres du *POUP* étaient paysans. En 1971 cette catégorie socio-professionnelle représente 11,4 %, alors qu'en 1982 (et aussi en 1988) les paysans ne sont que 9,1 %<sup>20</sup>.

Les effectifs du *PPU* ont diminué certes plus lentement que ceux du *POUP*. Il n'en reste pas moins qu'en valeur absolue, les adhérents au *PPU* vivant à la campagne à la fin des années quatre-vingt (470 000) étaient encore moins nombreux que de ceux du *POUP* (597 000). Après le changement de système politique en 1989 et la dissolution du *POUP*, l'organisation politique la plus influente dans le monde rural était le *Parti paysan polonais, Odrodzenie* («Renaissance»), qui, en 1991, comptait environ 600 000 membres. Il s'agissait en réalité de l'ancien *PPU*, camouflé sous ce nouveau nom avec un programme à peine différent, mais avec une équipe dirigeante renouvelée. Ce parti, formant une coalition électorale notamment avec les organisations des cercles agricoles - *Alliance de programme* - a provoqué une brèche dans la

solidarité du milieu rural en exacerbant les rivalités autour de l'accès aux sièges dans le Parlement à l'occasion de l'élection de 1991. Cette coalition a obtenu 48 sièges alors que celle dirigée par la *Solidarité* rurale a dû se contenter de seulement 28.

La chute de la popularité des partis politiques à la campagne polonaise est un problème qui ne peut être expliqué ni simplement, ni d'une façon univoque. Il semble toutefois que certaines hypothèses peuvent être avancées.

Le système des partis qui a prévalu en Pologne du début des années cinquante au milieu des années soixante-dix, subordonnait le *PPU* au *POUP* d'une manière excessive. Virtuellement rien ne distinguait ni leurs programmes ni les moyens et les méthodes d'activité politique. Le *PPU* ne disposait d'aucune marge d'autonomie et, jusqu'au début des années quatre-vingt, il n'a jamais été perçu dans le milieu rural comme représentant authentique des intérêts paysans.

La deuxième raison est la conviction bien ancrée dans la population rurale que la responsabilité de la crise socio-politique chronique de la Pologne incombe en premier lieu aux organisations politiques. D'une manière toute spéciale, cela est apparu récemment avec l'intensification de l'attitude critique du milieu rural face aux partis de l'après-*Solidarité*, tenus responsables de la dernière crise économique de 1991.

## **POURQUOI LES RURAUX PARTICIPENT AUX ORGANISATIONS DE MASSE ?**

Un des problèmes majeurs qui soulève l'intérêt des chercheurs dans le domaine des organisations de masse est la question des motifs qui sous-tendent la participation des membres ainsi que celle des facteurs qui harmonisent leurs conduites avec les objectifs de la structure. Simon et March se réfèrent à ces deux catégories comme étant, pour la première, les motivations des décisions de participation aux organisations, et pour la seconde, les décisions liées au type de conduite dans les organisations. Bien

que la distinction analytique suggérée soit essentielle, car elle «*met en évidence la différence entre la structure des motifs et celle des autres voies d'influence possible sur le participant actuel ou potentiel*»<sup>21</sup>, elle est difficile d'application à certaines situations empiriques. Ceci est tout particulièrement le cas dans les organisations où l'adhésion est obtenue indépendamment du libre consentement du participant, et parfois même sans qu'il en soit pleinement conscient, comme cela arrive notamment dans l'Église catholique, où le baptême, en tant que critère d'appartenance, est décidé par les parents et non par l'enfant lui-même.

Ainsi, en analysant les motifs de la participation aux organisations tant politiques que de soutien et d'encadrement de l'agriculture et du monde rural, nous devons tenir compte des facteurs causals de la décision d'adhérer à une organisation déterminée, alors que dans le cas de l'Église ce seront plutôt les facteurs conduisant un membre à jouer son rôle conformément aux attentes sociales qui se retrouvent au centre de notre intérêt. L'analyse des buts et des sources de motivation s'avère utile pour le traitement des matériaux dont nous disposons.

En ce qui concerne les buts, les motifs s'ordonnent dans un continuum spécifique, allant de l'orientation de l'activité de l'individu vers son propre ego jusqu'à son orientation vers certaines totalités sociales. En dichotomisant cette distinction, nous pouvons parler d'orientations *égocentrique* et *sociocentrique*.

L'origine de la motivation permet de distinguer entre deux sources de base. Lorsqu'une décision résulte d'une autodétermination ou d'un calcul, nous sommes en présence d'un motif *interne*. Un motif est qualifié d'*externe* lorsque la décision est prise à la suite d'une pression, voire d'une contrainte sociale. En nous inspirant de ces distinctions, examinons les catégories fondamentales relatives aux motivations de la population rurale pour adhérer aux trois types d'organisations de masse.

Dans son étude, citée ci-haut, portant sur la participation à l'Église catholique dans la région agricole de Pulawa, W. Piwowarski a utilisé les catégories dichotomiques opposant les motifs primaires aux motifs secondaires. La première correspond plus ou moins à notre catégorie de motivation interne et égocentrique, alors que la seconde recouvre à peu près celle de la motivation externe et sociocentrique. La thèse proposée par l'auteur affirmait

*que dans le milieu rural de la région de Pulawa, la motivation secondaire - culturellement spontanée et socio-culturelle - occupe une place dominante tout en étant associée à la motivation primaire cosmologico-biologique de la rédemption éternelle. Cela veut dire que le caractère religieux, dans la région étudiée, s'est formé d'abord sur la base des mécanismes propres au milieu et en fonction d'une culture nationale dans laquelle la religion catholique est devenue une des institutions centrales.<sup>22</sup>*

Des conclusions semblables peuvent être tirées de notre recherche réalisée en 1977-78, à cette différence près que dans notre population prédominaient les répondants d'une orientation externe et sociocentrique.

En ce qui concerne l'Église, l'adhésion ou la continuité du rôle d'un membre obéissent plutôt aux injonctions du système de socialisation externe incarné par la tradition ou par les normes introjectées de la culture locale ou nationale. L'activité est orientée à la fois vers la communauté et vers l'individu.

W. Piwowarski observe toutefois que

*ni la paroisse ni l'Église ne sont perçues par les membres de la communauté comme structures d'une nature purement religieuse. Dans la culture populaire, il n'y a pour l'essentiel qu'une seule communauté, la locale, avec ses traditions et ses coutumes qui englobent les conduites religieuses. Les membres de la communauté locale traitent le Parti ou l'Église comme des organisations d'un culte local qui restent au service de la culture locale. Ils perçoivent*

*le prêtre d'une façon similaire. Pour eux il n'est pas une «émanation» de l'Église mais un serviteur des coutumes locales.<sup>23</sup>*

Les conclusions de Piwowarski jointes à d'autres études montrent que la poussée de l'urbanisation se traduit par la prépondérance des motivations égocentriques dans les orientations religieuses. Ceci expliquerait la différence observée entre les données recueillies dans la région de Pulawa et dans la Pologne centrale, où ont été menées les études en 1978. Nous pouvons donc anticiper un accroissement du rôle des motivations externes et égocentriques pour les adhésions futures à l'Église catholique.

Par ailleurs, la structure des motivations de l'adhésion aux organisations formelles de soutien à l'agriculture et à la campagne est quelque peu différente. Nous pouvons l'illustrer par l'exemple de la *Samopomoc Chłopska Coopératives*.

Comme l'a montré Mleczko, deux ensembles principaux de motifs peuvent être distingués dans ce cas.<sup>24</sup> Premièrement, les motifs égocentriques et internes, lorsque l'origine et le but de l'activité sont centrés sur l'individu, deuxièmement, les motifs égocentriques et externes, si l'origine de l'activité se trouve dans le système social en dehors de l'individu, mais le but est centré sur le sujet agissant. F. W. Mleczko subdivise la première catégorie en deux sous-catégories: motivation par les bénéfices matériels et motivation par la satisfaction personnelle.

*«Dans le premier cas, souligne-t-il, la puissance motrice de l'action de l'individu vise l'atteinte de bénéfices matériels, mesurables et directs».*<sup>25</sup> De tels motifs comptent pour 50,7 % de l'ensemble. Dans l'autre cas, la satisfaction personnelle, il s'agit de *«l'atteinte de bénéfices moraux ou spirituels sans lien avec aucun avantage matériel».*<sup>26</sup> Parmi eux, les motivations d'accéder à un statut social déterminé, au prestige, à la reconnaissance aussi bien qu'au perfectionnement personnel et à l'acquisition de connaissances ont représenté un groupe particulièrement nombreux (17,9 %). Parmi les motivations égocentriques et externes, les plus essentielles sont: le désir de faire partie d'un groupe (participation sociale 18,6 %) et celui d'exercer le pouvoir (21,2 %). Dans les études de Mleczko, les motifs égocentriques externes

comprennent également un faible pourcentage d'attitudes basées sur la «nécessité formelle et légale». L'auteur les rattache à la situation où «joindre une organisation est une condition de l'obtention d'un emploi dans son sein». Les résultats de Kozuch ainsi que ceux de nos propres recherches témoignent de la prédominance des motifs internes égocentriques lorsqu'il est question de l'adhésion aux organisations de *l'encadrement rural*.<sup>27</sup> Une autre observation concernant ces questions mérite d'être mentionnée: il apparaît que, dans la population rurale, l'orientation la plus égocentrique est propre aux exploitants à temps partiel, alors qu'elle est beaucoup moins présente parmi les paysans. Le groupe qui la manifeste le moins correspond aux travailleurs intellectuels vivant à la campagne. Des conclusions similaires peuvent être tirées des données de F. W. Mleczko.

Les types des motivations qui expliquent l'adhésion au syndicat *Solidarité* des exploitants individuels sont très différents. Notre recherche, réalisée en 1990 sur un échantillon de 100 membres de ce syndicat, a mis en évidence que les motivations prédominantes étaient égocentriques et externes (34 %) et sociocentriques et externes (25 %), fortement sociocentriques et externes (18 %). À titre de comparaison, la première étude menée dans ce district administratif en 1981 concluait que les options sociocentriques et internes (60 %) et sociocentriques et externes (21 %) étaient largement majoritaires. Nous pouvons donc constater que durant la période initiale de l'existence du syndicat caractérisée par une certaine répression, les membres de *Solidarité* ont partagé une attitude commune à l'égard de leur environnement social. Présentement, ils tendent graduellement vers une orientation individualiste. Il est apparu que les raisons principales de ce changement étaient les suivantes: a) une baisse du sentiment de menace politique et b) l'influence de la doctrine libérale socio-économique qui gagnait une audience de plus en plus large dans le pays.

Dans le milieu rural, il n'est pas aisé de formuler des hypothèses expliquant les motifs de la participation aux organisations politiques. Le manque de publications sur ce sujet en est la cause principale. Par conséquent, nous ne pouvons que présenter les résultats de nos propres recherches menées en 1986 dans un des districts des macrorégions centrales polonaises. Près de 42 % des répondants - membres du *POUP* - ont fait état

des motifs égocentriques et internes, exprimant en substance la conviction que «le fait d'être membre du Parti est un atout lorsqu'on désire réussir dans l'activité sociale et dans la carrière politique». De plus, 31 % ont déclaré un motif externe et sociocentrique affirmant que «être membre du Parti accroît l'influence de l'individu dans les décisions importantes et lui donne davantage de pouvoir». La troisième motivation a été externe et sociocentrique, liée à l'internalisation des normes doctrinales (21 %) et à l'influence des acteurs externes sur la décision de rejoindre les rangs du Parti.

Cette situation survient au moment où la propagande et d'autres mesures tentent d'attirer les sans-parti dans le POUP. De telles actions extorquent souvent l'adhésion grâce à une pression spécifique du genre: «si tu deviens membre du Parti, tu obtiendras ceci ou cela». Dans nos enquêtes, ce type de motivation n'a été déclarée que par 5 % des répondants.<sup>28</sup>

Les résultats des recherches citées ci-haut suggèrent que les motivations égocentriques et internes deviennent prédominantes dans l'adhésion aux organisations formelles dans le milieu rural. Différentes catégories fonctionnelles en rendent compte, allant des attitudes orientées vers l'obtention de bénéfices matériels, aux attitudes privilégiant la sécurité (surtout en garantissant à l'individu et à sa famille les moyens de subsistance), en passant par la satisfaction personnelle. Nous soulignons que les bénéfices matériels, dans le sens courant du terme, ne jouent pas toujours un rôle central dans ce domaine. Les motifs de protection et sécurité se retrouvent dans les études sur le POUP, l'Église et les organisations agricoles, aussi bien que dans celles sur *Solidarité* des exploitants individuels. Chaque cas se caractérise toutefois par un genre distinct de protection et de bénéfices individuels escomptés, parce que chaque organisation de masse présente des avantages dont la valeur est d'importance et d'utilité variables, à la fois pour l'individu et pour la vie quotidienne de toute la communauté.

L'Église, offrant les valeurs existentielles morales et éthiques fondamentales, se trouve à un extrême de ce continuum d'avantages, alors que les organisations économiques, offrant seulement des valeurs matérielles, se retrouvent à l'autre. Dans cette perspective, l'individu s'est placé dans les différents types d'organisation en situation de demandeur. Il n'a toutefois

jamais été sûr si ses requêtes seraient entendues ni quand elles seraient exaucées. Les recherches de Piekara suggèrent par exemple que la majorité des répondants liaient le souhait d'obtenir certains bénéfices pour eux-mêmes ou pour leur famille à leur adhésion à la *Samopomoc Chłopska*, même si 76 % affirmaient avoir échoué à atteindre cet objectif.<sup>29</sup> Il n'est pas improbable que l'élite des organisations de masse parvienne à réaliser ce qu'un membre ordinaire ne réussira jamais. Ajoutons que les motifs internes et sociocentriques qui, selon Reykowski, pourraient être appelés «prosociaux», sont clairement limités.<sup>30</sup> L'analyse de l'évolution des types de personnalité des membres de différentes organisations de masse dans le milieu rural, au cours des dernières années, devrait permettre de généraliser ces observations. Il semble en effet qu'en se fondant sur les résultats déjà disponibles, il serait possible d'esquisser la typologie suivante: dans les années cinquante, la personnalité-type de l'«activiste-idéologue», défenseur du Parti, était clairement dominante. Dans les années soixante, un type que nous pourrions appeler «activiste-travailleur social» occupait le devant de la scène, alors que les années soixante-dix se caractérisent par l'émergence du type «carriériste du Parti». Les années quatre-vingt sont par contre dominées par la figure du «consommateur égocentrique». À l'orée des années 1990, la personnalité typique relève de deux modèles distincts: «idéologue-zélateur», mais dont le système de valeurs diffère considérablement de celui des années cinquante, et «consommateur égocentrique». L'«idéologue-zélateur» des années cinquante ne doutait guère de la justesse de l'idéologie du socialisme réel. Il ne tolérait aucune opinion en désaccord avec ses convictions propres. Il s'évertuait à améliorer le mauvais monde du passé par un combat sans compromis contre ses ennemis politiques.

## IDENTIFICATION ET ORGANISATION DE MASSE EN MILIEU RURAL

Le concept de l'«identification», développé dans la psychologie par S. Freud, s'est avéré tout aussi applicable en sociologie.<sup>31</sup> En dépit d'efforts répétés pour définir ce concept, l'extension de sa signification n'est pas encore clairement délimitée. A. L. Bertrand et Z. T. Wierzoicki en soulignent l'ambiguïté en ces termes:



*le concept d'identification est perçu comme imitation ou participation à des expériences et émotions d'autrui, ou comme un processus d'identification affective à une personne, groupe ou objet déterminés, et aussi, [...] à un rôle social et même le fait d'identifier un objet.<sup>32</sup>*

Dans la littérature, la distinction entre l'aspect psychologique et l'aspect sociologique de l'identification est généralement acceptée. Le premier signifie d'habitude l'identification d'un individu à un rôle social, tandis que le deuxième est associé à l'intériorisation d'un ensemble de rôles caractérisant un groupe donné.<sup>33</sup>

Laissons de côté une discussion plus détaillée du concept lui-même et admettons que l'identification réfère à l'adhésion affective et mentale d'un individu à une organisation. En nous basant sur les considérations d'Ossowski, nous pouvons analyser l'identification aux organisations de masse comme processus introjectif si le lien psychique avec le groupe est construit en intériorisant les principales règles et objectifs de l'organisation.<sup>34</sup> Elle sera projective lorsque l'individu s'identifie au groupe parce qu'il perçoit les objectifs et les comportements de certains de ses membres éminents comme s'ils étaient les siens propres.

L'étude empirique des signes de l'identification introjective renvoie à l'acceptation des normes et des buts fondamentaux d'une organisation, tandis que l'étude de l'aspect projectif relève de l'analyse de la solidarité avec ses leaders et ses autres membres. Cependant, l'émergence de fractions formées pour satisfaire des besoins particuliers ou pour réaliser certains idéaux spécifiques introduit dans l'analyse de l'identification introjective l'obligation de spécifier les principes idéologiques et normatifs propres à chaque groupe. La difficulté surgit ici de la nécessité de cerner quelque chose d'aussi controversé que les «principes idéologiques catholiques», les «principes idéologiques du socialisme réel» ou encore les «principes idéologiques coopératifs». Cela nous conduirait nécessairement à vérifier jusqu'à quel point les résultats de cette démarche peuvent être endossés par le milieu rural. Une telle opération n'est pas réalisable dans le cadre de ce travail. Nous nous en tiendrons donc à l'acceptabilité des principes normatifs

propres aux organisations particulières dans le sens où ils ont été empiriquement analysés par certains auteurs.

Dans le cas de l'Église, l'objet de l'analyse correspond aux convictions religieuses normatives des catholiques qui sous-tendent l'acceptation ou le rejet des dogmes et des modèles de conduite morale.

Les résultats des recherches empiriques permettent de dégager deux constats majeurs. Premièrement, que le degré d'adhésion aux vérités fondamentales de la religion demeure élevé. Dans les différentes régions du pays, le pourcentage de ceux qui acceptent ces vérités dépasse en général 80 %. Cependant, comme J. Mariański le souligne, durant les années 1967-1976, le taux d'acceptation des dogmes de la religion a baissé, *«en moyenne de 5,9 % (de 0,8 % à 14,5 % selon le genre de dogme). Ainsi un domaine de plus en plus vaste des vérités constitutives du message chrétien a été envahi par le doute. Ce sont des changements légers, mais clairs et réels»*.<sup>35</sup>

Ce phénomène s'accompagne d'une connaissance très limitée de la religion et d'un manque d'intérêt à l'égard des affaires de l'Église, que ce soit en tant qu'organisation formelle ou en tant que communauté idéologique. Une attitude sélective face aux normes morales et religieuses s'ajoute à cette indifférence. *«Bien que l'enseignement du catéchisme a gagné en quantité et en qualité, l'ignorance religieuse persiste voire augmente légèrement»*.<sup>36</sup> L'intérêt porté aux affaires ecclésiastiques, comme le montre W. Piwowarski, est généralement épuisé par quelques commentaires sporadiques *«à propos des différents événements dans l'Église, tant au niveau local que global»*.<sup>37</sup>

L'identification à l'Église est donc principalement d'un caractère traditionnel et relève d'un système culturel paysan beaucoup plus large; elle n'a rien à voir ni avec les intentions ni avec la démarche intellectuelle des individus. Elle fait toutefois preuve d'une stabilité considérable. Nous pouvons dire que les figures du saint patron et du curé représentent les vecteurs majeurs du processus d'identification à la paroisse comme sous-ensemble institutionnel.

L'expression «notre paroisse» se réfère fréquemment au nom du saint patron et à la personne du curé. Il ne s'agit pas seulement de figures, mais aussi de symboles spécifiques de la localité connus de la majorité des paroissiens. Dans notre étude de 1977, près de 76 % des répondants ont été en mesure de nous indiquer le nom du saint patron de leur paroisse et 71 % connaissaient le nom et le prénom de leur curé. Le rattachement de la paroisse aux structures administratives plus larges, notamment au diocèse, est moins bien connu. Dans les districts ruraux étudiés, 68 % en étaient informés. Il n'y a pas de doute qu'en dépit de la perte de nombreuses fonctions, l'identification projective à la paroisse est relativement permanente dans le milieu rural où la distinction entre «nos gens» et les «étrangers» se manifeste *«non seulement dans la paroisse mais aussi au-delà de ses frontières à l'occasion des pèlerinages, des foires religieuses, etc.»*.<sup>38</sup> Simultanément se déroule toutefois un processus de changement dans la perception de l'objet de l'identification de la part des répondants. Dans le milieu rural, la paroisse perd peu à peu son caractère de communauté; elle est considérée de plus en plus comme une institution culturelle locale aux fonctions toujours plus spécialisées.

Au même titre que l'Église, les partis politiques professent des idées et affichent des principes qui déterminent le corpus théorique à la base de leur identité idéologique; ce sont des instruments indispensables de la mobilisation des masses afin de canaliser leur activité sociale dans une direction déterminée. Comme dans le cas de l'Église, ce corpus est plutôt diversifié et englobe différentes sphères de l'activité humaine; bien entendu, avec le temps il subit diverses transformations. Dans le *POUP* certaines orientations sont néanmoins restées relativement stables et continuaient à s'imposer malgré les changements politiques en cours dans les années quatre-vingt, auxquelles même l'intérieur du Parti n'a pu se soustraire. Parmi ces axes invariants figure au premier chef la thèse qui postule que la propriété étatique, envisagée comme l'expression d'un processus socio-historique objectif, constitue le fondement de l'ordre social et la prémisse principale de l'émancipation de l'individu. La thèse voulant que le parti de la classe ouvrière, le *POUP*, doit détenir le monopole du contrôle des processus sociaux et économiques, doit elle aussi être comptée parmi le fonds idéologique permanent du socialisme réel. Ces principes fondamentaux avaient pour corollaire la nécessité de la subordination des intérêts personnels

de l'individu à l'intérêt de l'État et de la classe sociale à laquelle il appartenait. Il faut également signaler qu'on attendait de l'individu qu'il applique à ses activités un système de valeurs fondé sur la philosophie marxiste et, en particulier, qu'il dépasse l'«aliénation religieuse».<sup>39</sup>

Il est évident que les caractéristiques mentionnées précédemment n'épuisent pas toutes les normes idéologiques du parti des travailleurs. Il n'en demeure pas moins qu'elles étaient les plus importantes, bien que dans les années quatre-vingt il était déjà possible d'observer un affaiblissement de l'emprise de la philosophie marxiste et des principes de la propriété d'État comme pierres de touche du socialisme réel.

Les études empiriques sur le milieu rural, même si elles sont fragmentaires, montrent que les principes précédents étaient loin de faire l'unanimité parmi les membres du *POUIP*. Le principe d'un régime économique fondé sur la propriété d'État était le moins accepté: seulement 15 % des répondants y adhéraient. La supériorité du marxisme comme système théorique était tout aussi clairement rejetée (80 % s'en dissociaient). Le plus surprenant était toutefois le fait que 52 % des membres du Parti originaires du milieu rural le considéraient inapte à dépasser la crise socio-économique chronique du pays. De plus, les études menées à cette même période parmi les membres d'origine urbaine du Parti ont mis en évidence un scepticisme encore plus fort à l'endroit de ses principes normatifs et idéologiques. Les études déjà citées et plusieurs autres sources pointaient du doigt également la méconnaissance généralisée des statuts du Parti. Ce que les militants en savaient se limitait à quelques slogans appris par les médias. L'objet principal de l'identification était à la fois la structure organisationnelle de base et l'appareil central. La tendance à s'identifier aux échelons supérieurs («le Comité central», «les autorités centrales» ou «le Politbureau») l'emportait toutefois très nettement. Les personnalités les plus connues étaient le premier secrétaire du Comité central ainsi que le premier secrétaire de l'organisation locale. En dépit du nombre restreint de membres dans un district rural, ils se connaissaient à peine.<sup>40</sup>

Alors que l'Église est identifiée plutôt en de termes locaux et paroissiaux, dans le cas du Parti la référence principale était le sommet de la

hiérarchie. À des niveaux inférieurs, on ne le considérait même pas comme une organisation locale mais, comme une filiale du centre. Par conséquent, si quelqu'un parlait de «notre Église», il avait habituellement à l'esprit l'organisation paroissiale avec son saint patron et son curé. En revanche, si les gens parlaient de «notre Parti», ils pensaient habituellement à l'organisation nationale avec ses autorités centrales.

Un autre modèle différent de l'identification émerge des études sur les organisations de soutien et d'encadrement de l'agriculture et de la campagne, particulièrement des coopératives. Dans son étude, A. Maliszewski souligne que

*les adhérents ignorent les principes de l'organisation à laquelle ils participent» et que «le manque de connaissance des principes coopératifs et des statuts de leur organisation propre, ainsi que le fait que l'information circule mal entre les instances dirigeantes et les membres sont les handicaps décisifs expliquant le peu d'activités des adhérents. L'ignorance de l'idée coopérative est tout aussi courante parmi les membres que parmi les travailleurs de l'organisation.<sup>41</sup>*

Les études de A. Piekara confirment ces observations:

*seulement un quart des membres de la Samopomoc Chłopska coopérative sont disposés à aider leur coopérative en lui rendant de vrais services, par exemple sous la forme d'un travail bénévole ou de l'accroissement de leur contribution aux parts sociales.<sup>42</sup>*

Les travaux cités démontrent que dans la population rurale la connaissance des principes coopératifs est considérée superflue et qu'il y a très peu de gens voulant agir en accord avec le principe d'aide mutuelle dès qu'il implique la possibilité d'un renoncement personnel. La tendance à accepter l'idée d'auto-gouvernement jouit en revanche d'un appui massif. De nombreux indicateurs utilisés dans les études de A. Piekara convergent pour

établir à 90 % le pourcentage des membres de la coopérative qui sont en faveur de l'idée d'auto-gouvernement, comprise comme une influence directe sur l'activité de la coopérative. Mais, du même souffle, 70 % proclament que ce principe ne correspond pas à la réalité. Dans le cas des organisations de soutien et d'encadrement de l'agriculture et de la campagne, une connaissance lacunaire des principes à la base des idées coopératives coexiste avec une certaine réticence à adopter des attitudes d'aide mutuelle et avec l'empressement à accepter l'idée de participation sociale comme méthode de gestion dans une organisation formelle. Bon nombre d'études soulignent qu'en marge de cette attitude laxiste à l'égard des normes fondamentales des coopératives, c'est finalement le personnel qui est le facteur décisif de l'identification avec les organismes de ce type.<sup>43</sup> Le président de la *Samopomoc Chłopska coopérative* ou le gérant du Cercle agricole sont, après le chef du district rural, les personnes les mieux connues du milieu. Cet état des choses est sans doute la conséquence des fonctions exercées par ces organisations auprès des fermes paysannes. La population rurale perçoit en effet la *Samopomoc Chłopska coopérative* et les Cercles agricoles comme structures locales, étroitement encadrées dans le milieu rural. Tandis que l'Église est saisie par son identification avec la culture locale imprégnée des références religieuses, et que le Parti est perçu comme un mouvement de masse étranger au milieu rural, les organisations coopératives sont nettement associées à la localité; mais cette association n'est faite que grâce à la médiation de l'origine locale de leur personnel.

## LES MODÈLES DE BASE DE LA PARTICIPATION AUX ORGANISATIONS DE MASSE

Outre les motifs présidant à l'adhésion et à l'identification psychique, ce sont les modèles de participation (c'est-à-dire les modèles du jeu de rôles attribués aux membres d'une organisation) qui constituent l'autre aspect des liens sociaux décrits dans cet article. Ajoutons que le terme «modèle de participation» réfère à certaines formes prédominantes de conduites empiriques résultant d'une perception claire du rôle d'un membre dans une organisation.<sup>44</sup>

Dans les études déjà citées, W. Piwowarski a énuméré six différents types de participation paroissiale caractérisant le milieu rural. Le premier correspond à un «paroissien-usager» ordinaire, qui «n'est pas le sujet mais plutôt l'objet de l'activité paroissiale. On n'attend de lui aucune initiative...». Le second type est le «paroissien-client», «celui qui "achète" les services vendus par le clergé». <sup>45</sup> Le troisième est le «paroissien-usager» dont la contribution est requise pour l'entretien de la paroisse ou des prêtres, sous la forme par exemple d'offrandes. On n'attend toutefois pas de lui ni initiative ni participation aux activités paroissiales. Le quatrième type est le «paroissien soumis», exécutant fidèle des règles de l'Église et des instructions édictées par l'administration paroissiale. Le cinquième type est le «paroissien-mandataire» qui prend part aux activités de la paroisse dans le sens administratif ou théologique. Le sixième type, finalement, est le «paroissien-associé», conscient de son activité, intervenant dans les pratiques religieuses et réalisant des tâches au bénéfice de la paroisse. W. Piwowarski affirme que

*parmi les paroissiens de la région de Poulawa, le type «paroissien-usager» est le plus courant: c'est un catholique qui s'en remet à l'administration cléricale et participe, à un degré variable, à l'entretien de la paroisse et de ses leaders. Un tel paroissien est lié à la paroisse par des relations interindividuelles au sens précédent. Le clergé lui rend des services et il les accepte en récompensant quelques-uns.* <sup>46</sup>

Nous pouvons donc remarquer que les orientations externes et sociocentriques qui caractérisent l'adhésion consciente à l'Église se métamorphosent en orientations plutôt externes et égocentriques à mesure que l'adhérent assume son rôle de membre de la communauté paroissiale.

Les typologies des différentes manières de jouer le rôle de membre du Parti, propres au milieu rural, ont aussi été prises en considération dans nos études de 1986. Cinq types ont été mis en évidence, selon le niveau de l'activité du membre, mesurée par la fréquence de ses assistances aux réunions, par sa sollicitude à exécuter des tâches au profit de l'organisation ou à remplir certaines fonctions, etc. Le premier type correspondait aux membres nominaux, c'est-à-dire ceux qui tout en étant sur la liste des

adhérents, ne remplissaient aucune obligation statutaire. Parmi les répondants du district rural, 16% correspondaient à cette situation. Le deuxième type, regroupait ceux qui à l'occasion assumaient les obligations de base d'un membre (ils payaient leur cotisation et chaque année ils prenaient part à une réunion de l'organisation). Il s'agissait du type le plus courant, représentant 41 % des répondants. Le quart d'entre eux ont été inclus dans le groupe des «non engagés», se bornant à se conformer à leurs obligations statutaires, alors que 19 % ont été classifiés comme «actifs», c'est-à-dire s'impliquant au-delà des strictes exigences réglementaires. Finalement, un maigre 4 % des répondants pouvaient être considérés comme militants «très actifs». Il convient de remarquer qu'il s'agissait surtout de personnes occupant une fonction rémunérée, réservée aux membres du Parti dans le district rural ou dans la *voïvodie*. Nous avons utilisé des critères identiques dans notre étude sur les membres de *Solidarité* des exploitants individuels, réalisée en 1991. Il est apparu que près de 40 % des adhérents répondaient à la description d'une participation «nominale». Il s'ensuit que près de la moitié des interviewés ne remplissaient même pas les obligations élémentaires de membre. Le deuxième type, se contentant d'une participation sporadique, représentait 30 %. Le groupe suivant, remplissant seulement les obligations de base, correspondait à 25 % des répondants. Les «actifs», qui s'impliquaient au-delà du strict minimum, comprenaient à peine 5 % des membres. Nos observations montrent donc que le niveau d'engagement des membres de *Solidarité* dans les activités de leur organisation a fortement décliné depuis le début des années quatre-vingt.

Il est surprenant que le mode d'exécution du rôle de membre dans les organisations aussi différentes que l'Église, le Parti, ou *Solidarité* apparaît en fin de compte assez similaire. Les recherches montrent que la participation aux activités paroissiales se réduit le plus souvent à l'assistance au service dominical et à la participation à la messe à l'occasion des fêtes religieuses, à quelques offrandes et quelques gestes rituels assez sporadiques. Cela est tout à fait analogue à la participation au *POUP* au cours des années quatre-vingt, et à la situation actuelle de *Solidarité* des exploitants individuels. Jouer le rôle du membre correspond ainsi à l'assistance symbolique à quelques réunions et au paiement de la cotisation. Une certaine différence réside toutefois dans le fait que les conduites, gestes et emblèmes manifestant l'adhésion à l'Église



ont profondément pénétré la vie quotidienne de la population des campagnes. La religion teinte ainsi inconsciemment beaucoup de situations de la vie quotidienne, constituant une partie intégrante de la culture des campagnes où le sacré et le profane tendent à être confondus. Les conduites et les symboles qui témoignent de l'adhésion au *POUP* sont surtout rendus manifestes à l'occasion des réunions de l'organisation. Ils ne sont pas montrés publiquement dans d'autres contextes sociaux et n'affectent guère la vie quotidienne de l'individu. Il s'agit donc de comportements essentiellement occasionnels.

Nous avons constaté qu'une situation similaire prévalait dans *Solidarité* des exploitants individuels. Alors que dans les années quatre-vingt, les membres de l'organisation affichaient avec enthousiasme leur appartenance au syndicat et mettaient en évidence publiquement ses symboles, même dans des situations qui n'avaient rien à voir avec la vie de l'organisation, dix ans plus tard le recours aux symboles de ce mouvement dans la vie de tous les jours est très limité. C'est une conséquence de l'attitude critique croissante des ruraux à l'égard de *Solidarité* en tant que mouvement social. Pour un habitant moyen de village, le slogan «Solidarité» signifie de plus en plus une forme institutionnalisée de carriérisme dans le nouvel ordre social. *«Il était un temps où Solidarité était importante pour les gens. Aujourd'hui si vous dites aux gens que vous est membre de Solidarité, il vous dirons d'aller vous faire pendre»*, a admis avec amertume le dirigeant de cette organisation dans un des districts ruraux de la voïvodie de Kalisz, où nous avons réalisé notre recherche en 1991.

Le système des sanctions frappant les personnes n'ayant pas adhéré à telle ou telle autre organisation est lui aussi différent. L'adhésion à l'Église est une affaire de communauté, elle conditionne une dimension importante de l'identité culturelle de l'individu. L'adhésion aux organisations agricoles n'a pas de conséquences identitaires équivalentes et est laissée au libre choix de chacun.

En ce qui concerne les organisations économiques oeuvrant à la campagne et en agriculture, la nature prédominante du membership est nominale et passive; ce sont des «clients» dans la terminologie de

Piwowski. Pour eux, la participation se limite pour l'essentiel à la consommation de certains services et à leur rétribution. Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, un membre de ces organisations jouait aussi le rôle de client, bien que très spécial, à l'égard duquel le personnel de l'organisation était dans la position à la fois de «protecteur», d'«usurier» et de «monopoliste». Maintenant les rôles se sont renversés, puisque l'existence de l'organisation dépend désormais du «client». Les types de participation aux organisations formelles témoignent de l'institutionnalisation continue des organisations de masse malgré les tentatives de reconstruire les liens communautaires dans leur sein. La prédominance des relations verticales inspire le sentiment d'aliénation, moins culturelle que sociale. Le type le plus courant d'interaction est le contact entre le membre et le personnel et non les contacts entre les membres eux-mêmes. Ces organisations ne constituent donc pas des bases pour la formation de nouvelles structures communautaires, mais plutôt des «agences» d'un monde externe. Ceci conduit à son tour à l'autonomisation de leurs groupes dirigeants et à la manipulation de la masse des membres par l'élite sur laquelle la base passive n'exerce en fait aucun contrôle.

## L'ADAPTATION

Dans les sections précédentes de notre texte, nous avons considéré les liens sociaux de la population rurale avec les organisations de masse propres au milieu rural comme étant, d'une manière générale, institutionnalisés. Nous avons aussi indiqué qu'à part des signes externes et strictement codifiés, peu de place restait pour des liens plus profonds, conscients et spontanés, des masses avec les structures organisationnelles (à l'exception, il va de soi, des liens traditionnels forts avec l'Église catholique et les liens spontanés qui ont soudé la population autour de *Solidarité* au début des années quatre-vingt). Malgré cela, ces organisations ont regroupé un nombre considérable de membres. Une question cruciale peut donc être posée: pourquoi la population rurale se plie aux exigences de ces organisations formelles et y participe ? Il semble que l'existence des mécanismes adaptatifs suivants est susceptible d'éclairer le problème.

Le premier consiste dans la métamorphose des buts de l'organisation en objectifs compatibles avec ceux de leurs membres. En d'autres mots, les buts «officiels» sont détournés de leurs visées originelles et adaptés de manière à servir les participants. Ce processus témoigne des efforts des individus pour maintenir leur autonomie et donner la priorité aux buts individuels sur les buts propres de l'organisation. Dans une telle situation, les organisations de masse dans le milieu rural tendent à être transformées en un espace de conflits exprimant les besoins individuels des membres plutôt que d'être un lieu d'intégration des buts collectifs.

Le deuxième mécanisme passe par l'effacement de l'idéologie comme raison justifiant l'appartenance à une organisation. Pour la population rurale, les idées, en tant que fondement des liens sociaux, perdent rapidement toute signification. Si elles affleurent à la conscience des répondants, c'est habituellement sous la forme de slogans stéréotypés. Ce qui prédomine, c'est une attitude pragmatique devant la vie. Les principes idéologiques sont tenus pour redondants, voire pour obstacles à la réalisation des objectifs essentiels de la vie quotidienne.

La seule idéologie contraignante et couramment admise est le bien du groupe de base auquel appartient chaque individu. Tout ce qui aide à la réalisation de cet objectif est acceptable peu important les circonstances. Il s'ensuit une tendance naturelle à multiplier les mécanismes sécuritaires et d'adhérer à plusieurs organisations différentes. C'est pourquoi l'adhésion simultanée à des organisations dont les orientations idéologiques sont disparates ne cause aucune tension schizoïde et ne menace nullement l'équilibre mental des individus. Il en est ainsi parce ces normes idéologiques contradictoires n'occupent pas de place centrale dans la conscience des individus, pas plus qu'elles n'affectent leur expérience réelle. Elles sont en revanche un tremplin pour concrétiser une valeur autrement primordiale: le bien de la famille et de l'exploitation. L'intérêt de l'individu et du petit groupe auquel il appartient ne se confond avec l'intérêt d'aucune des organisations de masse qui quadrillent le milieu rural. Malgré la pression des normes institutionnelles, l'individu s'évertue à conserver sa position de sujet dont l'attitude à l'égard des organisations formelles est instrumentale, motivée uniquement par ses capacités et besoins propres. Il ne prend pas au

sérieux les normes institutionnelles et choisit parmi elles au gré de ses intérêts, en acceptant formellement celles qui lui semblent utiles dans la vie de tous les jours. Leur contenu, incompréhensible, lui est soit indifférent, soit remplacé par un sens spécifique s'écartant complètement de l'interprétation officielle. Cette attitude est le corollaire de l'absence d'expression subjective des membres au sein des organisations de masse dans le milieu rural, ainsi que des formes centralisées d'exercice du pouvoir qui leur sont propres. Il s'ensuit que les propos de Florian Znaniecki n'ont pas perdu toute leur signification, même s'ils datent d'il y a soixante-dix ans:

*bien que le district rural soit organisé selon le principe d'auto-gouvernement, sa liberté est souvent limitée par les directives administratives de l'État. Dans le district rural, le pouvoir est effectivement exercé par le secrétaire du Parti [...] En ce qui concerne la paroisse, le pouvoir du prêtre est absolu ...<sup>47</sup>*

Le paysan, dont la position à l'égard du système institutionnalisé est plus faible, ne tentera pas d'y résister. La tactique de rébellion est rare pour diverses raisons. Tout d'abord, parce que la population rurale et la paysannerie en tant que classe au premier chef est très hétérogène en ce qui concerne les objectifs et les intérêts.<sup>48</sup> Qui plus est, la conviction que chaque système comporte des visées répressives à leur égard a profondément imprégné la conscience paysanne. Par conséquent, les paysans tentent toujours d'amadouer le système institutionnel, de ruser avec lui ou de l'acheter plutôt que d'engager un combat désespéré.

Toutes ces actions sont possibles grâce au fait que le système institutionnel exogène est actualisé sur le terrain par le biais de contacts personnels et sociaux. Le troisième mécanisme d'adaptation repose donc sur la personnalisation des relations sociales au sein d'une organisation de masse.

En réalité, les organisations formelles fonctionnent comme un système de groupes de base.<sup>49</sup> Grâce au fait qu'elles regroupent les «connaissances», il est possible d'agir sur elles en faisant appel à la panoplie des méthodes ayant fait preuve de leur efficacité dans la vie quotidienne. L'échange de services avec les gérants et le personnel de l'institution, la corruption et la

recherche de soutien auprès des personnages haut placés dans la hiérarchie font partie de ces stratégies. La population rurale considère tout à fait naturelles ce genre de conduites. L'individu estime que le personnel de l'institution n'attache pas plus de sérieux aux principes idéologiques que lui-même et qu'il applique par conséquent les valeurs identiques, orientées vers de petits groupes et non vers les grandes organisations ou l'État.

La prépondérance des contacts personnels a d'autres conséquences importantes. La connaissance personnelle des dirigeants atténue le degré d'isolement des structures institutionnelles. Ne pouvant pas être maîtrisées, elles deviennent quand même moins étrangères si des fonctions importantes y sont assumées par des personnes familières. De plus, de telles accointances deviennent le pivot de la communication entre les dirigeants de l'organisation eux-mêmes. Les contacts personnels serrés permettent d'accomplir des tâches qui entrent parfois en contradiction avec le statut de l'organisation et la loi, mais dont les retombées sont positives pour la communauté. La personnalisation des contacts dans les structures organisationnelles est à l'origine de leur transformation en une communauté de groupes d'intérêts opposés, qui savent leur cohérence en tant qu'institution.

## CONCLUSION

Depuis les années soixante-dix, le mode de participation aux organisations de masse qui prévaut dans le milieu rural polonais peut être appelé attitude d'adaptation. Son essence s'exprime par une forte orientation de l'individu vers le groupe de base accompagnée d'une approche instrumentale des organisations formelles. L'aspect innovateur de cette attitude réside dans le fait que l'individu, ne reconnaissant pas les présupposés idéologiques de l'activité de l'organisation, y adhère afin de les rendre utiles pour lui-même par tous les moyens possibles. Il y parvient le plus souvent par l'entremise des contacts personnels. Dans la même foulée, il a recours à des méthodes contraires à la loi, mais que la coutume tolère ou encourage. Dans ce domaine tout est permis en autant que cela augmente le bien-être du groupe de base. Ce modèle utilitariste de participation s'avère très stable dans le temps. Son explication ne devrait pas être cherchée dans

le domaine de la conscience sociale, mais plutôt dans l'hétérogénéité des éléments structureaux institutionnels par rapport aux valeurs culturelles principales acceptées et reconnues par le milieu rural. Il appert que si la vie rurale en Pologne continue d'évoluer sous l'influence prépondérante de vastes organisations de masse et si toute la gamme des associations volontaires est négligée, alors l'apathie, la passivité et l'aliénation sociale se poursuivront. Dans un tel contexte, la société ne sera en mesure que de créer des modèles de conduites adaptatives. Mais cela ne suffit guère pour atteindre les objectifs du développement.

## NOTES

1. P.M. Blau et W.R. Scott, *The formal Organisation*, Chandler Publishing Company, 1962.
2. R. Maclver et C.H. Page, *Society An Introductory Analysis*, London, MacMillan, 1959.
3. M. Hirszowicz, *Wstep do socjologii organizacji*, Warszawa, 1967.
4. R. Bierstedt, *The Social Order*, New-York, McGraw-Hill, 1957.
5. L. Nelson, C.E. Ramsey et C. Verner, *Community Structure and Change*, New-York, 1960.
6. W. Kornhauser, *The Politics of Mass Society*, London, Routledge and Kegan Paul, 1959.
7. J. Szczepanski, «Osobwosé ludzka w procesie kształtowania społeczeństwa socjalistycznego» dans J. Scepanski, *Omiany Czasu terdzniejszego*, Warzawa, 1973.
8. S. Ortiz, «Reflections on the Concept of Peasant Cognitive System» dans *Peasants and Peasant Societies*, London, Selected Readings, Penguin Books, 1973.
9. *Ibid.*
10. T.W. Thomas et F. Znaniecki, *Chlop polski w Europie i Ameryce*, Warszawa, 1976.
11. R.K. Merton, *Teoria socjologiczna a struktura społeczna*, Warszawa, 1971.
12. P. Rybicki, *Struktura społecznego swiata*, Warszawa, 1979.

13. S. Nowak, «Przekonania i odczucia uspolczesnych» dans Polkow portret własny, Krakow, 1979.
14. W. Piotrowski, «Miejska spolecznosc lokalna a organizacje terenowe», ZBRU, n°32 [1963].
15. J. Marianski, «Zmiany religijnosci ludowej w érodowiska wiejskim» dans W. Piwowarski, éd., Religijnuosc ludowa, Wroclaw, 1983.
16. Ibid.
17. W. Piwowardki, Religijnuosc wiejska w warunkach urbanizacji, Warszawa, 1971.
18. Annuaire statistique, 1989.
19. Z. Ivanicki, "Participation of Farmers in Activities of Rural Institutions and Organisations", Zeszyty Naukowe Uniwersytetu Lodzkiego, ser. III, n° 10 [1976].
- A. Piekara, Funkcje spoleczne gminnych spoldzielni Samopomoc Chlopska w opinu rolnikow, Warszawa, 1977.
- F.W. Mleczo, Spoldzielczosc w spolecznosci, wieakicj, Warczawa, 1971.
20. Annuaire statistique, 1989.
21. M. Hirszowicz, op. cit.
22. W. Piwowarski, op. cit.
23. Ibid.
24. F.W. Mleczo, op. cit.
25. Ibid.
26. Ibid.
27. A. Kozuch, «Opinie rolnikow o aktywnosci Spoldzielni, Kolek Rolniczych», Spoldzeczy Kwartarnik Nawkowy, n° 4 [1986].
28. Les données faisant défaut quant au PPU, nos observations concernant les motifs d'adhésion aux organisations politiques sont énoncées sous toute réserve.

29. A. Pickara, *op. cit.*
30. J. Reykowski, *Motywacja Postawy prospołeczne a osobowosc*, Warszawa, 1986.
31. P. Halmos, «Identification» dans J. Gould et W.L. Kolb, *Dictionnary of the Social Sciences*, Free Press corporation, 1964.
32. A.L. Bertrand et Z.T. Wierbitzki, «Socjologia wsi w stanach Zjednoczonych», *Stan 9 tendencje royjowowe*, Wroclaw, 1970.
33. J. Marianski, «Identyfikacja z parafia miejska», *Wież*, n° 11 [1974].
34. L. Ossowski, *O osobliwosciach nauk spotecznych*, Warszawa, 1962.
35. J. Marianski, «Zmiany religijnosci ludowy w srodowoisku wiejskim», dans W. Piowowarski, éd. *Religijnosc ludowa*, Wroclaw, 1983.
36. J. Marianski, *op. cit.*
37. J. Piowowarski, *op. cit.*
38. J. Marianski, 1974, *op. cit.*
39. J. Szczepawski, *op. cit.*
40. Ce dernier fait aurait pu résulter de la spécificité de la distribution de la population rurale. Il nous semble toutefois que la raison principale de cet état des choses soit la forme projective de l'identification qui réduit la portée des relations horizontales. Voir *infra*.
41. A. Maliszewski, «Aktywnosc czlonskowa w spoldzielni mléczarskiej», *Spoldzieczy Kwartalnik Naukowy*, n° 2 [1986].
42. A. Pickara, *op. cit.*
43. *Ibid.*
44. A. Klosowska, *Kultura masowa*, Warszawa, 1980.
45. W. Piowowarski, *op. cit.*
46. *Ibid.*



47. T.W. Thomas et F. Znaniecki, *op. cit.*
48. T. Shawin, «Peasantry as a Political Factor», dans *Peasants and Peasant Societies*, London, Penguin Books, 1973.
49. L'Église, l'organisation la plus centralisée, constitue toutefois une exception à cette règle.

## BIBLIOGRAPHIE

BILLIS, D. «A Theory of the Voluntary Sector: Implications for Policy and Practice», Working Paper 5, The London School of Economics and Political Science, 1989.

MAYER, J.W. et B. ROWAN. «Institutionalized Organisations: Formal Structure as Myth and Ceremony», *American Journal of Sociology*, no 2, [1979].

PIEKARA, A. «Wjeiskie instytucje lokalne, ich społeczne uwarunkowania i funkcje we współczesnej Polsce», *Roczniki Socjologii Wsi*, t. 16. [1978].

*Rocznik statystyczny GUS*, 1989.

*Rolnicy o funkcjonowaniu organizacji gospodarczych i społeczno-zawodowych na wsi*, *Wiś i Rolnictwo*, nr 7, [1976].

SOWA, K.Z. *Elementy socjologicznej teorii arzeszeń*, Warszawa, 1976.

WARREN, R.L. «Interorganizational Field as a Focus of Investigation». *Administrative Science Quarterly*. Vol. 12, no 3, [December 1967].

**ENTRE LE DÉCLIN ET LE RENOUVEAU:  
QUELQUES CONSIDÉRATIONS SOCIOLOGIQUES  
À PROPOS DE LA PRIVATISATION DE L'ENTREPRISE  
POLONAISE**

**Jean-François SIMARD**

**AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS**

Ce texte n'a pas un caractère scientifique. Il relève du domaine de l'observation et de l'opinion. Par conséquent, les commentaires et les idées qui le composent risquent de ne pas faire consensus. De toute manière là n'est pas l'objectif de cet article qui se veut l'expression, noir sur blanc, d'une série de réflexions personnelles que j'aimerais partager avec vous.

La conceptualisation de ces idées, fruit de passionnantes discussions quotidiennes avec les membres de notre groupe, n'aurait jamais vu le jour sans le formidable esprit d'équipe qui nous unissait. Notre stage en Pologne qui devait être à l'origine un simple lieu de passage et de bavardages universitaires fut dans les faits un extraordinaire et stimulant lieu de partage.

Merci à toute l'équipe!

«La véritable marque de la vitalité, ce n'est pas de durer, c'est de renaître.»

*Charles Gide*

## INTRODUCTION

La décade des années quatre-vingt a été le théâtre de bouleversements politiques majeurs qui ont changé la face du monde et particulièrement marqué l'ensemble de la société polonaise. Géographiquement situés à l'Est de l'Europe, le dos tourné à la Russie, les Polonais refusent aujourd'hui d'être considérés comme des citoyens de l'Europe de l'Est. Ils sont fiers de leur racine catholique romaine, bien distincte du byzantisme orthodoxe. Ils chantent la liberté. Tant bien que mal, ils battent au rythme de l'économie de marché. Ils se veulent définitivement Européens.

La Pologne vit présentement une délicate période de transition entre le défunt système stalinien et le système capitaliste de type keynésien. Mon objectif est de vous présenter certains éléments de cette transition que j'ai eu la chance d'observer durant mon séjour en Pologne. Un séjour où les occasions furent nombreuses de constater les énormes sacrifices que s'imposent et subissent les Polonais pour réussir le passage d'une économie planifiée à une économie de marché. Mais aussi, un séjour au cours duquel nous avons été les témoins de comportements et d'attitudes qui confirment bien que les mentalités polonaises n'évoluent certainement pas au même rythme que leur système politique et économique. Bref, un séjour marqué au sceau du déclin et du renouveau!

Je vous invite donc à venir découvrir avec moi cette société en plein changement, qui, tel un funambule agacé par la grisaille du vent, risque de perdre pied à tout moment!

Bon voyage!

## LE DÉROUTANT MARIAGE D'UNE SOCIÉTÉ OCCIDENTALE À UNE ÉCONOMIE "EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT".

Principalement au centre-ville de Varsovie, autour des grands hôtels et des gares de cette jeune capitale - jeune, puisqu'en effet Varsovie fut complètement détruite au cours de la Seconde Guerre mondiale et reconstruite depuis selon les plans originaux - mais aussi au coeur du vieux Cracovie, à Lodz, à Vraclav, enfin bref, aux quatre coins de la Pologne urbaine que nous avons eu l'occasion de visiter, chaque fois se présentait à nos yeux un même visage, partout se répétait le même spectacle, un scénario qui devient rapidement familier: des centaines et des centaines de marchands de la rue qui s'activent sous l'influence du libre-marché comme des pissenlits au printemps.

Tout cela, n'est évidemment pas sans me rappeler les marchés africains. Contre mauvaise fortune bon coeur, ces vendeurs vous offrent des étalages improvisés, construits à même des boîtes de carton et des abris de bois rudimentaires, quand les marchandises ne reposent tout simplement pas sur le trottoir. D'autres, peut-être plus fortunés, ont la chance d'être installés dans de petite roulottes, aux couleurs attrayantes et facilement déplaçables, comme quoi ils auraient déjà compris toute l'importance de la mobilité spatiale au sein d'une économie libérale.

En Pologne, la pénurie n'existe pas... À tous le moins pas dans la rue! On y vend de tout: des cassettes, de petits jouets importés d'Asie, bien sûr des paquets de cigarettes, des livres de tout genre, des objets pieux, des

sous-vêtements, des souvenirs, quelques fruits et du Pepsi! En cette matière, Québécois et Polonais partagent les mêmes préférences pour la houille distillée!

Toute cette frénésie du commerce, première vague de privatisation, s'opère au moment même où la Pologne post-socialiste vit une adaptation fort difficile à l'économie de marché. Depuis janvier 1990 seulement, c'est près de deux millions de chômeurs qui se sont vu entraînés dans la spirale infernale de l'hyperinflation (près de 1000% en 1989 mais jugulé depuis 1991) et de la baisse du pouvoir d'achat.

Malgré leur pauvreté, les salariés sont multimillionnaires, multimillionnaires de zlotys. Le salaire moyen pratiqué en Pologne oscille autour de deux millions de zlotys par mois. Le salaire couramment payé aux enseignants du primaire et du secondaire est encore moindre, environ 1,5 millions. Alors qu'il était possible, lors de notre passage, d'échanger grosso modo 10 000 zlotys pour un dollar canadien le calcul est rapide. Le salaire moyen d'un polonais équivalait à près de 1800 dollars canadiens par année.

Un mois de salaire équivalait à cinq pleins d'essence super, ou à la location d'un petit deux pièces très ordinaire sur le marché "libre". Un téléviseur couleur vaut cinq mois de salaire et une magnifique Lada "made in Poland" peut s'obtenir pour l'équivalent de cinquante mois de salaire.

À toute fin pratique, un Polonais consacre près de 65% de son salaire officiel à la nourriture. Dès lors, tout observateur avisé est justifié de se demander comment un individu, fut-il même polonais, peut faire pour vivre avec les 35% restants? Voilà un mystère bien difficile à percer tellement les Polonais sont à la fois discrets et évasifs sur le sujet. Cette situation implique que pour survivre ces derniers doivent rivaliser d'astuce, en s'incorporant à une économie de marché encore chancelante. Cela ne se traduit pas. Un deuxième emploi, des combines et des trafics les plus divers, de la débrouillardise, l'entraide familiale, etc. Tous les moyens (ou presque!) semblent acceptables.

Quoi qu'il en soit, les intellectuels polonais qui nous servaient d'interprètes s'avéraient très réticents lorsqu'il s'agissait d'aborder cette réalité qu'est le phénomène de l'économie informelle, comme si c'était d'une plaie sociale qu'on préfère oublier, comme si c'était d'une action dégradante, d'autant plus répugnante qu'elle est nécessaire. Le phénomène de l'économie de l'ombre m'a donc semblé se glisser au "top ten" du palmarès des sujets tabous. Peut-être m'aurait-il fallu parler polonais, ou boire plus de vodka pour en savoir davantage?

L'ensemble de ces propos pourraient éventuellement vous laisser croire que le chaos social et la crise économique ont jeté à la rue des milliers de Polonais et que l'itinérance est fortement développée. Or, il n'en est rien (du moins pas pour l'instant)! Le mystère polonais, c'est qu'on ne voit pas à Varsovie plus de signes de pauvreté que dans les grandes villes occidentales. Même avec un niveau de vie très bas, la Pologne n'est ni socialement ni culturellement le Tiers-monde.

La situation n'est pas pour le moins très grave. Il relève presque du miracle que le gouvernement Mazowiecki-Walesa ait réussi, depuis 1989, à imposer de brutales réformes économiques sans provoquer d'explosions sociales. Sans l'avouer expressément, les Polonais nous font comprendre qu'ils reconnaissent qu'il n'y a aucun moyen de faire l'économie de cette austérité s'ils veulent remettre le pays sur la voie de la prospérité. À l'inverse des campagnes électorales nord-américaines, les principaux candidats à la présidence polonaise se sont fait un devoir, lors de la campagne présidentielle de 1990, de ne promettre rien d'autre qu'une plus grande austérité et des lendemains encore plus durs.

Malgré l'apparente sincérité de ces discours et l'effective application de mesures draconiennes, les Polonais ne sont pas à la veille de voir le bout du tunnel de la reprise économique. On ne s'est pas encore résolument attaqué à cet immense défi que constitue la modernisation de l'industrie polonaise, essentiellement composée de mines de charbon périlantes, de chantiers navals déficitaires et d'usines de textiles et de chaussures invendables.

Comme le disait l'ex-premier ministre Tadeusz Mazowiecki, l'avenir de la Pologne peut se résumer ainsi: "*Du sang, de la sueur et des larmes.*"<sup>1</sup>

Ces propos traduisent bien l'idée que la fin du COMECON et l'entrée de la Pologne dans la jungle de la concurrence internationale exigeront bien plus des Polonais que l'exercice de certaines vertus chrétiennes et l'acceptation de réformes économiques majeures. Au-delà de l'acquisition de nouvelles technologies qui visent l'accroissement de la productivité industrielle, c'est dans leur rapport au travail que les post-socialistes polonais auront à faire la plus grande révolution. Il ne suffit pas d'adopter le régime capitaliste pour devenir capitaliste. Il ne s'agit pas de privatiser une entreprise pour qu'elle devienne rentable. Les changements que vit la Pologne supposent et imposent un état d'esprit nouveau.

*Toute aussi fondamentale que l'évolution de Solidarnosc est celle de la population. Nous insistons sur la nécessité d'une «Révolution des mentalités» de la société polonaise, car c'est la condition sine qua non pour que la Pologne réussisse sa transition. C'est selon nous, la «Priorité des Priorités» dans les prochains mois et surtout les prochaines années, car c'est un travail de longue haleine. Tous nos interlocuteurs se sont accordés pour certifier que cette évolution était indispensable. Halina Suwala estimait que cela prendrait une ou deux générations avant que cela ne soit effectif.*

*À quoi bon changer un système si on ne change pas l'esprit des personnes qui vivent dans ce système? Les réformes politiques et économiques verront leurs effets réduits à néant si la population continue de penser, d'agir, de se comporter comme elle l'a fait pendant des décennies et comme elle le fait encore maintenant. Ces attitudes, cette mentalité sont impensables dans un système comme le nôtre, et pas plus supportables.<sup>2</sup>*

## **VERS UNE NOUVELLE ATTITUDE FACE AU TRAVAIL**

Avant son départ, le petit occidental que je suis entretenait beaucoup de préjugés à l'endroit de la productivité des travailleurs sous régimes

socialistes. Je me les imaginais tous à flâner, bavarder, prendre un coup en cachette ou quitter le bureau une heure plus tôt, histoire de faire une petite visite à la voisine d'en bas, tout cela avec la bénédiction de directeurs d'usines qui ne sauraient que faire de travailleurs exemplaires.

Depuis son retour, le petit occidental que je suis entretient tout autant de préjugés (quoiqu'en réalité légèrement différents) à l'endroit de la productivité des travailleurs sous régimes postsocialistes...

Lors de notre arrivée à Cracovie, un spectacle anodin, mais néanmoins fort révélateur, vint renforcer mes convictions. L'hôtel, que l'on nous avait recommandé en raison de ses prix raisonnables et de sa proximité du centre-ville, était en rénovation lors de notre passage. Au moment de notre arrivée, il n'était pas encore midi, une dizaine de travailleurs s'employaient au changement de la porte centrale de l'édifice. L'opération dura toute la journée, perturbant par le vacarme et le va-et-vient incessant dont ils étaient la cause, toutes les activités à l'entrée de l'hôtel, au détriment du service à la clientèle. En fin de soirée, de retour de nos activités "scientifiques", nous remarquons que la porte, alors finie d'installer, ne fermait pas complètement, une erreur de mesure — conclut notre éminent docteur en mathématique et chef de délégation, Monsieur Oleg Stanek — avait dû s'introduire dans le calcul de nos ouvriers. Ainsi donc, nos joyeux lurons recommencèrent à zéro tout leur travail, se souciant peu de la vocation d'un hôtel, fut-il même étatique, à savoir: assurer le sommeil de ses clients.

Un bourdonnement frénétique, résultat d'une activité maladroite, pour ne pas dire chaotique, reparti de plus belle. Sans aucun doute, cette journée s'annonçait fructueuse pour nos amis de la construction! À notre retour, nous pûmes constater l'évolution des travaux. Le résultat était manifestement positif, car la porte fermait convenablement! Il ne restait plus maintenant qu'à poser les vitres de cette charmante devanture! Enfin, bref, une broutille pour notre efficace équipe d'installateurs qui reprit vaillamment son boulot le matin venu, jour de notre départ pour Varsovie. Nous avons donc quitté Cracovie sans pouvoir apprécier le résultat définitif des améliorations apportées à la porte d'entrée de l'hôtel!



Cette anecdote n'est pas une fabulation de mon esprit. C'est le triste constat d'une réalité sociale différente de la nôtre. De nombreux auteurs ont dénoncé l'improductivité des travailleurs en régime socialiste. Mentionnons-en deux au passage:

Non seulement le niveau de productivité observable dans les pays socialistes demeure nettement en-dessous de celui des pays occidentaux: la productivité de l'ouvrier industriel soviétique tourne autour de la moitié de celle de son homologue américain; celle de l'ouvrier est-allemand se situe aux deux tiers des performances de l'ouvrier ouest-allemand. Mais, de surcroît, les rythmes de progression déclinent.<sup>3</sup>

*La société communiste, je le répète, est une société de gens qui travaillent mal. Ce n'est pas un trait propre aux Russes. L'expérience des autres pays communistes renforce cette affirmation.*<sup>4</sup>

Faut-il déduire de ces propos que les travailleurs polonais qui ont été formés sous l'école socialiste sont irrémédiablement condamnés à la médiocrité et à l'inefficacité ? Je ne le crois pas! Il faut comprendre qu'un demi-siècle d'influence soviétique, quarante-cinq ans de régime communiste nous séparent. Coincé un demi-siècle durant sous la férule de l'État, l'initiative individuelle est devenue anémique!

En l'absence de risques de faillite, en raison du soutien de l'État; en l'absence de pressions financières, du fait qu'elle ne soit pas dans l'obligation de trouver ses capitaux sur le marché; en l'absence d'actionnaires privés auxquels elle n'a pas de comptes à rendre et puisqu'elle n'a pas à répondre aux besoins de ses consommateurs afin de survivre<sup>5</sup>, étant donné sa situation de monopole et la captivité des marchés du COMECON, il est donc compréhensible que l'entreprise socialiste n'ait jamais développé de réflexes pour la rentabilité et la productivité.

Dans ce contexte, il n'est pas difficile de comprendre l'effet d'osmose organisationnel auquel s'intégraient, consciemment ou non, les ouvriers.

Qui plus est, les travailleurs des pays socialistes n'avaient pas seulement droit au travail, ils étaient dans l'obligation de travailler. S'ils contrevenaient à cette obligation, ils étaient considérés comme des parasites sociaux et relevaient alors des tribunaux. Cette interprétation politique et sociale du rôle du travail a bien sûr profondément marqué la relation qui unit l'employé à son devoir. Ayant son emploi et son salaire assurés par l'État, un employé n'avait pas, de manière concrète, de source de motivation à travailler mieux et plus qu'un autre. Peu importe la qualité du travail qu'il accomplissait, peu importe qu'il ait réalisé sur ses heures normales de travail des occupations extérieures à ses fonctions en utilisant le matériel de l'entreprise, peu importe qu'il ait pris de son temps pour participer aux activités du Parti, le travailleur n'était tenu qu'à deux choses: remplir les normes de production mensuelles établies par l'entreprise et demeurer physiquement sur les lieux de l'usine.

Cette délinquance économique — pour certains attribuable à une résistance interne au régime —, l'alcoolisme et d'autres problèmes de même acabit, constituaient des menaces pour la productivité de l'entreprise d'autant plus tolérables que le licenciement d'un travailleur s'avérait une opération juridiquement presque impossible et politiquement mal vue par les autorités du Parti qui se faisaient un point d'honneur d'afficher des taux de chômage plus bas que ceux des économies capitalistes.

Ce dispositif juridico-politique visait la suppression de tout chômage apparent. Mais, selon Drach, il y avait aussi dans ce processus une fonction évidente de contrôle social. Ce dernier explique:

*Tout comme la « maison de travail » de Bentham devait assurer le gardiennage et la surveillance des « classes dangereuses », l'usine socialiste (et tous les autres lieux de travail: bureaux, coopératives agricoles, etc.) rassemble la population en âge de travailler pour qu'elle y devienne économiquement utile et politiquement docile. Ce n'est pas un hasard si le « collectif de travail », ainsi qu'il est*

*d'usage de désigner l'entreprise, est présenté, dans les pays socialistes, comme un lieu privilégié d'éducation.<sup>6</sup>*

Dans ce contexte où l'usine se substituait à la prison, où le travail était considéré comme un «mal obligatoire» préférable à la Sibérie, il n'est pas vraiment surprenant que la productivité eut été considérée par les travailleurs, au mieux, comme un moyen de progresser dans l'estime du Parti et au pire, comme un luxe.

Le passage d'une économie planifiée à une économie de marché bouscule complètement les règles du jeu. L'abandon des monopoles d'État, la privatisation des entreprises publiques, l'apparition des faillites entraînent un phénomène qui était jusque-là inconnu aux Polonais: le chômage. L'emploi qui était, hier encore, une obligation, devient aujourd'hui un privilège! Les files d'attente devant les magasins, qu'avaient vu disparaître les Polonais, se reconstituent aujourd'hui devant les bureaux pour l'emploi. Bien que de qualité incertaine en période de transformation socio-économique, les statistiques pour le début de 1992 parlent d'un taux de chômage qui oscille entre quatorze et seize pour cent. L'avenir immédiat ne laisse rien présager de meilleur. Les partenaires traditionnels de la Pologne se trouvent dans une situation précaire. La chute de la production industrielle (25%) dans le secteur étatisé n'a pas été accompagnée d'une baisse équivalente des effectifs (en réduction de huit pour cent seulement).<sup>7</sup>

Pour des raisons sociales et politiques, les dirigeants des entreprises d'État — certaines fonctionnent en autogestion — ont conservé leurs effectifs. Compte tenu de la chute de leurs revenus, elles ont continué à payer leurs salariés, mais ont arrêté de payer leurs fournisseurs. L'endettement interentreprises a ainsi connu un développement considérable l'an dernier. Il n'y a pratiquement pas eu de faillites. Les mines, les chantiers et les ateliers continuent de tourner à perte et en s'endettant. Cela témoigne bien du fait que les stratégies de gestion, reliées à l'économie planifiée, n'ont pas encore toutes disparu.

C'est ainsi que la privatisation se propose, pour ne pas dire s'impose, comme la façon efficace et intelligente de purifier l'économie polonaise des

modèles traditionnels de gestion socialiste et, par le fait même, de la remettre sur les voies de la prospérité économique.

## LE CREDO DE LA PRIVATISATION

D'ici cinq ans, la Pologne souhaite privatiser plus de la moitié de son patrimoine afin d'atteindre une structure de propriété similaire à celle qui existe présentement en Europe occidentale. Essentiellement, trois grandes stratégies sont envisagées pour mener à bien ce processus de privatisation.

- Premièrement, en ce qui concerne les cinq plus grandes entreprises de l'État, le gouvernement envisage de distribuer gratuitement à tous les citoyens polonais des bons du trésor pour l'achat d'actions. Les actions ainsi distribuées représenteraient jusqu'à trente pour cent du capital de ces entreprises. Le projet prévoit également une vente publique d'actions où l'État réserverait des quotes-parts à proposer à de grands investisseurs, notamment étrangers.

- Deuxièmement, le gouvernement souhaite mettre sur pied un programme de conversion de la dette extérieure privée (pour un montant de dix milliards de dollars américains) en actions d'entreprises privatisées.

- Enfin, les quelque 5500 autres entreprises classées PME pourront être vendues aux enchères, notamment à leur personnel, à des personnes ou des sociétés privées, polonaises ou étrangères. Elles pourront également devenir des sociétés par actions.

Mais au-delà des moyens à travers lesquels on entend réaliser la privatisation des entreprises polonaises, il ne faut pas perdre de vue tout «l'imaginaire collectif» politique et managerial que cela sous-tend. En embrassant le credo de la privatisation, les artisans du passage de la Pologne à une économie de marché (avec comme précurseur l'ex-ministre des finances, Leszlek Balcerowicz) ont fait un choix quant à l'orientation du développement économique et social qu'ils entendent privilégier. Ce choix entraîne derrière lui la Pologne toute entière et, comme tout choix de société, il est porteur

d'espoirs, de valeurs et d'illusions. Cette situation mérite qu'on s'y attarde quelque peu.

En empruntant la voie de la démocratie «directe» et du libéralisme économique, en acceptant les lourds sacrifices que suppose le passage d'une économie planifiée à une économie de marché, les Polonais lancent un message sans équivoque au reste du monde. Ils ne sont plus communistes! — D'ailleurs, l'ont-ils déjà vraiment été? — Doté de ces fortes cautions morales de vouloir rejoindre simultanément les camps de la démocratie et de l'économie occidentale, il est maintenant plus facile à Lech Walesa de convaincre le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, les gouvernements des capitales internationales et les capitaux privés étrangers d'alléger leur bourse en faveur de marges de crédit pour son pays et d'investissement sur les bords de la Vistule. Mais, que ces marges de crédit soit octroyées et que ces investissements soient réalisés, cela constitue-t-il pour autant un gage de victoire sur la concurrence internationale, une garantie de plein emploi et une source de bonheur social? Rien n'est moins sûr! Les Polonais réalisent aujourd'hui que la liberté n'est pas une panacée!

En empruntant la voie de la désétatisation, de la dénationalisation et de la privatisation, les penseurs et les leaders polonais recherchaient l'émergence d'une nouvelle vision de la gestion entrepreneuriale qui saurait conduire leur société à cette «terre promise» qu'est l'entrepreneurship, pour jouir de ses fruits, de profits, de richesse et d'abondance. Mais ces Polonais de Lodz, ces Polonais dont l'horizon n'est encore que le paysage de l'Europe industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle, avec ses immenses usines en briques rouges, ses maisons ouvrières qui ressemblent à s'y méprendre au camp d'Auschwitz, ses demeures d'anciens patrons aujourd'hui transformées en musées, ses rues aux façades lépreuses, ces Polonais de Lodz, dis-je, ne sont pas dupes. Pour eux, les bienfaits du capitalisme sont à l'image de l'heffalump, cet animal mythique que tout le monde chassait, mais que personne n'a jamais réussi à capturer. Les Polonais ne sont pas sans constater l'explosion de chômage qu'entraîne cette sacro-sainte culture organisationnelle de la privatisation, ils ne sont pas sans constater qu'elle débouche sur des formes d'inégalité que leurs programmes sociaux encore embryonnaires ne suffisent pas à compenser. Il m'aurait fallu être aveugle et sourd pour ne pas constater que

derrière leur fierté, les Polonais «moyens» sont engagés dans une lutte quotidienne pour leur survie. Derrière leur profonde chaleur humaine et leur grande hospitalité, souffle un vent, compréhensible mais néanmoins attristant, de désenchantement. Pour nos amis polonais, serait-il terminé le temps des grandes illusions?

## LA FIN DES GRANDES ILLUSIONS

Lors de leur révolution, en 1917, les bolcheviks crurent qu'ils engageraient les travailleurs dans une double libération. D'abord, une libération politique, puisque le pouvoir appartiendrait désormais aux ouvriers et aux paysans plutôt qu'à la «bourgeoisie». Enfin, une libération économique, puisque mettant sa force de travail à son propre service, le travailleur allait déployer une productivité que l'exploitation capitaliste n'aurait jamais pu susciter! Après quarante-cinq ans d'oppression bolchevique, c'est à l'unisson que l'ensemble d'une société a sonné «la fin de la récréation», pour ainsi manifester son désir d'accroître le fossé qui sépare la réalité des objectifs communistes initiaux.

Si les années quatre-vingt sont le symbole de l'affirmation culturelle contre le mensonge institutionnalisé, d'une révolution politique, contre le système stalinien et d'une «Solidarité», contre le communisme totalitaire polonais, le début des années quatre-vingt-dix marque la fin des grandes certitudes idéologiques et l'amorce d'une fragmentation à l'extrême du paysage politique.

Au cours de la dernière décade, à l'image des bolcheviks, les démocrates et les «syndicalistes» crurent qu'ils engageraient les travailleurs et l'ensemble des citoyens dans une double libération. Une libération d'abord politique, puisque le pouvoir appartiendrait désormais aux ouvriers et aux citoyens plutôt qu'à la nomenklatura et aux apparatchiks. Enfin, une libération économique, puisque mettant sa force de travail à son propre service et non plus à celui de l'État, le travailleur allait déployer une productivité que l'exploitation socialiste n'aurait jamais pu susciter! Après quarante-cinq mois intensifs sous la pression des exigences de l'économie libérale, les Polonais réalisent que la démocratie cohabite mal avec la misère.

Les faibles taux de participation aux élections présidentielles et législatives témoignent en partie de cette réalité. À cinquante ans d'intervalle, deux «révolutions» aux langages pourtant fort différents ne semblent pas «coller» à la réalité polonaise. Jamais deux sans trois, prophétise le vieux dicton! Se pourrait-il que la Pologne soit sur le point d'entamer une autre «révolution» qui déboucherait sur l'émergence d'un modèle typiquement polonais de développement social et économique? Chose certaine, en Pologne, les vraies options démocratiques et politiques restent encore à venir!

### ADOPTER OU ADAPTER?

*Nous les privilégiés, les pilleurs du Tiers Monde, nous n'avons aucun droit de proposer notre modèle de développement — je l'ai dit à Varsovie — ni de donner des conseils qui s'apparenteraient à une forme de paternalisme politique.<sup>8</sup>*

Offrir une aide financière et technique à la Pologne, n'est-ce pas comme offrir l'assistance d'un pyromane pour éteindre un incendie? Est-ce vraiment une bonne idée pour les Polonais de prendre pour modèle un système accablé par le chômage, affaibli par des crises économiques récurrentes où les jeunes, les vieux, les handicapés et les pauvres n'ont pas de voix, un système qui croule sous ses propres dettes, qui fait peu de cas de la protection de son environnement et qui exploite à outrance ses ressources naturelles.

Est-ce vraiment une bonne idée de prendre pour modèle un système où la valeur d'un individu est égale à l'épaisseur de son porte-feuille? Est-ce vraiment une bonne idée de s'associer à des gens qui, sans merci, exploitent l'Afrique depuis plus de quatre siècles? S'ils ne font qu'adopter notre système, les Polonais risquent d'être rejoints plus rapidement par nos malaises sociaux qu'ils ne le pensent! Le véritable défi pour la Pologne sera donc de «savoir faire» la différence entre «adopter» ou «adapter» le système. Ils devront se servir du momentum social actuel de désappointement comme d'un tremplin pour dégager les grandes lignes d'un nouveau modèle de développement typiquement polonais qui saura répondre aux particularités et aux exigences de leur société.

## CONCLUSION: EST-CE LA FIN DU DÉBUT OU LE DÉBUT DE LA FIN?

Les Polonais, comme bien d'autres peuples sous le régime communiste, ont été littéralement dépossédés de leur passé, le mensonge officiel a trafiqué leur mémoire. Aujourd'hui, l'avenir paraît plus que jamais difficile à inventer. Le présent se conjugue timidement, il est éprouvant et incertain.

Dans ce contexte, il serait facile de comprendre une certaine nostalgie de la certitude politique et économique du régime socialiste et une volonté d'y revenir, mais il n'en est rien! Même si certains anachronismes sociaux demeurent, la Pologne a résolument fait le choix de ne pas faire son entrée à reculons dans le deuxième millénaire!

Hier encore, c'était la fin du début d'un long mais glorieux combat d'émancipation politique! Aujourd'hui, les Polonais continuent le combat dans l'espoir d'éviter le début de la fin d'une profonde évolution qui a bouleversé à jamais l'histoire tout entière de l'humanité!

### NOTES

1. Louis-Bernard Robitaille, "Même avec un niveau de vie misérable, la Pologne n'est pas le Tiers-monde", *La Presse*, (24 novembre 1990): F-6.
2. Yves Boisvert et Catherine François, "Le paradoxe polonais", *Possibles*, (hiver 1991): 181.
3. Marcel Drach, *La crise dans les pays socialistes*, 1986, p. 73.
4. Alexandre Zinoviev, *Le communisme comme réalité*, 1983, p. 155.
5. Anne Drumaux, *Privatisation = moins d'État?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, p. 12.
6. Marcel Drach, *op. cit.* p. 69.



7. **Eric Izraelewicz, "Le passage à l'économie de marché de la Pologne est en bonne vie", *Le Devoir*, (13 avril 1991) : B-2.**
8. **René Dumont, *Finis les lendemains qui chantent*, Paris, Éditions du Seuil, 1985, p. 178.**

## Les plus récentes publications du GRIDEQ

### CAHIERS DU GRIDEQ

- N° 16 : **Les chantiers forestiers de la Rimouski (1930-1940). Techniques traditionnelles et culture matérielle.** Par Louise Proulx. Rimouski, UQAR - GRIDEQ, 1985, 105 p.  
Prix : 8 \$ + T.P.S.
- N° 17 : **La papeterie de la Vallée de la Matapédia : du projet à la lutte.** Par Jean Bonneville. Rimouski, UQAR - GRIDEQ, 1986, 245 p.  
Prix : 10 \$ + T.P.S.
- N° 18 : **Organisations populaires et transformations sociales. Le R.O.C.C.R. et six de ses organismes-membres.** Par Marie Blanchard. Rimouski, UQAR - GRIDEQ, 1986, 359 p.  
Prix : 10 \$ + T.P.S.
- N° 19 : **La régionalisation de Radio-Québec : l'histoire d'un prétexte.** Par Laura Chouinard et Michel Pomerleau. Rimouski, UQAR - GRIDEQ, 1987, 205 p.  
Prix : 10 \$ + T.P.S.
- N° 20 : **Enjeux forestiers.** Sous la direction de Paul Larocque et Jean Larrivée. Rimouski, UQAR - GRIDEQ, 1991, 216 p.  
Prix : 10 \$ + T.P.S.
- N° 21 : **Structures régionales et régionalismes dans les pays de la Communauté économique européenne.**  
Par Marc Lambinet.  
1993. 394 p.  
Prix : 15,89 \$ + T.P.S.

## ACTES ET INSTRUMENTS DE LA RECHERCHE EN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

- N° 4 : **Agriculture collective et développement régional. Le JAL et les Maraîchers de la Mitis.** Par Martin Harrison. 1987, 279 p.  
Prix : 10 \$ + T.P.S.
- N° 5 : **Pouvoir local et développement dans la Vallée de la Matapédia, 1974-1983.** Par Linda Rouleau. 1988, 368 p.  
Prix : 10 \$ + T.P.S.
- N° 6 : **Formation et Savoir-Faire, (Échanges Nord-Sud : pour des transferts sur mesure).** Actes du colloque de l'IDNS (1987). 1989, 113 p.  
Prix : 8 \$ + T.P.S.
- N° 7 : **Les villages ruraux menacés : le pari du développement.** Actes du colloque du GRIDEQ, 1989.  
Prix : 12 \$ + T.P.S.
- N° 8 : **L'identité territoriale: la dualité rurale-urbaine dans la Municipalité régionale de comté Les Basques.** Par C. Pigeon. 1991. 186 p.  
Prix : 10 \$ + T.P.S.
- N° 9 : **L'appropriation des projets de développement.** Par H. B. Ouédraogo. 1992.  
Prix : 10 \$ + T.P.S.
- N° 10: **Le vertige de la liberté. Essais sur la Pologne postcommuniste.** Sous la direction d'Oleg Stanek. 1993.

## TÉMOIGNAGES ET ANALYSES

- N° 1 : **Une forêt pour vivre. Témoignage d'un sylviculteur.** Par Léonard Otis et coll. 1989. 124 p.  
Prix : 10 \$ + T.P.S.
- N° 2 : **L'utopie en acte : la Commune de la Plaine.** Par Marc Corbeil. 1990. 110 p.  
Prix : 10 \$ + T.P.S.
- N° 3 : **D'hier à demain : la pêche maritime au Québec.** Par O. Cloutier et al. 1991. 116 p.  
Prix : 10 \$ + T.P.S.
- N° 4 : **Femmes violentées. Derrière le masque du silence.** Par R. Gratton et al. 1992. 120 p.  
Prix : 10 \$ + T.P.S.

## **HORS SÉRIE**

**Du local à l'État : les territorialités du développement.** Co-édition GRIR et GRIDEQ, 1986, 141 p. Par Hugues Dionne et al.

Prix : 12 \$ + T.P.S.

**Actes du colloque. Le financement du développement régional.** GRIDEQ, Rimouski, 1988, 274 p.

Prix : 10 \$ + T.P.S.

**De la Loire au Saint-Laurent.** GRIDEQ, GRIR et URA 915. Sous la direction de J. Chevalier, B. Jean et al., 1991.

Prix : 12 \$ + T.P.S.

N.B. Veuillez ajouter 2.60 \$ pour les frais postaux

Pour commander ou obtenir la liste complète des publications

écrivez à :

Secrétariat du GRIDEQ  
Université du Québec à Rimouski  
300, allée des Ursulines  
Rimouski (Québec)  
G5L 3A1  
Téléphone : (418) 724-1440  
Téléphone : (418) 724-1441